



**EL CODESARROLLO ANTE LOS RETOS ACTUALES DE  
TRANSNACIONALISMO, GOBERNANZA Y CIUDADANÍA:  
APLICACIONES AL CASO HISPANO-MARROQUÍ.**

**Autor**

Mourad Aboussi  
Becario del MAEC-AECID

**Directores**

Enrique E. Raya Lozano  
Catherine Wihtol de Wenden  
María Teresa Díaz Aznarte



**ugr** | Universidad  
de Granada

Septiembre de 2012

Editor: Editorial de la Universidad de Granada  
Autor: Mourad Aboussi  
D.L.: GR 753-2013  
ISBN: 978-84-9028-423-0



THÈSE DE DOCTORAT  
PROGRAMME DE SCIENCES SOCIALES APPLIQUÉES



**LE CODÉVELOPPEMENT FACE AUX ENJEUX ACTUELS DU  
TRANSNATIONALISME, DE LA GOUVERNANCE ET DE LA CITOYENNETÉ :  
APPLICATIONS AU CAS HISPANO-MAROCAIN**

**Auteur**

Mourad Aboussi  
Allocataire de recherche du MAEC-AECID

**Directeurs**

Enrique E. Raya Lozano  
Catherine Wihtol de Wenden  
María Teresa Díaz Aznarte



Septembre 2012



## **COMPROMISO DE RESPETO DE LOS DERECHOS DE AUTOR**

El doctorando Mourad Aboussi y los directores de la tesis Enrique Raya Lozano, Catherine Wihtol de Wenden y María Teresa Díaz Aznarte, garantizamos, al firmar esta tesis doctoral, que el trabajo ha sido realizado por el doctorando bajo la dirección de los directores de la tesis y hasta donde nuestro conocimiento alcanza, en la realización del trabajo, se han respetado los derechos de otros autores a ser citados, cuando se han utilizado sus resultados o publicaciones.

Granada, a 11 de septiembre de 2012.

Directores de la Tesis

Doctorando

Fdo.: Enrique Raya Lozano

Fdo.: Mourad Aboussi

Fdo.: Catherine Wihtol de Wenden

Fdo.: María Teresa Díaz Aznarte



*«El hombre desarraigado, arrancado de su marco, de su medio, de su país, sufre al principio, pues es más agradable vivir entre los suyos. Sin embargo, puede sacar provecho de su experiencia. Aprende a dejar de confundir lo real con lo ideal, la cultura con la naturaleza. Pero si el hombre desplazado logra superar el resentimiento nacido del desprecio o de la hostilidad de sus huéspedes, descubre la curiosidad y aprende la tolerancia».*

*Tzvetan Todorov.  
El Hombre Desplazado.  
Madrid: Taurus (2008).*





A mi familia, por su gran afecto,  
A mis directores de tesis, por sus sabios consejos,  
A Enrique Raya, por su apreciado apoyo,  
A los miembros del tribunal, por su amable disponibilidad,  
A todos los que aprecio y me aprecian,  
A todos los que luchan por causas nobles,  
Dedico esta tesis.



## SUMARIO

<b>INTRODUCTION GÉNÉRALE</b> .....	13
<b>INTRODUCCIÓN</b> .....	22
<b>PRIMERA PARTE. REPENSAR Y REDEFINIR EL CODESARROLLO:</b>	
<b>INCLUYENDO NUEVOS CONCEPTOS Y OTRAS PERSPECTIVAS</b> .....	45
<b>CAPÍTULO 1. EL CODESARROLLO: ORÍGENES Y DEFINICIONES</b> .....	49
<b>CAPÍTULO 2. LA POLÍTICA EUROPEA DE MIGRACIÓN Y DESARROLLO</b> .....	59
<b>CAPÍTULO 3. MODELOS DE CODESARROLLO: LA EXPERIENCIA FRANCESA</b> ....	81
<b>CAPÍTULO 4. MIGRACIÓN Y DESARROLLO: EL PAPEL CONTROVERTIDO DE LA COOPERACIÓN</b> .....	91
<b>CAPÍTULO 5. CONFIGURACIONES Y RETOS DE LA GOBERNANZA EN RELACIÓN CON LA COOPERACIÓN Y EL DESARROLLO</b> .....	107
<b>CAPÍTULO 6. NUEVAS APORTACIONES DESDE LAS TEORÍAS DE TRANSNACIONALISMO</b> .....	117
<b>CONCLUSIONES DE LA PRIMERA PARTE: UNA PROPUESTA DE REDEFINICIÓN DEL CODESARROLLO</b> .....	139
<b>SEGUNDA PARTE. CONTEXTOS, PRÁCTICAS Y OPORTUNIDADES DEL CODESARROLLO EN EL CASO HISPANO-MARROQUÍ</b>	145
<b>CAPÍTULO 7. LA EXPERIENCIA ESPAÑOLA DE CODESARROLLO. ENTRE LAS POLÍTICAS MIGRATORIAS Y LA COOPERACIÓN AL DESARROLLO</b> .....	151
<b>CAPÍTULO 8. PRÁCTICAS DIASPÓRICAS Y ELEMENTOS DE CODESARROLLO EN LAS POLÍTICAS DE MARRUECOS HACIA SUS EMIGRANTES</b> .....	159
<b>CAPÍTULO 9. EL CONCEPTO DE CODESARROLLO EN EL DISCURSO Y LAS PRÁCTICAS DE ORGANIZACIONES HISPANO-MARROQUÍES: ENFOQUES INSTITUCIONALES Y DIASPÓRICOS</b> .....	189
<b>CAPÍTULO 10. HACIA UNA ESTRATEGIA DE CODESARROLLO HISPANO- MARROQUÍ: CONEXIONES, OPORTUNIDADES Y PRIORIDADES</b> .....	231
<b>CONCLUSIONES DE LA SEGUNDA PARTE: PENSANDO EL CODESARROLLO HISPANO-MARROQUÍ</b> .....	245
<b>CONCLUSIONES GENERALES</b> .....	249
<b>SYNTHÈSE GÉNÉRALE</b> .....	259
<b>BIBLIOGRAFÍA</b> .....	285
<b>ANEXO</b> .....	319
<b>ABREVIATURAS Y ACRÓNIMOS</b> .....	323
<b>ÍNDICE GENERAL</b> .....	329





**INTRODUCTION GÉNÉRALE**



Dans l'objectif de **mettre en contexte** la problématique de la présente thèse doctorale, il est fondamental de considérer les éléments relatifs au système migratoire en tant qu'un tissu complexe de multiples interactions et interrelations qui se développent entre deux régions, l'une émettrice d'émigration<sup>1</sup> et l'autre réceptrice d'immigration. Lors et au sein de cette connexion intervient une série de plans, normes et lois approuvés et exécutés par des organismes appartenant généralement au lieu de réception. Ces mesures conforment la politique migratoire conçue comme une réponse au besoin de contrôle des effets inopportuns causés par les péripéties du système migratoire.

Faisant partie du système global, le contexte migratoire contient certaines particularités qui résultent difficiles d'aborder de la part des institutions supranationales, nationales et locales. Ce qui rend la configuration de la politique migratoire un processus assez polémique et son exécution une activité dont l'efficacité est remise en question (Arango, 1993; Moulier Boutang y Papademetriou, 1994).

Les dynamiques reflétées par le système migratoire et ses politiques ne peuvent s'expliquer en dehors des phénomènes relatifs au système global: c'est-à-dire tous ces facteurs relatifs à la globalisation et à la mondialisation. En principe, les deux termes ont des connotations différentes suivant des critères économiques et culturels. Le premier se réfère à la modernisation au niveau international, synonyme d'occidentalisation (Spybey, 1996); le deuxième est plutôt utilisé pour dénommer l'accumulation de capital et l'expansion du Marché: l'internationalisation et la libéralisation aigüe des activités économiques (Sander, 1996).

Certains auteurs ne distinguent pas entre les deux concepts, ils les considèrent comme un processus qui englobe les changements des sociétés « avancées » contemporaines en termes d'expansion capitaliste basée sur la croissante diffusion des nouvelles technologies de la communication, le transport et la compétitivité (économique, industrielle, commerciale) entre pays développés et pays en voies de développement (Castells, 1998; Beck, 1999). D'autres chercheurs parlent plutôt d'un processus de *déterritorialisation* des activités économiques, politiques et sociales, c'est-à-dire que les identités individuelles et collectives sont de moins en moins définies par le territoire et les critères géographiques (Held et al, 1999). Dans notre thèse, nous sommes intéressés par les deux approches.

---

<sup>1</sup> Nous adoptons dans cette thèse trois groupes lexicaux en relation avec le fait migratoire : 1) « émigration », dans le sens d'une mobilité du pays d'origine vers le pays de réception temporaire ou durable; le terme « émigrant » est alors utilisé pour indiquer une personne qui réalise cette action. 2) « immigration », en référence au séjour d'un "immigrant" dans le pays de réception et les faits migratoires que cela suppose. 3) « migration », pour parler des deux options quand il s'agit d'une idée générale et « migrant » pour indiquer le statut d'une personne qui est à la fois émigrant et immigrant, indépendamment de sa situation géographique.



Justement, nous retenons que la globalisation est derrière l'émergence et la consolidation de trois variables qui contribuent à la configuration du système migratoire. Il s'agit des variables géographique, institutionnelle et économique: les réseaux, la post-souveraineté de l'État-nation et le libéralisme économique entre autres besoins du Marché.

Ce qui caractérise le plus la globalisation c'est les réseaux sociaux et économiques (Lafleur, 2005) en tant qu'une nouvelle forme de construction des échanges qui contribue à l'émergence d'un espace commun entre le Nord et le Sud dans lequel transitent non seulement les hommes et les biens, sinon les idées également, les valeurs politiques et les pratiques culturelles (Cesari, 2002). Ce qui favorise plusieurs changements socio-économiques au niveau international, qui engendrent la post-souveraineté de l'État où les territoires nationaux ne se basent plus systématiquement sur les relations sociales, s'appuyant plutôt sur l'appartenance à des réseaux d'acteurs. Quant à la variable économique, la globalisation a multiplié les interactions entre le Nord et le Sud en matière de processus économiques: il faut parler, selon Sassen (2006), de la géo-économie des migrations internationales pour comprendre le contexte où a lieu la dynamique d'activation de la pauvreté et le manque d'emploi en tant que facteurs qui poussent à l'émigration. Ce qui veut dire que l'implantation des stratégies occidentales de développement durant les quatre dernières décennies, fut un facteur décisif dans la formation des processus migratoires (Portes y Walton, 1981; Smith, 2005). En conséquence, les migrations internationales ont joué un rôle central dans l'intégration des économies des pays du Sud et du Nord à partir de la deuxième guerre mondiale: le déplacement de la main d'œuvre est le fruit des mouvements de capital (Tapinos y Delaunay, 2000) en vue de l'asymétrie provoquée par le libéralisme économique: à l'absence du travail dans le Sud correspondait la crise du travail dans le Nord (Naïr, 1997).

À présent, même si cette inégalité entre le Nord et le Sud persiste toujours, les migrations et le Marché ont une relation différente: les politiques migratoires et économiques associées à la globalisation sont orientées explicitement ou implicitement à prévenir plus qu'à faciliter la mobilité humaine (Tapinos y Delaunay, 2000). Ceci est dû à l'arrivée massive et continue des flux migratoires légaux et clandestins, fait face auquel l'Union Européenne (UE) et ses pays membres doivent prendre des décisions et lancer des actions, partiellement en vue de la pression de l'opinion publique et ses réactions aux différents aspects de la vie immigrée en accueil. Mais c'est surtout la variable sécurité qui constitue, depuis les attentas du 11S, la pierre angulaire de l'agenda politique. Malgré ces dispositions, l'UE assiste à un développement inattendu du système migratoire qui continue à générer plus de flux alors qu'on s'attendait à ce que les migrations créent une certaine croissance économique dans le Sud susceptible de réduire la pauvreté et le besoin d'émigrer.

Ces attentes sont dûes à une interprétation erronée de la relation entre Migration et Développement (M&D). En effet, durant les années 1970, l'Approche de croissance Équilibrée (Balanced Growth Approach), sur la base d'idées néolibérales, croyait que le déplacement de la force de travail entre les pays est compensé par les flux économiques créés par les transferts des immigrants et les habilités acquises par ceux qui retournent. Dans les années 1980, l'Approche de Croissance Asymétrique (Assymetrical Growth Approach) défendait le contraire en parlant de développement en accueil et sous-développement en origine, vu que la perte de capital provoque une baisse de productivité et une lenteur dans la croissance (Spaan et *al.*, 2005).

Nous devrions lire ces deux visions dans le cadre général de l'évolution de la Théorie Économique du Développement (TED), à partir de ses approches orthodoxes et hétérodoxes qui ont énormément orienté les politiques de coopération au développement<sup>2</sup> les conduisant à des doutes concernant leurs intentions réelles, à remettre en question leur efficacité, à penser en leurs impacts contre-productifs et à chercher des solutions pour sortir de l'impasse.

En vue de ces circonstances, le débat dans les années 1990 a focalisé la problématique des flux financiers promus par les migrants et son effet macro-économique en origine. Ce qui a initié le débat sur la M&D dans un contexte de consensus concernant le besoin de réviser les schémas de coopération au développement. Fut remise en cause la raison de son existence, s'est également propagé un sentiment de « fatigue de la coopération » des pays donateurs puisqu'ils considéraient que les résultats étaient décevants après plus de quarante ans d'appui au développement dans le Sud. Les aspects économiques des migrations ont commencé alors à s'imposer comme une alternative aux budgets consacrés à la coopération. Les connexions entre M&D ont suscité l'intérêt de plusieurs pays et institutions multilatérales dans la recherche de réponses à la question si les migrations peuvent servir d'appui à la politique d'aide au développement et si celle-ci peut réduire ou prévenir les migrations.

Plusieurs États et institutions supranationales ont mené alors des initiatives pour l'intelligence de la problématique. On peut citer dans ce sens le cas le plus connu dans le monde académique: le Rapport sur le Développement Humain de 2009 intitulé « Lever les

---

<sup>2</sup> La « coopération pour le développement » est comprise dans cette thèse comme un instrument utilisé par certains pays pour appuyer le développement dans d'autres pays, considérés prioritaires, à la base de critères historiques, économiques et géopolitiques. Nous utilisons le terme « développement » avec une définition personnalisée qui le considère un processus d'amplification des opportunités des personnes pour qu'ils puissent accéder aux besoins de base et aux services qui leur garantissent une vie digne (revenu, logement, assistance sanitaire, éducation, libertés, etc). Cette définition est appliquée à toutes les idées formulées par l'auteur en tant que déductions, critiques ou propositions; dans la révision de littérature, l'analyse documentaire et la description des pratiques, le terme « développement » ne correspond pas nécessairement à cette définition puisque chaque acteur-institution a ses propres usages et conceptions.

barrières: mobilités et développement humain » publié par le Programme des Nations Unis pour le Développement (PNUD). Le rapport peut être considéré comme le texte institutionnel le plus exhaustif dans l'explication de la connexion M&D et certainement le plus positif jusqu'à présent. Il introduit au sujet en parlant de « *l'extraordinaire inégalité dans la distribution mondiale des capacités* » comme un des facteurs qui impulsent le mouvement des personnes: il présente ainsi la migration comme une forme d'amplifier leurs options, même si, rappelle-t-il, « *les opportunités auxquelles accèdent les personnes avec plus de ressources sont différentes de celles qui se présentent aux personnes qui ont des habilités et des ressources plus limitées* ». Le rapport met l'accent donc sur « *l'impact positif évident des migrations sur le développement humain* » à la fois dans les pays d'origine et d'accueil. Il fait remarquer dans ce cas que « *dans les situations où les habilités des migrants complètent celles des habitants locaux, les deux groupes en bénéficient. Les sociétés dans leur ensemble peuvent maximiser les différents avantages de ce processus, partant de l'innovation technique et arrivant à la diversité gastronomique, grâce aux émigrés* ». Le texte avertit alors, en parlant des politiques adoptées face aux migrations, que les « *restrictions des pays d'accueil peuvent augmenter les coûts et les risques de la migration* » (PNUD, 2009).

De façon générale, la connexion entre migration et développement se réfère aux multiples effets qu'a la migration sur le développement et vice-versa, ceux que génère le développement par rapport aux migrations. Il est possible de les résumer de la façon suivante: « quand il y a plus de migrations, il y a plus de développement » et « quand il y a plus de développement il y a moins de migrations » (Lacomba, 2004). Ce qui s'avère une équation intéressante pour les décideurs des politiques migratoires. Quand il y a plus de migrations, il y a plus de développement : cette conception est centrée sur l'apport économique des émigrants.

En effet, on peut admettre que la migration contribue à baisser la pression démographique sur les marchés de travail saturés dans le Sud, en même temps qu'elle permet l'accès d'une partie de la population à l'emploi et aux revenus. Les relations familiales maintiennent également les flux monétaires qui rendent possible la consommation et, éventuellement, l'investissement dans les pays d'origine. Au-delà de la perspective économique, on pourrait parler de champs d'influence différents: les transferts de technologies et la circulation d'idées relèvent d'une dimension socio-culturelle dans le cadre de laquelle on peut transmettre des indices de modernisation et de changement chez la société d'origine. En résumé, les migrations catalysent les aspects les plus importants du développement: les transferts d'argent, de marchandises, de technologie et d'idées. Par conséquent, si ce développement se produit, il est susceptible de donner lieu à moins de

migrations: on pense que, grâce aux aspects décrits ci-dessus, les principaux facteurs qui poussent les individus à entreprendre des projets migratoires peuvent être éradiqués.

L'existence de cette possibilité d'éliminer ou de restreindre les flux migratoires fait de la connexion M&D une question pleinement politisée (Sørensen *et al.*, 2002). Dans les coulisses de la décision à l'UE et de ses États membres, on observe l'établissement d'une relation préventive entre M&D: on assiste à partir des années 1990 à une connexion entre les politiques migratoires et celles de coopération dans l'objectif de préparer en origine les conditions socio-économiques susceptibles de réduire les migrations (Cortés, 2010).

Dès lors, le monde académique et le champ politique considèrent cette perspective au centre de la gestion migratoire et de la recherche en matière de migrations internationales (Castles *et al.*, 2007). Malgré cela, les politiques de M&D restent encore méconnues et peu explorées. Si bien ce fut l'objet de plusieurs études dans les différentes disciplines, il reste encore un bon chemin à parcourir dans le but de découvrir et éclaircir l'approche adoptée en la matière par les États, les institutions nationales et les organismes supranationaux. Surtout que nous ne disposons toujours pas d'une définition standard ni d'un vocabulaire unifié: on utilise migration et développement ou co-développement de façon indistincte. Ces arguments expliquent le **choix du thème et la pertinence de la recherche**.

Comme le suggère le propre vocable, la notion de co-développement reste liée à l'idée de coresponsabilité entre les pays du Sud et du Nord dans la pratique de la coopération au développement. Du moment, les travaux réalisés pour orienter cette approche sont en général individualistes, promus par quelques pays du Nord sans consultation préalable des pays du Sud ni implication des propres sujets (migrants) dans la configuration. C'est peut-être ce qui explique que le co-développement ait eu un mauvais augure, qu'il avance à un rythme très lent en stagnant même parfois. On assiste bien à une contradiction là: les actions de coopération sont supposées être objet d'un travail collectif, de coordination entre les différents acteurs impliqués des deux rives et d'une intervention décidée de la part des institutions publiques avec de nouveaux instruments de gestion et de contrôle à la fois pour assurer la cohérence des politiques internationales et pour veiller à la bonne réalisation et l'efficacité des plans exécutés dans un esprit qui respecte les pratiques de bonne gouvernance<sup>3</sup>.

Nous ne sommes pas intéressés par l'indication dans un simple ordre chronologique des idées qui ont essayé de définir le co-développement. Nous désirons plutôt mettre l'accent sur les réflexions formulées autour du terme depuis les différents champs de recherche et les

---

<sup>3</sup> En attente d'aborder les différentes facettes du terme dans le chapitre 9, nous retenons une définition initiale de « gouvernance » comme toutes les pratiques organisationnelles et de gestion qui améliorent la performance des institutions-organisations et leur accomplissement d'objectifs et production d'effets positifs dans leurs domaines d'action.

institutions gouvernementales ou multilatérales. Nous remarquons une grande variété d'approches que nous pourrions parler d'idées orthodoxes et hétérodoxes du co-développement, une division similaire à celle de la TED. Même si ces deux sphères se rétro-alimentent: les chercheurs confectionnent des définitions suggérées par l'usage institutionnel du co-développement et les institutions<sup>4</sup> adoptent et adaptent des définitions faites par les chercheurs. Pour cela, l'une des raisons pour lesquelles nous entreprenons ce projet de thèse c'est le désir d'avancer vers une redéfinition du co-développement en incorporant toutes les variables et en proposant une conception susceptible de positiver davantage les migrations comme une ressource pour promouvoir le développement dans les deux rives. Nous profiterons dans ce cas de certains avantages dont dispose le chercheur: l'indépendance des influences idéologiques « politiques » ou les besoins de subventions qui obligent à appliquer certaines orientations, ce qui renforce la position de liberté et d'éthique du scientifique social; et surtout le pouvoir de faire des suggestions ou recommandations, ce qui fait de toute recherche une invitation à l'action et au changement. Nous sommes conscients du fait que, vue la situation actuelle de crise systémique, il est opportun de contribuer à la réflexion concernant les formes de réduire tous les facteurs qui menacent la gestion de l'État-providence et le bien être des individus au Nord comme au Sud.

Dans cette optique, la thèse est conçue comme une recherche appliquée: elle développe les connaissances scientifiques de la problématique tout en s'orientant à adopter de nouvelles approches théoriques et les appliquer à un contexte déterminé de façon à vérifier leurs opportunités et leurs faiblesses. Le contexte qui nous intéresse ici est celui que nous appelons « espace transnational hispano-marocain » que nous imaginons comme un ensemble de relations et d'interactions qui ont lieu entre les deux États-pays-sociétés et qui contribuent au rapprochement ou à la distance entre les deux<sup>5</sup>. La frontière « méditerranéenne » hispano-marocaine est considérée, avec celle du Río Grande entre le Mexique et les États-Unis, l'une des zones mondiales d'énorme inégalité et du coup qui requièrent des stratégies conjointes d'intervention. En matière de politiques migratoires, tantôt le Maroc comme l'Espagne prêtent attention depuis déjà des décennies à l'évolution des émigrations-immigrations. Le Maroc principalement pour avoir plus de 3 millions de citoyens à l'étranger, l'Espagne pour

---

<sup>4</sup> Le terme fait référence à Tous les organismes ou organisations qui ont un caractères gouvernemental et public, au niveau supranational, multilatéral, étatique ou régional. Quand nous utilisons « institutionnel » c'est pour indiquer tout ce qui est relatif à ces institutions.

<sup>5</sup> Nous considérons l'espace transnational comme un espace non géographique où les territoires ne jouent plus le même rôle principal dans la souveraineté des États, en vue de l'existence de pratiques et de phénomènes au-delà des frontières et qui échappent au contrôle des États. Nous offrirons plus d'explications dans cette introduction et dans le chapitre 5.

accueillir plus de 5 millions d'immigrés, soit presque le 13% de sa population. Cet intérêt se reflète dans les différentes pratiques politiques des deux pays.

Le Rapport Général 50 ans de Développement Humain et Perspectives 2025 élaboré au Maroc<sup>6</sup> en 2006 s'arrête, entre autres, sur l'importance des émigrés pour les différents secteurs du pays en vue de leurs apports potentiels: « *si la contribution de cette diaspora à l'économie nationale est réelle depuis assez de temps, le Maroc doit aussi avoir l'ambition de bénéficier des apports de toutes les composantes en termes d'irradiation extérieure, de lobbying économique et financier, de transferts d'expertise, de technologie et d'enrichissement culturel* » (VV.AA, 2006).

Dans le cas de l'Espagne, à partir de 2005 se sont multipliées les initiatives qui voulaient mettre en relation l'approche migratoire et le développement de façon à augmenter les effets mutuels. Les plans de coopération et les appels à projets qui ont concrétisé cette nouvelle tendance indiquent l'usage de plusieurs cadres d'action du co-développement, ou migration et développement, qui s'inspirent de l'expérience d'autres pays comme la France ou des accords acquis au niveau européen.

Ainsi, partant de ces deux observations, nous considérons capital pour la correcte élaboration de cette thèse, l'analyse à la fois des politiques migratoires dirigées à la « gestion des flux migratoires » et de celle orientées à la « gestion interne de l'immigration » que l'Europe-Espagne justifie par un discours relatif à la coopération et au développement. Ces politiques sont le fruit de logiques qui attribuent aux migrants un rôle passif et qui n'arrivent pas à comprendre les dynamiques qu'ils promeuvent dans le contexte globalisé. Parallèlement à cela, il est fondamental d'analyser la politique migratoire du pays d'origine et qui s'avère être, dans le cas du Maroc, plutôt une politique publique d'attention envers les émigrés qu'une politique nationale de planification et de gestion de l'émigration. Ce qui est généralement expliqué par l'intérêt économique et politique des pays d'origine: les mesures adoptées assurent le flux continu de transferts et d'Investissements Directs Étrangers (IDE) ou le contrôle des pratiques politiques de la diaspora (Østergaard-Nielsen, 2009).

Partant des arguments antérieurs qui mettent en contexte et justifient le sujet de la thèse, nous pouvons **définir la problématique** de la façon suivante: analyser les différentes approches théoriques et pratiques du co-développement dans sa relation avec les effets du

---

<sup>6</sup> C'est un rapport demandé par le Roi Mohammed VI dans son discours du 20 août 2003, dans l'idée d'un projet collectif et participatif de réflexion et de débat sur l'évaluation rétrospective du développement humain au Maroc depuis son indépendance et sur la vision de ses perspectives dans les 20 ans suivants. Le rapport fut publié en janvier 2006 et il peut être consulté sur la page: [http://www.rdh50.ma/esp/docsynthese\\_esp.pdf](http://www.rdh50.ma/esp/docsynthese_esp.pdf)

transnationalisme, les opportunités de la citoyenneté<sup>7</sup> et les besoins en gouvernance; ce qui nous servira pour proposer un nouveau concept-cadre de co-développement, en systématisant l'apport des différentes variables et des nombreux acteurs qui interviennent; afin d'analyser finalement les possibilités et les difficultés d'implantation d'une stratégie potentielle de co-développement dans le contexte hispano-marocain de façon à ce qu'elle contribue au progrès des deux pays.

En premier lieu, il s'agit de faire une révision théorique des nombreuses idées formulées autour de la question du co-développement de la part de chercheurs et de politiques; des emplois officiels du concept par les États et les institutions multilatérales dans le cadre de politiques migratoires ou de coopération au développement; de l'évolution des théories de développement comme fondement des modèles de coopérations en connexion actuellement avec l'effet des migrations; et de la perspective du transnationalisme et les problématiques qu'elle pose en matière de problèmes spatiaux, de participation citoyenne et de souveraineté étatique: il s'agit d'une variable que les recherches sur le co-développement n'incorporent pas encore alors qu'elle suggère multiples voies pour la compréhension de la problématique. Nous partons d'une certaine ambition, celle de réaliser une redéfinition du co-développement, ample et exhaustive, tout en prenant en considération les effets des politiques migratoires et les facettes du transnationalisme. Cette définition servira comme axe argumentatif pour la deuxième partie de la thèse: nous défendons l'idée du co-développement comme une nouvelle modalité de coopération, soit une politique transnationale qui contribue au développement des deux rives via l'implication des migrants.

En vue de cela et en deuxième lieu, il s'agit d'une double tâche: faire le diagnostic de la conceptualisation du co-développement de la part d'ONG et d'institutions publiques, par le biais d'une étude empirique qui met l'accent sur les discours et les pratiques dans le contexte hispano-marocain tout en mettant en relief les difficultés d'implantation d'une politique institutionnelle de co-développement et les possibilités de collaboration de l'axe public-privé-civil. Ceci est bien sûr envisagé après l'intelligence du contexte dans lequel évoluerait cette potentielle stratégie et ce qui facilite, encourage ou bloque la gestion commune de politiques et de programmes, afin d'explorer le défis de planification, permanent entre les deux pays, et réfléchir autour des questions à gérer de façon à tirer profit des opportunités offertes par l'espace transnational pour multiplier les effets positifs sur le développement commun.

---

<sup>7</sup> Nous définissons la "citoyenneté" comme le droit et le statut que doivent avoir toutes les personnes qui font partie d'une communauté-société. Pour cela, elle ne doit pas être relative à un territoire, surtout dans le cas des migrants qui possèdent différentes manières d'appartenance aux contextes d'origine et de réception. Ainsi, la citoyenneté dans l'espace transnational, en présence de certaines conditions, contient et génère une série d'opportunités comme l'on argumentera dans plusieurs chapitres.

En troisième lieu, dans les conclusions partielles et générales nous désirons soutenir quelques réflexions sur l'interconnexion entre les enjeux de transnationalisme, de gouvernance et de citoyenneté en tant qu'éléments capitaux dans la configuration du concept et de la pratique du co-développement, vu le rôle qu'ils peuvent jouer comme obstacles ou catalyseurs d'une forme horizontale de coopération qui puisse maximiser les effets positifs des migrations.

Pour atteindre les objectifs arrêtés, nous considérons que l'Analyse de Discours (AD)<sup>8</sup> est **la méthodologie**<sup>9</sup> la plus appropriée pour étudier le discours écrit et oral relatif au co-développement dans ses usages gouvernementaux et non-gouvernementaux. Nous ne sommes pas intéressés par l'approche analytique linguistique, sinon par le discours dans son interaction avec les contextes et les acteurs. Pour autant, dans certains moments clés de la thèse, il nous sera essentiel l'usage de l'Analyse Critique du Discours (ACD)<sup>10</sup> dans le but d'exposer certains éléments particuliers dans l'emploi instrumentalisé du co-développement ou les canaux d'influence du discours institutionnel dans la conceptualisation du co-développement et dans sa pratique dans le domaine non-gouvernemental<sup>11</sup>.

L'option qui s'impose alors pour réussir cet exercice est l'approche qualitative car elle nous permettrait de mener une recherche des processus de production et reproduction du social et du politique à travers le langage et l'action symbolique et pratique. Puisque nous pensons que le co-développement n'arrive pas à sortir d'une phase exploratoire pleine de progrès et de reculs, d'idées explicitement déclarées et plusieurs autres implicites ou occultées, la méthodologie choisie nous sert durant tout le processus d'élaboration de la thèse pour prêter attention aux niveaux de significations du langage, son contenu et ses fonctions communicatives (Ortí, 2005), à interpréter selon les contextes où ils ont lieu et les acteurs qui les énoncent: le langage qui dit des choses (fonction référentielle) ; le langage qui cache des choses (la fonction idéologique) ; et le langage qui révèle ou trahit des signifiés. Nous travaillons donc dans une perspective sceptique suggérée par le doute méthodique cartésien.

La première phase de la recherche consiste en une analyse documentaire des références académiques, des textes institutionnels, des documents divulgatifs et des articles de presse. Par exemple, pour détecter la présence des idées de co-développement dans la pratique

---

<sup>8</sup> V. Titscher et *al.* (2000).

<sup>9</sup> Concernant les normes de publication, nous utilisons les recommandations APA (6<sup>ème</sup> Édition), quoique avec certains changements opportuns à notre avis pour alléger la lecture de la bibliographie (comme par exemple l'usage du prénom complet pour la visibilité du genre). Les citations bibliographiques qui commencent par V. (Voir) renvoient à des textes complémentaires pour plus d'information sur le sujet ou le concept en question.

<sup>10</sup> V. Fairclough (1995) y Van Dijk (2001).

<sup>11</sup> Nous nous positionnons dans ce cas dans la perspective de certains intellectuels comme Gramsci, Althusser; Habermas y Bourdieu, qui détecte dans le discours les formes dans lesquelles se présentent les idéologies et les relations de pouvoir.



institutionnelle au Maroc nous avons effectué un suivi minutieux et assidu de tous les évènements et les déclarations de presse depuis 2008. Pour l'analyse documentaire, nous avons entrepris dans un premier moment une recherche dans les bases de données des travaux qui abordent directement le sujet de la thèse, effectué une extraction scientifique-informative et avancé vers une analyse du contenu des plusieurs textes sélectionnés pour une approximation initiale. Ces documents nous ont dirigés vers d'autres références dont le contenu fut analysé à travers des lectures critiques qui ont permis de construire un savoir de base et surtout d'identifier toutes les variables qui interviennent dans la constitution de la problématique et qui n'ont pas été, du tout ou suffisamment, analysés par d'autres auteurs. Également, ce fut un exercice clé pour doter le projet des éléments d'originalité que toute thèse est supposée combiner. Nous avons découvert principalement la multiplicité d'acteurs et des modèles de co-développement, chose que nous avons essayé d'éclaircir et d'en comprendre les mécanismes afin de proposer des alternatives au dysfonctionnement observé.

La deuxième phase de la recherche a choisi de réaliser une étude empirique dans différentes Communautés Autonomes (CC.AA) espagnoles pour faire le diagnostic du co-développement dans le cas hispano-marocain. La collecte de données fut à travers des entretiens individuels semi-directifs puisque nous avons besoin d'une méthodologie qualitative pour définir les significations et les interprétations personnelles des faits, pour expliquer les opinions et les positions adoptées quant à la pratique du co-développement et pour recueillir les observations des professionnels depuis leurs expériences. Encore une fois, ce fut un exercice clé pour doter la recherche des éléments d'originalité que doit comprendre tout projet de thèse. Dans ce sens, nous avons découvert la multiplicité des faiblesses que souffre ce domaine, nous sommes arrivés à des conclusions déduites pour la première fois par la recherche académique et nous avons tenté de proposer une alternative, appliquée à la coopération hispano-marocaine, pour dépasser les faiblesses détectées en tirant profit des opportunités clairement oubliées ou mises en marge.

La méthodologie exposée est justifiée en grande partie par la **perspective d'analyse** dans laquelle se positionne cette thèse. En suivant la théorie de l'équipe de Massey, nous considérons le rôle de l'État un facteur important dans la structuration des migrations internationales largement oublié par les théories (Massey *et al.*, 1998) parce qu'elles le voient comme un élément de plus dans la structuration interne ou elles en réduisent la portée. Le rôle de l'État dans la configuration des migrations internationales fut abordé de façon exhaustive

dans un dossier de la *International Migration Review*<sup>12</sup> dont l'introduction, rédigée par Portes y DeWind (2004), présente un schéma qui synthétise l'action des acteurs économiques et politiques dans les différentes étapes des flux migratoires. Ces acteurs se positionnent dans le cadre de ce que Hollifield (1992) appelle « paradoxe libérale »: la logique économique du libéralisme demande l'ouverture des frontières et la logique politique a besoin de leur fermeture. Cette connexion entre migrations et commerce oblige à parler d'un État commercial et d'un État migratoire (Migration State y Trading State) qui se conditionnent l'un l'autre: « *le surgissement de l'État commercial engage nécessairement le surgissement de l'État migratoire, dans lequel les considérations de pouvoir et d'intérêt sont orientées à la fois par les migrations (le mouvement des personnes) et par le commerce et les finances* » (Hollifield, 2007).

Selon Massey (1999) et Hollifield (2000), on peut parler de 4 perspectives d'analyse de la relation entre l'État et les migrations internationales: l'élaboration des politiques d'immigration (control, régulation, marché de travail, intégration); l'impact de l'immigration dans la politique extérieure des États récepteurs et émetteurs ainsi que dans les relations internationales (Joppke, 1999a); l'effet de l'immigration dans la politique du pays d'accueil (citoyenneté, droits, dynamique électorale, société civile, ...); et le transnationalisme par ses connexions et ses pratiques.

Comme sera argumenté tout au long de la thèse, nous considérons que les politiques de M&D ou de co-développement sont complexes, difficiles à configurer et du coup à analyser, car elles représentent une interaction des 4 perspectives qui résument la relation entre l'État et les migrations internationales. Dans certains cas, les initiatives des institutions étatiques et supranationales ont essayé de connecter avec les domaines de contrôle migratoire et d'action extérieure; dans d'autres, certains organismes ont commencé à travailler sur les questions de la citoyenneté des migrants, mais sans arriver à créer des instruments d'action; et l'on devrait également critiquer l'absence de la perspective transnationale dans le discours et la pratique.

Ainsi alors, toujours dans le respect de la méthodologie utilisée, notre analyse des initiatives de M&D ou de co-développement s'effectue de façon prudente et attentive aux nombreuses variables, suivant le conseil de Zolberg (1989): « *si nous désirons comprendre le rôle des pays du capitalisme industriel dans la détermination des migrations internationales, il est nécessaire de tenir compte des murs qu'ils élèvent et des petites portes qu'elles ouvrent* ». Le discours politique, les recommandations des experts et les plans adoptés en

---

<sup>12</sup> Ce dossier a réuni les contributions de la conférence *Conceptual and Methodological Developments in the Study of International Migration*, organisée à Princeton en 2003, et dont l'idée était d'aborder les différentes théories sur les migrations internationales aux Etats-Unis et en Europe.

matière migratoire durant la dernière décennie par l'Union Européenne et l'Espagne seront donc analysés partant de ce doute méthodologique et ayant présents les orientations de la *Anthropology of Policy*. Comme nous savons, ce genre d'approches nous offre la possibilité de comprendre l'effet des politiques publiques dans l'organisation des sociétés contemporaines, comment elles codifient des normes et des valeurs sociales, articulent des principes normatifs, influencent la conduite des personnes et reconfigurent les relations entre l'individu et la société (Shore y Wright, 1997). Ce qui s'ajoute aux apports des *Governmentality Studies* qui, selon les développements des théories de Michel Foucault<sup>13</sup>, se présentent comme un nouveau champ interdisciplinaire pour explorer des configuration empiriques complexes et ce que suppose le modèle de pouvoir basé sur la liberté des gouverneurs à agir sur les conduites à des fins en relation avec les stratégies de gouvernement<sup>14</sup>.

Au centre de ces orientations on retrouve l'objectif d'explorer le pouvoir politique et le processus de configuration d'une décision politique en tant que problématisation des aspects sociaux dans un moment historique spécifique selon certaines préoccupations ou certains objectifs (Nikolas Rose, 1999). Dans ce cas, nous sommes énormément intéressés par l'influence d'en dehors ou par le haut du discours politique sur le discours non-gouvernemental.

Néanmoins, ces instruments ne permettraient pas d'étendre suffisamment la portée de notre recherche. Nous devrions s'arrêter sur les éléments qui expliquent l'influence d'en bas et ce que nous pourrions appeler *influence globale*. Comme indiqué au début, la globalisation suppose un changement dans le rôle de l'État-Nation (Strange 1996; Bauman, 1998). Alors que certains évoquent que l'État continue à avoir des capacités pour gouverner les activités économiques (Weiss, 1998) et que sa souveraineté n'a pas été détruite (Mann, 1997), une perspective plus modérée parle d'un changement dans la configuration des formes de gouvernance étatique (Held *et al.*, 1999) pour concilier les niveaux d'autorité, les mécanismes du multilatéralisme, le pouvoir des organisations internationales et l'émergence des acteurs et des entreprises transnationales.

Nous sommes intéressés spécialement par les acteurs qui, au-delà des frontières de l'État, peuvent avoir de l'influence sur les décisions ou orienter la configuration des politiques. C'est ce que le chapitre 5 explique largement en parlant des multiples dimensions de la gouvernance et du système d'influence globale. Le chapitre 6 établit une large

---

<sup>13</sup> V. Foucault (2008) et Graham *et al.* (1991).

<sup>14</sup> Consultez l'usage de ces théories, appliqué à la question de l'intégration dans les politiques migratoires, dans le livre de Gil Araujo (2010).

description des protagonistes de l'influence par le bas, en étudiant les configurations du transnationalisme dans sa relation avec les pratiques des migrants.

En effet, la globalisation crée un espace transnational occupé par plusieurs phénomènes et de nombreux acteurs avec lesquels l'État est obligé d'interagir. En particulier, certains auteurs parlent de la relation dialectique entre les Réseaux et les États: les dynamiques transnationales se nourrissent des logiques institutionnelles et étatiques en même temps que les États tirent profit des réseaux (Cesari, 2002)<sup>15</sup>. Lorsque la frontière engendre l'existence de conditions inégales, comme c'est le cas de la Méditerranée, les réseaux transnationaux exploitent le différentiel du niveau de vie, s'installent dans l'espace de circulation et configurent des activités informelles (Cesari, 2002) avec tout ce que ceci suppose en matière de dynamiques sociales (Portes, 1990).

Les pratiques transnationales issues de la migration s'avèrent être des instruments de l'influence par le bas, ci-dessus indiquée. Elles ne se limitent pas à l'activité des réseaux économiques, sinon –en relation même avec ceux-ci- comprennent des activités sociales, politiques et culturelles qui surgissent et se développent entre les espaces de réception et d'origine. À la fin des années 1990, un groupe de sociologues a publié un livre collectif intitulé *Transnationalism from Below* (le transnationalisme par le bas) où il analyse les différentes manifestations de celui-ci, même s'il réduit leur effet et leur influence car il les considère immergées dans le « *caractère continu des asymétries, des dominations, de l'inégalité, du racisme, du sexisme, des conflits de classe et du développement inégal* » (Guarnizo y Smith, 1998). Cette déduction, malgré son ton négatif, nous servira à nouveau comme une idée fondamentale du scepticisme qui nous guide dans la construction du savoir autour des pratiques transnationales et de leurs atouts réels.

Parler de l'existence ou non de l'influence par le bas dans le pouvoir nous invite à reprendre les théories de processus politique développées initialement par Tilly (1978) dans le sens où l'on retient que l'État a un effet structurant à la fois sur les stratégies, les intérêts et les motivations des acteurs qui participent au jeu politique ou qui en sont exclus (insiders et outsiders). Ces théories furent revisitées par des chercheurs comme Tarrow (1989) qui a proposé une synthèse de la Structure d'Opportunités Politiques (SOP) où il indique que l'expansion et l'ouverture des opportunités politiques expliqueraient le moment d'émergence d'un mouvement social (Tarrow, 1996). Même si, quelques années après, la SOP sera expliquée en adoptant la théorie du contexte multi-institutionnel qui estime que le caractère structurel des opportunités politiques doit être relatif, puisque ces opportunités dépendent partiellement des changements qui s'opèrent dans le contexte d'action. La multiplicité des

---

<sup>15</sup> Citant à Fernand Braudel, 1949.

champs institutionnels dans lesquelles s'insère l'action collective offre des espaces de conflit et des défis où coïncident des opportunités avec des formes extrêmement variées (Ancelovici y Rousseau, 2009). Le fait de se retrouver dans un contexte multi-institutionnel réduit la compétence de l'État et sa capacité de positionner les insiders ou de choisir le moment où les outsiders peuvent entrer en jeu.

Nous considérons alors que le fait d'influencer le discours et la conception des politiques relatives au co-développement passe obligatoirement par un jeu institutionnel et la structure d'opportunités qui se configure autour de lui. À vrai dire, il y a très peu de recherches en Espagne qui ont essayé d'expliquer les dimensions politiques que contient la réponse des états aux questions migratoires (Arango, 1992; Izquierdo, 1992; Pajares, 1998; López Sala, 2005). Nous désirons par cette thèse contribuer à ceci et avancer dans sa compréhension, en adoptant ce que nous pouvons baptiser *perspective d'analyse transnationale multiactorielle* basée sur l'idée que le co-développement évolue dans l'espace transnational et connaît l'intervention de plusieurs acteurs: analyser ce contexte et étudier la contribution de chaque acteur est, nous semble-t-il, le chemin le plus correct pour comprendre les pratiques du co-développement et proposer une reconfiguration de son écosystème.





Con el afán de **contextualizar la problemática** de la presente tesis doctoral, nos parece fundamental poner de manifiesto aquellos elementos ligados al llamado *sistema migratorio*. Éste representa un tejido complejo de interacciones e interrelaciones que se desarrollan entre dos regiones: una *emisora* de emigración<sup>16</sup> y otra receptora de inmigración. En esta conexión interviene una serie de planes, normas o leyes aprobadas y ejecutadas por organismos pertenecientes en mayor parte a la región receptora. Estas medidas conforman la política migratoria que nace como necesidad de control de los efectos inoportunos del sistema migratorio. El cual, por ser parte de un sistema global, contiene limitaciones y particularidades que resultan difíciles de abordar por las instituciones locales, nacionales o supranacionales. Lo que hace que la configuración de la política migratoria sea un proceso polémico y su ejecución una actividad de eficacia cuestionada (Arango, 1993; Moulrier Boutang y Papademetriou, 1994).

Las dinámicas que reflejan tanto el sistema migratorio como sus políticas no pueden entenderse fuera del sistema global, esto es, los factores ligados a la globalización y a la mundialización. Cuando se diferencia teóricamente entre los conceptos a que remiten estos dos términos de cierta semejanza, suele ser según criterios económicos y culturales. El primero hace referencia a la modernización a nivel internacional, sinónimo de occidentalización (Spybey, 1996); el segundo significa la acumulación de capital y expansión de mercados: la internacionalización y la liberalización aguda de las actividades económicas (Sander, 1996). Algunos autores no distinguen entre los referentes de estos dos términos; entienden por ambos un proceso que engloba los cambios de las sociedades avanzadas contemporáneas, en clave de expansión capitalista basada en la creciente difusión de las nuevas tecnologías de la comunicación, el transporte y la competencia (económica, industrial, comercial) entre países desarrollados y países en vías de desarrollo (Castells, 1998; Beck, 1999). De forma más general, otros investigadores presentan dichos términos como referidos a un proceso de “desterritorialización” de las actividades económicas, políticas y sociales, es decir que las identidades individuales y colectivas son cada vez menos definidas por el territorio y los criterios geográficos (Held *et al.*, 1999).

---

<sup>16</sup> Adoptamos en la tesis tres grupos de palabras en relación con el hecho migratorio: 1) “emigración”, en el sentido de una movilidad desde un país de origen hacia un país de recepción temporal o duradera; se utiliza por lo tanto el término “emigrante” para referirse a la persona que emprende esta acción. 2) “inmigración”, en referencia a la estancia del inmigrante en el país de recepción y al/los hecho/s migratorio/s que ello supone. 3) “migración”, para llamar ambas opciones cuando se trata de una idea general que las abarca; por lo tanto el término “migrante” se utiliza para indicar el estatuto de una persona que es a la vez emigrante e inmigrante independientemente de su situación geográfica. Igualmente, nos parece más oportuno adoptar la denominación “país de recepción” o “país de destino” y aunque estamos concientes de que la terminología país de acogida podría llevar una carga negativa, nos vemos con la necesidad de utilizarlo por razones únicamente estilísticas para evitar repeticiones y aligerar la lectura.



La globalización pone de manifiesto tres variables que influyen en el sistema migratorio y lo configuran: la variable económica, la geográfica y la institucional, lo que se corresponde con el liberalismo económico y las necesidades del Mercado; las redes y la post-soberanía estatal. Lo que mejor caracteriza a la globalización son las redes, ya sean sociales o económicas (Lafleur, 2005). Se trata de una nueva configuración de intercambios que contribuye a la emergencia de un espacio medio entre el Norte y el Sur en el que transitan no sólo los hombres y los bienes sino también las ideas, los valores políticos y culturales (Cesari, 2002). Se manifiestan entonces múltiples cambios socio-económicos a nivel internacional que generan la post-soberanía del Estado donde los territorios nacionales ya no son sistemáticamente la base de las relaciones sociales y lo es más bien la pertenencia a redes de actores (Lévy, 1994; Badie, 1995; Sassen, 2002). En cuanto a la variable económica, la globalización ha multiplicado las interacciones entre el Norte y el Sur en el marco de los procesos económicos: según Sassen (2006), hay que hablar de la geoeconomía de las migraciones internacionales para entender el contexto donde tiene lugar la dinámica de activación de la pobreza y del desempleo como un factor que empuja hacia la emigración. Es decir, que la implementación de las estrategias occidentales de desarrollo durante las últimas cuatro décadas ha sido un factor crítico en la formación de procesos migratorios (Portes y Walton, 1981; Smith, 2005). En consecuencia, las migraciones internacionales jugaron un papel central en la integración de las economías entre los países del Norte y del Sur a partir de la Segunda Guerra Mundial: el desplazamiento de la mano de obra fue paralelo a los movimientos del capital (Tapinos y Delaunay, 2000) por la asimetría que provocó el liberalismo económico: a la ausencia del trabajo en el Sur corresponde la crisis del trabajo en el Norte (Nair, 1997).

Hoy en día, aunque sigue esta desigualdad entre el Norte y el Sur, la migración y el Mercado no tienen la misma relación: las políticas migratorias y económicas asociadas con la globalización apuntan explícita o implícitamente a prevenir más que a facilitar la movilidad humana (Tapinos y Delaunay, 2000). Ello es debido a la llegada continua de los flujos migratorios legales y clandestinos ante los cuales la Unión Europea (UE) y sus países necesitan acordar acciones, en parte por la presión de la opinión pública, dados los fenómenos negativos que plantean las migraciones; y sobre todo debido a la variable de seguridad que desde los atentados del 11S ocupa la parte central de la agenda política internacional y por ende de los países europeos. Ante esta realidad, la UE asiste a un desarrollo inesperado del sistema migratorio que sigue generando más flujos, cuando se esperaba que las migraciones creasen un crecimiento en origen susceptible de reducir la pobreza y eliminar la necesidad de emigrar. Básicamente, en los años 1970, el *enfoque de crecimiento equilibrado* (“Balanced

Growth Approach”), basado en ideas neoliberales, defendía que el desplazamiento de la fuerza de trabajo entre los países se ve compensado por los flujos económicos generados por las remesas y por las nuevas habilidades adquiridas por los migrantes retornados. En la década de los 1980, el *enfoque de crecimiento asimétrico* (“Assymetrical Growth Approach”) planteó todo lo contrario, hablando de desarrollo en destino y subdesarrollo en origen, porque la pérdida de capital genera una baja productividad y una lentitud en el crecimiento (Spaan et al., 2005).

Estos enfoques han de contemplarse en el marco de la evolución de la Teoría Económica del Desarrollo (TED) desde sus aproximaciones ortodoxas y heterodoxas que orientaron las políticas de cooperación al desarrollo<sup>17</sup>, llevándolas a la duda sobre sus verdaderas intenciones, a cuestionar su eficacia, a pensar en sus impactos contraproductivos y a buscar soluciones para salir del túnel en el que se adentraron.

Dadas estas circunstancias, en la década de los 1990, el debate se centró en los flujos financieros promovidos por los migrantes y su efecto macroeconómico en origen. Se inició entonces el debate sobre Migración y Desarrollo (M&D) en un contexto de consenso sobre la necesidad de revisar los esquemas de la cooperación al desarrollo: se cuestionó su razón de existir y se propagó un sentimiento de “fatiga de la cooperación” de los países donantes, debido a lo que consideraban resultados decepcionantes, tras más de cuarenta años de dedicación al desarrollo. Los aspectos económicos de las migraciones empezaron a ser planteados como una alternativa para sustituir las partidas presupuestarias dedicadas a la cooperación. Igualmente, las conexiones entre M&D despertaron el interés de varios países y de instituciones multilaterales, intentando saber si la emigración puede servir de apoyo a la ayuda al desarrollo y si ésta es capaz de reducir o prevenir las migraciones.

Se cuenta en este marco con numerosas iniciativas de Estados e instituciones supranacionales, de las cuales cabe destacar la más reciente y quizás la más conocida en el mundo académico a día de hoy: el *Informe sobre Desarrollo Humano* de 2009, “Superando barreras: movilidad y desarrollo humanos”, publicado por el Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD). El informe puede considerarse como el texto institucional más exhaustivo en la explicación del nexo M&D y quizás el más positivo abordando este tema, pues parte de lo que llama “*la extraordinaria desigualdad en la distribución mundial de las*

---

<sup>17</sup> Entendemos en la tesis la “cooperación al desarrollo” como un instrumento utilizado por algunos países para apoyar el desarrollo en otros, considerados prioritarios, en base a criterios históricos, económicos y geopolíticos. Y utilizamos el término “desarrollo” con una definición propia que lo entiende *como un proceso de ampliación de las oportunidades de las personas para que puedan acceder a todas aquellas necesidades básicas y servicios que garanticen una vida digna (renta, vivienda, asistencia sanitaria, educación, libertades, etc.)*. Esta definición es aplicable a las ideas que formula el autor como deducciones, críticas o propuestas; en la revisión teórica, análisis de documentación institucional o descripción de prácticas, la palabra “desarrollo” no corresponde necesariamente a dicha definición ya que cuenta con diferentes usos según cada actor-institución.

*capacidades*” como factor que impulsa el movimiento de las personas, para presentar la migración como una forma de ampliar sus opciones, aunque se apunta que “*las oportunidades que están al alcance de las personas con más recursos son diferentes de las que se les presentan a las personas con habilidades y recursos limitados*”. El informe resalta por lo tanto el “*evidente impacto positivo de las migraciones en el desarrollo humano*” tanto en origen como en destino, resaltando en este caso que “*en situaciones en las que las habilidades de los migrantes complementan aquellas de los habitantes locales, ambos grupos salen beneficiados. Las sociedades en su conjunto también pueden sacar múltiples ventajas de este proceso, desde mayores niveles de innovación técnica hasta más diversidad gastronómica gracias a los migrantes*”. El texto advierte por lo tanto, con respecto a las políticas adoptadas frente a la migración, que “*las restricciones de los países de acogida pueden incrementar tanto los costos como los riesgos de la migración*” (PNUD, 2009).

De forma general, la conexión entre migración y desarrollo suele referirse a los múltiples efectos que tiene la migración sobre el desarrollo y viceversa, los que tiene el desarrollo sobre las migraciones. Se suelen presentar de la forma siguiente: cuantas más migraciones más desarrollo y cuanto más desarrollo menos migraciones (Lacomba, 2004). Lo que resulta una ecuación interesante para los diseñadores de políticas migratorias. Cuantas más migraciones, más desarrollo: se refiere a la aportación económica de los emigrantes. La migración alivia la presión demográfica sobre los mercados laborales saturados en el Sur y permite el acceso de parte de la población al empleo y a la renta. Los vínculos familiares alientan el sostenimiento de un flujo de renta que potencia las posibilidades de consumo y, eventualmente, de inversión de las familias en su lugar de origen. Más allá de la perspectiva económica, la transferencia de tecnología y la circulación de ideas relevan de una dimensión más bien socio-cultural que se refiere a la modernización y al cambio en la sociedad de origen. En resumen: las migraciones catalizan los aspectos más importantes del desarrollo, las transferencias de dinero, de mercancías, de tecnología y de ideas. Por consiguiente, cuanto más desarrollo menos migraciones: se piensa que, presentes estos aspectos del desarrollo gracias al mencionado efecto de las migraciones, se erradicarían los principales factores que obligan a las personas a emprender proyectos migratorios.

Por la existencia de esta posibilidad de eliminar los flujos migratorios o restringirlos, el nexo M&D es una cuestión plenamente politizada (Sørensen *et al.*, 2002). Desde la UE y varios países miembros, se establece una relación preventiva entre M&D: pues asistimos a partir de los años 90 a una conexión entre las políticas migratorias y las de cooperación con la idea de desarrollar las condiciones socioeconómicas susceptibles de reducir las migraciones (Cortés, 2010).

Los ámbitos político y académico ponen esta perspectiva desde entonces en el centro de la gestión migratoria y de la investigación en materia de migraciones internacionales (Castles y Delgado Wise, 2007). A pesar de ello, las políticas de M&D siguen siendo desconocidas y poco exploradas. Si es cierto que las conexiones entre M&D han sido objeto de estudio desde diferentes disciplinas, quedan por hacer aproximaciones rigurosas, científicamente fundamentadas, susceptibles de esclarecer el enfoque que adoptan Estados, instituciones nacionales y organismos supranacionales en esta materia. Sobre todo que aún no tenemos una definición estándar y ni siquiera un vocabulario unificado: hablamos de “migración y desarrollo” como de “codesarrollo” indistintamente. En estos puntos radica la **elección del tema y la pertinencia de la investigación** que aquí presentamos como tesis de doctorado.

La noción de codesarrollo queda muy ligada, como su nombre lo sugiere, con la idea de corresponsabilidad entre los países del Sur y del Norte en las prácticas de cooperación al desarrollo. De momento los trabajos elaborados para orientar el enfoque han sido individualistas, liderados por algunos países del Norte sin consultar el contenido con los actores y expertos del Sur ni implicar a los propios sujetos (migrantes) en el diseño. Quizás es por estos malos comienzos que el codesarrollo avanza a un ritmo lento, estacando a ratos. También las propuestas incluidas en el ámbito del codesarrollo aparecen a veces formuladas de manera general y ambigua, siendo en realidad prioridades independientes de la modalidad y que pueden pertenecer a otros objetivos estratégicos del desarrollo, sin necesidad de ligarlas a las migraciones. De hecho, cualquier actuación en materia de cooperación necesita un trabajo conjunto y coordinado entre los actores implicados de las dos orillas y la intervención decidida de las instituciones públicas con nuevas herramientas de gestión y control, tanto para asegurar la coherencia de las políticas internacionales como para velar por la efectividad de los planes ejecutados y el respeto de los valores vinculados al enfoque de buena gobernanza<sup>18</sup>.

No nos interesa el orden cronológico de las ideas que han intentado aportar definiciones del codesarrollo, más importante son las diferentes aproximaciones formuladas en torno a este término impreciso desde el campo de la investigación y desde las instituciones gubernamentales o multilaterales. Son tan variados y distanciados los enfoques utilizados que podríamos hablar de ideas heterodoxas y ortodoxas del codesarrollo, al igual que suele distinguirse cuando se habla de corrientes dentro de la llamada TED. Aunque estas dos esferas se alimentan: los científicos hacen definiciones sugeridas por el uso institucional del

---

<sup>18</sup> En espera de abordar las facetas del término en el capítulo 9, retenemos una definición inicial de “gobernanza” como aquellas prácticas organizativas y de gestión que mejoran el rendimiento de las instituciones-organizaciones y la consecución de efectos positivos en sus ámbitos de actuación.

codesarrollo, y las instituciones<sup>19</sup>, por su parte, adoptan y adaptan definiciones hechas por los científicos. Incluso con el fenómeno de los “Think Tanks” las dos esferas se juntan y se mezclan los intereses de lo ortodoxo con lo heterodoxo. Por lo tanto, uno de los motivos que nutren esta tesis es avanzar hacia una redefinición del codesarrollo teniendo en cuenta todas las aportaciones y proponiendo un planteamiento susceptible de “positivar” algo más las migraciones como un recurso para generar el desarrollo en las dos orillas. Se conjugan aquí varios recursos, modestos, de los que dispone el investigador: la independencia de influencias “ideológico-políticas” o necesidades de subvención, que refuerzan esa ética del científico social; y el poder de propuesta que hace de cualquier investigación una invitación a la acción y al cambio. Somos conscientes de que hoy en día, el debido uso de estos recursos resulta más que oportuno para pensar salidas de esta crisis sistémica que amenaza el bienestar de las personas, en el Norte y algo aún más en el Sur.

Por ello mismo, la tesis se desarrolla en la óptica de una *investigación aplicada*: además de profundizar en el conocimiento científico del tema, la idea es configurar y adoptar nuevas aproximaciones teóricas y aplicarlas a un contexto específico con objeto de comprobar sus oportunidades y debilidades.

El específico contexto que nos interesa aquí es el espacio transnacional hispano-marroquí, entendido como todas aquellas interacciones que entre estos dos Estados-países-sociedades, tienen lugar y contribuyen al acercamiento y/o distanciamiento entre ambas realidades socio-históricas<sup>20</sup>. La frontera “mediterránea” hispano-marroquí se considera, con la del Río Grande -entre México y Estados Unidos- una de las zonas mundiales de mayor desigualdad, nido de fenómenos que requieren de políticas e intervenciones conjuntas. En materia de políticas migratorias, tanto Marruecos como España llevan varias décadas estando atentos a la evolución de su emigración-inmigración. El primero básicamente por tener más de 3 millones de ciudadanos en el extranjero, el segundo, por contar con más de 5 millones de inmigrantes en su población.

En el Informe General *50 años de Desarrollo Humano y Perspectivas 2025* elaborado en 2006 por Marruecos<sup>21</sup> queda identificado el interés del país en sus emigrantes, en parte por

---

<sup>19</sup> Con “instituciones” nos referimos en la tesis a aquellos organismos u organizaciones que tienen un carácter gubernamental y público, a nivel supranacional, multilateral, estatal o autonómico. Cuando utilizamos “institucional” es todo lo relativo a dichas instituciones.

<sup>20</sup> Pensamos el espacio transnacional como un espacio no geográfico donde los territorios dejan de jugar un papel principal en la soberanía estatal por la existencia de prácticas y hechos más allá de las fronteras, que se escapan al control del Estado o con las que el Estado juega e interactúa. Ampliaremos las aclaraciones más adelante en la introducción y en el capítulo 5.

<sup>21</sup> Es un informe solicitado por el Rey Mohammed VI, en Su Discurso del 20 de agosto de 2003, en tanto que proyecto colectivo y participativo de reflexión y debate sobre la evaluación retrospectiva del desarrollo humano en Marruecos desde su independencia y sobre la visión de sus perspectivas para los veinte años siguientes. El

lo que pudieran aportar de forma material: “*Si la contribución de esta diáspora a la economía nacional es real desde hace mucho tiempo, Marruecos debe también tener la ambición de beneficiarse de los aportes de todos sus componentes en términos de irradiación exterior, de lobbying económico y financiero, de transferencias de pericia y tecnología y de enriquecimiento cultural*”.

En cuanto a España, desde 2005 se multiplicaron las iniciativas que demostraron un cierto interés del país en otorgar a su enfoque de las migraciones un toque ligado a potenciar su efecto sobre el desarrollo. Sus planes de cooperación y las convocatorias públicas que los materializaron indican el uso de diferentes acepciones del *codesarrollo*, o *migración y desarrollo*, sugeridas por la experiencia de otros países como Francia o de los acuerdos adquiridos a nivel europeo.

Por lo tanto, resultan importantes para la adecuada elaboración de esta tesis tanto las políticas migratorias dirigidas a la “gestión de los flujos” como las de “gestión interna de la inmigración”, que desde Europa-España surgieron con un discurso vinculado al desarrollo. Estas políticas nacieron de una lógica que seguía adjudicando a los migrantes un rol más bien pasivo y que no lograba entender las dinámicas que promueven dentro del contexto globalizado. De igual modo, es imprescindible poner énfasis en la política migratoria del país de origen, la cual es más bien una política pública de atención a los emigrantes que una política nacional de planificación y gestión de la emigración. Por lo general, se considera que el interés detrás de estas medidas de los países de origen es económico, básicamente asegurar influjo continuo de remesas e Inversiones Directas Extranjeras (IDE), y también político en la medida en que se intenta movilizar apoyo político y controlar la disidencia política subversiva (Østergaard-Nielsen, 2009).

Partiendo de lo expuesto hasta aquí, que hace referencia a la contextualización y justificación del trabajo de investigación emprendido, podemos **definir la problemática** de la presente tesis de la forma siguiente: analizar las diferentes acepciones teóricas y prácticas del codesarrollo en su relación con los efectos del transnacionalismo, las oportunidades de la ciudadanía<sup>22</sup> y las necesidades de gobernanza; lo que nos servirá para proponer un nuevo concepto-marco del codesarrollo, sistematizando la aportación de las variables y de los actores que entran en juego; para luego analizar las posibilidades y dificultades de

---

informe ha sido publicado en enero de 2006 y se puede consultar en la página [http://www.rdh50.ma/esp/docsynthese\\_esp.pdf](http://www.rdh50.ma/esp/docsynthese_esp.pdf)

<sup>22</sup> Pensamos la “ciudadanía” como un derecho y un estatuto que tienen todas las personas que forman parte de una comunidad-sociedad. Por lo tanto no debe ser ligada a un territorio, menos en el caso de los migrantes que poseen múltiples maneras de pertenencia a los contextos de origen y destino. Por lo que la ciudadanía en el espacio transnacional, si se cumplen algunas condiciones, contiene y genera una serie de oportunidades tal y como resaltaremos en varios capítulos.

implantación del modelo propuesto en el contexto hispano-marroquí, con la intención práctica de que éste resulte, de alguna manera, beneficioso para ambos países.

Se trata, en primer lugar, de hacer una revisión teórica de las definiciones que asignan al codesarrollo investigadores y políticos; del empleo oficial que se hace del codesarrollo por parte de Estados e instituciones multilaterales, en el marco de las políticas migratorias o de cooperación al desarrollo, cuestionando su utilización; de la evolución de las teorías del desarrollo como fundamento de los modelos de cooperación, vinculados hoy en día al efecto de las migraciones; incluido en este caso el concepto polisémico de gobernanza promovido por las instituciones internacionales como paradigma de desarrollo antes de convertirse en referirse simplemente a “buenas prácticas” de gestión pública; y de la perspectiva del transnacionalismo con lo que plantea en materia de problemas espaciales, de participación ciudadana y de soberanía estatal, una perspectiva que los investigadores no suelen presentar como parte del codesarrollo, a pesar de que es fuente de múltiples aportaciones al entendimiento de la problemática. Partimos de una ambición: conseguir realizar una redefinición del codesarrollo, amplia y exhaustiva, especificando la situación actual del codesarrollo bajo el efecto de las políticas migratorias y las facetas incontroladas del transnacionalismo. Esta definición servirá de base para la tesis: se defiende el codesarrollo como una nueva modalidad de cooperación, una política transnacional que promueve el desarrollo en “las dos orillas” implicando a los migrantes.

En segundo lugar, se aborda una doble tarea: estudiar mediante trabajo de campo la concepción que tienen del codesarrollo ONGD’s e instituciones públicas, elaborando un diagnóstico de los discursos y las prácticas en el contexto hispano-marroquí para resaltar las dificultades de implantación de una política institucional de codesarrollo y las posibilidades de colaboración público-privado-civil; esto va parejo al análisis del contexto en el que se gestaría una posible estrategia de codesarrollo entre España y Marruecos y lo que facilita, promueve o impide la gestión común de políticas y programas, con la idea de poner de manifiesto el reto de planificación común de dicha estrategia, y esbozar los pilares de su contenido de manera a que se aprovechen las oportunidades del espacio transnacional y se multipliquen los efectos sobre el desarrollo común.

Las conclusiones quieren poner énfasis en la interconexión entre los retos de transnacionalismo, gobernanza y ciudadanía como elemento clave en la configuración del concepto y la práctica del codesarrollo, pudiendo jugar un papel que obstaculiza o apoya una forma horizontal de cooperación que maximice los efectos positivos de las migraciones.

Para conseguir estos objetivos, consideramos el Análisis de Discurso (AD)<sup>23</sup> la **metodología**<sup>24</sup> más oportuna para estudiar el discurso escrito y hablado relacionado con el codesarrollo en sus usos gubernamentales y no gubernamentales. No nos interesa aquí el enfoque analítico lingüístico, sino más bien el discurso en su interacción con los contextos y los actores. Por lo tanto, en algunos momentos clave de la tesis, resulta relevante el uso del Análisis Crítico del Discurso (ACD)<sup>25</sup> con el afán de resaltar algunos elementos particulares en el uso instrumentalizado del codesarrollo o aquellas vías de influencia del discurso institucional en la conceptualización del codesarrollo y su práctica desde el ámbito no gubernamental<sup>26</sup>.

Optamos entonces por un enfoque cualitativo dado que confiamos en que nos propicia una investigación de los procesos de producción y reproducción de lo social y lo político a través del lenguaje y de la acción simbólica y práctica. Dado que consideramos que el codesarrollo no sale aún de una cierta fase exploratoria repleta de avances y retrocesos, de ideas explícitas y muchas otras implícitas u ocultas, nos sirve la metodología elegida durante todo el proceso de desarrollo del proyecto de tesis para estar atentos a aquellos niveles de significaciones del lenguaje, con sus contenidos o funciones comunicativas (Ortí, 2005), interpretables desde los contextos en los que nacen y los actores que los promueven: el lenguaje que dice cosas (la función referencial); el lenguaje que oculta cosas (la función ideológica); y el lenguaje que revela o traiciona significados. Empezamos entonces el trabajo con una perspectiva escéptica, dubitativa, interrogativa, tratando de buscar, en la significación, consensos y disensos, contradicciones y ambigüedades, coherencias e incoherencias.

La primera fase de la investigación consistió en un análisis documental tanto de referencias académicas como de documentación institucional, documentación divulgativa y artículos de prensa, pues en el caso de la política migratoria marroquí hemos realizado un seguimiento minucioso y asiduo de los acontecimientos desde 2008. En un primer momento hicimos una búsqueda de documentos que abordan la problemática en las diferentes bases de datos, con una extracción científico-informativa; luego realizamos un análisis de la información que ofrecen algunos textos seleccionados por considerarlos clave para una

---

<sup>23</sup> Véase Titscher *et al.* (2000).

<sup>24</sup> En lo referente a las normas de publicación, seguimos las indicaciones de la APA (6ª edición) aunque con algunas modificaciones consideradas oportunas para facilitar la consulta de las referencias bibliográficas (por ejemplo los nombres de los autores se citan completos para respetar la visibilidad de género). El uso de citas tipo V. (Véase) indica textos consultados previamente y que se recomiendan para ampliar información sobre un tema o un concepto.

<sup>25</sup> Consulte los trabajos de Fairclough (1995) y Van Dijk (2001).

<sup>26</sup> Nos posicionamos en este caso en la perspectiva que defienden intelectuales como Gramsci, Althusser; Habermas y Bourdieu, la cual detecta en el discurso las formas en las que se presentan las ideologías y las relaciones de poder.



primera aproximación. Dichos textos nos reenviaron a otras referencias cuyo contenido fue analizado mediante varias lecturas críticas. La lectura crítica resultó de gran ayuda, no sólo para la construcción del conocimiento sino para identificar aquellas variables que juegan un gran papel en la constitución de la problemática y que no fueron necesariamente o lo suficientemente abordadas por los demás autores. De igual modo, fue un ejercicio clave para dotar a la investigación de aquellos elementos de originalidad que cualquier tesis debe comportar. Pues descubrimos la multiplicidad de actores y modelos del codesarrollo e intentamos explicarla, entender sus mecanismos y proponer una alternativa a ello.

La segunda fase de la investigación consistió en un estudio empírico en varias Comunidades Autónomas (CC.AA) españolas mediante entrevistas individuales semi-directivas<sup>27</sup> con el objetivo de recoger cualquier dato que nos ayude a hacer el diagnóstico del codesarrollo en el caso-hispano-marroquí. Necesitábamos desde luego un enfoque cualitativo que nos permitiera definir significaciones y conceptos personales de los hechos, explicar opiniones y posiciones en cuanto a la práctica del codesarrollo, aportar valoraciones de la situación o simplemente observaciones acumuladas durante los años de trabajo en el ámbito<sup>28</sup>. De nuevo, fue un ejercicio clave para dotar a la investigación de aquellos elementos de originalidad que cualquier tesis debe comportar. Pues descubrimos la multiplicidad de debilidades que padece el ámbito, llegando a conclusiones que por primera vez se presentan por la investigación académica e intentando proponer una alternativa, aplicada a la cooperación hispano-marroquí, para superar dichas dificultades, acogiendo a las oportunidades claramente desaprovechadas.

La metodología expuesta está justificada en gran parte por la **perspectiva de análisis** que adopta esta tesis. Pues consideramos, siguiendo los pasos del equipo de Massey, que el papel del Estado es un factor importante en la estructuración de las migraciones internacionales que ha sido olvidado en las teorías (Massey *et al.*, 1998) porque o lo consideran un elemento más en la estructuración interna, o no le otorgan suficiente relevancia. El papel del Estado en la configuración de las migraciones internacionales queda recogido por primera vez de forma exhaustiva en un monográfico de la *International Migration Review*<sup>29</sup> en cuya introducción Portes y DeWind (2004) incluyen un esquema que sintetiza la acción de los actores económicos y políticos en las diferentes etapas de flujos migratorios. Estos actores se posicionan en lo que Hollifield (1992) llama “paradoja liberal”: la lógica económica del

---

<sup>27</sup> Se pueden llamar también semi-estructuradas, ya que se basan en un guión prediseñado modificable durante el desarrollo de la entrevista.

<sup>28</sup> Véase Ibáñez (1989) y Ortí (1989).

<sup>29</sup> Este monográfico recogió las contribuciones de la conferencia Conceptual and Methodological Developments in the Study of International Migration, celebrada en Princeton en 2003, con la idea de abordar las diferentes teorías sobre migraciones internacionales en Estados Unidos y Europa.

liberalismo necesita la apertura de las fronteras y la lógica política necesita su cierre. Esta conexión entre migraciones y comercio conlleva a hablar de un *Estado comercial* y de un *Estado migratorio* (“Trading State” y “Migration State”) que condicionan el uno al otro: “*El surgimiento del Estado comercial apareja necesariamente el surgimiento del Estado migratorio, en el que las consideraciones de poder e interés están orientadas tanto por las migraciones (el movimiento de personas) como por el comercio y las finanzas*” (Hollifield, 2007).

Según Massey (1999) y Hollifield (2000), podemos hablar de cuatro perspectivas de análisis de la relación entre Estado y migraciones internacionales: la elaboración de políticas de inmigración (control, regulación, mercado de trabajo, integración); el impacto de la inmigración en la política exterior de los Estados receptores y emisores, así como en las relaciones internacionales (Joppke, 1999a); el efecto de la inmigración en la política del país de acogida (ciudadanía, derechos, dinámica electoral, sociedad civil,...); y el transnacionalismo, sus vínculos y sus prácticas.

Como argumentaremos a lo largo de la tesis, sostenemos que las políticas de M&D o de codesarrollo son complejas de configurar, y, por ende, de analizar, porque son la suma y la interacción de las cuatro perspectivas mencionadas. En algunos casos las iniciativas de instituciones estatales y supranacionales intentaron vincularse a los ámbitos de control migratorio y acción exterior; en otros se inició el trabajo en la línea de la ciudadanía inmigrante pero faltaron instrumentos de acción; y es de resaltar la ausencia de la perspectiva transnacional en el discurso y la práctica.

Por lo tanto y respetando de la metodología utilizada, nuestra aproximación a las iniciativas de M&D o codesarrollo se hace de forma muy cauta y atenta a numerosas variables, siguiendo el aviso de Zolberg (1989): “*si queremos entender el papel de los países del capitalismo industrial en la determinación de las migraciones internacionales, es necesario dar cuenta de las murallas que elevan y de las pequeñas puertas que abren*”. El discurso político, las recomendaciones de expertos y los planes que en temas migratorios se adoptaron en la última década por la Unión Europea y por España se analizarán partiendo de esta “duda metódica” y teniendo en cuenta las valiosas orientaciones que nos proporciona el Análisis de Políticas (“Policy Analysis”), y concretamente, la “Anthropology of Policy” o Antropología de las Políticas Públicas<sup>30</sup>, una de sus corrientes o perspectivas teóricas más novedosas y productivas, pues, como es sabido, este enfoque “antropológico” de análisis nos ofrece la posibilidad de entender el efecto de las políticas públicas en la organización de las sociedades contemporáneas, cómo codifican normas y valores sociales, articulan principios

---

<sup>30</sup> Véase el uso de esta perspectiva por Agrela (2006).

normativos, influyen en la conducta de las personas y reconfiguran las relaciones entre el individuo y la sociedad (Shore y Wright, 1997). Lo que se suma a las aportaciones de los *Governmentality Studies* ou *Études de la gouvernementalité* que parten de las reflexiones de Michel Foucault<sup>31</sup> y resultan ser un campo transdisciplinario novedoso para explorar configuraciones empíricas complejas y lo que supone el modelo de poder basado en la libertad de los gobernados para actuar sobre las conductas con ciertos fines en conexión con las estrategias de gobierno<sup>32</sup>.

En el centro de estas orientaciones está el objetivo de explorar el poder político y el proceso de configuración de una decisión política como problematización de aspectos sociales en un momento histórico específico, según ciertas preocupaciones y objetivos (Nikolas Rose, 1999). En este caso nos resulta de máximo interés la influencia desde fuera o desde arriba del discurso político en el discurso no gubernamental.

Sin embargo, estas herramientas no ampliarían el alcance de nuestra investigación lo suficiente como para entender todo lo que supone la problemática. Pues debemos incorporar aquellos elementos inherentes a la influencia “desde abajo” y a lo que llamaríamos *influencia global*. Como indicamos al principio, la globalización supone un cambio en el papel del Estado-nación (Strange 1996; Bauman, 1998). Mientras algunos defienden que el Estado sigue teniendo capacidades para gobernar las actividades económicas (Weiss, 1998) y que su soberanía no ha sido destruida (Mann, 1997), una perspectiva moderada habla de un cambio en la configuración de las formas de gobernanza estatal (Held *et al.*, 1999) para conciliar los niveles de autoridad, los mecanismos de multilateralismo, el poder de las organizaciones internacionales y la emergencia de actores y empresas transnacionales.

Nos interesan en especial aquellos actores que, más allá de las fronteras de un Estado, pueden influir en sus decisiones u orientar la configuración de sus políticas. Es lo que se explica detenidamente en el capítulo 5 al hablar de las múltiples dimensiones de la gobernanza y su sistema de influencia global. Aunque se aportan más explicaciones en el capítulo 6, mediante la descripción de los protagonistas de la influencia desde abajo, al abordar detenidamente las configuraciones del transnacionalismo en su relación con las prácticas de los migrantes.

En efecto, la globalización generó un espacio transnacional poblado por fenómenos y actores con los que el Estado se ve obligado a interactuar. En particular, algunos autores resaltan la relación entre Redes y Estados, considerando que dicha relación tiene un toque dialéctico por la interacción permanente que existe entre ambos: las dinámicas transnacionales

---

<sup>31</sup> Véase Foucault (2008) y Burchell Graham, Gordon Colin y Miller Peter (1991).

<sup>32</sup> Véase el uso que le da Gil Araujo (2010) a estos enfoques para analizar la cuestión de la integración en las políticas migratorias.

se nutren de las lógicas institucionales y estatales al mismo tiempo que los Estados sacan provecho de las redes (Cesari, 2002)<sup>33</sup>. Cuando la frontera crea condiciones desiguales, como es el caso del Mediterráneo, las redes transnacionales explotan el diferencial del nivel de vida, se instalan en el área de circulación y configuran actividades informales (Cesari, 2002) con lo que ello supone en materia de dinámicas sociales (Porter, 1990).

Las prácticas transnacionales surgidas de la migración resultan ser una de las herramientas de esa influencia “desde abajo”. No se limitan a la actividad de las redes económicas, sino –y en relación con éstas- incluyen las actividades sociales, políticas y culturales que surgen y se desarrollan entre los espacios de recepción y de origen. A finales de los 90, un grupo de sociólogos publicó un libro colectivo llamado *Transnationalism from Below* (“El transnacionalismo desde abajo”) donde pone de manifiesto dichas aportaciones, aunque dudan de su efecto e influencia al considerar que están sumergidas en el “*carácter duradero de las asimetrías, de las dominaciones, de la desigualdad, del racismo, del sexismo, de los conflictos de clase y del desarrollo desigual*” (Guarnizo y Smith, 1998). Esta deducción, a pesar de que suena negativa, nos servirá de nuevo como idea dentro de ese escepticismo en el que nos apoyamos para construir el conocimiento en torno a las prácticas transnacionales y sus verdaderos alcances.

Hablar de la existencia o no de la influencia “desde abajo” en el poder nos invita a retomar las teorías del proceso político desarrolladas inicialmente por Tilly (1978) con la idea de que el Estado tiene un efecto estructurante a la vez sobre las estrategias, intereses y motivaciones de los actores participantes en el juego político o excluidos de él (*insiders* y *outsiders*). Dichas teorías fueron repensadas por investigadores como Tarrow (1989, 1996) quien propuso una síntesis de la noción de *Estructura de Oportunidades Políticas* (EOP) indicando que la expansión y la apertura de las oportunidades políticas explicarían el porqué y el momento de emergencia de un movimiento social (Tarrow, 1996), aunque más tarde se avanzará en la explicación de la EOP adoptando la teoría de contexto multi-institucional que aboga por el hecho de que el carácter estructural de las oportunidades políticas tiene que ser relativo, ya que estas oportunidades dependen en parte de los cambios que surgen en el contexto de acción. La multiplicidad de los campos institucionales en los que se inserta la acción colectiva ofrece espacios de conflicto y retos donde conviven oportunidades con formas extremadamente variadas (Ancelovici y Rousseau, 2009). El hecho de encontrarse en un contexto multi-institucional reduce la competencia del Estado para elegir y colocar dónde tienen que estar los *insiders* y cuándo pueden entrar los *outsiders*.

---

<sup>33</sup> Citando a Fernand Braudel, 1949.

Consideramos entonces que el hecho de influir en el discurso y el diseño de políticas relacionadas con el codesarrollo pasa obligatoriamente por este juego institucional y la estructura de oportunidades que se configura en torno a él. En realidad, son escasas en España las investigaciones que intentan esclarecer las dimensiones políticas en la respuesta de los Estados a las cuestiones migratorias (Arango, 1992; Izquierdo, 1992; Pajares, 1998; López Sala, 2005; Zapata Barrero, 2011). Nuestra idea es contribuir a ello y avanzar en su análisis contando con lo que llamaríamos *perspectiva de análisis transnacional multiactorial* que se basa en que el codesarrollo se gesta en el espacio transnacional y cuenta con la intervención de múltiples actores: analizar este contexto y estudiar la aportación de cada actor es el camino que nos llevaría a entender las prácticas del codesarrollo y plantear, por qué no, una propuesta de reconfiguración de su ecosistema.



**PRIMERA PARTE  
REPENSAR Y REDEFINIR EL CODESARROLLO:  
INCLUYENDO NUEVOS CONCEPTOS Y OTRAS PERSPECTIVAS**



En esta primera parte, vamos a elaborar un “estado de la cuestión” que no sigue los criterios clásicos del ejercicio, pues no existe literatura científica sobre la problemática que aborda nuestra tesis en sí, sino más bien sobre las diferentes variables que la componen. Por lo tanto, empezaremos descubriendo los significados que se otorgan al término codesarrollo desde el mundo académico, lo que nos orientará a indagar en los orígenes de estas definiciones y nos llevará a centrarnos en dos casos: primero el de la UE por ser el contexto institucional amplio en el que evoluciona la política migratoria española; y segundo el de la experiencia francesa, considerada veterana en llevar a la práctica dicho concepto.

Los tres primeros capítulos nos confirmarán la conexión entre el debate sobre codesarrollo y el debate sobre las políticas de cooperación al desarrollo. Es lo que abrirá nuestra revisión teórica sobre las teorías de desarrollo para reseñar su evolución y cuestionar sus enfoques y su eficacia ya que partimos de la hipótesis de que los países del Norte las instrumentalizan para conseguir sus propios intereses y en este caso se orienta a la prevención-restricción de los flujos migratorios en vez de centrarse en sus supuestas intenciones solidarias. Dicho cuestionamiento está muy ligado a la llamada gobernanza global del desarrollo y sus implicaciones institucionales como organización del orden internacional o como lógica de gestión público-privada.

La variable de gobernanza se considera clave ya que es nuestra apuesta para argumentar la necesidad de concebir el codesarrollo de forma coherente y armonizada que tenga en cuenta los múltiples riesgos y las numerosas oportunidades que se presentan en el espacio transnacional, pero que suelen ser desaprovechadas. El enfoque transnacional de las migraciones nos aporta de hecho una explicación relevante de las prácticas protagonizadas por los migrantes y que conforman a nuestro parecer el verdadero -y no reconocido- contenido del concepto de codesarrollo.

Las conclusiones parciales que adelantamos al final de esta parte tienen una función propositiva esencial: plantean una redefinición teórica del codesarrollo en función de las variables abordadas y la presentan como un marco aplicable al caso hispano-marroquí que se propone estudiar esta tesis.





## CAPÍTULO 1. EL CODESARROLLO: ORÍGENES Y DEFINICIONES

Aunque lleva más de una década en proceso de gestación, suele utilizarse el término codesarrollo para referirse a las acciones emprendidas por los migrantes para contribuir al desarrollo en sus países de origen. Ninguna definición, a día de hoy, consigue dar cuenta de sus múltiples facetas ni recoge sus conexiones con los diferentes campos de la decisión política y de la gestión pública.

El objetivo de este capítulo es presentar una breve revisión de la literatura escrita en este marco ya sea desde el ámbito académico o en relación con iniciativas políticas, para dar cuenta de las diferentes perspectivas existentes antes de indagar las que se imponen en la práctica y aquellas que podrían sugerir alternativas.

### 1.1. Definiciones desde el campo de la investigación

Joan Lacomba ha sido uno de los primeros autores en España que han conectado en estudios empíricos “Migración” y “Desarrollo”, presentando los resultados de una investigación que explora los diferentes efectos de la emigración en Marruecos. Estos efectos son múltiples e intervienen en contextos multinivel. Más allá de lo macroeconómico y superando la soberanía de los Estados. El autor considera que la emigración de jóvenes en edad productiva opera como una válvula de escape para el desempleo de los titulados a quienes urge entrar en el proceso de bienestar que empieza por la renta. Además, esta emigración constituye una importante inyección de divisas mediante las remesas enviadas a los familiares. Partiendo de ello, considera como factores de desarrollo las transferencias de dinero, de mercancías, de tecnología y de ideas (Lacomba, 2004).

En esta aproximación del codesarrollo, que merece una breve interpretación, se detectan ideas claves centradas en la aportación económica de los emigrantes. La migración alivia la presión demográfica sobre los mercados laborales saturados en el Sur y permite el acceso de parte de la población al empleo y a la renta. En cuanto a su papel en el crecimiento económico, los vínculos familiares alientan el sostenimiento de un flujo de renta que potencia las posibilidades de consumo y, eventualmente, de inversión de las familias en su lugar de origen. Más allá de la perspectiva económica, la transferencia de tecnología y la circulación

de ideas relevan de una dimensión más bien socio-cultural que se refiere a la modernización y al cambio en la sociedad de origen. Estos conceptos ligados al aspecto más visible de la conexión Migración-Desarrollo volverán a menudo durante esta tesis, serán analizados de forma expandida en los capítulos siguientes y alimentarán la reflexión en curso sobre la definición del codesarrollo.

Centrándose en el caso español, el trabajo de Giménez Romero *et al.* (2006) hizo una revisión de la práctica de codesarrollo desde los puntos de vista de actores, discursos y experiencias. El trabajo parte de considerar el codesarrollo un nuevo instrumento de la cooperación Española, por lo que los autores lo enmarcan dentro de las políticas de cooperación, aunque sus fines desde la voluntad política hacen de las acciones emprendidas en materia de codesarrollo una respuesta al hecho migratorio. Esta idea implica la influencia de la acción exterior, pues se utiliza esta modalidad para transnacionalizar los intereses del Estado receptor.

Mediante el análisis de los documentos elaborados desde la administración central, el citado trabajo nos da una idea sobre la pluralidad de planteamientos que suscita la perspectiva de codesarrollo según la fuerza política que lo maneja o en función de la intervención prioritaria del departamento que se ocupa de llevarlo a cabo. En los documentos autonómicos se nota el mismo pluralismo de visiones y la diferencia de variables utilizadas en el diseño entre una comunidad y otra, según la tasa de inmigración y el color político de los gobiernos por ejemplo (Giménez Romero *et al.*, 2006).

Está claro que no existe una unificación de terminología, menos cuando intervienen las ideologías políticas. Pero además de ello, ante un nuevo concepto, la adhesión rápida y fácil a sus posibles significaciones y líneas de trabajo siempre es susceptible, pensamos, de generar un uso inadecuado, desmesurado o incluso equivocado del mismo. Corrobora esta idea una conclusión del trabajo que presenta el codesarrollo dentro de una dinámica no secuencial donde los actores han ido construyendo los discursos y percepciones a medida de que el concepto se ha ido materializando en la práctica (Giménez Romero *et al.*, 2006). Lo que se entiende como una construcción propia por parte de cada actor del significado de la palabra en función de sus interacciones dentro del contexto en el que se emplea.

Por lo tanto, en el momento en el que las instituciones públicas emplean el concepto según intereses de la acción exterior u orientaciones de las políticas migratorias, le pueden otorgar significados utilitaristas: cooperar para fomentar el desarrollo en origen o colaborar en el control de los flujos migratorios. Y cuando las organizaciones privadas ponen en marcha proyectos de codesarrollo, los objetivos podrían centrarse en la implicación de los inmigrantes

en las iniciativas de desarrollo por ejemplo. Veremos más adelante cómo cambia la composición de los discursos según la tipología de los actores.

En esta perspectiva de ambigüedad del término y de la multiplicidad de usos que se le dan, Gómez Gil piensa que pocas materias son tan ambiguas e imprecisas como lo es el codesarrollo, afirmando que uno de los mayores vacíos que presenta el concepto en España es la falta de precisión: hay actuaciones que reciben este nombre sin tener relación con el fenómeno y existen definiciones reducidas como las que limitan el codesarrollo a las remesas (Gómez Gil, 2008). Partiendo de ello, Gómez Gil y Unzueta intentaron aportar varias pistas de reflexión en el “Manual para una mejor intervención en el codesarrollo” publicado en 2009. Presentamos a continuación una lectura comentada de algunas definiciones e ideas propuestas en este manual.

Según los autores, la definición del codesarrollo se basa en cuatro criterios: el espacio, los actores, los objetivos y la modalidad de intervención. Se presenta entonces como aquellas *“acciones que se llevan a cabo en el espacio transnacional, en las que intervienen de forma directa los propios inmigrantes en la identificación, materialización y/o ejecución de estas actuaciones, junto con otras entidades o instituciones, con la finalidad de mejorar las condiciones de vida y el desarrollo económico y social de las poblaciones destinatarias, en origen y destino, estableciéndose una relación horizontal entre comunidades del país emisor y receptor como un complemento de la acción”* (Gómez Gil y Unzueta, 2009). Destacamos varias dimensiones claves. La práctica de codesarrollo vincula dos espacios sociales y geográficos, los de origen y los de destino, mediante una modalidad de acción basada en la horizontalidad y la corresponsabilidad, es decir el compromiso de ambas comunidades y su trabajo colaborativo en todas las fases, incluyendo una planificación concertada, una ejecución participativa y un acuerdo previo entre los diferentes actores involucrados: grupos y/o asociaciones de inmigrantes, entidades locales y otras instituciones. Los objetivos del codesarrollo se limitan en la presente definición al desarrollo económico y social para lograr mejores condiciones de vida en los dos espacios. El manual, quizás porque se centra en la línea de intervención, deja de lado la importancia de la variable cultural y política en el codesarrollo limitándolo a acciones en lugar de analizarlo como prácticas.

Se confirma esta perspectiva mediante la definición general que se hace del término: *“De forma breve, podríamos identificar el codesarrollo como el conjunto de acciones impulsadas tanto por las administraciones públicas y privadas como por las organizaciones de inmigrantes, que pretenden hacer partícipes a las comunidades de inmigrantes residentes en los municipios de destino en el desarrollo humano de las comunidades de origen, así como favorecer nuevas relaciones de éstas con la sociedad de acogida. Se trata por tanto de un*

*proceso bidireccional amplio que incorpora tanto el desarrollo en origen como la integración en destino*” (Gómez Gil y Unzueta, 2009). Se trata aquí de una conceptualización que presenta dos categorías del codesarrollo, la gubernamental y la no gubernamental, confirmando la bidireccionalidad tanto del espacio de actuación como de sus objetivos: desarrollo en origen e *integración* en destino. Se plantean aquí dos comentarios, uno en acuerdo y el otro en desacuerdo con la anterior definición. En primer lugar, quizás los autores se basan en su experiencia investigadora en materia de cooperación, por lo que parten de ella para aproximarse al tema de codesarrollo: consiguen de esta forma sistematizar esta modalidad e indicar sus fuentes. Aunque, por mucho que se presente el codesarrollo como algo organizado, no se debe olvidar sus prácticas informales ya sean las de *filantropía diaspórica* o las de comunicación y cambio cultural. La segunda reflexión es más que una observación, cuestiona la esencia del codesarrollo, porque se resume aquí en dos líneas: desarrollo en origen e integración en destino. La primera línea es evidente, la segunda ha de ser seriamente indagada, pues limita el codesarrollo en destino al objetivo de integración de los inmigrantes, cuando es un tema polémico, con eficacia cuestionada y no ayuda a percibir la inmigración como algo positivo, incluso hace caso omiso de sus aportaciones en destino.

El tema de *filantropía diaspórica* mencionado en el párrafo anterior parte de la iniciativa propia de los inmigrantes en tanto que proyectos y acciones solidarias, individuales, colectivas o realizadas en el marco de asociaciones u organizaciones, dirigidas a las zonas de origen. Desde principios de los años noventa, varios investigadores franceses resaltan estas acciones como aspecto fundamental de la conexión M&D. Los trabajos de Abdelmalek Sayad, Christophe Daum y Patrick Gonin arrojan luz sobre las características de esta participación al desarrollo en origen. Los inmigrantes construyen sus países, han llegado pobres, han mejorado sus condiciones de vida y se han convertido en agentes de desarrollo altruistas con sus transferencias, su ayuda, sus inversiones y sus proyectos indispensables para las zonas de origen (Daum, 1993). Muchos no dudaron en coordinar la canalización de estos proyectos constituyendo asociaciones. En efecto, Francia, que cuenta con una amplia trayectoria migratoria, ha visto ascender durante décadas el altruismo de la filantropía diaspórica, mediante la constitución de asociaciones y la dedicación de fondos al desarrollo de los países de origen (Gonin, 2005). El interés en este tipo de acciones se explica por las motivaciones del inmigrante, que emanan de su presencia dividida en el espacio entre destino y origen. Sayad aportó en la década de los 1970 una reflexión explicativa basada en el concepto de deuda: el hecho de instalarse en otro país y de pensar en el no-retorno crean una ruptura entre el emigrante y el inmigrante, se intensifica el sentimiento de tener una deuda hacia la zona-comunidad de origen y nace la necesidad de tener una misión de aportar algo,

por lo que la acción de filantropía diaspórica se presenta como el medio de pagar la deuda (Sayad, 1977). Este aspecto de M&D ha sido cuestionado desde su informalidad y su alcance, se trata de prácticas que mejoran la situación de los familiares únicamente, lo que no se corresponde con las definiciones del desarrollo (Gonin y Kotlok, 2009) ya que resulta selectivo, reducido en su impacto y sin ninguna visión estratégica. Ello constituye una idea principal en la redefinición del codesarrollo a la que esta parte de la tesis pretende llegar y que volverá a explicarse detenidamente más adelante.

Partiendo de las definiciones anteriores, se dibuja el panorama del codesarrollo como un sistema donde entran en interacción varios actores impulsando iniciativas que se insertan en dos ámbitos: el de las acciones fomentadas y/o llevadas a cabo por organizaciones públicas o privadas y el de las acciones espontáneas y/o esporádicas que cuentan con la única voluntad y voluntariedad de los inmigrantes sin estar en una estructura organizacional formal. El primero correspondería a la definición del codesarrollo como acciones –públicas y/o privadas- que intentan hacer partícipes a los inmigrantes y el segundo se basaría en la iniciativa propia de los inmigrantes.

Haciendo una síntesis de las diferentes definiciones, Frédéric Tiberghien aporta siete líneas diferentes, por lo que el codesarrollo o “desarrollo compartido” como lo llama él, sería: a) una política de gestión de los flujos migratorios, favoreciendo en parte el retorno de los inmigrantes a sus países de origen; b) una suma de las acciones impulsadas por actores de cooperación y de desarrollo; c) una forma de movilizar nuevos recursos financieros para alcanzar los Objetivos de Desarrollo del Milenio (ODM); d) un proceso de reconocimiento social aquí y allá, desde el punto de vista de los migrantes; e) una locomotora del desarrollo cultural y tecnológico, de los Derechos Humanos (DD.HH) y de la justicia social; f) una participación de los migrantes al desarrollo en el país de acogida; g) un crecimiento en el intercambio de personas, ideas, información, productos culturales, servicios y capitales (Tiberghien, 2009).

Además de estas líneas, a lo largo de la primera parte iremos identificando otras igual de interesantes y quizás más complejas. Las diferentes ideas expuestas anteriormente nos llevan a deducir que no es suficiente la producción científica disponible y se hace imprescindible consultar otro tipo de fuentes para investigar los orígenes del codesarrollo y los contextos en los que ha ido planteándose, cobrando fuerza a ratos por la novedad que supone y creando polémica por los ámbitos a los que ha sido asociado.

## 1.2. Origen y evolución del concepto

Las escasas publicaciones que abordan el tema de codesarrollo empiezan localizándolo históricamente y cada una le da un origen diferente. Nuestra tarea en este punto es dividir el “historial de la noción de codesarrollo” en tres partes delimitadas por tres hechos claves diferentes a los que han sido utilizados en las demás investigaciones. La primera parte empieza por las contribuciones de Georges Tapinos al debate sobre migración y desarrollo, la segunda comienza con el famoso Informe de Sami Naïr y las actuaciones correspondientes y el tercero sigue hasta hoy, empezando por el Consejo Europeo informal de Hampton Court en diciembre de 2005, que dio lugar al llamado Enfoque Global de las Migraciones. Estas tres partes cuentan con varias iniciativas, políticas y/o programas que vieron la luz. Es cierto que, por su carácter polémico, el informe de Sami Naïr lanzó el tema utilizando por primera vez el término codesarrollo, pero la exploración de la conexión migración-desarrollo y su presencia en el debate internacional, además de haber comenzado mucho antes, se ha visto enriquecida por muchas variables explicativas.

Esta repartición temporal, queremos complementarla con una categorización que diferencia en el conjunto de iniciativas de codesarrollo, entre los proyectos-programas, la investigación desde el mundo académico, la investigación desde las instituciones gubernamentales y/o multilaterales, las comunicaciones-propuestas, las leyes, los planes y las políticas.

Durante la década de los 1970, varias iniciativas han abordado la conexión M&D desde perspectivas diferentes. En orden cronológico vienen primero los trabajos de Georges Tapinos a partir de 1973, el estudio REMPOLD en Holanda en 1974, el Programa TOKTEN del PNUD en 1977 y los programas de formación y retorno en Francia a partir de 1977.

Georges Tapinos, a pesar de ser citado en numerosas investigaciones del campo migratorio, ha sido escasamente mencionado a la hora de abordar la problemática de M&D, tampoco se la ha dado el mérito de ser el primero en sacar a la luz varios trabajos sobre estos temas. Por ejemplo, en el primer coloquio de demografía magrebí organizado en Túnez, Tapinos (1969) abordó el papel de la migración en la fase de comienzo del crecimiento económico para un País “en Vías de Desarrollo” (PVD): en un primer momento la emigración puede aliviar la presión de la demanda laboral y contribuir a mejorar la balanza comercial, pero los emigrantes retornados orientan sus actividades hacia sectores que no benefician precisamente el desarrollo económico del país. En su libro *L'Économie des migrations internationales*, Tapinos (1974) llama a integrar el fenómeno migratorio en el funcionamiento de conjunto del sistema económico, por sus contribuciones al crecimiento en los países de

origen y de recepción y su incidencia en el equilibrio internacional. A parte de estos trabajos destacados, utilizaremos más adelante numerosas aportaciones suyas para apoyar ciertos análisis de las prácticas de M&D.

El segundo documento que queremos resaltar es el estudio REMPOLD que fue solicitado por el ministerio holandés de cooperación al desarrollo en 1974 para saber si la emigración podía servir de apoyo a la ayuda al desarrollo (Lacroix, 2003). El estudio tuvo una respuesta negativa argumentada por la situación del migrante: se encuentra en una fase provisional pero al mismo tiempo con el riesgo de durar toda la vida ya que el migrante no puede volver a su país ni consigue situarse definitivamente en Holanda (De Mas, 1978). Con esta ruptura, se concluyó que los migrantes no pueden implicarse en el desarrollo. Es más, el proyecto consideró que el desarrollo en las zonas de origen no es consecuencia de la migración, ya que los migrantes solos no pueden resolver problemas estructurales (De Haas, 2006).

El Proyecto Transfer of Knowledge Through Expatriate Nationals (TOKTEN) se diseñó en 1977 por parte del PNUD como un sistema de “circulación de cerebros” y “transferencia inversa de competencias” (De Haas, 2006). Se insertaba en el marco de la preocupación –que se sigue planteando en la actualidad- por cómo pasar del “brain drain” o fuga de cerebros, al “brain gain” orientando las capacidades de los migrantes al servicio del país de origen. El concepto del proyecto trataba de identificar los migrantes cualificados que habían conseguido éxito profesional en el extranjero y movilizarlos para emprender consultas a corto plazo en sus países de origen, de forma voluntaria (cubriendo gastos de viaje y estancia), bajo la tutela de la ONU. El período era entre dos semanas y tres meses y la misión era compartir competencias y modos de gestión con las instituciones públicas y privadas en el marco de proyectos del PNUD o de UNESCO en ámbitos de agricultura, actividades bancarias, management, economía, nuevas tecnologías, ciencias ambientales, entre muchos otros. El programa ha sido pionero en reconocer la relación entre Migración y Desarrollo, en poner en marcha una práctica que consolide esta relación y en sacar provecho de ella vinculando las diásporas con sus países de origen (ILO, 2009).

En 1977, se articulan las primeras actuaciones de Migración y Desarrollo en Francia, en el marco de la exploración por parte de la izquierda francesa de nuevas formas de cooperación. El concepto se basó en incentivar el retorno, poniendo en marcha programas de formación en Francia dirigidos a los trabajadores extranjeros que quisieran trasladarse posteriormente a sus países de origen, firmando acuerdos con países como Argelia y Senegal (Gómez Gil y Unzueta, 2009). La política francesa de codesarrollo se considera entonces



veterana, por lo que le dedicaremos un análisis específico en otro capítulo indicando las fases y contextos de sus cambios.

La mención de la palabra “Codesarrollo” remonta a este período de las primeras actuaciones gubernamentales de Migración y Desarrollo desde la República Francesa. Jean-Pierre Cot que fue entre 1981 y 1982 ministro delegado encargado de la cooperación y del desarrollo en el gobierno socialista de Pierre Mauroy, emplea el término en su libro *À l'épreuve du pouvoir, le tiers-mondisme, pourquoi faire?* aunque sin conectarlo con el tema migratorio y con una connotación más bien de gestión de la acción exterior, poniéndolo en el contexto histórico que explica su uso político: “*Surgido a finales de los años 1970, el término encuentra su sitio en la reflexión socialista sobre el Tercer Mundo. Combina la necesidad de ajustes estructurales en un nuevo orden económico internacional; la relación preferencial con algunos socios favorecidos, distinguidos por la complementariedad de su economía con la nuestra o por la simpatía que genera su itinerario político; el deseo de dar una salida concreta, inmediata y permanente a la solidaridad asimismo indicada*” (Cot, 1984). Se deduce de esta declaración que el codesarrollo traducía la ambición de orientar la cooperación internacional partiendo de bases de afinidades económicas y políticas. En otros términos, el codesarrollo propone desligarse de los paradigmas realistas de relaciones internacionales para construir una solidaridad internacional sobre la base de enlaces históricos o económicos” (Lacroix, 2005a).

En 1985, con la misma definición, se utilizó el término en un coloquio celebrado en la Universidad de Lovaina (Bélgica) en 1985 con el título “Les assises du codéveloppement” (traducido “encuentros para el codesarrollo”). El concepto se refería simplemente a la cooperación para el desarrollo, manifestando la necesidad de que los países del Sur y del Norte compartan responsabilidades, pero sin mencionar la contribución de los inmigrantes al desarrollo (Katrien De Myunk, 2006).

Durante la década de los noventa surgió el debate sobre migración y desarrollo liderado por las instituciones multilaterales, preocupadas a la vez por mejorar la cooperación y por los aspectos económicos de las migraciones. Desde la Organización para la Cooperación y el Desarrollo Económico (OCDE) se impulsaron dos conferencias para debatir estos temas: la Conferencia Internacional sobre las Migraciones, celebrada en Roma en 1991, y la Conferencia sobre “las migraciones y la cooperación internacional: un desafío para los países de la OCDE”, celebrada en Madrid en 1993. Las propuestas claves dirigidas a los países de la OCDE se centraron en un aspecto práctico y uno de reflexión: el primero era prestar asistencia a los países “emisores” creando empleos y fomentando el desarrollo sostenible; el segundo es estudiar las interrelaciones entre la migración, el libre comercio y la integración económica

regional. Partiendo de ello, la OCDE organizó varios encuentros regionales: el seminario de Viena en 1996, centrado en Europa Central y Oriental; el seminario de Atenas el mismo año, centrado en el Mediterráneo y el seminario de México en 1997, centrado en América del Norte (Naciones Unidas, 1997).

Podemos decir que 1997 fue el año de la entrada del codesarrollo en la agenda internacional como tema polémico y modalidad de eventual eficiencia, con una definición sólida, vinculada a las migraciones, y ello mediante el informe realizado por Sami Naïr, en aquel momento Delegado interministerial para el codesarrollo y las migraciones internacionales en el Gobierno socialista de Lionel Jospin. Se trata del “Rapport de bilan et d’orientation sur la politique de codéveloppement liée aux flux migratoires” (traducido “Informe de balance y orientación sobre la política de codesarrollo ligada a los flujos migratorios”), considerado el punto de partida del debate y cuya visión analizaremos en el punto siguiente.

Con esta indicación, cerramos la primera parte del “historial del codesarrollo” que hemos realizado de forma cronológica para evitar fallos cometidos en otras investigaciones que han asignado erróneamente el origen del codesarrollo a una persona específica o una iniciativa. Dada la multitud de información que describe la evolución del codesarrollo en su segunda y tercera fase, hemos optado por presentarla y analizarla de forma temática y no cronológica en los tres puntos siguientes, partiendo de la lógica de que existen conexiones entre el debate internacional-europeo sobre codesarrollo y las iniciativas políticas de los países más concernidos por la gestión migratoria.



Este capítulo analiza el concepto de M&D adoptado por la UE, con especial énfasis en el contexto mediterráneo. No es un trabajo sobre política migratoria europea, sino sobre la perspectiva de M&D en la(s) política(s) europeas. Por lo que la investigación supuso retomar cuestiones esenciales de la política migratoria europea y de las variables de seguridad y de cooperación al desarrollo. Ante la multiplicidad de iniciativas, acuerdos y marcos de acción, y la falta de trabajos científicos sobre esta temática, hemos tenido que hacer una revisión exhaustiva utilizando principalmente la documentación de la UE<sup>34</sup>. En este marco, adoptamos una clasificación de dicha documentación en tres categorías según sus finalidades: los textos de naturaleza legislativa (Tratados y acuerdos), los documentos de carácter administrativo para la planificación y la gestión (Declaraciones, programas y planes de acción) y la documentación orientativa-complementaria resultado de investigaciones y estudios (Comunicaciones, dictámenes, informes y resoluciones). Dependiendo de los momentos del ejercicio institucional, estos textos son preparatorios, intermedios o finales<sup>35</sup>.

Para presentar los resultados de la investigación, este capítulo se organiza en tres partes: en la primera se presentan los principales tratados, acuerdos y textos donde se menciona la dimensión de M&D en la legislación de las instituciones europeas. En la segunda se cuestiona el enfoque europeo de M&D, haciendo hincapié en su armonización con las prioridades de los socios mediterráneos. En la tercera parte se plantean algunas iniciativas que no encajan precisamente con la perspectiva europea o ésta no incorpora sus aportaciones cuando nos parecen más que oportunas.

### **2. 1. Migración y Desarrollo en la política migratoria europea: tratados y programas**

Como es sabido, se inicia el debate sobre la política migratoria europea con la firma del Tratado de Maastricht<sup>36</sup>, 1992, con la nueva concepción que otorga a la ciudadanía europea en términos de integración y de cooperación territorial, sobre todo tras la entrada en vigor del

---

<sup>34</sup> “La documentación comunitaria es el conjunto de documentos básicos o constitutivos de las Comunidades Europeas (Tratados) y aquellos que generan sus instituciones y órganos en el ejercicio de las competencias que les asignan los Tratados y el derecho privado” (Grau Guadix, 1998, p. 308).

<sup>35</sup> Para más información sobre esta clasificación, véase la referencia Martín González (2001).

<sup>36</sup> Véase para más información la referencia Portal Europa (1992).

espacio Schengen<sup>37</sup> en 1995 que hizo posible el acceso y la movilidad de los inmigrantes en 13 países con la condición de proteger la fronteras exteriores de la UE. El tratado de Ámsterdam<sup>38</sup>, aprobado en 1997, y que entró en vigor en 1999, avanzó algo más e hizo que las políticas de inmigración y asilo entraran como políticas comunes de la agenda europea, reforzando así los pilares de justicia y asuntos interiores y marcándose por objetivo establecer en un plazo de cinco años una política común de inmigración. Este avance hacia el marco común fue complementado en 1999 por un programa de acciones necesarias para desarrollar el Tratado de Ámsterdam. En el Consejo Europeo Cumbre de Tampere, celebrada en 1999<sup>39</sup>, sobre la creación en la Unión Europea de un espacio de libertad, seguridad y justicia, se definieron varias líneas a desarrollar dentro de la nueva política migratoria europea: *“La Unión Europea necesitaba un enfoque global de la migración que trate los problemas políticos, de derechos humanos y de desarrollo de los países y regiones de origen y tránsito. Para ello es necesario luchar contra la pobreza, mejorar las condiciones de vida y las posibilidades de trabajo, prevenir los conflictos, consolidar los estados democráticos y garantizar el respeto de los derechos humanos”*<sup>40</sup>. Se establecieron entonces tres principios de política común: la ayuda a los países emisores, la integración de los extranjeros y el control de los flujos migratorios. Aunque, el desacuerdo entre Estados comprometió los avances de la política comunitaria, debido a que los países europeos tienen sistemas diferentes a los que se niegan a renunciar, bloqueando a veces la realización de la legislación comunitaria (Fargues, 2003). El Consejo de Tampere introdujo también la idea de cogestión de la inmigración con los países de origen. La cogestión remite a dos ideas: ejercer un control común de las fronteras y la negociación de acuerdos de readmisión de ciudadanos expulsados o interceptados en el momento de cruzar la frontera.

El consejo, en pleno debate sobre los modos de protección de la integridad territorial de Europa y su identidad, mediante enfoques específicos de gestión migratoria, adoptó entonces el Programa de Tampere (1999-2004)<sup>41</sup> que concreta la política común en materia de control migratorio y de integración, definiendo los criterios que se deben respetar: aproximación exhaustiva de la gestión de flujos migratorios; trato equitativo hacia los ciudadanos de países terceros y desarrollo de partenariados con los países de origen, incluidas políticas de codesarrollo. Esta fue la primera vez que en un texto normativo europeo se menciona este concepto en referencia a las conexiones entre M&D.

---

<sup>37</sup> Véase la referencia Portal Europa (2009).

<sup>38</sup> Consulte la referencia Portal Europa (1997).

<sup>39</sup> Más información en la referencia Portal Europa (1999).

<sup>40</sup> *Ibíd.*

<sup>41</sup> *Ibíd.*

En 2000, la Comisión Europea (CE) avanza en la reflexión sobre el enfoque común y elabora una Comunicación al Consejo y al Parlamento Europeo titulada “Una política comunitaria de migración” con fecha de 22/11/2000 (Comisión Europea, 2000) donde recomienda la adopción de un enfoque común que tenga por base nuevos elementos: el desarrollo económico y demográfico de la UE; las relaciones culturales e históricas con el país de origen; la situación de los países de origen y la incidencia de la política migratoria sobre ellos; la necesidad de desarrollar políticas de integración específicas con tres pilares, el trato equitativo, la prevención de la exclusión social-racismo-xenofobia y el respeto de la diversidad. Dicha comunicación viene acompañada de una invitación a cambiar las políticas migratorias: la CE anima a los Estados a abandonar la política de puertas cerradas aplicada desde la crisis del petróleo. Se presenta como argumento que las buenas perspectivas económicas, junto con el declive demográfico y la escasez de profesionales aconsejaban políticas activas de atracción de la inmigración (Comisión Europea, 2000).

El Consejo Europeo de Sevilla de 2002 establece la conexión entre las cuestiones migratorias y la asociación política y económica. A raíz de esta cumbre se elaboró la Comunicación de la CE del 3/12/2002 titulada “Integración de las cuestiones de migración en las relaciones de la Unión Europea con países terceros” (Comisión Europea, 2002). Pues desde Tampere y su idea de cogestión, quedó clara la necesidad de integrar las cuestiones relacionadas con migraciones en la política exterior de la UE. La comunicación indica claramente esta intención:

- Considera el tema migratorio una prioridad estratégica para la UE y avanza que “*La inmigración no debe percibirse como un problema, sino también como un fenómeno positivo para el crecimiento y el éxito tanto de la Unión como de los países de origen*”. La comunicación recoge la petición de integrar la política migratoria en las relaciones de la UE con los países terceros, dada la contribución que las políticas e instrumentos externos de la Unión, y en particular la política de desarrollo, pudieran aportar en respuesta a los factores que originan los flujos migratorios.
- Plantea cuatro principios fundamentales para acertar dicha integración: el respeto de la coherencia global de la política exterior con la idea de animar a los países que desean cooperar sin pensar en penalizar a los que no lo desean; la lucha contra las causas profundas de los flujos migratorios mediante la erradicación de la pobreza, la reforma institucional o la prevención de conflictos; la inclusión de las cuestiones migratorias en los “documentos de estrategia nacional y regional” como base de la asistencia de la UE a los países terceros.

- El texto indica dos efectos generales de las migraciones sobre los países en desarrollo: el positivo se resume en el ámbito económico y el negativo ligado a la fuga de cerebros o brain drain. Este vínculo entre migración y desarrollo, equivocadamente reducido, entra en la agenda de diálogo entre la UE y los terceros países para ser incluido en los acuerdos de asociación o cooperación (Comisión Europea, 2002).

Con la ampliación de la UE, se amplían las fronteras y las zonas de procedencia de los flujos migratorios. Para gestionar esta nueva situación, la CE elabora la carta llamada *Wider Europe* (Comisión Europea, 2003) y la transmite al Consejo y al Parlamento Europeo, proponiendo un nuevo marco de actuación con los países vecinos del este y sur europeo, que replantea el papel que juega Europa en las zonas de proximidad inmediata como es el área del Mediterráneo. A este respecto el Parlamento Europeo propuso a finales de 2003 especificar que la propuesta de *Wider Europe* tenga en cuenta la diversidad y especificidad de los países implicados, y en este sentido esta política para-con los países vecinos desarrolle una política concreta que tenga como objetivo facilitar la circulación de personas. Se trata por lo tanto del nuevo escenario en el que hay que encajar las estrategias migratorias europeas y mediterráneas desde aquel momento (Aubarell y Aragall, 2005).

Según las orientaciones de Tampere y del Consejo de Sevilla, se pusieron en marcha algunas iniciativas concretas en relación con M&D como el programa “Oportunidades Norte-Sur. Programa de Fortalecimiento de actividades de los migrantes del Sur por interés en el codesarrollo” cuyo objetivo fue establecer colaboraciones entre colectividades locales europeas y africanas apoyando micro-proyectos para reducir la precariedad, crear empleos y generar desarrollo económico y social. Se desarrolló en el marco del programa temático de asistencia comunitaria AENEAS<sup>42</sup>, un instrumento adoptado en 2004 sucediendo a las acciones preparatorias emprendidas entre 2001 y 2003 para apoyar los esfuerzos de gestión migratoria por parte de los países terceros según la idea de corresponsabilidad.

A partir de 2004, la política migratoria europea se dota de objetivos basados en la ayuda al desarrollo como solución para restringir los flujos migratorios. El programa de La Haya (2005-2009)<sup>43</sup>, adoptado en el Consejo Europeo de Bruselas del 4 y 5 de noviembre de 2004, sustituye al de Tampere y se considera como una acción para la consolidación de la libertad, la seguridad y la justicia en la UE. Intentaba compaginar las complicadas variables de seguridad y de derechos humanos tras los atentados de Estados Unidos (EE.UU) y de

---

<sup>42</sup> Véase para más información la referencia Comisión Europea (2006a).

<sup>43</sup> Consulte para más información la referencia Comisión Europea (2005a).

Madrid (11S y 11M). Por eso, confirmó la opción de *Fortress Europe* o *Europa Fortaleza*<sup>44</sup>, una Europa replegada sobre sí misma e insolidaria. En general, el Programa profundiza en la ampliación de los derechos de los ciudadanos como garantía de la plena integración de los inmigrantes en las sociedades europeas, sin dejar de lado el necesario control de los flujos migratorios, en un plazo que alcanza el año 2010<sup>45</sup>.

En medio de este debate securitario, la CE elabora una comunicación para reanudar la reflexión sobre M&D, iniciada con la comunicación de 2002 donde se integró el tema migratorio en las relaciones exteriores de la UE. Este nuevo documento con fecha del 1/09/2005 se titula “El nexo entre migración y desarrollo: algunas orientaciones concretas para la cooperación entre la UE y los países en vías de desarrollo”<sup>46</sup>. Contiene una visión más madura de la problemática y recoge el interés que otras instituciones manifestaron por la misma<sup>47</sup>. El texto pretendía aportar nuevos elementos al debate y algunas orientaciones para la cooperación comunitaria, ayudando a “*definir mejor el concepto de codesarrollo previsto en las conclusiones del Consejo Europeo de Tampere*”. Se afirma en primer lugar que los vínculos entre M&D constituyen una gran oportunidad para abordar las prioridades del desarrollo sin que ello suponga reemplazar a la Ayuda Oficial al Desarrollo (AOD) o a las políticas dirigidas a conseguir los ODM. Se menciona la adopción por la CE desde 2002 de medidas concretas en el marco de la ayuda comunitaria para mejorar los efectos de la migración sobre el desarrollo en los países terceros, reenviando a un anexo de la comunicación que detalla dichas medidas. En el anexo no es destacable ningún programa o plan general con potenciales efectos macro, sino más bien acciones relacionadas con: reformas reguladoras, facilitar el retorno, apoyar proyectos piloto de cooperación en Migración y Desarrollo e introducir de forma transversal (mainstreaming) la migración en las políticas de desarrollo y en la cooperación comunitaria con los países terceros. Las nuevas medidas anunciadas por la comunicación se resumen en cuatro áreas de intervención descritas a continuación de forma breve. Primero, las remesas: se consideran flujos que pueden contribuir a los objetivos de desarrollo de los países de origen de los emigrantes, sin que ello signifique –a pesar de su volumen- que sean soluciones milagrosas en materia de desarrollo. Segundo, las diásporas: partiendo de su reconocimiento como un factor potencial en el

---

<sup>44</sup> La *Fortress Europe* es una terminología común para calificar la ribera norte del Mediterráneo. Se justifica por las filas de espera en los consulados europeos en los países del Sur, por las leyes y la gestión interna de las políticas migratorias (Fargues, 2003). La *Europa Fortaleza* se consolida en 2004 al crear la Agencia para la Cooperación en las Fronteras Exteriores, conocida como Frontex con sede en Varsovia, encargada de controlar los flujos migratorios y rechazar las llegadas de inmigrantes indocumentados.

<sup>45</sup> Véase para más información la referencia Rea (2006).

<sup>46</sup> Véase la referencia Comisión Europea (2005b).

<sup>47</sup> Por ejemplo el informe “Las migraciones en un mundo interdependiente” publicado por la Comisión Mundial sobre las Migraciones Internacionales (2005).



desarrollo, se hace necesario apoyar su labor. Tercero, la migración circular y circulación de cerebros: la comunicación habla del retorno en un significado amplio que no se limita a las repatriaciones e incluye el proceso voluntario de regreso al país de origen y el retorno temporal o virtual. Cuarto, la fuga de cerebros: las iniciativas potenciales de la CE se atuvieron a varias orientaciones como ayudar los países en desarrollo para identificar la falta o exceso de competencias en el mercado laboral a nivel sectorial.

Con todos estos programas y documentos orientativos, se establecieron los fundamentos del Enfoque Global de Migraciones (EGM) adoptado en el Consejo Europeo de Bruselas (15 y 16 de diciembre de 2005)<sup>48</sup>. Tras las recomendaciones de la Cumbre Europea Informal de Hampton Court (celebrada el 27 de octubre de 2005)<sup>49</sup>, el Consejo Europeo de Bruselas confirma el EGM y expone una serie de observaciones que llevaron a adoptarlo, como los debates nacionales sobre el futuro de Europa, la importancia creciente adquirida por las cuestiones relacionadas con la migración y *“el incremento de la inquietud de la población en varios Estado miembros”*. El Consejo, tras esta justificación subrayó *“la necesidad de contar con un enfoque equilibrado, global y coherente, que abarque medidas orientadas a luchar contra la inmigración ilegal y aproveche, en cooperación con terceros países, los beneficios de la migración legal”*. El EGM reitera entonces la idea de corresponsabilidad de los países emisores en el control de fronteras y la identificación de proyectos de desarrollo relativos a las migraciones. Anuncia entonces la cooperación al desarrollo como un instrumento con el que se pretende frenar las migraciones mediante la lucha contra la pobreza. Se indica claramente que el apoyo al desarrollo es parte de una estrategia migratoria: *“El Consejo Europeo insiste en que el compromiso de la Unión Europea de apoyar los esfuerzos de desarrollo de los países de origen y tránsito forma parte de un proceso prolongado de respuesta a las posibilidades y a los desafíos de la emigración”*.

Un año después, la CE retoma la reflexión sobre el EGM y hace una síntesis de los logros anteriormente indicados mediante la comunicación titulada *“El Planteamiento global sobre la migración un año después: Hacia una política global europea en materia de migración”*, con fecha del 30 de noviembre de 2006<sup>50</sup>, realizada por petición del Consejo Europeo de Bruselas (15 y 16 de diciembre de 2005) como un informe de seguimiento de los acuerdos de Hampton Court. La comunicación insiste sobre tres principios básicos para

---

<sup>48</sup> Véase la referencia Consejo Europeo (2006).

<sup>49</sup> Para la adopción del EGM, el Consejo Europeo de Bruselas toma nota sobre todo de la comunicación de la CE al Consejo y al Parlamento Europeo, con fecha del 30 de noviembre de 2005, titulada *“Prioridades de actuación frente a los retos de la inmigración: Primera etapa del proceso de seguimiento de Hampton Court”*. La comunicación dejó claro que el enfoque europeo en materia de migración se desarrolla en el marco de la PEV, la política de empleo, así como la política de libertad, seguridad y justicia mencionada anteriormente como Programa de La Haya. Véase para más información Comisión Europea (2005a).

<sup>50</sup> Véase los detalles de la comunicación en la referencia Comisión Europea (2006b).

reforzar la coherencia de la política migratoria europea: la solidaridad entre los Estados miembros, la asociación con los terceros países y la protección de los emigrantes. En este sentido, se declara la intención de promover un programa sobre migración y desarrollo, basado en abordar “*los principales factores que alientan la migración: la pobreza y la falta de oportunidades de trabajo*”. En coherencia con la idea “cuanto más desarrollo menos migraciones”, se aporta como solución la promoción de inversiones en los sectores que demandan grandes cantidades de mano de obra en las regiones con altas tasas de migración exterior.

En este contexto de nuevas prioridades de la UE en materia de gestión migratoria y siguiendo las recomendaciones de los diferentes documentos elaborados, se han concretado diferentes iniciativas como el MEDA JAI II<sup>51</sup> y el Programa marco de solidaridad y gestión de los flujos migratorios<sup>52</sup> con sus diferentes medidas lanzadas desde 2007. El programa MEDA JAI II se compone principalmente por Euromed Justice y Euromed Migration que abordaremos en la parte siguiente al relacionarse específicamente con el contexto mediterráneo. En cuanto al Programa marco de solidaridad y gestión de los flujos migratorios, su objetivo fundamental es a nivel interno: abordar la cuestión de reparto de las responsabilidades entre Estados miembros en cuanto a la carga financiera que se deriva de la gestión de las fronteras exteriores y la ejecución de políticas comunes de migración y asilo. El programa incluye cuatro dimensiones e instrumentos: el Fondo para las Fronteras Exteriores, el Fondo para la Integración, el Fondo Europeo para el Retorno y el Fondo Europeo para los Refugiados<sup>53</sup>.

En paralelo con el desarrollo de estas medidas, continuó el debate sobre la política común con tres avances significativos: la aprobación del tratado de Lisboa en 2007<sup>54</sup>, lo que otorgó al Parlamento Europeo la capacidad de codecisión en el área de inmigración regular; la aprobación del Pacto Migratorio en 2008<sup>55</sup>, tras unas intensas polémicas dentro y fuera de la Europa comunitaria<sup>56</sup>; y la aprobación del programa de Estocolmo (2009-2013)<sup>57</sup> considerado un avance para la construcción de una política común en materia de migraciones. Se trata de un programa multianual que sustituye al de La Haya, con el objetivo de fortalecer el espacio común de Libertad, Seguridad y Justicia.

---

<sup>51</sup> Se pueden consultar los objetivos del programa, sus iniciativas y zonas de intervención en la referencia Portal Europa (2010).

<sup>52</sup> Véase el contenido del programa en la referencia Comisión Europea (2005c).

<sup>53</sup> *Ibíd.*

<sup>54</sup> Más información sobre los marcos que fundamentan el tratado en la referencia Portal Europa (2007).

<sup>55</sup> Para acceder al texto del pacto, véase la referencia Consejo Europeo (2008).

<sup>56</sup> El Pacto manifiesta la intención de apoyar el desarrollo de los países de procedencia de los inmigrantes y pone el énfasis en el control migratorio y en la inmigración consensuada y seleccionada por los países europeos.

<sup>57</sup> Véase la comunicación de la CE sobre “Una política común de inmigración para Europa” en la que se inspira el programa: referencia Comisión Europea (2008).

Para resumir esta parte, cinco reflexiones se imponen y serán desarrolladas más adelante:

A) La perspectiva de M&D no se recoge de forma exhaustiva en ningún plan de acción europeo: se inserta como una modalidad de la política migratoria europea y se utiliza como un instrumento de acción exterior para asegurar la coestión de las migraciones por parte de los países emisores.

B) Se utiliza el concepto de M&D de forma preventiva, en el sentido de generar desarrollo en origen para frenar las migraciones. Como se ha demostrado, la documentación europea producida desde la Cumbre de Tampere se fundamenta en esta idea.

C) Las áreas de intervención en materia de M&D, detectadas desde 2005, no son suficientes y no contemplan numerosos aspectos del nexo. Si bien las cuatro ideas (Remesas, diáspora, migración circular y fuga de cerebros) resumen los principales aspectos del nexo M&D que desde el mundo académico e institucional se habían analizado hasta aquel momento, un organismo supranacional como la UE no puede fundamentar su intervención en una visión tan reducida sin realizar previamente una revisión minuciosa y una reflexión profunda sobre el tema.

D) El uso de M&D de manera transversal hace que se pierda su visibilidad entre las múltiples iniciativas de la UE.

E) La dificultad de asentar una política migratoria común perjudica las posibilidades de emplear de forma más eficiente la perspectiva de M&D.

## **2.2. El enfoque europeo de Migración y Desarrollo: el caso del Mediterráneo**

A la luz de las cinco ideas anteriores, en esta parte analizamos el concepto de M&D en el contexto de la asociación euro-mediterránea. Desde 1995, la cuestión migratoria entró como elemento básico del diálogo euromediterráneo, proponiendo como alternativa a la circulación de personas la circulación de bienes, según el modelo de acuerdos americano-mexicano de libre intercambio. Francia, España o Italia son los países que más interés han tenido en sustentar este diálogo, por ser los afectados más directos por las migraciones: el mediterráneo constituye una de las grandes líneas de fractura mundial, dadas las disparidades demográficas económicas, religiosas, sociales y políticas, igual o peor que la del Río Grande entre México y Estados Unidos (Wihtol de Wenden, 2006; Massey *et al.*, 2006) como ya mencionamos en la introducción.

La idea de la Declaración de Barcelona<sup>58</sup> era instaurar una superficie de paz, estabilidad, prosperidad compartida y comprensión mutua, articulando la Asociación Euromediterránea (AEM) entorno a tres grandes capítulos o ámbitos de actuación: el político y de seguridad; el económico y financiero; el social, cultural y humano. Cuatro principios crean el marco del Proceso de Barcelona: el diálogo político, el espacio de libre intercambio, el control de los flujos migratorios y la cooperación. Dos líneas de actuación están ligadas a la perspectiva de M&D: la selección de los migrantes cualificados que corresponden a las necesidades del país de origen y la creación de instituciones financieras para facilitar las inversiones de los inmigrantes. El proceso de Barcelona se basó entonces en dos objetivos contradictorios: asegurar la libre circulación de bienes y reducir los flujos de personas. De allí nace la lógica de controlar la inmigración desde la perspectiva de “cuanto más desarrollo menos migraciones”, utilizando el desarrollo como instrumento de reducción de las diferencias entre las dos orillas para frenar las migraciones (Lacroix, 2003). Si bien el marco de relaciones euro-mediterráneas se declara pertinente en su vertiente económica (establecimiento de una zona de libre intercambio y voluntad de desarrollo compartido), no es así sin embargo en el ámbito de las migraciones, pues la constancia de los flujos que se dan en esta área, en estrecha relación con el desarrollo desigual de la misma, carece de una respuesta integral más allá de la flexibilidad debida a la necesidad económica (Aubarell, 2003).

En paralelo a la Conferencia de Barcelona, la UE promovió la organización del Foro Civil Euromed, invitando a organizaciones sindicales y sociales. Entre las conclusiones del foro se constató la necesidad de vincular las migraciones a las políticas y acciones de cooperación al desarrollo considerando los inmigrantes como vector de desarrollo en acogida y origen (Gómez Gil y Unzueta, 2009). Tenemos dos perspectivas diferentes entre la cumbre de Barcelona y el foro civil paralelo: la primera (la de la cumbre) considera que el enfoque M&D hace parte de las políticas migratorias, es un instrumento unidireccional cuya finalidad es reducir las desigualdades y por consecuencia los flujos migratorios. La segunda (la del foro) encaja M&D en las políticas de cooperación al desarrollo poniendo al migrante en el centro de un dispositivo bidireccional, como protagonista del cambio en las dos orillas. Aunque la UE introduce la cooperación al desarrollo como variable clave en su aproximación al nexo M&D, esto no se corresponde con las recomendaciones del Foro Civil Euromed, la finalidad aparente es la misma, es decir el desarrollo, pero la intención y la modalidad son diferentes.

Siguiendo la lógica de la cumbre de Barcelona, el EGM fue centrado en la gestión de las migraciones procedentes de los países del Mediterráneo y de África, con dos líneas básicas: la de seguridad y la de desarrollo. La idea era concretar una serie de medidas que

---

<sup>58</sup> Véase la referencia Portal Europa (2005).

afronten los retos de la migración, en el marco de la colaboración con los países de origen y de tránsito (Frattini, 2007). La comunicación que hizo el seguimiento del proceso de Hompton Court<sup>59</sup> recuerda varios argumentos que avalan esta lógica europea y la explican explícitamente.

Se considera de facto la cooperación para el desarrollo una forma de “*combatir las causas profundas de la migración*”. De aras a conseguir esta meta, la política de desarrollo de la UE, basada en la erradicación de la pobreza y la consecución de los ODM tiene por objetivo particularmente la reactivación del crecimiento económico, la creación de empleos, la promoción de la gobernanza y el respeto de los derechos humanos. Con el fin de “*optimizar las ventajas de la migración para todas las partes interesadas*”, se contemplaron algunas iniciativas como: el suministro de asistencia técnica y financiera para la gestión de la migración; combatir causas profundas de la migración como la inseguridad y la pobreza; favorecer los vínculos entre migración y desarrollo, sobre todo en materia de remesas, papel de las diásporas, opciones de migración temporal o circular y pérdida de capital humano en sectores vulnerables.

Para avanzar en la realización de estos objetivos relacionados específicamente con el Mediterráneo y África, la iniciativa EuroMed Migration se propuso reforzar la cooperación euro-mediterránea en el ámbito de las migraciones, aumentando la capacidad de los socios a aportar soluciones eficaces y globales a las diferentes formas migratorias. El proyecto presenta en concreto el cambio en la política europea que pretende que las migraciones se hagan de manera equilibrada, que la cuestión del desarrollo sea central y que se llegue a una situación satisfactoria para todo el mundo y no sólo para Europa, en palabras de la directora del proyecto<sup>60</sup>. Según ella, existe entre los países MEDA y la UE un consenso sobre la necesidad de favorecer la movilidad del migrante con el fin de que contribuya al desarrollo, dando por ejemplo cursos en la facultad o compartiendo su experiencia en el país de origen. El proyecto, realizado entre 2004 y 2007, coincidiendo con la llamada nueva Política Europea de Vecindad (PEV), anunció como objetivo: “*asistir a los países socios en crear mecanismos que promuevan oportunidades para la migración legal acoplando migración y desarrollo*”. La finalidad de esta línea de trabajo era “*proporcionar una solución eficaz, orientada y global a las diferentes formas de migración*”. El diseño del proyecto pretendió “*hacer de la migración legal un instrumento para el desarrollo económico, social y cultural en la UE y los países MEDA, por ejemplo promoviendo los mecanismos eficaces para transferir los fondos de inmigrantes*” además de “*consolidar la colaboración con los países MEDA en la*

---

<sup>59</sup> Véase para más información Comisión Europea (2005d).

<sup>60</sup> Isabelle Mihoubi-Astor, directora del proyecto, citada por Émilie Sueur (2010).

*migración económica legal así como la mejora de la información disponible para los trabajadores emigrantes y sus condiciones y perspectivas”* (ENPI, 2011).

La Conferencia Ministerial Euroafricana sobre migración y desarrollo (Rabat, 10 y 11 de julio de 2006)<sup>61</sup> de la que tomaron parte algunos países mediterráneos (los países del Norte de África además de ser países mediterráneos de emigración, son zonas de tránsito y portales de la emigración africana), declaró la intención de que el partenariado entre Europa y África se aproxime al fenómeno migratorio abordando todos los temas pertinentes para elaborar aproximaciones rigurosas de la situación. La declaración de Rabat fue acompañada por un plan de acción<sup>62</sup> que indica tres líneas de trabajo en materia de migración y desarrollo: la promoción del desarrollo, la puesta en marcha de instrumentos financieros para promover el efecto económico de las migraciones, promover el acceso al conocimiento y a la formación protegiendo el capital humano y asegurando su vinculación a los países de origen. Se deduce de las acciones enumeradas una concepción del enfoque M&D según la perspectiva europea a la que han adherido los demás países, eso es una cooperación que promueve el desarrollo socio económico e influye en las causas de los flujos migratorios irregulares, es decir que aplica la visión “cuanta menos pobreza menos migraciones”.

La Conferencia Ministerial UE-África en Libia (Trípoli, 22 y 23 de noviembre de 2006)<sup>63</sup> identificó las prioridades de la cooperación UE-África. En la declaración conjunta<sup>64</sup>, se acuerdan principios comunes para mejorar la gestión de las migraciones a base de una responsabilidad mutua, con la idea de que la migración, en caso de ser gestionada adecuadamente, puede ser benéfica para ambas partes y contribuir a lograr los ODM. Aunque sigue en la misma perspectiva de M&D adoptada en la conferencia de Rabat, la declaración de Trípoli avanza en la reflexión y le otorga al discurso un tono más positivo hablando de la vinculación de los aspectos migratorios con las estrategia de desarrollo y del apoyo a los procesos de integración económica regional para asegurar el crecimiento y la lucha contra la pobreza.

De forma general y común entre las diferentes conferencias y declaraciones, se habla de una Europa activa y previsoras en lo que a las cuestiones migratorias se refiere: se planteó la propuesta de identificar los perfiles de migración para cada uno de los PVD que estén interesados, justificando esta idea por ser una *“herramienta política que sirve para recopilar y analizar la información necesaria para desarrollar medidas concretas en una situación dada*

---

<sup>61</sup> Más información en la referencia France Diplomatie (2006).

<sup>62</sup> *Ibíd.*

<sup>63</sup> Véase la referencia Africa Union (2006a).

<sup>64</sup> Consulte la referencia Africa Union (2006b).

*en el ámbito de la migración y el desarrollo*”<sup>65</sup>. Se planteó acompañar esta propuesta por la creación de Equipos de Apoyo a la Migración (EAM) a fin de proporcionar la ayuda necesaria a los Estados africanos que lo soliciten. Se trata en general de promover los vínculos entre política e investigación para una mejor comprensión de la realidad de las migraciones, mediante el apoyo a redes panafricanas de observatorios similares a lo que se hace desde el Consorcio de Investigación Aplicada en Migración Internacional (CARIM).

Todos estos avances logrados por la PEV y el Programa de La Haya pasaron, en el caso de los países mediterráneos-ribera Sur, a formar parte del nuevo marco llamado *Proceso de Barcelona: Unión por el Mediterráneo* (UpM) tras la iniciativa del entonces presidente francés Nicolas Sarkozy. La declaración común de la cumbre de París por el Mediterráneo celebrada el 13 de julio de 2008, corrobora el objetivo de la cumbre de Barcelona 1995 que abogaba por “*crear un espacio de paz, estabilidad, prosperidad compartida y comprensión mutua*”, confirma también el compromiso de favorecer el desarrollo de los Recursos Humanos y del empleo según los ODM y de reforzar la democracia, el pluralismo político, la participación ciudadana y los DD.HH: “*Los jefes de Estado y de Gobierno subrayan que es importante que la sociedad civil, las autoridades locales y regionales y el sector privado participen activamente a la puesta en marcha del Proceso de Barcelona: Unión por el Mediterráneo*”. La declaración afirma que se debe “*traducir el proceso en proyectos concretos*” mencionando que el plan quinquenal adoptado en la cumbre de Barcelona de 2005 queda aplicable, reconociendo las posibles ventajas económicas relativas a la creación desde 2010 de una zona de libre intercambio (France Diplomatie, 2008). A día de hoy no se observan avances en este sentido y la crisis económica en la que está sumergida Europa posterga los debates de cooperación euro-mediterránea.

En definitiva, el enfoque M&D europeo aplicado al contexto mediterráneo, se ha convertido en la esencia de las políticas migratorias al conectarlas con la ayuda al desarrollo para eliminar las causas de la migración. Cuatro ideas básicas se plantean en este marco:

A) La existencia de una contradicción en la ambición de generar el desarrollo compartido: de un lado se aboga por la libre circulación de bienes, de otro se refuerzan las medidas de control, por lo que se desaprovecha uno de los principales aspectos de la globalización, el efecto de las redes y las oportunidades económicas de la movilidad.

B) La ayuda al desarrollo de la UE se utiliza como un incentivo supeditado al cumplimiento de los compromisos de parte de los Estados socios en el Mediterráneo. El instrumento económico se prevalece sobre el diálogo político de forma a servir en primer lugar la agenda europea.

---

<sup>65</sup> Comunicación sobre la inmigración ilegal (Comisión Europea, 2006d).

C) En este marco se gesta la política migratoria europea y la modalidad de M&D, basándolas en la *comprehensive approach*, manifestada claramente en la Conferencia intermedia Euromediterránea de Ministros de Exteriores en Dublín<sup>66</sup>, y que ilustra la necesidad de colaboración de los países emisores para la co-gestión del fenómeno migratorio actuando sobre sus causas directas.

D) Estos ejes de la política europea siguen sin lograr los objetivos del proceso de Barcelona: ni la prosperidad compartida es hoy en día una realidad, ni la estabilidad y la seguridad pueden considerarse plenas dados los últimos acontecimientos en el mundo árabe y el debate sobre el espacio Schengen que se estableció tras el desplazamiento masivo de personas por la inestabilidad política en Túnez (V.: Mora, 2011).

### **2.3. La perspectiva europea de Migración y Desarrollo ante aportaciones de otras instituciones**

Después este balance de la documentación comunitaria generada en relación con los usos de M&D, consideramos que puede tener un valor añadido comparar la perspectiva europea con las ideas que recogen documentos realizados por instituciones multilaterales de mayor calado o elaborados en el marco de iniciativas más plurales.

Es el ejemplo del “Diálogo de Alto Nivel de Nueva York” que se celebró en virtud de la Resolución de la Asamblea General de las Naciones Unidas A/Res/60/227. Fue el primer acontecimiento de estas características que acoge la ONU con la finalidad de compartir las mejores prácticas sobre la gestión de las migraciones y, al mismo tiempo, impulsar la vinculación entre las migraciones y el desarrollo (Gómez Gil y Unzueta, 2009). Una de las interesantes aportaciones a este diálogo fue el documento elaborado por la comisión Global sobre Migraciones titulado *Compendium of Recommendations on International Migration and Development*<sup>67</sup>, pues avanza una serie de recomendaciones partiendo de diferentes conferencias de Naciones Unidas, en especial la International conference on Population and Development celebrada en el Cairo 1994. Son en total 33 recomendaciones en 6 ámbitos: migración y economía global, impacto económico y sobre el desarrollo, gestión de la migración irregular, consolidación social e integración, protección de los derechos de los migrantes y mejora de la gobernanza en tres ejes de coherencia, capacidad y cooperación. Cabe resaltar algunas de ellas porque precisamente no las identificamos en la aproximación europea de M&D o al menos no con la misma lógica:

- La recomendación 3: *“Los estados y el sector privado deben considerar la opción de introducir programas temporales cuidadosamente diseñados de la migración como*

---

<sup>66</sup> Consulte la referencia Portal Europa (2004).

<sup>67</sup> Véase la referencia Naciones Unidas (2006).



*medio para la dirección de las necesidades económicas de ambos países de origen y destinación”.*

- La recomendación 6: *“Mayores esfuerzos se deben hacer para crear trabajos y sustentos sostenibles en países en vías de desarrollo, de modo que los ciudadanos de tales estados no se sientan obligados a emigrar. Los países en vías de desarrollo y los estados industrializados deben perseguir políticas económicas y ejecutar las comisiones existentes que permitan alcanzar este objetivo”.* Esta idea ha salido en la International conference on Population and Development en el Cairo 1994 y la World Population Conference en Bucharest en 1974.
- La recomendación 8: *“Las remesas son dinero privado y no se deben apropiárselas por parte de los Estados. Los gobiernos y las instituciones financieras deben hacer más fácil y más barato el envío de remesas y animar así a los inmigrantes a remitirlas a través de sistemas de transferencia formales”.* Esta misma idea ha salido en Monterrey 2002 y la Cumbre Mundial de 2005.
- La recomendación 9: *“Las medidas para promover la transferencia y la inversión de remesas se deben combinar con políticas macroeconómicas en los países de origen que son conducentes al desarrollo económico y a la competitividad”.*
- La recomendación 10: *“Las diásporas deben ser animadas a promover el desarrollo ahorrando e invirtiendo en sus países de origen y participando en redes transnacionales del conocimiento”.*
- La recomendación 11: *“Los estados y las organizaciones internacionales deben formular las políticas y los programas que maximizan el impacto de desarrollo de la migración de retorno y circular”.*
- La recomendación 20: *“Las autoridades locales y nacionales, los empleadores y los miembros de la sociedad civil deben trabajar en colaboración activa con los migrantes y sus asociaciones para promover el proceso de integración. Los migrantes deben ser informados correctamente de sus derechos y obligaciones y ser animados a vivir como ciudadanos activos en el país de acogida”.*
- La recomendación 28: *“Todos los Estados deben establecer políticas nacionales de migración coherentes, que se basan en objetivos acordados, toman cuenta de asuntos políticos relacionados y son constantes con el derecho internacional, incluida la ley de derechos humanos. La gobernanza a nivel nacional debe coordinar eficazmente todos los ministerios involucrados en el ámbito, en consulta con los actores no estatales”.*

Aunque el Encuentro de Alto Nivel no dio lugar a iniciativas concretas, puede considerarse como la conferencia mundial que más avances relevantes aportó en relación con las oportunidades de las migraciones internacionales, pues se propuso incorporar las migraciones en los Objetivos de Desarrollo del Milenio y en los documentos nacionales de estrategia de lucha contra la pobreza, promover los indicadores de migración y desarrollo, reforzar el papel de la diáspora en la economía, y fomentar el potencial de las remesas en el desarrollo (Naciones Unidas, 2006), realizando un análisis amplio de las potencialidades de las migraciones para el desarrollo humano y social. Acordó en parte la creación de los Foros Globales sobre Migración y Desarrollo (GFMD) que se celebran anualmente en varias capitales mundiales desde el encuentro de Bruselas en 2007. En el marco de estos foros se ha mantenido una línea de trabajo específica en estrecha colaboración con la Organización Internacional para las Migraciones (OIM). En la primera reunión del GFMD (Bélgica, 9-11 de julio de 2007), se pretendía *“mejorar la comprensión de todas las oportunidades y retos de la migración para el desarrollo y viceversa, e identificar métodos prácticos para estudiarlos a nivel nacional, regional y global”* (GFMD, 2008). Se extrajeron varias conclusiones de interés:

- La migración planeada constituye una oportunidad y no una amenaza para el desarrollo y el crecimiento económico de los países desarrollados y en vías de desarrollo.
- La necesidad de establecer sistemas nacionales efectivos de migración, creando mecanismos consultivos donde participen los diferentes actores ligados al desarrollo, con el apoyo de la comunidad internacional en materia de capacitación e intercambio de la información.
- La migración de los países en vías de desarrollo no puede ser una alternativa a los esfuerzos y estrategias de desarrollo, ni las transferencias de los migrantes y sus aportaciones ha de ser sustituto de la asistencia oficial al desarrollo.
- La importancia de una visión y estrategia común entre los responsables de migración y desarrollo, que el Foro Global contribuye a adoptar.
- La responsabilidad compartida entre los países desarrollados y en vías de desarrollo para abordar este tipo de retos complejos frutos de un mundo globalizado e interdependiente.
- Dicha responsabilidad incluye mejorar las condiciones económicas en países *“con altas presiones de migración saliente”*, para asegurar que la población no se vea obligada a migrar por necesidad. (Es un idea que surge a menudo, se pregunta aquí

cuales la frontera entre desarrollo económico para cubrir necesidades y para frenar migraciones).

- La migración y el desarrollo han de ser tratados en asociación y junto con otras áreas relacionadas.

Las siguientes reuniones han desarrollado una serie de recomendaciones en la misma dirección<sup>68</sup>.

A pesar de la tendencia a observar una cierta distancia entre la producción internacional en M&D y la perspectiva europea en la materia, resulta de interés mencionar una iniciativa que va en contra de ello y que manifiesta una cierta armonización de estrategias entre actores. Se trata de la colaboración entre la CE y NU en el marco de la llamada “Iniciativa Conjunta para la Migración y el Desarrollo” (ICMD)<sup>69</sup>. El programa nace como fruto del diálogo de Alto Nivel (Nueva York, 2006) y se enmarca en el Programa temático de cooperación con los países terceros en el ámbito de las migraciones y el asilo, anteriormente mencionado. La iniciativa anunció como principal objetivo ayudar a las organizaciones de la sociedad civil y a las autoridades locales a establecer los vínculos entre la migración y el desarrollo empleando una serie de líneas de actuación. Los objetivos específicos consistieron en: constituir y consolidar redes de personas y entidades activas en migración y desarrollo; identificar buenas prácticas y compartir información sobre el funcionamiento a nivel local e internacional en la materia y enriquecer la elaboración de políticas en este ámbito. El programa se centró en 16 países de África, Asia y América Latina y seleccionó 4 sectores prioritarios de actividad:

- Las comunidades migrantes como enlace entre la migración el desarrollo incluyen la diáspora, los migrantes hombres y mujeres, los demandantes de asilo, los refugiados y las organizaciones asociadas en origen y destino. Estas comunidades gozan de un conocimiento profundo e inigualable de las necesidades, preocupaciones y medios para tener éxito en el país de origen, por lo que son informantes clave para los diseñadores de políticas (ICMD, 2008a).
- Las capacidades de los migrantes constituyen uno de los recursos disponibles más importantes para contribuir al crecimiento, al desarrollo y a la reducción de la pobreza en los países de origen. Se trata de hacer posible la utilización del capital de los emigrantes en sus diferentes dimensiones: capital humano (formación y competencias), del capital financiero y emprendedor (inversiones, comercio, envíos monetarios, compra de bienes inmobiliarios, apoyo de causas humanitarias), del

---

<sup>68</sup> Véase las conclusiones de las diferentes reuniones, accesibles aquí: <http://www.gfmd.org/en/documents-library/switzerland-2011.html>

<sup>69</sup> Traducido del Inglés Joint Migration and Development Initiative (JMIDI)

capital social (redes, cooperación entre grupos), del capital afectivo (compromiso por enlaces afectivos del emigrante con sus país de origen) y del capital local (voluntad de invertir y/o emprender acciones en regiones habitualmente marginadas). Para poder utilizar este capital, se hace imprescindible contar con varias medidas favorables a los migrantes para que la fuga de cerebros sea un aspecto positivo (ICMD, 2008b).

- La transferencia de fondos como un canal muy importante a través del cual las diásporas contribuyen al desarrollo local y a la reducción de la pobreza en los países de origen. Se considera que el potencial de desarrollo de la remesas es importante dados los flujos financieros que contribuyen a crear estabilidad en vistas a la reducción de la pobreza y los ODM. Se subraya esencialmente que las remesas constituyen un flujo de capitales privados controlado por los migrantes y que sirve sus necesidades personales, por lo que no pueden ser utilizados por los gobiernos. Esta dificultad influye en la formulación de políticas públicas, pues no reduce la necesidad de AOD y de IDE (ICMD, 2008c).
- El respeto de los derechos de los migrantes se considera una variable que refuerza los enlaces positivos entre migración y desarrollo. Se trata de proteger los derechos en origen (antes de emigrar) y en destino. La creación de un contexto anti-discriminatorio aumenta la productividad, mejora las condiciones de vida y eleva la participación económica, política y social en origen y destino. Dificultar el acceso a los derechos tiene obviamente un efecto contrario. Se plantea adoptar un enfoque de ciclo de vida para proteger los derechos de los migrantes, con la preparación antes de la emigración, la protección en el extranjero y la reintegración al retornar (ICMD, 2008d).

Desafortunadamente y a pesar de las ideas positivas expuestas, la ICMD resultó ser un programa de impacto reducido, ya que funcionó como una convocatoria pública que subvencionó pequeños proyectos con resultados limitados y sin asegurarles ninguna continuidad en relación con las necesidades de desarrollo en las diferentes zonas de implantación<sup>70</sup>.

#### **2.4. Una breve reflexión**

Tras este recorrido por las diferentes referencias que componen la política migratoria comunitaria, es preciso deducir que se observa una superposición de las iniciativas y comunicaciones hasta el punto en el que se nota la repetición de ideas en las diferentes

---

<sup>70</sup> Se trata de la observación personal del doctorando tras un seguimiento minucioso de la iniciativa y de sus resultados desde 2007.

comunicaciones sin que lleguen a concretarse en la práctica, sin que se plasmen en la política mediterránea por ejemplo y sin que tengan en cuenta otras iniciativas que a nivel internacional abordaron el tema de migración y desarrollo. La tabla siguiente confirma nuestra observación y sirve de resumen cronológico de las numerosas iniciativas:

FECHAS	TRATADOS, PROGRAMAS Y TEXTOS EUROPEOS	CONFERENCIAS Y ACUERDOS MEDITERRÁNEOS	FOROS E INICIAIVAS INTERNECAIONALES
1991	Tratado de Maastricht		OCDE: Conferencia Internacional sobre las Migraciones (Roma).
1992		MED-MIGRATION en el marco de los MED Programmes for decentralized cooperation	
1993			OCDE: Conferencia sobre “las migraciones y la cooperación internacional: un desafío para los países de la OCDE”, (Madrid).
1995		Asociación Euro-Mediterránea: Declaración de Barcelona y Foro Civil Euromed	
1996	Programa Meda I		OCDE: seminario de Viena, centrado en Europa Central y Oriental.
1997	El tratado de Ámsterdam (17/06/1997).		- OCDE: seminario de Atenas centrado en el Mediterráneo. - OCDE: seminario de México, centrado en América del Norte.
1999	Cumbre de Tampere y Programa de Tampere (1999-2004)		
2000	Comunicación de la CE “Una política comunitaria de migración” (22/11/2000).	Common Strategy Acuerdo de Cotonou.	NU: Conferencia del milenio y ODM.
2002	- Consejo Europeo de Sevilla (21 y 22/06/2002). - Consejo de la Unión Europea: Programa de ayuda al retorno (noviembre de 2002). - Comunicación de la CE “Integración de las cuestiones de migración en las relaciones de la Unión Europea con países terceros” (03/12/2002).		
2003	Carta de la CE: Wider Europe		
2004		Política Europea de Vecindad	

<p><b>2004</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Programa Temático de asistencia comunitaria AENEAS: Subprograma “Oportunidades Norte-Sur. Programa de Fortalecimiento de actividades de los migrantes del Sur por interés en el codesarrollo”.</li> <li>- MEDA JAI I Euro-Med Migration en el marco del Programa MEDA II (2004-2007).</li> <li>- Consejo Europeo de Bruselas (4 y 5/11/2004).</li> </ul>	<p>Adopción de la Comprehensive approach en la Conferencia Euromediterránea de Ministros de Exteriores, (Dublín, 5-6/05/2004).</p>	
<p><b>2005</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Comunicación de la CE “Programa de La Haya: Diez prioridades para los próximos cinco años. Una asociación para la renovación europea en el ámbito de la libertad, la seguridad y la justicia” (10 de mayo de 2005)</li> <li>- Programa de La Haya (2005-2009)</li> <li>- Comunicación de la CE “El nexo entre migración y desarrollo: algunas orientaciones concretas para la cooperación entre la UE y los países en vías de desarrollo” (1/09/2005)</li> <li>- Cumbre Europea Informal de Hampton Court (27/11/2005).</li> <li>- Comunicación de la CE “Prioridades de actuación frente a los retos de la inmigración: Primera etapa del proceso de seguimiento de Hampton Court” (30/11/2005).</li> <li>- Enfoque Global de las Migraciones adoptado en el Consejo Europeo de Bruselas (15 y 16/12/2005).</li> </ul>	<p>Conferencia Euromediterránea del X Aniversario (Barcelona, 2005).</p>	<p>Comisión Mundial sobre las migraciones internacionales ante la ONU: Informe las migraciones en un mundo interconectado.</p>
<p><b>2006</b></p>	<p>Comunicación de la CE “El Planteamiento global sobre la migración un año después: hacia una política global europea en materia de migración” (30/11/2006).</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conferencia Ministerial Euroafricana sobre migración y desarrollo (Rabat, 10 y 11/07/2006).</li> <li>- Conferencia Ministerial UE-África en Libia (Trípoli, 22 y 23/11/2006)</li> </ul>	<p>Diálogo de Alto Nivel de la Asamblea General de las Naciones Unidas sobre migración y desarrollo (Nueva York, septiembre de 2006).</p>
<p><b>2007</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Programa marco de solidaridad y gestión de los flujos migratorios (2007-2013).</li> <li>- Tratado de Lisboa (13/12/2007).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Primera reunión ministerial euro-mediterránea sobre la inmigración en Algarve-Portugal.</li> <li>- Instrumento Europeo de Vecindad y Asociación (2007-2013).</li> </ul>	<p>Foro Global sobre Migración y Desarrollo (GFMD) (Bruselas-Bélgica 9-11/07/2007).</p>

<b>2008</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aprobación del Pacto Migratorio UE (17/10/2008). MEDA JAI II (Euro-Med Migration II +Euromed Justice II).</li> <li>- Iniciativa Conjunta CE-NU para la Migración y el Desarrollo (ICMD). (Convocatoria lanzada 01/12/2008).</li> <li>- Comunicación de la CE “Una Política Común de Emigración para Europa: Principios, medidas e instrumentos” (17/06/2008).</li> <li>- Comunicación de la CE “Reforzar el planteamiento global de la migración: aumentar la coordinación, la coherencia y las sinergias” (08/10/2008).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- UpM: declaración común de la cumbre de París por el Mediterráneo (13/07/2008).</li> <li>- Cumbre ministerial UE-África sobre migraciones (París).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>GFMD, Manila-Filipinas (27-30/10/2008).</li> </ul>
<b>2009</b>	Programa de Estocolmo (2009-2013).		<ul style="list-style-type: none"> <li>- PNUD: Informe de Desarrollo Humano 2009.</li> <li>- GFMD, Atenas-Grecia (2-5/11/2009).</li> </ul>
<b>2010</b>			GFMD, Puerto Vallarta-México (8-11/11/2010).
<b>2011</b>			GFMD, Geneva-Suiza (1-2/10/2011).
<b>2012</b>			GFMD, República de Mauricio (En preparación hasta la fecha).

#### Textos e iniciativas europeas e internacionales en materia de M&D

Fuente: elaboración propia.

En conclusión, cabe mencionar que el término codesarrollo no se utiliza oficialmente en las comunicaciones y planes de la UE, se emplea más bien la conexión “migración y desarrollo” tal y como hemos ido utilizando a lo largo del capítulo. De las conclusiones de la Conferencia de Trípoli UE-África, se deduce un enfoque objeto de acuerdo y que consiste en vincular la cooperación con la política migratoria: aquí queda claro que ambas partes utilizan un instrumento para conseguir el otro. Los países europeos utilizan la cooperación al desarrollo para prevenir y restringir los flujos migratorios y los países africanos consideran las migraciones una carta de presión para conseguir más compromiso financiero por parte de Europa.

Lo que podríamos llamar “política europea de migración y desarrollo” se centra en el enfoque “cuanto más desarrollo menos migraciones”. Primero, desaprovecha otras conexiones positivas entre los dos conceptos. Segundo, pretende frenar las migraciones con el desarrollo, cuando muchos analistas tienen cada vez más claro que las políticas restrictivas producen un efecto contrario. Las políticas migratorias y/o de cooperación que adoptan estos enfoques

están justificadas por motivos, presiones y realidades interiores de cada país. Son totalmente comprensibles los debates sobre seguridad ciudadana, derechos laborales de los autóctonos o protección de la identidad europea. Si existen en la opinión pública es normal que entren a formar parte de la agenda política y a fundamentar los objetivos de las políticas migratorias. Sin embargo, nada justifica que el nexo M&D sea un instrumento más de dichas políticas o incluso su esencia y su “marco lógico”. Quizás el proceso de configuración de una política migratoria común hace difícil que se adopte otra aproximación. Pero la legislación europea ganaría mucho incorporando enfoques sobre el nexo M&D que desde otras instituciones como NU se plantean en los últimos años.





Aunque Francia suele considerarse veterana en la adopción de programas relacionados con el nexa M&D, existen otros países y otras iniciativas que merecen tener cierto reconocimiento y verse como referencia en el ámbito. En efecto, depende del punto de vista: si nos centramos en los países receptores y su búsqueda de soluciones al fenómeno migratorio, el caso francés es aquí veterano, en parte dadas las características de su inmigración; y si exploramos el interés de los países de origen por la inclusión de los emigrantes en los esfuerzos de desarrollo, México y Marruecos resultan buenos ejemplos, dado el tamaño de sus comunidades en el extranjero y dadas las intenciones oficialmente declaradas en las últimas décadas.

Nos interesa específicamente resaltar el programa mexicano *Tres por Uno* que suscitó desde su lanzamiento el interés de varios organismos internacionales. La emigración de los mexicanos a EE.UU es una de las más antiguas en el mundo y de las más extensas, pues alcanza más de 12 millones en el mismo país. Esta larga tradición migratorias conlleva la creación de numerosos “clubes migrantes”, con la idea de compartir un sentido de pertenencia comunitaria que vincule los migrantes con las comunidades de destino y los ayude a la recolección de fondos en beneficio de sus lugares de procedencia (García Zamora, 2007). Al comienzo de dichos clubes en los años sesenta, sus actividades se centraban en llevar a cabo algunas obras de infraestructura social (reparaciones, parques, iglesias, etc.) únicamente con financiación de los propios migrantes: esta etapa suele denominarse “Cero por Uno” es decir que por cada dólar invertido por los migrantes mexicanos (Uno) no hay ninguna aportación por el Estado mexicano (Cero). En los años setenta se avanza, informalmente, hacia el “Uno por Uno” solicitando la colaboración de presidencias municipales. En 1992 surgen algunas políticas públicas que promueven la participación de los migrantes en el desarrollo regional y surge por lo tanto en Zacatecas<sup>71</sup>, oficialmente, el Programa Dos por Uno: por cada dólar de los clubes de migrantes mexicanos, se aportan dos dólares de los gobiernos estatal y federal, para financiar proyectos de infraestructura social básica. Cuando los municipios integran el programa aportando otro dólar adicional, pasa a ser Tres por Uno en 1999 antes de convertirlo en un programa federal y llamarlo en 2002 “Iniciativa Ciudadana Tres por Uno” (Escala-

---

<sup>71</sup> Estado federal mexicano con larga tradición migratoria a EE.UU.

Rabadán *et al.*, 2006; García Zamora, 2007). Hasta finales de 2011, el balance del programa desde su lanzamiento es de 15 mil proyectos en todo el país (29 entidades federativas) en colaboración con 2000 clubes de migrantes en 43 estados americanos (E-consulta, 2011).

Si bien son numerosos los aspectos positivos de este programa, varios investigadores (Escala-Rabadán *et al.*, 2006; García Zamora, 2007; De Haas y Vezzoli, 2010) consideran que el hecho de centrarlo en pequeños proyectos de infraestructura tiene un impacto muy limitado en el desarrollo local, y la mayoría de las veces responde a motivaciones que no se alinean con las necesidades reales de las poblaciones, además de que las pocas iniciativas de carácter empresarial y productivo no tuvieron éxito. A pesar de ello, el programa se convirtió en una experiencia piloto para otros países de alta emigración y puede presentarse como un buen ejemplo de las políticas públicas de los Estados de origen dan protagonismo a las organizaciones de inmigrantes poniendo así las aportaciones de las migraciones a favor de los esfuerzos de desarrollo.

El enfoque de codesarrollo adoptado por los países de destino es totalmente diferente de la perspectiva descrita más arriba: entran en juego más elementos y se intenta abarcar la resolución de otras cuestiones que no siempre tienen que ver con el desarrollo. La experiencia francesa es un claro ejemplo de la gestación del codesarrollo desde un país de recepción dentro de la Europa llamada “plural”.

### **3.1. La experiencia francesa hasta 1995**

Podemos distinguir cuatro etapas en la aproximación francesa del nexo M&D: la primera de 1977 hasta finales de los ochenta, la segunda desde 1990 hasta 1995, la tercera desde 1997 hasta 2006 y la cuarta desde 2006 hasta 2011. Todas tienen una estrecha relación con la situación económica del país, el desarrollo de la inmigración y la composición de la escena política en el país.

A partir de 1977, aún afectada por la crisis del petróleo, Francia deja atrás los llamados Treinta Gloriosos y empieza a registrar altas cifras de desempleo. El Gobierno de Raymond Barre, en plena política de austeridad, instaura la suspensión de la inmigración de trabajo y los primeros dispositivos de ayuda al retorno, lo que se conoce como “inmigración cero”: si los inmigrantes venías a buscar trabajo, en ese momento de recesión y destrucción del empleo se pensaba que volverían a sus casas y que sólo había que prepararles las condiciones de retorno (Lacroix, 2003). Por lo tanto, Pierre Stoléru, en aquel momento Secretario de Estado encargado de la condición de los trabajadores manuales, creó la subvención de 10.000 francos para cualquier desempleado extranjero que renunciara a su residencia y retornara definitivamente a su país de origen con los miembros de su familia. El dispositivo registró 2000 demandas que

en su mayoría eran europeos (españoles, portugueses y yugoslavos), por lo tanto no incluyó a los no-europeos (Lebon, 2003).

A partir de 1980 el dispositivo evoluciona para incluir a todos los trabajadores extranjeros ofreciendo un acompañamiento negociado con los países de origen para la reinserción laboral financiada por la cooperación francesa mediante créditos para la creación de empresas: las primeras negociaciones fueron con Argelia y Senegal con la idea de conseguir 35000 retornos cada año (Lacroix, 2003). En 1981, bajo la presidencia de François Mitterrand y en un contexto de subida de la extrema derecha, el programa continua con la misma lógica, aunque pasa a ser competencia del ministerio de solidaridad nacional y se le asigna una denominación más positiva: ayuda a la reinserción. Hasta 1986, con los gobiernos socialistas de Pierre Mauroy y Laurent Fabius, los dos pilares de la política migratoria francesa son el cierre de fronteras y la integración de colectivos. La llamada ayuda a la inserción incluye entonces: la ayuda pública a la reinserción en el país de origen, mediante una ayuda para el viaje y para un proyecto de auto-empleo; y la ayuda convencional, mediante el ingreso de dos tercios de la prestación por desempleo (Wihtol de Wenden, 1988).

Con el gobierno de Jacques Chirac (1968-1988), otra variable empieza a influir y se convierte en el tema central: la inseguridad. La lucha contra la inmigración clandestina domina la cuestión de cierre de fronteras y contribuye a la emergencia de la lógica de instrumentalizar el desarrollo para resolver el fenómeno partiendo de la reflexión sobre la fractura mundial Norte/Sur (Lacroix, 2003).

Todo este recorrido ayudó los diferentes gobiernos en el segundo mandato de Mitterrand a avanzar hacia la vinculación de las migraciones con las políticas de cooperación. La ayuda al retorno se inserta en este marco y se crea el Programa Desarrollo Local Migración haciendo partícipes a las organizaciones de migrantes. Aplicándolo en los dos países que firmaron el convenio, la idea era generar una dinámica de desarrollo local en colaboración con diferentes actores y mediante los proyectos implantados por los migrantes retornados. En general, la adhesión de los inmigrantes y de las asociaciones de migrantes al programa fue escasa (Brésillon, 2006).

Estas dos etapas marcaron las grandes características de los programas de retorno y del nexo M&D: dirigirse a los inmigrantes desempleados de los colectivos más representativos; cada retorno se asocia a un proyecto ligado al desarrollo en origen; y así la cooperación sirve para camuflar los verdaderos intereses de lucha contra la inmigración (Lacroix, 2003).

### 3.2. El codesarrollo según Sami Naïr

Durante el primer mandato del presidente Jacques Chirac, la coalición gubernamental de izquierda liderada por Lionel Jospin no aportó novedades reseñables al enfoque de M&D de sus precedentes. Sami Naïr, en aquel momento consejero del ministro de interior Jean-Pierre Chevènement, retoma las iniciativas anteriores bajo el lema “codesarrollo” y entrega a finales de 1997 el ya conocido “Informe de balance y orientación sobre la política de codesarrollo ligada a los flujos migratorios”. El texto sedujo al primer ministro partiendo de la idea de que Francia ya no podía recibir nuevos flujos migratorios y que el codesarrollo no tenía por objetivo el retorno de los inmigrantes en sí sino la solidaridad activa con los países de origen (Bantman, 1999).

El debate establecido entorno a la iniciativa defendía la idea de separar la solidaridad de la entrada de inmigrantes (Bantman, 1999). Pero el contexto político, en plena campaña de regularización de los inmigrantes indocumentados, ayudó la idea de Naïr a seguir adelante y el consejero fue nombrado Delegado interministerial para el codesarrollo y las migraciones internacionales. Aunque el trabajo de la delegación fue complicado con la hostilidad declarada del ministerio de cooperación que veía todo como una introspección en sus competencias (Bantman, 1999). Vamos a descubrir de cerca el contenido del informe y la propuesta de codesarrollo que hace.

El codesarrollo tal y como lo planteó Sami Naïr no era definir una nueva política de cooperación al desarrollo, sino proponer un marco teórico y metodológico “*en materia de gestión de los flujos migratorios para el codesarrollo*”. La estructura, a nuestro parecer induce a error porque podría ser también “codesarrollo para la gestión de los flujos migratorios”, salvo que la primera suena mejor ya que deja entender que el objetivo deseado es el codesarrollo, aunque el informe revela que es totalmente lo contrario, pues unas líneas después se declara que una “*nueva mirada sobre la inmigración es un imperativo para que Francia pueda personificar mejor sus valores fundadores y reforzar su resplandecimiento internacional*”. Según el informe, se trataba de convertir la inmigración en un vector de solidaridad con los países pobres: “*La política migratoria implica entonces unas relaciones responsables con esos países. Es necesario que se profundice, más allá de la cooperación internacional, en una variedad de políticas sectoriales de codesarrollo*” (Naïr, 1997). La realidad era que Francia no podía en aquel contexto “acoger masivamente nuevos flujos migratorios”, dos soluciones se presentaban: tomar “medidas administrativas draconianas” que pueden perjudicar los principios del Estado republicano de Derechos, o actuar sobre las causas de las migraciones. Es obvio que Naïr defiende esta última solución ya que es el propósito mismo de su misión.

De allí podemos observar que el concepto de codesarrollo propuesto por el informe es fuertemente vinculado a las políticas migratorias, sea desde el punto de vista de control o el de retorno de los inmigrantes a los países de origen, aunque estas dos líneas estén camufladas en el hecho de considerar los migrantes vectores del codesarrollo: *“La política de codesarrollo no tiene por objetivo favorecer el retorno de los inmigrantes a su país de origen si no lo quieren. Al contrario, su presencia legal en Francia es precisamente la condición de la ayuda eficaz a los países de origen. Tampoco tiene como objetivo la llegada de nuevos inmigrantes, porque no predica en ningún caso la apertura general de las fronteras. Contempla sobre todo la idea de reforzar la integración en Francia favoreciendo al mismo tiempo la solidaridad activa con los países de origen, creando las condiciones necesarias para ayudar los inmigrantes potenciales a quedarse en su país”* (Naïr, 1997). A pesar de que el informe intente demostrar buenas intenciones y positivar sus propuestas, sus frases hablan por sí mismas: el objetivo de la solidaridad sería ayudar los inmigrantes potenciales a quedarse en su país. Lo que reduce las acciones de cooperación a la lucha contra la emigración y no les reconoce la meta de aumentar las capacidades y opciones de las comunidades. Por lo tanto es una visión reducida que no puede lograr el control de las migraciones como lo argumentaremos más adelante.

Este enfoque que propone Naïr involucrando a los migrantes en el desarrollo parte de una observación que promueve el cambio de los tradicionales instrumentos de acción: sustenta que es cada vez más difícil actuar sobre las causas inmediatas que provocan los flujos migratorios utilizando los instrumentos macroeconómicos con las dificultades encontradas por las políticas de ajuste estructural y la reconversión de deuda en inversiones productivas, entre otras, y recomienda la *“multiplicación de los instrumentos microeconómicos de desarrollo”*. Según él, la inmigración es uno de estos instrumentos, sirve además para profundizar la cooperación instaurando objetivos comunes *“El interés compartido de Francia y los países de origen consiste en hacer de la inmigración un vector de desarrollo, porque eso significa la estabilización de los flujos migratorios en el país de origen y la garantía de integración en la misma Francia”*. De nuevo, la frase llama la atención, la obsesión de control migratorio está presente y oculta el pensar en otras significaciones propias al mencionado *“interés compartido”*, ya sean humanas o económicas.

Otro punto esencial del informe, cuyo enunciado despierta nuestra crítica es el donde Naïr considera que *“la originalidad de la política de codesarrollo está en el hecho de que el inmigrante se convierte en actor consciente del desarrollo”*, defendiendo este aspecto de manera excesiva al decir que *“Ninguna forma de ayuda (poderes públicos, bancos, asociaciones, etcétera) puede sustituir a la acción del inmigrante mismo”* sin mencionar por

lo menos la necesaria conexión entre todas las formas y el carácter reducido en todo caso de la acción del inmigrante, y/o presentar el codesarrollo como una estrategia más y no como toda la política de cooperación.

En cuanto a los ejes de la política de codesarrollo vinculada a los flujos migratorios establecidos por el informe, sugieren algunas ideas e inquietudes que el concepto no puede superar, sean realidades a favor o en contra de los países de origen:

- A) Controlar los flujos para la integración: se basa en la idea de precariedad de los inmigrantes trabajadores que pasa por constituir un asunto de conflictividad con el discurso de algunas “fuerzas políticas demagógicas” que frena la integración, y en la idea que considera la emigración de las categorías sociales cualificadas una hemorragia socioeconómica para los países de origen.
- B) Regular las migraciones potenciales: el informe deja claro que el cierre de las fronteras tendría consecuencias inesperadas como el crecimiento de la inmigración ilegal o la busca de un estatuto permanente para la instalación definitiva en el país de destino. De hecho se plantea la directiva de “Organizar los flujos migratorios de tal manera que el objetivo no consista en favorecer su instalación definitiva en Francia, sino su reinstalación en el país de origen”. El éxito de esta llamada política de alternancia pretende ayudar a los países a formar directivos y trabajadores con el compromiso de garantizar el retorno.

La aplicación del informe de Sami Naïr inició un gran debate que opuso los intereses de los políticos franceses a investigadores y actores de la sociedad civil. Con la delegación que dirigió, llamada Misión Interministerial de Codesarrollo y Migraciones (MICOMI), el objetivo era fortalecer la cooperación francesa para un mejor control de los flujos migratorios, pero su labor no resultó exitosa ya que asumió la tarea de acompañar el retorno de las personas excluidas de la regularización de “sin papeles”, y coordinó los Contratos de Reinserción Voluntaria en el País de Origen<sup>72</sup>, lo que la llevó al descrédito ante los socios del Sur (Lacroix, 2004; De Muynck, 2006; Brésillon, 2006). El hecho de designar a Naïr como Delegado Interministerial al Codesarrollo suponía la puesta en marcha de gran parte de sus proposiciones fuertemente mediatizadas, a pesar de las críticas formuladas, de las cuales destacamos “*la contradicción fundamental entre una lógica de control de los flujos migratorios y la de reconocer a los inmigrantes como actores del desarrollo de sus países de origen*” (Daum, 1999) y el hecho de no respetar posiciones justificadas por la ética de la solidaridad nacional y por la Historia: el establecimiento de una cooperación equitativa no

---

<sup>72</sup> En francés « Contrats de Réinsertion volontaire au Pays d'Origine » (CRPO).

puede hacerse contra los inmigrantes, además de que el desarrollo de los países de emigración no es necesariamente sinónimo del cese de emigración. Se hacía entonces cada vez más claro que la Estrategia de Naïr conseguía todo el contrario de su objetivo inicial “evitar de perjudicar los principios del Estado republicano de Derechos”, pues se insertaba en la misma lógica de exclusión (Bantman, 1999; Brésillon, 2006).

Contra este enfoque de retorno que parecía constituir toda la política de codesarrollo, se ha organizado y ha pasado a la acción el grupo de trabajo de la Comisión Cooperación Desarrollo (CCD)<sup>73</sup> “Migraciones y poblaciones en movimiento” compuesto por asociaciones de migrantes y representantes tanto de ONG’s como de poderes públicos. El grupo defendía dos ideas principales: desligar la gestión de flujos migratorios del problema de desarrollo del país de origen y valorizar los inmigrantes como actores de desarrollo (Daum, 1999). Esta iniciativa dio lugar a la creación de las OSIM, Organizaciones de Solidaridad Internacional Surgidas de las Migraciones, con el objetivo de tener el papel de enlace entre diversas sociedades, las emisoras y las de acogida. Los intentos políticos de sacar partido de las OSIM<sup>74</sup> no impidieron a éstas criticar con vigor las finalidades mismas del codesarrollo, sobre todo la utilización de esta política como una ayuda encubierta al retorno, ya que es incompatible con el mantenimiento de la función de Agente de Desarrollo considerada como “*un medio para revalorizar un posicionamiento en terrenos intermedios*” (Lacroix, 2004).

El nombramiento de Philippe Barret en el año 2000 como nuevo Delegado Interministerial de Codesarrollo y Migraciones Internacionales<sup>75</sup> fue acompañado por nuevas medidas: firmar convenios de codesarrollo con varios países (Senegal, Malí, Comoras); hacer hincapié en las medidas relacionadas con los ahorros de los inmigrantes; la formación profesional y el trabajo con la UE emprendido a raíz de la cumbre de Tampere. Barret explicó su posición “*el codesarrollo quiere dar lugar a una inmigración basada en el factor humano y en la reducción de las desigualdades, un intercambio que favoreciera los intereses de las dos partes implicadas*” (Barret, 2000). Pero estas intenciones no tuvieron tiempo para salir a la realidad, ya que tras las elecciones de 2002 el nuevo Gobierno derogó la función de Delegado Interministerial y nombró a Christian Connan como Embajador responsable de codesarrollo con la misión de integrar mejor esta modalidad en la política francesa de desarrollo. Una de las prioridades mantenidas era la canalización del ahorro de los inmigrantes hacia la inversión productiva, junto con la ayuda al retorno que no desapareció de la agenda política, a pesar de que el discurso sobre el codesarrollo, tal como sustentan varios

---

<sup>73</sup> CCD era un organismo paritario donde cohabitaban representantes de los poderes públicos y de las organizaciones de solidaridad.

<sup>74</sup> A partir de 2002 se empieza a hablar del FORIM, Forum des Organisations de Solidarité Issues de Migrations.

<sup>75</sup> En junio de 1999 Sami Naïr fue elegido eurodiputado dejando vacante su cargo de Delegado Interministerial.



expertos, haya evolucionado hacia involucrar a los inmigrantes en el desarrollo sin vincular las acciones necesariamente con el retorno (Lacroix, 2004; de Muynck, 2006).

A partir de 2007, todo el debate de codesarrollo en Francia se centró en las medidas anunciadas por Brice Hortefeux, entonces ministro de Inmigración, Integración, Identidad Nacional y Desarrollo solidario, concretando los primeros aspectos de la política resumida por el Presidente Nicolas Sarkozy en su primer discurso del 6 de mayo de 2007 con la frase “*una política de inmigración controlada y una política de Desarrollo ambiciosa*”<sup>76</sup>. Al consultar los detalles de esta “nueva estrategia” tenemos la sensación de escuchar el mismo discurso de 1997: dar a la ayuda al desarrollo una nueva orientación y una nueva dimensión. Volvieron a la agenda también las mismas buenas intenciones y estructuras humanas como el “*Objetivo de permitir a los emigrantes potenciales vivir en sus países, en vez de sobrevivir en lugares ajenos*” (Hortefeux, 2007).

El propósito era simple, para no decir simplista: “*los países emisores tienen que comunicar a Francia sus necesidades en materia de desarrollo y comprometerse a su lado contra la inmigración ilegal*” (Hortefeux, 2007) a cambio de formar a sus élites. Varios acuerdos fueron preparados y firmados en este marco por países de África Subsahariana (Senegal, Gabón, Benín, República de Congo). Paralelamente se quería dar un impulso a la implicación de los inmigrantes en el desarrollo de sus países de origen, tanto mediante sus transferencias como a través de sus competencias y experiencias adquiridas. Para ello, se planteó la idea de créditos del codesarrollo para cofinanciar proyectos a poner en marcha por las diásporas y se investigaron mecanismos de transferencias de los inmigrantes hacia proyectos de inversión en los países de origen, por parte de la Dirección General de Tesorería y la Federación Bancaria Francesa. En esta misma línea el ministro había anunciado la puesta en marcha de una “cuenta de ahorro codesarrollo” (*compte épargne codéveloppement*) para incitar a los migrantes a invertir sus ahorros en proyectos económicos y el aumento de la ayuda a la reinserción económica de los migrantes que “desean volver voluntariamente a sus países de origen”.

En resumidas cuentas, parece que la idea de M&D o codesarrollo no tienen mucha diferencia y poco han evolucionado desde los años setenta. En el debate político francés, la cuestión migratoria es fundamental y las perspectivas oscilan entre la “inmigración selectiva” (*immigration choisie*) de la derecha liderada por Nicolas Sarkozy, como una respuesta a la idea radical de “inmigración cero” manifestada por la extrema derecha bajo el liderazgo de la polémica familia Le Pen (primero el padre Jean Marie, luego la hija Marine, candidatos a las

---

<sup>76</sup> Véase la referencia L’internaute (2007).

presidenciales en 2007 y 2012 respectivamente)<sup>77</sup>. La izquierda y específicamente el Partido Socialista liderado por François Hollande no está lejos de ambos enfoques, ya que, con la excusa de la crisis, ve la limitación de la inmigración económica algo indispensable, aunque apoya la atracción y formación de competencias<sup>78</sup>. Este debate pone a Francia ante un modelo de “inmigración desechable”<sup>79</sup> basada en la temporalidad, el retorno y el uso de la inmigración solo para fines “lucrativos” del propio país de recepción.

Se hace entonces difícil creer en un codesarrollo “a la francesa” como modelo de solidaridad cuando está más cerca de ser un instrumento de control migratorio tal y como demuestran las diferentes iniciativas y las numerosas evaluaciones (Daum, 2008; Audran, 2008; Brésillon, 2006). Intentaremos en el próximo capítulo indagar porqué existe esta perspectiva y si es susceptible de conseguir sus objetivos.

---

<sup>77</sup> Candidato del Frente Nacional a las presidenciales de 2002 y 2007 en Francia.

<sup>78</sup> Véase la referencia C.V (2007).

<sup>79</sup> La idea es sugerida por la petición “Unis contre une immigration jetable” firmada por más de 800 asociaciones, accesible en <http://www.contreimmigrationjetable.org/spip.php?article19>



## **CAPÍTULO 4. MIGRACIÓN Y DESARROLLO: EL PAPEL CONTROVERTIDO DE LA COOPERACIÓN**

Como indicamos en la introducción, varios motivos justifican el interés de numerosos organismos y países por el efecto de las migraciones sobre el desarrollo y viceversa. Algunas aproximaciones intentan encontrar en esta relación soluciones a los problemas de desarrollo y/o al fenómeno migratorio. En este capítulo, nuestro propósito es entender el porqué de este interés, la evolución de las teorías del desarrollo hacia la inclusión del tema migratorio en las políticas de cooperación y la viabilidad de la idea de frenar las migraciones generando el desarrollo en las zonas emisoras.

### **4.1. Conexiones evidentes entre Migración y Desarrollo**

¿Ayuda la emigración a ampliar las posibilidades de desarrollo de los países de origen? La respuesta está actualmente formulada por enfoques que Lacomba (2004) resume en dos frases sencillas “Cuantas más migraciones, más desarrollo. Cuantas más migraciones, menos desarrollo”.

La migración, tal y como se indicó en la introducción, alivia la presión sobre los mercados laborales saturados en el Sur y ofrece oportunidades de acceso a la renta. Su papel en el crecimiento económico es evidente: los envíos monetarios de los emigrantes a sus familias potencian las posibilidades de consumo y de inversión en el lugar de origen, al tiempo que ayudan a equilibrar las precarias balanzas de pago de los países receptores (Alonso, 2004). El volumen de remesas supone una solidaridad/ayuda intrafamiliar más importante que la solidaridad/ayuda erigida por los sistemas de Cooperación al Desarrollo: *“Las remesas tienen un efecto multiplicador mediante la generación de una demanda de bienes y servicios que promueven el desarrollo de mercados locales. Este aspecto es central en el desarrollo económico”* (Orozco, 2004).

Antes de relevar el impacto potencial de las transferencias, hay que indicar sus tipos para evitar confusiones: podemos hablar de las transferencias materiales y las no materiales. Estas últimas se refieren a los aspectos socioculturales importados. Las materiales se dividen en transferencias financieras, en especie, o transferencia de bienes (automóviles, utillaje,

electrodomésticos,...). En cuanto que recurso en divisas internacionales, las remesas proporcionan a los países en desarrollo una vía para relajar su restricción externa al crecimiento, ayudando a financiar sus importaciones y a equilibrar su balanza de pagos. En cuanto que ahorro transferido, complementa el ahorro doméstico, permitiendo eventualmente incrementar el esfuerzo inversor. Pero ¿Las transferencias participan de una lógica de desarrollo o contribuyen a agravar las tendencias inflacionistas y las prácticas rentistas?

A nivel macroeconómico, las remesas conectan directamente al proveedor (inmigrante) con el receptor de los recursos (familiares), de hecho se considera limitada la capacidad que tienen para financiar un efectivo proceso de desarrollo en las comunidades de origen de la emigración, ya que el uso de estos recursos no siempre se relaciona con objetivos inversores, pues se destinan a satisfacer las necesidades de consumo corriente, de equipamiento del hogar, a la adquisición o ampliación del patrimonio doméstico o a la creación de un pequeño negocio: *“Es limitada la proporción de las remesas orientada a impulsar capacidades productivas para generar renta y empleo. La recepción de remesas, al lugar de estimular la iniciativa inversora o la capacidad de emprendimiento de sus beneficiarios, contribuye a generar en ellos una mentalidad de rentista, poco propicia para el desarrollo”* (Alonso, 2004).

Este carácter intrafamiliar de las transferencias es debido a varios aspectos y factores que confirman el compromiso familiar sobre el que se sustenta la decisión de emigración y de permanencia. De allí se pasa a considerar la migración como una “estrategia calculada” y no como un mero “acto de desesperación o de optimismo sin límites” (Alonso, 2004), aunque uno no descarta el otro. Pero, esta estrategia calculada de emigración no lo parece tanto a lo largo de la permanencia: el ahorro del emigrante para asegurar envíos monetarios regulares no le permite llevar el nivel de vida adecuado –lo que no lo deja lejos del riesgo- ni permite a su familia salir definitivamente de la vulnerabilidad, pues permanece en zona de riesgo frente a hechos indeseados. Es lo que intenta superar mediante inversiones productivas, aunque limitadas al ámbito familiar como la compra de vehículos, el aumento del patrimonio inmobiliario, la compra de maquinaria de uso agrícola, la realización de obras hidráulicas y de irrigación, la inversión en pequeños negocios como cafés o locutorios (Lacomba, 2005).

Además, en el caso de Marruecos por ejemplo, la importancia de las transferencias económicas y su contribución a la reducción de la pobreza choca con otras realidades, como son *“la aparición de nuevas desigualdades entre familias receptoras o no de rentas de la emigración, y entre regiones que expulsan su población y las que reciben a los retronados y sus inversiones”* (Lacomba, 2005). Sin olvidar que la transferencia de bienes constituye un gran peligro para la economía del país, sobre todo al invertir los capitales en el país de

acogida, aunque se puede decir que este llamado “comercio pendular” mediante la transferencia de bienes sin aranceles a la importación está amenazado ya que la culminación de un área de libre comercio debería tener como consecuencia el hundimiento de los mercados locales de bienes de consumo duradero (propios al comercio pendular) puesto que no existirían los aranceles que hoy permiten un margen de ganancia (Bacaria, 1998).

En términos de movilidad geográfica, la emigración refuerza la urbanización, en tanto que los inmigrantes (retornados o no) y sus familias tienden a abandonar las zonas rurales de origen e instalarse en las ciudades. Consecuentemente, al dejar las tierras también, se confirma una cierta desvalorización de la actividad agrícola, aunque en algunos casos la emigración ayuda a preservar los sistemas agrícolas en lugar de su abandono. Una movilidad similar confirma el deseo de salir del aislamiento y la precariedad, en muchos casos sinónimos de la vida rural: *“Este paso de lo rural a lo urbano se acompaña, generalmente, de una mejora en las posibilidades de escolarización de los hijos, así como de un nuevo rol para las mujeres dentro de la estructura familiar”* (Lacomba, 2005).

La emigración comporta también costes para el país de origen, ya que pierde parte de sus potenciales productivos: quizás la más dinámica y emprendedora. En buena parte de los casos, los niveles de formación de la población emigrante supera el promedio correspondiente a las sociedades de donde proceden: el país emisor pierde parte del capital humano acumulado a través de su sistema educativo. Un fenómeno que se extrema en el caso de la llamada *fuga de cerebros* cuando el país pierde una proporción significativa de su población con titulaciones superiores. Además de la pérdida de recursos cualificados que presentaríamos como coste humano directo, destacamos otros costes indirectos vinculados a la experiencia migratoria y relacionados con efectos sobre la sociedad y las zonas de origen como los desequilibrios familiares (carencias afectivas), los pueblos sin jóvenes o el aumento del deseo de emigración en el imaginario de la población debido al impacto de lo que se ha denominado “efecto demostración”, es decir la exteriorización del éxito de la emigración por parte de los que se marchan y la idealización del mismo por parte de los que se quedan (Lacomba, 2004).

Es importante insertar nuestra futura investigación en esta lógica de oportunidades/riesgos generados por el fenómeno migratorio, pero también en el impacto de las migraciones sobre el desarrollo en el país receptor ya que hablamos de prosperidad mutua.

En un Estudio realizado por la OCDE, se presentan datos sobre esta relación Migración/Desarrollo en el país de acogida (España en este caso), aunque sólo a nivel económico. La inmigración incrementa la producción, ya que aumenta tanto la oferta como la demanda, pero resulta menos obvio hasta qué punto afecta la producción per cápita. Los trabajadores extranjeros han tenido un efecto positivo claramente sustancial sobre la tasa de

paro, contribuyendo en un 27% aproximadamente al aumento del empleo entre finales de 1999 y mediados de 2002. Además de este efecto directo, la inmigración facilita la participación femenina en el mercado de trabajo a través del empleo en el servicio doméstico: “Aunque esta situación puede reducir la fecundidad de la mujer al no dejar de participar en el mercado de trabajo, tener una empleada de hogar es a menudo el único medio de combinar la vida familiar con la profesional” (OCDE, 2003).

El modo en que los inmigrantes influyen sobre la productividad depende de su cualificación, o al menos del tipo de puestos que ocupan. El estudio presenta a los europeos altamente cualificados como contribuidores de modo positivo, y a los inmigrantes no comunitarios que ocupan “en su mayoría puestos de baja actividad”, como posibles contribuidores en la desaceleración del crecimiento global de la producción desde 1995.

Aparte del efecto macroeconómico global, la inmigración está influyendo asimismo en el desarrollo regional<sup>80</sup>: “*En algunas zonas rurales, el desarrollo de la horticultura, que depende en gran medida de la mano de obra inmigrante, ha tenido un notable efecto sobre la actividad y las rentas globales*” (Bacaria, 1998). En este caso, la inmigración ha permitido a varias regiones recuperar su retraso a nivel nacional o afianzar su liderazgo, sea en el ámbito agrícola o en el de turismo.

El efecto de los migrantes en la hacienda pública depende de sus características, comportamientos, derechos y obligaciones: “*Es probable que los trabajadores comunitarios y no comunitarios altamente cualificados paguen un impuesto sobre la renta relativamente alto, al tiempo que seguramente requieran menos gasto per cápita y tengan unos derechos de pensión limitados. En cuanto a los extranjeros de baja cualificación, sus niveles inferiores de renta implican un menor pago de los impuestos sobre la renta, pero su tasa de actividad que es superior puede suponer más pagos de cotizaciones a la seguridad social (cuando están declarados)*” (OCDE, 2003).

A pesar de estos análisis y de esta cantidad de información vinculada al desarrollo económico en las dos orillas, creemos que es muy reducido pensar que los rendimientos para la sociedad emisora se agotan en las transferencias financieras, pues los emigrantes son también portadores de nuevos valores, hábitos, actitudes y tipos de relaciones sociales que transmiten (o no) a sus comunidades de origen. La inmigración alienta también cambios en los sistemas de valores, capacidades y actitudes de las personas mediante las experiencias acumuladas, susceptibles de ser funcionales para el desarrollo del país de origen: “*Se olvida que las acciones de los individuos, en este caso inmersas en sus movimientos migratorios, intervienen en la modificación de los contextos por los que se mueven, sea el de salida inicial,*

---

<sup>80</sup> Véase el trabajo de Aboussi y García Quero (2012).

*sea el de los nuevos lugares por donde se detienen*” (Ribas y Escrivá, 2004). Este enfoque transcultural se refiere a un concepto más amplio que se popularizó a lo largo de la década pasada en el estudio de las migraciones (mediante trabajos de Glick-Schiller y otros): el transnacionalismo y lo que supone en materia de redes sociales, de integración y de participación ciudadana.

Hoy en día, en el ámbito de las ciencias sociales, la discusión sobre las relaciones entre migración y desarrollo destaca el lado reducido de los impactos y la necesidad de intervención de las instituciones para planificar las acciones *“La migración en su conjunto ha sido una manera de redistribuir la renta del Norte rico al Sur pobre, a través de las remesas y otros beneficios. Esto no quiere decir necesariamente que haya contribuido a la disminución de la diferencia del nivel de desarrollo entre países del Norte y Países del Sur”* (Sutcliffe, 2004), de hecho los envíos monetarios no han sido de ninguna manera una palanca al desarrollo, reduciéndose a mantener las familias de emigrantes en posiciones correctas de vida. Pero no se puede conformarse solamente con esta transferencia de capital desigual, de allí la necesidad de basar el codesarrollo en líneas de inversión socioeconómica, microcréditos y creación de empresas, que tengan un aspecto más global y generalizado.

La cooperación intenta aprovechar estas conexiones para frenar las migraciones en lugar de que sea su objetivo el desarrollo sin más. Es lo que plantea dudas sobre las verdaderas intenciones de la cooperación. Este debate no es nuevo, sino remonta a los años 50 cuando se empezó a cuestionar la ayuda al desarrollo, y evolucionó hacia reflexiones más serias alegando el efecto contrario de la cooperación. Haremos a continuación una breve lectura en dicha evolución antes de avanzar algunas reflexiones sobre su posible conexión con el tema migratorio.

#### **4.2. La cooperación en duda, a la luz de las teorías del desarrollo**

La Cooperación al desarrollo quedó marcada desde su comienzo por dos hechos claves. El primero, la existencia de la Guerra Fría como factor que fue decisivo en generar el compromiso de Estados Unidos para aportar recursos a los países terceros y anexarlos al bloque capitalista en plena lucha contra el bloque comunista. El segundo es el colonialismo liderado por los países europeos que luego dirigieron su cooperación prioritariamente hacia sus ex-colonias. En aquel contexto nació la terminología que se refiere a los países “no desarrollados”, especialmente la de “Tercer Mundo” indicando los países que no entraban en ninguno de los dos bloques oriental y occidental engendrados por el Pacto de Varsovia y la OTAN (V. Preston, 1996; Burnell, 1997; Bustelo, 1999).



Esta fase de lucha de poderes utilizando la cooperación como forma de reforzar un bloque contra el otro, duró hasta la década de los 90, cuando, en parte tras la caída del muro de Berlín, se propagó una cierta fatiga de la cooperación entre la comunidad de los donantes sirviendo para justificar la caída de la AOD. Esta recesión era debida realmente a una falta de convicción sobre la responsabilidad de los países donantes en luchar contra el subdesarrollo, viendo que los resultados han sido decepcionantes y que los esfuerzos podrían ir dedicados a problemas y gastos internos (Burnell, 1997). Paralelamente a este cuestionamiento, surgieron nuevas teorías basadas en las necesidades humanas, aportando enfoques de intervención e instrumentos que renovaron el compromiso mundial con el desarrollo. Aunque la “crisis existencial” de la cooperación surge de nuevo en 2005 y sigue actualmente con un discurso oficial poco creíble y un discurso académico que cada vez investiga más el sistema y detecta sus fallos.

La Evolución del sistema de cooperación al desarrollo invita a reflexiones profundas sobre las numerosas iniciativas que puso en marcha y la insatisfacción existente en cuanto a los resultados de las mismas. La descolonización e independencia de países del Tercer Mundo planteó un cuestionamiento sobre el origen de las desigualdades entre países. El problema del subdesarrollo recayó exclusivamente en el Sur por la definición que ligaba el desarrollo al crecimiento económico mediante la industrialización. Desde aquel momento se asignaron los roles: al Sur le tocaba crecer y al Norte prestar ayuda (Llistar i Bosh, 2010). El fracaso de este modelo conllevó a cuestionarlo, mediante teorías. En los años cincuenta surgió la TED considerando que hace falta aproximaciones teóricas distintas de la economía ya que los países del Tercer Mundo tienen estructuras políticas, económicas e institucionales distintas a las del Primer Mundo (Llistar i Bosh, 2010). Las teorías de desarrollo intentaron aportar varias explicaciones y propuestas, centrándose en los aspectos ligados a la persistencia de las desigualdades, adoptando al principio un enfoque de interpretación internacional antes de centrarse en el contexto local y las necesidades individuales. De allí, son múltiples las críticas hacia la cooperación y su concepto del desarrollo, a lo largo de más de 60 años de ineficiencia o insuficiente eficacia.

La palabra “desarrollo” comenzó a usarse en el discurso de Harry Truman pronunciado en 1949 en su toma de posición como Presidente de EEUU, hablando de su proyecto de ayuda al progreso de los países pobres (Tortosa, 2010). La palabra “subdesarrollo” adquirió relevancia cuando Truman la presentó como emblema de su propia política, acondicionó desde entonces la reflexión sobre el Desarrollo como el hecho de “*escapar de una condición indigna llamada subdesarrollo*” (Esteva, 1996). Intentando explicar las causas del subdesarrollo y buscando formas de conseguir el desarrollo, nacen

varias teorías ortodoxas y heterodoxas según los intereses de los países y las instituciones que las promueven.

La *teoría de la modernización* se planteó durante la Guerra Fría por investigadores estadounidenses para el control capitalista de los países contra el comunismo, con el lema de que “el crecimiento económico es bueno para los pobres”. Invitaba los países terceros a abandonar la fase de sociedad tradicional a la fase de sociedades de consumo masivo, con la asistencia de los países veteranos: fue una manera de legitimar la ayuda exterior, la inversión extranjera, el comercio internacional y las diferentes interferencias transnacionales llamadas modernizadoras por la teoría, cuando eran instrumentos de acceso de los países del Norte a los mercados del Sur (Llistar i Bosh, 2010). Tenemos aquí el comienzo de un gran error en la concepción del desarrollo. Pues éste sufrió empobrecimiento al verse reducido al simple crecimiento económico medido por el ingreso por persona, eclipsando preocupaciones sociales (Esteva, 1996). Muchos investigadores corroboran esta premisa. Se critica el énfasis desmesurado en el capital físico sin tener suficientemente en cuenta el capital humano, despreciando el papel de la agricultura y de otros sectores tradicionales, confiando excesivamente en las virtudes de la intervención del Estado (Bustelo, 1999). Las medidas diseñadas para luchar contra el subdesarrollo empezaron desde una perspectiva errónea, pues las primeras teorías proyectaron el modelo de industrialización y modernización a los nuevos países surgidos tras el proceso de descolonización, sin reflexionar sobre la naturaleza de los Estados y su evolución en perspectiva histórica (López Castellano, 2010).

En este marco, a los países terceros se les intentó aplicar el Plan Marshal que se aplicó después de la Segunda Guerra Mundial a los países europeos. Se veía como la mejor práctica de la teoría de crecimiento: ayuda internacional para el crecimiento económico. La guerra fría y el enfrentamiento al comunismo consideraban la lucha contra la pobreza un objetivo primordial para evitar que los países terminaran sucumbiendo en las fauces del comunismo (Llistar i Bosh, 2010). Además de esta variable política, la variable económica se plasma en la búsqueda de nichos económicos para la expansión del capitalismo. La independencia de varios países empezaba a dejar a Estados Unidos y Europa sin sus colonias, la estrategia de cooperación al desarrollo sólo buscaba asegurar la expansión económica para tomar el control sobre los países periféricos (Preston, 1996).

De allí, la teoría de la dependencia presentó el capitalismo como obstáculo para el progreso del Tercer Mundo, postulando que las economías de determinados países están condicionadas por el desarrollo y la expansión de otras economías. Por lo que el subdesarrollo no es una fase previa del desarrollo sino el producto histórico del colonialismo y del imperialismo (Llistar i Bosh, 2010). Paul Baran se considera el padre del enfoque de

dependencia por su obra *The Political economy of Growth*, donde planteó tres ideas novedosas, desde su perspectiva marxista heterodoxa: desarrollo y subdesarrollo son manifestaciones de un mismo proceso (la acumulación de capital a escala mundial); esa agresión económica había configurado unas economías periféricas débiles; el capitalismo que había sido históricamente un factor de progreso se había convertido en un obstáculo formidable para el adelanto humano (la única manera que tenían los países capitalistas periféricos de salir del subdesarrollo era mediante la revolución anticapitalista (construcción del socialismo) y la ruptura con el mercado capitalista mundial (Baran, 1957; Bustelo, 1999; Díaz Aznarte, 2011). Es en este sentido que André Gunder Frank es conocido por la frase “*desarrollo y subdesarrollo son dos caras de la misma moneda*” señalando que capitalismo central y capitalismo periférico no son fenómenos aislados sino partes integrantes de un único proceso histórico y que los países desarrollados lograron su crecimiento a costa del subdesarrollo de otros países (Gunder Frank, 1966; Bustelo, 1999).

Desde su enfoque heterodoxo, esta teoría tuvo más aceptación en la comunidad académica latinoamericana entre los 50 y 70. A partir de ese momento nacen corrientes dependentistas distintas (Llistar i Bosh, 2010). La más radical pretendía reforzar las relaciones Sur-Sur y centrar la cooperación económica en este eje a fin de evitar las interferencias del eje Norte-Sur (Amin, 1974, 1990). La más moderada aceptaba un “desarrollo dependiente” pensando que la dependencia no imposibilita el desarrollo, aunque sí genera desigualdades (Llistar i Bosh, 2010).

A partir de las Escuela de dependencia, nacieron teorías y perspectivas de análisis centradas en la dicotomía entre factores externos y factores internos. La teoría del desarrollo endógeno/autocentrado se fundamenta en la opción de ejercer la soberanía sobre el territorio propio, inspirada en luchar contra la dependencia y sus interferencias negativas, sin cerrarse a las positivas. Se trata de un concepto de desarrollo que orienta los sistemas productivos hacia las necesidades locales y no las del mercado global, aunque pudiendo operar en el marco de regionalismos (Llistar i Bosh, 2010).

La teoría del sistema mundial se centró en el análisis de fenómenos que superan las fronteras de los estados y que tienen dinámica transnacional propia como los movimientos financieros. El enfoque tomó inspiración de la escuela histórica francesa de los Annales y del realismo de la teoría de relaciones internacionales (Bustelo, 1999), para reflexionar sobre la lógica y la dinámica del sistema capitalista que determinan el comportamiento de sus distintos bloques: centro, semiperiferia y periferia (Wallerstein, 2007), manifestando la heterogeneidad del Tercer Mundo. Según ideas de Wallerstein, para comprender las desigualdades la unidad de análisis no es el estado sino el sistema-mundo: sostiene la tendencia al control del

capitalismo más allá del Estado con el objetivo de asegurar el crecimiento de algunos países con la superioridad estratégica de fuerzas (Wallerstein, 2007). Aunque supera los factores externos que las teorías de dependencia defienden, para presentarlos como simples elementos de la dinámica interna de la economía-mundo contra los cuales no se puede luchar (Bustelo, 1999).

Aprovechando el agotamiento de muchas escuelas, la Contrarrevolución Neoclásica (CRN) sustituyó las teorías anteriormente mencionadas entre otras y empezó a influir en los programas de las instituciones internacionales, desde un enfoque que defiende la eficacia del mercado como mecanismo de asignación de los recursos, critica la intervención del Estado en la actividad económica y presenta de forma positiva la plena participación en el comercio mundial mediante un régimen de comercio liberal (Bustelo, 1999). A base de estas tesis, las instituciones Bretton Woods, el Fondo Monetario Internacional (FMI) y el Banco Mundial (BM), iniciaron los Programas de Ajuste Estructural con sus inconvenientes económicos y sociales resaltados luego por la macroeconomía estructuralista.

La mayoría de las teorías se quedaron encerradas en el enfoque del desarrollo como crecimiento económico. Muy pocas incorporaron otras variables más bien de carácter “humanista”, aunque no han tenido éxito y no han sido valoradas hasta la década de los noventa cuando se revitalizó la Economía del Desarrollo y surgieron nuevas teorías heterodoxas criticando y denunciando en primer lugar el Consenso de Washington. Éste, planteado por John Williamson en una conferencia en 1998, se destinaba a una aplicación selectiva del paquete de medidas al contexto latinoamericano, pero acabó utilizado como política general basada en una excesiva liberalización.

La crítica del Consenso de Washington dio lugar en los años 1990 a una revitalización de la economía radical del desarrollo con dos líneas de argumentación destacables. La primera, adoptando el enfoque de la macroeconomía estructuralista, pone de manifiesto los inconvenientes económicos y sociales de las políticas ortodoxas de estabilización, ajuste y reforma estructural en el Tercer Mundo. Estos ajustes se consideran hoy en día una medida creada para mantener a muchos países en situaciones de pobreza y subdesarrollo. La segunda línea critica el enfoque favorable al mercado como ortodoxia dominante en los años noventa y defiende que el Estado puede y debe combinar intervenciones conformes con el Mercado, integrándose en la economía mundial de manera estratégica y protegiendo el mercado interior mediante el control de la entrada de capital extranjero (Bustelo, 1999).

Joseph Stiglitz, ex vicepresidente del BM y premio Nobel de Economía en 2001, dirigió numerosas críticas acertadas al Consenso de Washington, sobre todo a su énfasis en la estabilización macroeconómica y en la liberalización, subrayando que el Estado tiene una

gran responsabilidad en materia educativa, de desarrollo tecnológico, medio ambiente y protección social. Stiglitz va más allá y atribuye el fracaso del Consenso de Washington a la incapacidad para captar la realidad social, abogando por una concepción más amplia del desarrollo, entendido como proceso de transformación social y por una mayor implicación del Estado en el proceso, culpando al FMI de sembrar las semillas del desastre (Stiglitz, 2002; Bhagwati, 2004).

Ha Joon Chang, gran economista heterodoxo, piensa que los procesos que han llevado al desarrollo de unos países han tenido que ver con los procesos que han llevado al subdesarrollo de otros. A la base de la realidad histórica, Chang sostiene que salvo excepciones, todos los países hoy desarrollados aplicaron políticas contrarias a las que pregona la ortodoxia y que actualmente se recomiendan a los países en desarrollo (Chang, 2004).

El interés por la Economía del Desarrollo o la Economía del Desarrollo post Consenso promovió nuevas teorías que en la actualidad constituyen la referencia para el desarrollo y para las políticas de cooperación. Las teorías institucionalistas, lideradas por Douglas North, premio Nobel de Economía en 1993, defienden la estrecha relación entre política y economía dando paso a analizar la relación entre las instituciones y el crecimiento económico (North, 1992). Según él, la calidad institucional constituye la clave para la prosperidad, lo que deja clara la importancia de las reformas institucionales como base previa al éxito de cualquier política de desarrollo. El BM adoptó este enfoque promoviendo políticas de “good governance” como una buena gestión del sector público, basada en un marco jurídico independiente, en la rendición de cuentas y en la transparencia (Banco Mundial, 1992).

A la importancia de los avances institucionales se añaden las reformas democráticas y las libertades reclamadas por Amartya Sen, premio Nobel de Economía en 1998. Sen constata la tendencia de las teorías económicas a fijarse en las utilidades, la renta y la riqueza al lugar de centrar la atención en la libertad. Ésta se constituye por nexos empíricos de las actividades políticas económicas y sociales llevadas a cabo por las instituciones. Se trata de las interconexiones entre ciertas libertades fundamentales como las oportunidades económicas, las libertades políticas, los servicios sociales, las garantías de transparencia y la seguridad protectora. Cada una de estas libertades contribuye a mejorar la capacidad general de una persona (Sen, 2000).

La conceptualización del desarrollo como libertad puede considerarse una revolución en la justificación del desarrollo como un proyecto social antes que nada, como un modo de ampliar la libertad efectiva de las personas y por tanto una vía para consolidar sus derechos. Enfatizando en la satisfacción de las necesidades básicas o en el proceso de expansión de las

capacidades de las personas, estas tesis contribuyeron a crear la corriente de Bienestar como la ventaja que se extrae de la renta, dependiendo de circunstancias personales y sociales (Sen, 2000).

Las teorías de Sen alimentaron también el enfoque de Desarrollo Humano adoptado por el PNUD en los años noventa como el proceso de ampliación progresiva de las oportunidades y capacidades de las personas, consideradas en sus aspectos individual y colectivo (Alonso, 2006). Aunque dicha concepción replantea en parte la teoría de las necesidades básicas planteada por el neokeynesianismo en los años setenta (López Castellano, 2007; Llistar i Bosh, 2010).

La aportación de Amartya Sen al debate sobre el desarrollo considera la renta parte de las capacidades y que su conexión con las libertades es lo que aumenta las oportunidades de los individuos. En esta misma perspectiva, Stiglitz considera que por mucho que un país incremente su producto per cápita, no se puede hablar de desarrollo, ya que éste implica ir más allá de la economía hacia la transformación social como cambios en las relaciones tradicionales y en las viejas formas de pensar (Stiglitz, 2007). Tanto Sen como Stiglitz ponen énfasis en la importancia de mecanismos institucionales como la participación en las decisiones sociales y en la elaboración de las decisiones públicas en el proceso de cambio (Sen, 2000; Stiglitz, 2007). Este mecanismo se contempla en las prácticas de gobernanza promovidas por diferentes instituciones internacionales como la OCDE llamó sus países miembros a diseñar sus acciones siempre dentro de estrategias participativas mediante su documento “Desarrollo Participativo y buena gestión de los asuntos públicos” (OCDE, 1995) y cuyo contenido comentaremos en el capítulo 8 de esta tesis.

Los conceptos del desarrollo como libertad, participación o transformación social crearon un modelo donde se deja el protagonismo del Estado por un coprotagonismo entre Estado, sector privado y sociedad civil: se convierten las estrategias de intervencionismo estatal en procesos de fortalecimiento institucional, estabilidad macro y cohesión social (Alonso, 2006). Esta participación al ejercicio del poder es susceptible de producir una evaluación de las actuaciones y una repartición de la autoridad. Pues el desarrollo participativo se revela esencial por dos razones básicas: permite reforzar la sociedad civil y la economía, ofreciendo a los individuos y organizaciones la facultad de negociar con las instituciones y las administraciones, de forma a controlar las acciones del poder; y permite acrecer la eficiencia, la eficacia y la viabilidad de programas a favor del desarrollo.

Los avances teóricos de la década de los noventa coinciden con una fase donde la ayuda y la cooperación al desarrollo estaban siendo criticadas por su escasa eficacia. Incluso fueron puestas en duda las políticas de instituciones internacionales. Stiglitz, como se

mencionó anteriormente, consideró totalmente equivocada la opción de quitar del medio el Estado dejando vía libre al mercado. Para él las pautas del Consenso de Washington, no eran suficientes para garantizar el desarrollo, muchos países que las aplicaron siguen esperando resultados (Stiglitz, 2007). Amartya Sen evoca el tema de forma moderada, preguntando si el Banco Mundial no podría haberlo hecho muchísimo mejor y matizando que el poder de hacer el bien casi siempre va acompañado de la posibilidad de hacer lo contrario (Sen, 2000). Ha-Joon Chang levanta más el nivel de crítica reprobando que las fuerzas mundiales proponen a los países subdesarrollados estrategias que les impiden alcanzar la prosperidad (Chang, 2008) y que detrás de ello existe la intención de retirarles la escalera para que no consigan acceder al progreso (Chang, 2004).

Partiendo de estas críticas, cambia la percepción de la cooperación como modalidad inocente de ayuda al desarrollo y se analizan sus acciones con más prudencia. Incluso se llega a hablar de anti-cooperación, defendiendo el concepto en dos partes con dos hipótesis: la primera es que los problemas del tercer Mundo no se resuelven ni con mayor ni con mejor ayuda internacional (Llistar i Bosh, 2009); la segunda plantea que la ayuda sigue más bien criterios geopolíticos basados en los intereses del donante que en las necesidades del receptor (Llistar i Bosh, 2010). Según esta idea, se redefine la cooperación como conjunto de interferencias positivas y globales entre el Norte y el Sur, en ambos sentidos, la ayuda como interferencia positiva en sentido unidireccional Norte-Sur y se presenta la Anticooperación como el conjunto de interferencias negativas (Llistar i Bosh, 2009).

Los avances y retrocesos de la cooperación al desarrollo dejan que pensar que los actores bilaterales y multilaterales tienen objetivos declarados y otros no declarados en sus discursos y prácticas. En un contexto geopolítico de incertidumbre en materia de cooperación donde el tema de seguridad es eventualmente el verdadero origen de las iniciativas, parece que a los países europeos les cuesta adoptar una estrategia adecuada de cooperación, dadas las intenciones ocultas que se esconden detrás del discurso.

La existencia de desigualdad dentro del espacio mediterráneo con tan sólo unos kilómetros de distancia o de cercanía, nutre el fenómeno de migraciones transnacionales que a pesar del compromiso preventivo de los países del Sur sigue ganando terreno siendo “*una fuente importante de esperanzas cumplidas y de esperanzas cruelmente frustradas*” (Sutcliffe, 2004). En efecto, el Mediterráneo constituye una de las grandes líneas de fractura mundial, dadas las disparidades demográficas, económicas, religiosas, sociales y políticas, igual o peor que la del Río Grande entre México y Estados Unidos (Wihtol de Wenden, 2006).

Estas características aumentan el nivel de alerta en Europa en cuanto a su seguridad y sobre todo en cuanto a su identidad. Por ello, la adopción del EGM tenía por primera

preocupación el futuro de Europa, pues el texto, como mencionamos antes, reitera la corresponsabilidad de los países “emisores” en el control de fronteras y pretende atacar las raíces de la emigración.

Este tipo de marcos normativos presenta la cooperación al desarrollo como un instrumento que pretende frenar las migraciones mediante la lucha contra la pobreza, pero ¿resulta tan fácil delimitar los factores que promueven el proyecto migratorio.

#### **4.3. ¿Es posible frenar las migraciones con el desarrollo?**

La intensidad de las migraciones transnacionales hacia los países desarrollados ha hecho que políticos e investigadores sugiriesen el recurso a la cooperación como instrumento de gestión y/o reducción de estos flujos. Se alude a la cooperación para insinuar el papel que juegan las comunidades de inmigrantes en la formulación más consciente de intervenciones de desarrollo en sus países de origen (el inmigrante como agente de desarrollo), para sugerir la necesidad de que la cooperación orientada hacia comunidades de fuerte presión migratoria, amplíe los grados de opción de las personas (el desarrollo como opción alternativa a la emigración) o , como lo defienden algunos investigadores, *“el recurso a la cooperación no tanto para mejorar la suerte de los potenciales emigrantes cuanto para forzar el concurso del país emisor a una política más restrictiva en el control de los flujos”* (Alonso, 2004).

Los analistas tienen cada vez más claro que las políticas restrictivas producen un efecto contrario y que los cambios necesarios tienen que efectuarse en las políticas de desarrollo y de cooperación. Se avanza entonces durante la última década en la reflexión sobre el codesarrollo. Pero en vez de promover una política basada en conectar positivamente migración y desarrollo, dando protagonismo a los inmigrantes para mejorar las condiciones de vida en sus zonas de origen, se infiltraron intenciones ocultas para la reducción y prevención de los flujos migratorios (Alonso, 2004; Gómez Gil, 2005; Wihtol de Wenden, 2006; Daum, 2010).

Como deducimos en el capítulo 2, creemos que las políticas migratorias y/o de cooperación que adoptan estos enfoques están justificadas por motivos, presiones y realidades interiores de cada país que hacen que instrumentos similares entren en la agenda pública para el debate y la eventual aprobación de unos u otros: *“Es cierto que las migraciones ponen en juego intereses contradictorios y que pueden existir conflictos de intereses entre distintos puntos de vista según éstas den prioridad respectivamente a la mejora de las condiciones económicas de los autóctonos, a la solidaridad con el tercer mundo o al mantenimiento de los*



*componentes socioculturales de la sociedad: es tarea de político distinguir estos aspectos y establecer las prioridades” (Tapinos, 1992).*

Parece que en las dos últimas décadas los políticos optan por el bienestar de sus autóctonos y que las acciones de cooperación están dirigidas hacia este objetivo sea para conseguir convenios económicos y securitarios o para evitar las migraciones, relegando la solidaridad a un segundo plano. La idea del codesarrollo que defienden consiste en acelerar el desarrollo económico de los países del Tercer Mundo como paso susceptible de disminuir la incitación a emigrar. Pero varios investigadores piensan que los efectos del codesarrollo, tal y como se pretende implantar, no son inmediatos, *“la generación de oportunidades requiere tiempo. La cooperación acentúa los lazos o aminora la distancia psicológica entre donante y receptor, lo que podría estimular la corriente migratoria a corto plazo”* (Atienza, 2004). Una estrategia de este tipo tiene entonces la misma posibilidad de estimular la emigración que de contribuir a extinguir los flujos: *“Estas acciones sólo podrían alcanzar el objetivo deseado si favorecieran un proceso de desarrollo caracterizado por un aumento de la renta y del empleo por un lado, y actúan de forma significativa y en la dirección deseada sobre los determinantes de la decisión de emigrar, por el otro”* (Tapinos, 1992). Pero ¿hay una lista exhaustiva de las causas de emigración?, suponemos que sea posible elaborarla, ¿se puede actuar sobre todos los determinantes?

Creemos que estos factores se relacionan con la insatisfacción respecto a: las condiciones de vida, el nivel de vida y el modo de vida. Cada uno se conecta con conceptos de gobernanza económica, jurídica, administrativa, con los derechos humanos y con las libertades de las personas. Aunque existieran unos grados y criterios mínimos de satisfacción, queda un aspecto subjetivo que depende de las personas, sus ambiciones y sus decisiones: *“El hecho migratorio se origina en numerosos y diversos elementos, los regímenes políticos, los servicios públicos, la deuda externa, las reglas del comercio, la falta de proyectos nacionales de desarrollo, la destrucción de las expectativas de futuro, ...”* (Atienza, 2004). Tampoco hay que olvidar el carácter globalizado del fenómeno migratorio, explicado en la contextualización de la problemática de esta tesis, y que está relacionado con los cambios económicos mundiales, las dinámicas de los mercados laborales y los acuerdos comerciales regionales: *“Sostener que el desarrollo de un país es una suma de macroproyectos generadores de autoempleo capaces de suministrar ingresos para el mantenimiento de las familias y fijar así a los habitantes en sus lugares de residencia, como a menudo se hace, implica un desconocimiento profundo de los mecanismos que mueven la economía mundial, las inversiones, las finanzas y los sistemas productivos en una sociedad globalizada como la nuestra. Es evidente que se está produciendo un desfase creciente entre los procesos de*

*liberalización económicos y comerciales y la libre circulación de personas en el mundo (...)*  
*No es casual que los grandes acuerdos de integración regional dejen fuera las migraciones, como si el libre comercio y los procesos de inserción económica no tuvieran que ver con los movimientos migratorios (Gómez Gil, 2005).*

La cooperación como instrumento de presión frente a los países en desarrollo y la modalidad de codesarrollo planteada como estrategia de control en origen de la emigración, no pueden funcionar ya que la presión migratoria aporta mucho más recursos financieros que la cooperación. La política de forzar en este sentido no conviene ya que el país emisor tiene más interés en mantener los flujos que en reducirlos. Una modalidad no puede sustituir la otra, sino complementarla y buscarle los mejores o más eficientes planteamientos. La cooperación no puede contener los flujos migratorios, pero sí puede ampliar las opciones de las personas llamadas a emigrar: *“a través de una actividad dirigida a combatir la pobreza, la ayuda puede generar oportunidades de desarrollo en los países emisores que hagan que la emigración sea una opción más libremente elegida y más dignamente vivida por quienes la protagonizan”* (Atienza, 2004).

Esto permitiría también a los Estados receptores llevar a cabo una política migratoria más controlada, orientada y selectiva aunque hay dudas respecto a sus intenciones, ya que la inmigración económica siempre ha sido beneficiosa, el propósito sería estructurar un mercado laboral que garantice la máxima rentabilidad manteniendo al segmento de inmigrantes en situación de precariedad, *“sobre este modelo de mercado de trabajo desigual descansan diversos sectores de la economía española (construcción, agricultura, cuidado de las personas, etc”* (Mosangini, 2007). De hecho la idea corriente de que los inmigrantes aceptan cualquier trabajo de los que huyen los españoles, debe estar formulada con moderación incluyendo el factor económico y jurídico: *“Los trabajadores inmigrantes no son un bloque que venga a llenar un hueco que no ocupan los españoles porque estos no necesiten o no quieran trabajar, sino un verdadero mecanismo regulador del mercado laboral. Gracias a ello es posible mantener una franja de salarios muy bajos y con condiciones de trabajo miserables, que proporciona altísimos beneficios sin necesidad de destinar inversión para el aumento de la productividad y que sería imposible mantener si estuviera vinculada a trabajadores españoles, con plenos derechos de ciudadanía o con más posibilidades de disfrutar de defensa sindical y política* (Torres López, 2002).

Pensamos también que aunque se aplique una inmigración selectiva y que esta política tenga el efecto deseado por los países receptores, es difícil luchar contra la inmigración clandestina, pues es un fenómeno social, como el tráfico de drogas o el crimen organizado, por mucho que los gobiernos inviertan en frenarlos, continúan a progresar —en parte por

conectarse y retroalimentarse- y quizás de una manera más fuerte e inquietante utilizando a veces instrumentos más desarrollados que los del Estado. Por eso, algunas investigaciones defienden que lo más importante mediante el codesarrollo es hacer que la emigración no sea la única opción vital, que no todos los caminos orienten hacia esta decisión forzada y, si se decide emigrar, pues que se haga en condiciones de mayor dignidad y con mayores posibilidades de éxito: *“Es importante afianzar la relación entre inmigración y codesarrollo, a fin de gestionar los flujos migratorios como una oportunidad beneficiosa para todas las partes implicadas: el país de origen, el colectivo inmigrante y la sociedad receptora”* (Pastor Antolín, 2002).

Por mucho que esta idea parezca más moderada y positiva, sigue concibiendo el codesarrollo como una modalidad de gestión de las migraciones internacionales, cuando la política migratoria y los enfoques de desarrollo adoptados por los países del Norte y específicamente por la UE están siendo criticados precisamente por esta instrumentalización del codesarrollo en el momento en el que el concepto sugiere otro tipo de cooperación.

¿Y dónde están los países del Sur? ¿Por qué no defienden sus intereses? ¿Por qué no tienen voz? ¿Por qué no promueven otra definición del codesarrollo partiendo de lo que les aportan sus emigrantes? ¿Por qué no se imponen como actores claves en el diseño de las políticas de cooperación? Esto nos lleva a una problemática más compleja, aunque sigue teniendo relación con todo lo que venimos diciendo: la llamada gobernanza global del desarrollo. Pues existe un orden internacional que en la actualidad no deja escuchar la voz de los Estados más débiles y restringe el voto a los países que controlan la economía mundial. El concepto de gobernanza lleva en sí soluciones a muchas complicaciones en varios niveles, pero su aplicación es de difícil alcance. Consideramos y defendemos que la gobernanza es una variable clave en la conceptualización del codesarrollo, por eso le dedicamos el capítulo siguiente para entender de qué forma está implicada en la problemática de esta tesis.

## CAPÍTULO 5. CONFIGURACIONES Y RETOS DE LA GOBERNANZA EN RELACIÓN CON LA COOPERACIÓN Y EL DESARROLLO

Como hemos indicado en la introducción, entendemos la cuestión de la gobernanza en esta tesis como un instrumento organizativo necesario para que las iniciativas que implican varios actores tengan su desarrollo normal y maximicen sus efectos. Pues el término “Gobernanza” lleva varios años estando “de moda” en el discurso político, relacionándolo con “buenas prácticas” o cambios en la gestión, tanto del Estado como de sus instituciones. Se detecta de igual modo en el discurso de las Organizaciones de las Sociedad Civil (OSC) y la gestión del tercer sector.

Estamos ante un concepto que surgió a escala global, en pleno debate sobre modelos alternativos de desarrollo, para referirse a la organización institucional de un Estado como forma de preparar los contextos idóneos para el crecimiento. Luego se convirtió en una lógica de acción que prima enfoques participativos en la gestión conectando los ejes público-privado-civil e incluyendo a los diferentes actores. Su evolución llevó a contemplarlo como estrategias o instrumentos operativos que garantizan la eficacia en la gestión de organismos, políticas, programas o proyectos. Se trata de múltiples usos heterogéneos y polisémicos que pueden confundir y hacernos plantear en cada momento preguntas sobre el nivel (de gestión) y/o ámbito (de acción) de análisis que se aborda. Por lo tanto, es preciso identificar los diferentes usos antes de adoptar en el marco de este capítulo una conceptualización, o varias ya que no descartamos, por la complejidad del tema y por los resultados del DAFO anterior, que haya necesidad de contemplar interconexiones entre diferentes niveles y ámbitos en los que se gesta el codesarrollo.

Partimos de que la confusión reiteradamente generada por (y con respecto a) el término “gobernanza” no es sólo fruto de las diferentes definiciones que se le asignan, es debida más bien al hecho de no especificar los niveles y ámbitos en los que se suele utilizar el concepto: pues tiene significados diferentes según su contexto y utilidad. Nuestra apuesta en los próximos párrafos es detectar estas acepciones teóricas enmarcándolas en los niveles y ámbitos que le corresponden. En general, retenemos tres niveles (global, macro y micro); cuatro ámbitos (*politics*, *policies*, gubernamental, no gubernamental); dos dimensiones (diseño, gestión-ejecución); y al final añadiremos la reflexión sobre dos espacios

(nacional/estatal, transnacional/interestatal). Nuestra idea es que la complejidad de la teoría y la práctica de la gobernanza emana de la interacción entre estas once variables.

### **5.1. La gobernanza global del desarrollo**

Analizando el primer nivel, los problemas globales subrayan la riqueza y la complejidad de unas interconexiones que, en el orden mundial actual, trascienden a Estados y sociedades. Es lo que hace que la política global no sólo esté anclada en los asuntos geopolíticos tradicionales, sino en un gran abanico de cuestiones sociales y ecológicas, por ejemplo (Held, 2005). La globalización política supone que el Estado soberano se ve dentro de un sistema de redes y organizaciones establecidas para regular y gestionar diversas áreas de la actividad internacional y transnacional, y acaba dentro de nuevas configuraciones o mecanismos de gestión como el Estado-Red (Castells, 1998).

Es lo que se podría denominar *sistema de gobernanza multicéntrico* (Roseneau, 2002), caracterizado por la transformación de algunos aspectos ligados a la toma de decisiones políticas de base territorial y debido al desarrollo de organizaciones regionales y multilaterales, y al papel de la legislación internacional (Held, 2005). Esta gobernanza multicéntrica se plasma en el hecho de que los principales actores del orden internacional ya no son únicamente los jefes de Estado y los ministros, sino los organismos administrativos, los tribunales y los cuerpos legislativos: en vez del Estado unitario hemos de hablar de un Estado desagregado relacionado con varias redes gubernamentales, en el marco de una nueva era de cooperación reguladora transgubernamental horizontal (Slaughter, 2001). Esto hace parte de esa distribución del poder entre los Estados, los mercados y la sociedad civil que ayuda a la emergencia de organismos políticos y reguladores como las instituciones internacionales, las organizaciones bilaterales y las agencias transnacionales (Held, 2005).

Las interconexiones y las interferencias de estas redes gubernamentales en las decisiones nacionales componen el modelo de gobernanza global con sus múltiples estratos, dimensiones y actores, dando lugar a varios desafíos de los cuales cabría destacar dos. El primero consiste en que los procesos de globalización y de regionalización crean redes de interacción y poder que se solapan y pasan por encima de los límites territoriales, afectando el poder político efectivo de los gobiernos nacionales y dificultando el hecho de que rindan cuentas ante sus ciudadanos. El segundo tiene que ver con desfases que debilitan las instituciones políticas nacionales e internacionales: uno jurisdiccional por la discrepancia entre unidades de elaboración de políticas nacionales y las exigencias del mundo globalizado (es lo que crea conflictos como la volatilidad de los mercados o la degradación de espacios

mundiales comunes); el otro es la falta de compromiso en cuanto a la resolución de problemas transnacionales por la falta de una entidad supranacional que regule la provisión de bienes públicos globales. En general, aunque el sistema de gobernanza comporta múltiples estratos, dimensiones y actores, las decisiones suelen ser distorsionadas para favorecer a los principales Estados e intereses creados. Además, no existe una división de trabajo clara entre los organismos internacionales, ya que sus funciones se solapan, sus mandatos entran en conflicto y sus fines suelen difuminarse (Held, 2005). En el caso de lo que Deacon (2007) llama política social global, existe una fragmentación y superposición entre el sistema de la ONU, sus organismos sociales, el Banco mundial, la OMC, la OIT, el FMI, El G7, el G20 y otras iniciativas nacionales e internacionales. Existen, desde estas instituciones, diferentes lógicas de trabajo que llevan a la superposición de programas y a la falta de coherencia en su implementación. Es lo que sigue alimentando desigualdades y pone a la gobernanza global ante un tercer desafío, el de ajustar el desfase moral en el que cayó asistiendo al empobrecimiento de una gran parte de la población mundial y tomando algunos compromisos con una cierta indiferencia pasiva (Held, 2005).

Por lo tanto, hace falta una reforma de la gobernanza global desarrollando normas y procedimientos multilaterales que engloben a todos los poderes, pequeños y grandes (Hirst y Thompson, 2002; Rishard, 2002). Aún no existe un modelo de desarrollo consensuado que suscite la satisfacción de todos y no tenga intenciones ocultas ni mayor interés que acabar con los más de sesenta años de desigualdades. Creemos fundamental que el esperado modelo se base en un sistema institucional reformado tanto a nivel de cada país como a nivel internacional y sobre todo en lo que respeta a las instituciones supranacionales. Puesto que estos organismos tienen influencia en los países en desarrollo tanto en cuestiones de tinte macroeconómico y financiero como a nivel más político y social, hay que erradicar las divergencias persistentes entre sus políticas y sus comportamientos.

En definitiva, la gobernanza global del desarrollo parte de cuestionar el desarrollo en sí mismo y los instrumentos utilizados para conseguirlo. Para ello, es necesario instalar mecanismos de diálogo donde exista una representatividad equitativa en voz y voto de los países en desarrollo y los desarrollados, haciendo partícipes a los actores no estatales con la mayor destreza negociadora posible. Este diseño horizontal de la agenda del desarrollo es un requisito para que los compromisos se lleven a cabo con mutua responsabilidad bajo la garantía de instituciones participativas (García Quero y Aboussi, 2012).

## 5.2. La gobernanza en la *politics* y las *policies*.

A nivel macro y en lo que a *politics*<sup>81</sup> se refiere, el vocablo gobernanza se utiliza con frecuencia en el campo de la cooperación al desarrollo. Se plantea como un nuevo paradigma de desarrollo que cuestiona tanto la gestión de los países receptores de la ayuda como la eficacia de la ayuda en sí (Bellina, 2008). El término se impone con la impulsión de las instituciones de Bretton Woods, como modo de reforma de las instituciones nacionales para que adopten buenas prácticas conducentes a su desarrollo: copiar métodos del sector privado para la gestión de los problemas sociales, económicos y políticos y para una reforma del Estado dirigida a crear condiciones favorables para los mecanismos de mercado desde un enfoque liberal (Chávez Becker, 2010). En efecto, durante los 1990, las políticas del consenso de Washington que relegaron el Estado a un segundo plano, demostraron sus limitaciones y se produjo el giro hacia los aspectos institucionales y su importancia en las políticas de desarrollo, especialmente con el informe del BM titulado el Estado *en un mundo en mutación* (Banco Mundial, 1997). Con el apoyo de la corriente de economía neo-institucional liderada por North, la economía política se convirtió en el enfoque clave de elaboración de las políticas de desarrollo, rehabilitando el papel de las instituciones formales e informales en general y particularmente el del Estado en el crecimiento económico, así como la relación entre los diferentes actores en los diferentes ámbitos. La idea era generar la confianza necesaria para desarrollar las actividades económicas. Para ello, se necesitaba un “utillaje operativo” (tool kit) de prácticas de buena gobernanza: respeto de los derechos individuales, administraciones eficaces e instituciones políticas democráticas (Bellina, 2008). En este marco, se habla de conceptos como del Estado de derecho que sustenta la llamada gobernanza democrática, de la rendición de cuentas o accountability para luchar contra el clientelismo y la corrupción, de la gobernanza administrativa como buena gestión de los asuntos públicos, incluyendo la descentralización. Estos conceptos conformarían el sentido de gobernanza a nivel macro y en el ámbito de las *policies*.

La práctica de la buena gobernanza como mejoras institucionales y en la gestión pública como vía y marco para generar el desarrollo no es aparentemente mala idea. Pues obviamente no se puede restar culpa a la falta de buen gobierno en algunos países, como principal factor que impide el desarrollo. Éste no se da efectivamente en ausencia de instituciones democráticas que protegen los derechos y vigilan el cumplimiento de deberes en igualdad de condiciones, con el fin de marcar las reglas de comportamiento en la sociedad y

---

<sup>81</sup> En español política, la entendemos aquí como proceso y forma de uso del poder en una institución estatal, central o autonómica.

asegurar la gestión eficaz del Estado social. La literatura generada por las teorías institucionalistas investiga el grado de desarrollo de los países enfatizando en la sólida vinculación entre instituciones y desempeño económico. El crecimiento se liga a la existencia de una serie de precondiciones institucionales básicas e, incluso, se propone estudiar el subdesarrollo como un fallo institucional (Bardhan, 2001).

Sin embargo, se plantean preguntas sobre la adecuación de las políticas de buena gobernanza para un contexto u otro. La reflexión sobre el desarrollo ha de ser en relación con las rupturas en los modos de organización de los sistemas políticos, económicos y sociales, así como teniendo en cuenta la resistencia al cambio. Las dificultades de transición de un modo de gestión a otro no son las mismas en las sociedades desarrolladas que en las sociedades en desarrollo (Meisel y Ould Aoudia, 2007).

Como modelo impuesto y cerrado, la *good governance* sigue sin plantearse como un modelo de desempeño económico y/o marco del desarrollo, pero su fracaso no significa que no pueda ser adoptada y adaptada a las necesidades de los países como medidas que reformen y encuadren las políticas públicas. En este caso, de acuerdo con Meisel y Ould Aoudia (2007), consideramos que la gobernanza es un factor decisivo en la capacidad de la sociedad a producir la riqueza, porque establece confianza entre actores y un contexto equitativo de actuación: la creación y consolidación de instituciones que formalizan reglas para asegurar la producción de la confianza (Meisel y Ould Aoudia, 2007). En este sentido de regulación y organización de competencias y marcos de actuación, se presenta la gobernanza también como modo de “gobierno relacional” en tanto que promoción de un equilibrio entre el Estado, la sociedad civil y el mercado de la economía mediante interacciones en términos territoriales (el caso de descentralización) e institucionales (el caso público-privado-civil) que obedecen a la participación y no a la subordinación jerárquica, para lograr la buena gestión de los asuntos del país. Nos importa más en este contexto la definición que le da Le Galès (2003), presentándola como un proceso de coordinación de actores, de grupos sociales y de instituciones para lograr metas definidas colectivamente en entornos fragmentados y caracterizados por la incertidumbre. La gobernanza aparece entonces como una forma de gobierno en la que la coherencia de la acción pública (la definición de problemas, la toma de decisiones y su ejecución) no pasa por la acción aislada de una élite político-administrativa relativamente homogénea y centralizada, sino por la adopción de formas de coordinación multiactorial y a distintos niveles. Sus resultados dependen de la capacidad de los actores públicos y privados para definir un espacio común, movilizar expertos e implantar modos de responsabilización y de legitimación de las decisiones (Ruano de la Fuente, 2002).



Según este planteamiento, el Estado deja de ser la única autoridad para verse obligado a compartir la gestión del poder, junto a varios actores y decisores instalando dispositivos de articulación y agregación de intereses heterogéneos que es la gobernanza como sistema donde ningún actor por sí solo dispone de conocimientos y recursos suficientes para resolver los problemas (Stocker, 1998). Es lo que Chávez Becker (2010) presenta como procesos cooperativos, cada vez más horizontales, de análisis, diseño, implementación y evaluación de políticas públicas y, más en general, de decisiones públicas para la superación de la problemática social moderna. Podemos aceptar para este proceso la denominación de “democracia participativa” como marco de implantación de un modelo de desarrollo basado en un pacto entre el Estado y la ciudadanía, donde las instituciones instalan la confianza y reducen la incertidumbre, elemento fundamental en el proceso de creación de riqueza (Meisel y Ould Aoudia, 2007). De igual modo, es posible retener el término “*gobernanza democrática*” como organización de aquellos conglomerados de actores que irrumpen en la gestión de las políticas públicas y en la organización social, esas redes<sup>82</sup> o “policy networks” (V.: Klijn, 1999; Zurbriggen, 2006) que obligan a utilizar enfoques deliberativos (V.: Dingwerth, 2004; Rhodes, 2007), para que haya una inclusión efectiva en la toma de decisiones: una práctica basada en la negociación y el consenso. En los empleos del término, las fronteras público privado tienden a borrarse, se privilegian aquellos mecanismos de gobierno que no necesitan de la autoridad del Estado y se tiende a la creación de estructuras resultantes de la interacción múltiple (Mayntz, 2001).

Estas acepciones de la gobernanza se adoptan como enfoque de configuración y ejecución tanto de las políticas como de las políticas a nivel estatal y gubernamental. En el ámbito específico de la cooperación gubernamental para el desarrollo, se utilizan estas acepciones como criterios para cuestionar la eficacia de la cooperación. El diagnóstico parte de dos niveles de análisis: el de las políticas y el de las prácticas. En primer lugar la multiplicidad de modalidades y de actores da lugar a la superposición de acciones y la malversación de fondos: la cooperación multilateral, la cooperación bilateral, la cooperación descentralizada y la cooperación no gubernamental componen un ecosistema desorganizado por falta de coordinación. Los discursos y las prácticas en el campo de la cooperación reflejan grandes divergencias en actuaciones, políticas e interpretaciones ideológicas sobre el concepto de desarrollo y cómo debería alcanzarse. Esto hace que, en muchas ocasiones, diferentes organismos realicen actuaciones que imponen políticas incoherentes y que se contraponen

---

<sup>82</sup> Junto con la gobernanza surgió en las ciencias sociales el “análisis de redes” para dar cuenta de las interacciones dentro de un grupo social. Sobre todo la interacción horizontal como factor de decisión en aspectos de la vida social. Se habla de la negociación en redes como coordinación de acciones, objetivos, sistemas de valores y lógicas de intereses, de miras a construir una práctica relacional, cooperativa y abierta alejada de los sistemas jerárquicos y de los procedimientos rutinizados (Gaudin, 2002).

entre sí, dificultando una estrategia común a favor del desarrollo e impidiendo que pueda llegarse a resultados satisfactorios para los países en desarrollo (García-Quero y Aboussi, 2012). En segundo lugar y en consecuencia de lo primero, existe un debate más general que considera la cadena de la ayuda al desarrollo como una estructura vertical y desigual de poder, como consecuencia del itinerario de los flujos financieros y la responsabilidad de los donantes en cuanto a la reforma de los mecanismos e instituciones de la cooperación internacional (Rodríguez Carmona, 2002). En los años 90 surgieron los primeros intentos de remediar estos males, inventando el concepto del *desarrollo participativo* desde la OCDE y su Comité de Ayuda al Desarrollo (CAD) en el marco de un documento titulado “Desarrollo Participativo y buena gestión de los asuntos públicos” donde la organización presentó una serie de líneas directrices con el afán de reformar los enfoques utilizados en la cooperación al desarrollo. El concepto se definió como un proceso donde los individuos juegan un papel activo y determinante en la elaboración de decisiones que influyen en su vida (OCDE, 1995). Mediante las recomendaciones del documento, la OCDE invitó a sus países miembros a diseñar sus acciones siempre dentro de estrategias participativas: “*La comunidad de donantes puede fomentar el desarrollo participativo a la vez con esfuerzos consistentes a favor de la Educación para todos, de una sociedad civil sólida, y a través de una acción a medio plazo que define y pone en marcha proyectos y programas de ayuda. Para concretizar los objetivos de la participación, se debe cambiar las prácticas en cuanto a la concepción, elaboración y financiación de actividades (...)*” (OCDE, 1995).

Este avance no tuvo mucho éxito y unos 10 años después, en el marco del *Foro de alto Nivel* que se celebró en París del 28 de febrero al 2 de marzo de 2005, por iniciativa de la misma OCDE, se acordó la llamada *Declaración de París sobre la eficacia de la ayuda al desarrollo* que planteó de forma concreta la problemática de la coherencia de las políticas, indicando carencias y perspectivas de mejora de las acciones de cooperación a partir de distintos criterios: el criterio administrativo, relativo a las entidades de cooperación que deben jugar un papel mediador y armonizador; el criterio de contenido, que sirve para evitar la realización de objetivos semejantes en las mismas zonas y el criterio de la tipología de los actores y de sus actuaciones que se ven influidos por las relaciones diplomáticas y la geopolítica regional (Aboussi, 2011a). Con estas indicaciones de la declaración de París entran en la agenda de cooperación internacional cinco compromisos básicos: Apropiación, Armonización, Alineación, Gestión Orientada a Resultados y Mutua Responsabilidad (OCDE, 2005). El texto deja clara la bi-direccionalidad de los cinco compromisos, pues los países receptores son también responsables del éxito o fracaso de los programas implantados. Los principios de Alineación y de Apropiación esperan que los países socios refuercen su

capacidad de planificar el desarrollo con el respaldo de los países donantes. El compromiso de Armonización llama a los donantes a trabajar juntos para reducir el número de misiones de campo y construir una comunidad de prácticas. La Mutua Responsabilidad implica transparencia y rendición de cuentas sobre los esfuerzos realizados para lograr el desarrollo a base de una gestión fundamentada en utilizar los recursos de la forma más eficaz con miras a la consecución de los resultados esperados (OCDE, 2005). En específico, este principio aboga por una responsabilidad compartida entre países receptores y donantes en generar el desarrollo (Pereira Rosa, 2008). Para ello, se invita a diseñar estrategias de desarrollo como proyectos nacionales diseñadas por los Estados dando mayor importancia a la escala local y siguiendo criterios endógenos. En el proceso de diseño se recomienda la inclusión de los actores sociales para asegurar la apropiación de los programas de desarrollo, en armonía con principios de participación (Châtaigner, 2008).

### **5.3. La gobernanza en el ámbito no gubernamental**

Dado que las OSC son actores principales en este sistema de gobernanza participativa para el desarrollo, al presentarse como vías de transmisión de las demandas de la población y sistematizar la información necesaria para la decisión pública, también se plantea la problemática de gobernanza en el ámbito no gubernamental, esto es en las dinámicas del Tercer Sector: en el momento en que dichas entidades carecen de estrategias de dirección, de recursos para la construcción de la información o de mecanismos para el trabajo en red, su contribución a la configuración de las políticas puede resultar escasa e incluso impertinente.

En este marco, se puede estudiar las actividades de las asociaciones desde un punto de vista de gobernanza organizacional o “interna” explorando la existencia de buenas prácticas de gestión (Ostrower y Stone, 2006). Lo que se llama en la terminología francófona gobernanza asociativa, entendida como un conjunto de buenas prácticas que permiten a los dirigentes de entidades sin ánimo de lucro apoyarse en estructuras organizativas eficaces y transparentes para ejercer serenamente sus funciones (Jégard, 2005). El concepto se inspira en la gobernanza empresarial y adopta varios principios, entre otros: el equilibrio de poderes y de control, la evaluación, el trabajo en comités especializados, la auditoría y las estrategias de comunicación. Se trata de un instrumento para superar las dificultades a las que se enfrentan las entidades no lucrativas, respetando su carácter de prestación de un *servicio humano* sin dejar de lado el rigor necesario para ejercer adecuadamente sus funciones (Nahum, 2005).

La gobernanza asociativa es la razón que se debe poner a la voluntad como llamaba a ello García Roca<sup>83</sup>, allá en los años 90. Según la perspectiva francesa, la estrategia de buena gobernanza en una entidad debe aplicarse en tres niveles: el proyecto asociativo y el funcionamiento estatutario; el funcionamiento interno, la organización y las modalidades de gestión; y la realización de acciones propiamente dicho (Jégard, 2005). Dichos ámbitos se corresponden con las diferentes perspectivas que abordan la gobernanza de las organizaciones de la Sociedad Civil: la económica (V.: Jegers 2009; Speckbacher 2008); la sociológica (V. Enjolras 2009, LeRoux 2009) y la de public policy (V.: Heinrich and Lynn, 2000; Liou 2001). La gobernanza interna se ve entonces como una forma de maximizar el éxito de las acciones emprendidas por las organizaciones (Maier y Meyer, 2011). Pero no es suficiente, ya que las actuaciones sin ánimo de lucro deben basarse en la colaboración y el trabajo en red, en una cierta pedagogía del encuentro (Schaefer, 2009) donde existan espacios para favorecer la construcción de un conocimiento basado en la experiencia de los actores y el intercambio de nuevas aproximaciones y realidades de intervención, desde la exigencia ética de responsabilidad hacia el otro (Lévinas, 2009). Estos espacios de encuentro corresponden a las necesarias estructuras de gobernanza externa (Rhodes, 1997; Bozzini and Enjolras, 2011) como un proceso complejo de interacción entre diferentes actores.

En efecto, la gobernanza externa depende en gran parte de las relaciones interasociativas y éstas deciden el grado de participación comunitaria (Espadas *et al.*, 2012). Pues partiendo del paradigma participativo emergente (De Sousa Santos, 2005) las asociaciones tienen una doble funcionalidad -asistencial y cívico-política- que las orienta hacia su implicación e integración en una comunidad, entendida ésta como un espacio político compartido del que *se es parte* (pertenencia) y en el que *se toma parte* (ejercicio activo) (Espadas y Alberich, 2010), o sea dos condiciones inseparables que posibilitan la ciudadanía. La despolitización y la ausencia demasiado frecuente de la dimensión comunitaria y participativa llevan a las organizaciones a no ir más allá del problema individual o grupal, simplificando así la complejidad de los procesos sociales. Si se consigue trascender los problemas que afectan a cada organización, se puede llegar más fácilmente a conectar con la comunidad y con otras organizaciones, ampliándose entonces el horizonte de lo que les concierne y convirtiéndose en portadores de intereses sociales o colectivos de una comunidad de la que serán entonces parte efectiva (Espadas *et al.*, 2012).

Las dificultades de establecer buenas prácticas en el ámbito no gubernamental (V. Aboussi, 2011a), afectan tanto a las organizaciones españolas como a las asociaciones de inmigrantes. Impiden a ambas construir un conocimiento susceptible de cambiar el rumbo de

---

<sup>83</sup> Véase la referencia García Roca (1994).

las políticas públicas por mucho que existan prácticas de buena gobernanza en las políticas y las políticas. La negociación horizontal para la toma de decisiones es algo positivo, pero requiere de un sistema coherente de conexión entre instituciones formales e informales, gubernamentales y no gubernamentales, a nivel local, nacional y transnacional. Quizás allí reside la complicación: en generar relaciones sanas y fructíferas entre los diferentes actores (V.: Raya *et al.*, 2011).

El codesarrollo, ligado a actuaciones de buena gobernanza, tiene entonces un triple reto, en función de los niveles y ámbitos de análisis: un reto ligado a la gobernanza global, que consiste en crear nuevos mecanismos de consulta y negociación para la cooperación horizontal entre las instituciones supranacionales y los países socios; un reto a nivel macro, relacionado con la planificación de la cooperación bilateral, que parta de una lógica de ganador-ganador, esté vinculado con estrategias y planes de desarrollo y cuente con las aportaciones de los distintos actores del ámbito público-privado-civil; y un reto a nivel micro en referencia a la coordinación y trabajo en red entre organizaciones para que puedan conseguir la mejor representatividad posible -y la más eficaz- en las instancias consultivas dedicadas a la configuración de políticas, estrategias o planes.

La necesidad de incorporar la gobernanza como lógica organizativa y colaborativa se hace más que imprescindible en la era de post-soberanía estatal y de las múltiples redes y prácticas que abundan en el espacio transnacional y que necesitan una intervención conjunta y coherente. De momento, en el marco del debate sobre el nexo M&D, no se presta suficiente atención a las numerosas prácticas transnacionales protagonizadas por los migrantes y portadoras a la vez de riesgos y de oportunidades. Por ello, es preciso dedicar buena parte de esta tesis a entender el transnacionalismo, por considerarlo, igualmente, una variable clave en la conceptualización del codesarrollo.

## CAPÍTULO 6. NUEVAS APORTACIONES DESDE LAS TEORÍAS DE TRANSNACIONALISMO

En 1994, Václav Havel<sup>84</sup> dijo que si en el pasado la guerra era el principal *stimulus* del cambio, sería ahora más bien la mundialización quien jugaría este papel (Scholte, 2000). ¿De qué mundialización y de qué cambio se trata? (Cesari, 2002), hace falta desde luego puntualizar esta conexión de causa-consecuencia. Como adelantamos en la introducción, la globalización o mundialización se explican en función de una lógica de “desterritorialización” de las prácticas. En esta lógica se sitúa el término transnacionalismo como un campo de estudios que surgió en los años 70 para analizar las actividades de actores asentados en el espacio local, pero insertados en un campo supranacional (Lacroix, 2003). El transnacionalismo planteó al principio un enfoque de análisis económico para estudiar los flujos transnacionales de capital y comercio, y luego desarrolló un enfoque socio-político para las prácticas de las comunidades transnacionales. Dichos enfoques corresponden a una clasificación que distingue entre el transnacionalismo desde arriba que se refiere a los diferentes organismos, empresas y flujos internacionales, y el transnacionalismo desde abajo, el de los migrantes (Guarnizo y Smith, 2002).

En el enfoque económico, el objeto de estudio es la empresa transnacional, por la capacidad de ejercer su actividad en diferentes países y mover sus recursos más allá de un territorio. Castells (1996) ilustra el fenómeno con la idea de Empresa-Red cuya lógica organizativa de interconexión y de alianzas estratégicas. Esta capacidad del capital a superar los obstáculos nacionales hace que el Estado-Nación se borre ante la exigencia de la actividad económica. El debate sobre el transnacionalismo en su variable socio-política surgió en los años 80 poniendo énfasis en la movilidad del individuo y su capacidad para mantener lazos con su país de origen estando asentado en otro Estado-Nación (Glick Schiler, 1999). Basándose en esta doble relación entre migrantes y Estados, se construyen esferas sociales que atraviesan las fronteras geográficas, culturales y políticas tradicionales (Lafleur, 2005). Las comunidades transnacionales coinciden con las empresas multinacionales en el hecho de que su identidad es independiente de un territorio exclusivo (Kennedy y Roudometof, 2002).

---

<sup>84</sup> Último presidente de Checoslovaquia, primer presidente de la República Checa.

Esta interacción entre identidad y territorio plantea dos problemáticas: la del espacio transnacional geográfico y la del espacio transnacional social.

### **6.1. El espacio transnacional geográfico en la era de la post-soberanía**

El espacio transnacional escapa a las prerrogativas del Estado, pero sólo existe en relación con lo nacional (Lacroix, 2003). Es un fenómeno de la globalización y tiene una estrecha relación con los Estados como indiscutibles actores de la misma (Sassen, 2002, Castells, 1996). Se puede describirlo como un no-espacio, definirlo por negación, pues existe por la abolición de las fronteras (Lacroix, 2003) o por el formato de Estado-Red (Castells, 1998). En efecto, la revolución de las comunicaciones y la abolición de la distancia marcan el fin de la geografía. La distancia ya no es fuente de poder ni obstaculiza las relaciones sociales. Su eliminación llega entonces a ser un problema para el poder dado que es posible el contacto directo entre los individuos (Badie, 2000). Este contacto facilita la construcción de redes y comunidades cuyas prácticas son susceptibles de escapar al control estatal.

Desde 1980 está abierto el debate sobre la disolución del Estado en las redes transnacionales según defendieron Paul Vieille y Yann Moulier Boutang en su libro *L'État Transnational*<sup>85</sup>. La caída del muro de Berlín planteó una nueva realidad que exigía una lectura no bipolar del Mundo. En respuesta a esta necesidad surgió el concepto de post-internacionalismo para hacer la interpretación dual del Mundo y que se convirtió en uno de los principales paradigmas de la investigación transnacional. Esta dualidad enfrenta el sistema internacional de Estados a la esfera de redes sociales que se constituyen entorno a estrategias identitarias, intereses y/o solidaridades en reacción a la estructura de autoridad (Rosenau, 1990). Como bien explica la TED, las relaciones Norte-Sur se entienden como interferencias transnacionales. Se pregunta si predominan las interferencias positivas o negativas. Algunas teorías como las neoliberales menosprecian la existencia de interferencias transnacionales negativas, otras como las dependistas o las post-coloniales se centran en ellas (Llistar i Bosh, 2010). Como hemos mencionado antes, estas interferencias inspiran la agenda oculta de la cooperación y configuran el orden internacional. Las migraciones encabezan la lista y derivan a otros aspectos como el desarrollo de redes y de los flujos transnacionales que cuestionan la capacidad de control territorial y representan un desafío para la soberanía del Estado (Badie y Wihtol de Wenden, 1994). Con esta interferencia, los flujos migratorios llegan a ser definidos como *“Cualquier relación que se desarrolla en la escena mundial debilitando, de forma*

---

<sup>85</sup> Citado por Lacroix (2003).

*deliberada o por destinación, el control de los Estados-Naciones, violando su soberanía y sus competencias territoriales” (Smouts, 1998).*

Está claro que el papel del Estado en este contexto ha cambiado. Varios analistas relacionan la mundialización con la caída del Estado-Nación (Strange 1996; Bauman, 1998), mientras algunos defienden que el Estado sigue teniendo capacidades para gobernar las actividades económicas (Weiss, 1998) y que su soberanía no ha sido destruida por la mundialización (Mann, 1997). Otra perspectiva moderada habla de un cambio en la configuración de las formas de gobernanza estatal (Held *et al.*, 1999) para conciliar los niveles de autoridad, los mecanismos de multilateralismo, el poder de las organizaciones internacionales y la emergencia de actores y empresas transnacionales. Esta nueva articulación de lo local, regional, nacional y mundial, compone el sistema llamado “multinivel”, totalmente opuesto al sistema jerárquico, donde existen varios niveles y ninguno puede aspirar a superar el otro. Estas características configuran un mundo de post-soberanía (Badie, 2000) donde el Estado no tiene plena competencia para ejercer el poder. Esto no quiere decir que el Estado esté muerto, pues reaparece mediante el principio de responsabilidad: la soberanía es la irresponsabilidad absoluta que hace que el Estado no rinda cuentas de sus actos a la comunidad internacional. La salvaguardia de los bienes comunes de la humanidad crea la interdependencia en cuanto a la comunidad internacional y obliga los Estados a tener nuevos deberes que molestan la comodidad de su soberanía (Sassen, 2006, 2007; Badie, 2000). La integración económica, la solidaridad, la responsabilidad ecológica o la gestión de conflictos exponen los Estados a la necesidad de desarrollar mecanismos de participación, negociación y diálogo para gestionar el orden internacional.

La Post-soberanía implica un juego triangular. El sistema internacional no está bajo el monopolio de los Estados, sino integra tres tipos de actores: el Estado, los actores transnacionales y los emprendedores identitarios (Badie, 2000). La convivencia entre estos tres actores resulta complicada y suscita tensiones. El primero aplica el contrato social y la acción pública hacia los ciudadanos, se opone al tercero que se basa en la comunidad y las relaciones de sangre. El segundo basa sus acciones en el comportamiento del mercado, sin pensar en la ciudadanía que el Estado intenta favorecer (Badie, 2000).

Esta teoría del juego triangular presenta los actores del espacio transnacional: los Estados, los actores transnacionales como las multinacionales o las instituciones multilaterales, y los emprendedores identitarios como las comunidades o redes sociales. En la construcción espacial del transnacionalismo, primero el Estado no desaparece, porque es el elemento central, pero el no-Estado aparece y se convierte en un actor paralelo: “*El estado post-soberano es un Estado fuerte, pero también un Estado vigilado por la emergencia de un*



*espacio público internacional*” (Badie, 2000). Segundo, las redes emergen e inventan prácticas en diferentes sectores y en varios niveles. Sus prácticas pueden escapar al control del Estado y de las instituciones transnacionales. La interacción entre estos tres actores conlleva a la aparición de nuevos fenómenos socio-culturales, del mismo modo que plantea nuevas problemáticas a nivel político y económico.

## **6.2. La doble ausencia en el espacio transnacional social**

La perspectiva transnacional se ha convertido en un marco de creciente aceptación para analizar las migraciones y sus impactos en las sociedades de origen y destino. Se presenta como la descripción de un proceso de construcción y reconstrucción de redes sociales que estructuran la movilidad espacial y la vida laboral, social, cultural y política, tanto de la población migrante como de familias, amigos y comunidades en el país de origen y destino (Guarnizo, 2006). La configuración del espacio transnacional social se basa en dimensiones materiales y simbólicas que se extienden en varios Estados (Basch et al., 1994; Faist, 2000). Se presenta como una organización social específica de los inmigrantes ante la hegemonía de los Estados-Naciones, adoptando una estrategia que usa recursos económicos, culturales y psicológicos para salir de la posición socio-económica de subordinación que reduce la integración en las sociedades de acogida (Basch et al., 1994). Esta estrategia produce interacciones entre las sociedades de origen y las de acogida, detectando la emergencia de comunidades transnacionales, declarando el fin de la era de las sociedades fundadas sobre los Estados-Naciones (Waldinger, 2006).

La perspectiva transnacional abre la puerta a una multitud de cuestiones y a nuevas pistas de investigación de miras a entender mejor las migraciones en sus procesos y prácticas: ¿qué motivos están detrás de esta actitud transnacional de los migrantes? ¿cómo se organizan las redes y de qué forma se relaciona el campo internacional con los territorios nacionales y locales? Avanzando algunas respuestas, el vocabulario creado para explicar el transnacionalismo migratorio surgió en inglés y hubo escasos intentos de adaptarlo a la literatura científica francófona e hispanófona. Tres términos son recurrentes para definir el espacio transnacional, “Homeland”, “Transmigrant” y “Diáspora”. En esta parte nos centramos en los dos primeros.

El concepto de “Homeland” se refiere literalmente a “patria” y designa el país de origen al que se refiere el actor transnacional cuando habla de su propia identidad y hace constar su sentimiento de pertenencia a una nación. El país de acogida es llamado “host country” o “host society”: el uso de la noción de acogida supone temporalidad y una cierta precariedad que depende de cómo se desarrolla la integración y la adaptación a un contexto

nuevo (Lafleur, 2005). La relación del migrante con al menos dos países crea el concepto de “Transmigrant” para explicar la multiplicidad de las participaciones sociales, políticas y económicas de los migrantes en diferentes Estados-Naciones: “los transmigrantes, por sus actividades cotidianas, desarrollan y mantienen relaciones multidimensionales, económicas y políticas que relacionan sus sociedades de origen y de acogida y a través de las cuales crean campos sociales transnacionales que atraviesan las fronteras” (Basch *et al.*, 1994).

Partiendo de estas ideas recurrentes en la perspectiva transnacional de las migraciones, no se presenta al migrante como un individuo desarraigado, sino como una persona compartida entre dos lugares, el país de acogida y el país de origen, que busca mantener enlaces con estos dos Estados-Naciones (Sayad, 1999; Lacroix, 2003; Lafleur, 2005). En el proceso de búsqueda y consolidación de estos enlaces, el transmigrante tiene una serie de prácticas transnacionales cuyas motivaciones y características se determinan por varios factores.

En primer lugar, el factor tecnológico manifestado por el desarrollo de las vías de contacto por teléfono e Internet y el desarrollo de la infraestructura (transporte aéreo). Estas condiciones refuerzan la actividad transnacional por la permanencia que conceden a los contactos sociales y a la relación con el país de origen (Vertovec, 2004). Este factor ha cambiado incluso los temas de investigación según Robert Smith, pues considera que el fenómeno transnacional es antiguo pero permite un nuevo trabajo analítico (Smith R., 2003). El transnacionalismo de los noventa no es el de hoy, dada la intervención de nuevos factores como los cambios tecnológicos que promueven la comunicación y el viaje, el paso del *melting pot* al multiculturalismo legitimando las formas de expresión de la lealtad al país de origen o el desarrollo del derecho internacional reduciendo las diferencias entre autóctonos y extranjero (Waldinger, 2006).

En segundo lugar, la apertura de las economías nacionales como factor inherente a la globalización. La construcción europea y el establecimiento del mercado único dieron lugar a la libre circulación de capitales y trabajadores. Estos beneficios para los ciudadanos europeos quedan restringidos para los ciudadanos extracomunitarios. Es una contradicción que emana del cambio en la definición del Estado-Nación: en su función reguladora de la economía capitalista se dispone a quitar varias restricciones a la circulación de capitales, en su función de garante de la integridad guarda todas sus prerrogativas sobre el acceso a la nacionalidad o ciudadanía en nombre de la soberanía nacional (Martiniello, 2000; Nagel, 2002). Esta situación de restricción para el acceso al Norte dirige la mirada de los migrantes hacia el Sur.

Además de estos factores externos y en el contexto que contribuyen a confeccionar, la lógica de las prácticas transnacionales se basa en elementos propios al migrante, pues la implicación de un actor en un movimiento colectivo suele fundamentarse en motivaciones

personales (Olson, 1978). Varios análisis se centran en el hecho de que el migrante esté compartido entre dos lugares. Como Sócrates, según lo llamaba Platón, el migrante es *átomos*, inclasificable, sin lugar, desplazado, ni ciudadano ni extranjero, encontrándose en la frontera entre el ser y el no-ser social (Bourdieu, 1999)<sup>86</sup>. Es sin lugar porque se encuentra entre dos espacios, sin llegar a formar parte completamente de ninguno. En el país de acogida “está aquí pero no es de aquí” y en la zona de origen “es de aquí pero no está aquí”, pues esté donde esté, el migrante no está en su sitio (Lacroix, 2003). Es lo que crea su doble ausencia tal y como la describe Sayad (1999), un proceso donde las ilusiones del emigrado se convierten en los padecimientos del inmigrado. Dicho proceso es una ruptura generada por la emigración que no está pensada por el actor en el momento de tomar la decisión, ya que es un sentimiento que se extiende a lo largo de las dificultades en las que el inmigrante se ve envuelto y que le provocan un cierto “desgarro personal” (Sayad, 1999). Podemos analizar dos problemáticas ligadas a esta doble ausencia.

En primer lugar, la problemática de la identidad. La instalación en otro país y los remordimientos del no-retorno crean una fractura entre el emigrante y el inmigrante. Esta idea de dualidad entre es muy importante en la perspectiva transnacional. Sayad (1999) no ve correcto hacer la sociología de la inmigración sin esbozar al mismo tiempo una sociología de la emigración. Ambas constituyen las dos caras indisociables de una misma realidad, por lo que no es posible explicar la una sin la otra. El migrante descubre entonces dentro del espacio transnacional una nueva realidad, con varios aspectos que desestabilizan su identidad. Por una parte, las aspiraciones al progreso personal se mezclan con la dificultad de asimilar las formas más adecuadas y menos costosas para conseguir los objetivos del proyecto migratorio. Por otra parte, los vínculos emocionales con el país de origen y el capital cultural, además de generar un sentimiento de culpa que siembra dudas en los momentos de fracaso, están presentes en cualquier reflexión o decisión.

Podemos presentar el proceso de inclusión del migrante en el espacio transnacional social como una estrategia comparativa y sustitutiva. Los lugares, los hábitos, los comportamientos, las ideas, todo lo que compone el espacio de inmigración y surge en él tiende a ser comparado con lo que se recuerda del espacio de emigración, con lo vivido en el país de origen. La adopción de una idea, la aprobación de un comportamiento, la acomodación en un lugar o la aceptación de unos hábitos en el espacio de inmigración puede sustituir o no lo correspondiente en el espacio de emigración. Dependiendo de cómo lleva el migrante este proceso de comparación y sustitución, consigue darle una forma a su identidad

---

<sup>86</sup> Bourdieu, Préface de la Double absence, libro póstumo y recopilatorio de los trabajos de Sayad entre 1976 y 1995, confiado para su edición a Pierre Bourdieu.

en el espacio transnacional. Nuestra idea defiende la existencia de factores que desestabilizan la identidad del migrante. Algunas investigaciones hablan de una destrucción de las identidades por la mundialización, otras consideran más pertinente hablar de una multiplicación de las formas de identificación que un individuo puede desarrollar, de lo local a lo internacional (Cesari, 2002).

En segundo lugar, la problemática de la normatividad migratoria. El transnacionalismo es también una estrategia de los migrantes que utilizan su recurso más importante para resolver sus problemas, este recurso es ellos mismos componiendo redes que enlazan el acá y el allá (Waldigner, 2006). Las actividades transnacionales son el medio por el que el migrante intenta ganar un cierto prestigio en su país de origen que compensa la infravaloración de su estatuto en el país de acogida (Daoud, 1997; Bloemraad, 2004).

En efecto, la normatividad migratoria se construye entorno a dos sentimientos: el de discriminación y el de deuda. Primero, cualquier aspecto de marginación o exclusión que sufren los migrantes en los países de acogida cohibe el sentimiento de valoración social buscada en el país de origen y difícil de conseguir en el de acogida. Trabajar entre los dos espacios es una lucha contra una estructuración espacial discriminatoria. Segundo, la fractura entre emigrante e inmigrante se sustenta en un sentimiento de deuda hacia el origen ( Daoud, 1997; Sayad, 1999) alimentada por el peso de la estructura social y las demandas de solidaridad. Explotar los recursos transnacionales para desarrollar proyectos familiares u orientados al espacio público local y nacional podrían verse como una tentativa de pagar la deuda y reconstruir la fractura (Lacroix, 2003).

En definitiva, la doble ausencia genera prácticas transnacionales individuales o colectivas en busca de armonía entre los dos estatutos de emigrante e inmigrante. Veremos a continuación en qué consisten estas prácticas.

### **6.3. Diásporas, redes y organizaciones**

El término “diáspora” apareció al principio como la existencia de grupos o etnias en diferentes sitios del mundo y la imposibilidad de que vuelvan a su país de origen por razones políticas (Cohen, 1997; Østergaard-Nielsen, 2003a). Se utiliza el concepto en el estudio del transnacionalismo para hablar de los enlaces entre comunidades inmigradas originarias de un mismo país pero establecidas en uno o varios países de acogida. Dentro de estas comunidades existen colectivos que se unen entorno a objetivos específicos<sup>87</sup>. Son lo que la perspectiva

---

<sup>87</sup> Scheffer (1986) considera que las características de la diáspora se plasman en la preservación de la identidad étnica, la solidaridad comunitaria, la defensa de los intereses de los migrantes o de sus países y la vinculación con el espacio de origen.

transnacional llama redes: ocupan espacios de movilización más allá de las fronteras y se componen de actores que tienen ideas, recursos o prácticas innovadoras. Su estructura organizativa cuenta con un bajo grado de formalización y la ausencia de jerarquía. Es lo que da lugar a una pluri-funcionalidad que contribuye a su complejidad y su plasticidad (Cesari, 2002). Tener en consideración las redes en el análisis supone una reflexión que escapa a la visión clásica del fenómeno migratorio renunciando a las divisiones local-nacional-internacional.

La red transnacional como relación organizada entre individuos o grupos que escapa al control del Estado, cobra fuerza por sus dos características: la conexión de dos espacios sociales diferentes y el hecho de desafiar la soberanía del Estado presentando complicaciones y amenazas (Lacroix, 2003). Podemos distinguir cuatro tipos de redes según sus componentes, objetivos y actividades: las redes familiares, las redes económicas, las redes políticas y las redes de desarrollo.

Las redes de desarrollo tienden a estructurarse en asociaciones de carácter no lucrativo, dirigidas por personas de origen inmigrante y cuyos fines se centran en la solidaridad con el país o zona de origen (Daum, 2000). Estas iniciativas de asociacionismo parten de la idea de atacar los factores que produjeron su migración: el subdesarrollo. Las lideran grupos de migrantes que se consideran una generación “sacrificada” y asocian sus proyectos migratorios a un deber: el de promover el desarrollo en sus zonas de origen (Gonin, 2005). Estas asociaciones llamadas OSIM (Daum, 2000; Lacroix, 2003) suelen trabajar de forma individual, aunque existen iniciativas de coordinación como es el caso en Francia del FORIM<sup>88</sup>. Daum (2000) distingue diez categorías de OSIM según su composición, su zona de acción y su actividad: las asociaciones profesionales, cuyos miembros ejercen la misma profesión (Por ejemplo Asociación de Médicos africanos en Francia); las asociaciones comunitarias, constituidas sobre un criterio étnico (Como Asociación de los Bantú de Francia); las asociaciones culturales, para promover una cultura (asociación cultural beréber); las asociaciones de aldeas, creadas por inmigrantes de la misma aldea de origen con el fin de generar desarrollo en ella; las asociaciones regionales, creadas por inmigrantes de la misma región o por la agrupación de asociaciones de aldeas; las asociaciones nacionales compuesta por originarios del mismo país generalmente con el objetivo de representar a la comunidad ante las autoridades públicas; las asociaciones de mujeres; las asociaciones de jóvenes y las asociaciones de apoyo que pretenden acompañar la realización de proyectos individuales o colectivos (ejemplo de la ONG Migration et Développement).

---

<sup>88</sup> Forum des Organisations de Solidarité Internationale Issues des Migrations, creado en 2002 para reunir a las OSIM que trabajaban de forma compartimentada y dispersa.

Otros investigadores prefieren hablar de tres categorías. Un estudio realizado por el equipo de Alejandro Portes, Cristina Escobar y Alexandria Walton Radford, para el caso de los inmigrantes mexicanos, dominicanos y colombianos en Estados Unidos, demuestra que existen tres tipos de organizaciones que son por orden de importancia: Las organizaciones cívicas o cívico-culturales (operan a escala nacional en el país de origen); las asociaciones por municipalidad cuya intervención es local; los organismos sociales llamados social agencies que trabajan en el ámbito de salud y educación de los inmigrantes en Estados Unidos, haciendo también proyectos en origen (Portes *et al.*, 2005).

Si la denominación OSIM parece bien fundamentada y útil para la categorización de las diferentes asociaciones transnacionales de migrantes, en esta tesis optamos por el uso del término: Organizaciones Transnacionales de Migrantes (OTM). Con ello pretendemos abarcar todos los tipos de redes formalizadas<sup>89</sup> sea cual sea la manera con la que contribuyen al desarrollo y el espacio en el que intervienen: asociaciones, ONGD's, Fundaciones, Foros, Tentativas de partidos políticos, Think Tanks. Las OTM pueden definirse como redes con una estructura organizativa formalizada, lideradas por migrantes, posiblemente integradas por autóctonos del país de acogida, que operan en el espacio transnacional, por lo que sus objetivos no se limitan a la implantación de proyectos solidarios en origen, sino incluyen también la organización de cualquier acción susceptible de generar algún tipo de cambio en el lugar de origen o en el lugar de acogida.

Corroboran esta definición los criterios que estableció Alejandro Portes para identificar las actividades transnacionales: primero que una parte significativa de la comunidad esté implicada, segundo que las actividades se produzcan de manera estable y recurrente y tercero que el contenido de las actividades no se pueda llamar de otra manera si ya tiene un ámbito en el que se encasilla (Portes, 1999). Hay que añadir a estos criterios que la actividad transnacional no se define por el desplazamiento físico hacia el país de origen, sino por el impacto de las actividades promovidas. Por ejemplo, aunque la comunidad cubana en Estados Unidos encuentra dificultades para viajar a Cuba, ejerce actividades transnacionales, pues los esfuerzos en el territorio americano tienen influencia real sobre la isla Castro (Lafleur, 2005). Según estos cuatro criterios, resaltamos dos características que encajan con nuestra definición de las OM. Primero, las asociaciones de migrantes no se definen como entidades que trabajan en origen, sino como entidades que trabajan para el origen. Segundo, sus actividades no tienen ninguna delimitación espacial.

---

<sup>89</sup> Véase el uso de HomeTown Associations (HTAs) para denominar las organizaciones de migrantes activas en EE.UU y México, en Zabin y Escala (2002).

Aunque estas asociaciones no suelen tener una estructura jerarquizada, pueden verse envueltas en lo que Martiniello (1992) llama Liderazgo étnico, es decir la gestión de un líder que tiene capacidad de influencia sobre el comportamiento y las preferencias de los miembros gracias al reconocimiento y respeto de los que goza. Este liderazgo puede ser asumido en el caso de los jóvenes de segunda o tercera generación gracias a sus competencias y sus contactos en el exterior. También pueden ser líderes los inmigrantes más estables, prósperos y formados dada la complejidad y exigencia de las prácticas transfronterizas (Portes *et al.*, 2005). La composición y liderazgo de las OTM se presenta como un criterio de suma importancia para la eficacia de los proyectos emprendidos, por lo que trataremos este tema en las dos partes siguientes de la tesis.

#### **6.4. El transnacionalismo político: movimientos sociales más allá del Estado**

Los estudios migratorios se centran mayoritariamente en la dimensión económica y socio-cultural dejando un vacío en el análisis de la actividad política por ser menos prioritaria y quizás poco visible. Sin embargo, la práctica política de los migrantes existe a diferentes escalas, con grados más altos en algunos países que en otros. Consideramos que es un tema de actualidad en estos tiempos donde se habla de ciudadanía activa y se replantean los mecanismos de democracia. Por ello, es conveniente arrojar luz sobre estas prácticas, sus espacios, sus actores y sus alcances.

El transnacionalismo político se refiere a las diferentes acciones emprendidas por los migrantes de forma individual o colectiva, que interfieren en la vida política del país de origen y/o de acogida para transmitir demandas o hacer presión para generar cambio en sectores o en políticas. Algunos investigadores lo diferencian del lobbying étnico como concepto estudiado en Estados Unidos en tanto que presión organizada por una comunidad sobre el gobierno de acogida para obtener una acción concreta de política exterior (Lafleur, 2005). Abordado desde la ciencia política, el concepto aclaró la organización de los lobbys, los mecanismos de poder y la receptividad del congreso americano a la presión de las comunidades. El criterio utilizado para diferenciarlo del transnacionalismo político es que este último se basa en la movilidad y el aspecto transfronterizo de la actividad política cuando el lobbying étnico se centra en comunicar demandas a instituciones del país de acogida.

Fieles a la idea defendida anteriormente de que la actividad transnacional no se define por el desplazamiento físico hacia el país de origen, sino por el impacto de las actividades promovidas, consideramos que el lobbying étnico no es una práctica independiente del transnacionalismo político, sino hace parte de este último como una de sus numerosas

actividades. Confirma esta deducción la división que hace Østergaard-Nielsen (2001) de las actividades políticas transnacionales: la participación directa mediante acciones transfronterizas y la participación indirecta mediante el contacto con instituciones del país de acogida y las instituciones internacionales. Por poner ejemplos, existen aspectos formales o institucionales de participación política de los migrantes mediante elecciones o membresía en partidos y sindicatos y existen aspectos menos formales como las acciones de organizaciones de la sociedad civil, las movilizaciones espontáneas o los contactos por Internet (Escrivá, 2009). Estos aspectos resumen una serie de prácticas que abordaremos más adelante como tipos concretos de transnacionalismo político.

Las motivaciones ligadas al espacio transnacional social explicadas anteriormente como la doble ausencia, el sentimiento de deuda, la construcción de identidad, el liderazgo o la formación, sirven como base para interpretar el interés que está detrás de la participación política. Está claro que la inmigración favorece el despertar de la conciencia política y social, ya sea mediante el movimiento asociativo, la sindicalización o el desarrollo de ideas políticas, (Sayad, 1999), pero no todos los migrantes desarrollan esa conciencia para encaminar sus demandas. Debido a la escasa investigación empírica y teorización de las prácticas políticas transnacionales (Østergaard-Nielsen, 2009), es tarea pendiente de la comunidad científica identificar qué migrantes conectan más con la política de sus países de origen y bajo qué circunstancias políticas y socio-económicas es más probable que lo hagan (Guarnizo et al., 2003; Østragraad-Nielsen, 2003). A continuación aportamos algunas respuestas analizando la configuración del espacio transnacional político, sus contextos, sus actores y los juegos institucionales que suscita.

La actividad política transnacional se elabora con la influencia de factores propios a cuatro contextos:

**El contexto de salida** que representa la fusión de factores relacionados con el país de origen. Los motivos que empujan a la emigración explican la intensidad de las acciones políticas emprendidas desde el país de acogida, como es el caso de los cubanos o de los trucos (Lafleur, 2005). La élite cubana huyó con la intención de fomentar un golpe de estado desde Flórida, pero a partir de los años ochenta, la emigración cubana se sustentó en razones económicas y es lo que dio lugar a un decrecimiento del activismo. En cuanto a la emigración turca, pasó lo contrario: empezó por razones económicas y la llegada de los refugiados cambió la tendencia hacia el activismo político (Østragraad-Nielsen, 2003b). En el caso marroquí es una mezcla de ambos factores: la emigración de mano de obra dio lugar a la sindicalización al mismo tiempo que los exiliados desarrollaban su actividad opositora al régimen (Aboussi, 2011b).



También influye la percepción que tiene el país de origen de su comunidad. La diáspora cubana siempre ha sido el principal enemigo del régimen, utilizada simbólicamente por Castro para la movilización de la población contra el supuesto enemigo exterior, lo que motivaba más la diáspora en su lucha anticastrista. La percepción de Turquía es positiva ya que el país tiene interés en mantener buenos enlaces con sus emigrantes por ser fuente de remesas y por considerarlos embajadores susceptibles de defender la causa turca para entrar en la UE. Aunque se detecta un doble juego del gobierno turco: ante la existencia de opositores al régimen integrantes de la comunidad, hace presiones ante las autoridades alemanas para neutralizarlos (Østergaard-Nielsen, 2003b). El caso de Marruecos tiene puntos en común con la gestión turca, pues el país despliega una serie de medidas de atención a la comunidad marroquí en el extranjero y está en proceso de permitirle la representatividad en las instituciones de forma a frenar sus reivindicaciones (Aboussi, 2011b) como veremos en la segunda parte de la tesis. Este tipo de disposiciones legislativas hacia la diáspora son de suma importancia para la ciudadanía y las cuestiones financieras. México por ejemplo pasó de considerar sus emigrantes como marginados “pocho”<sup>90</sup> a crear programas específicos de apoyo a las iniciativas de desarrollo lideradas por la comunidad mexicana en el extranjero (Lafleur, 2005).

**El contexto de recepción** influye en las motivaciones del migrante en la medida en que determina su estatuto y las condiciones de su integración. La posibilidad de acceso a la ciudadanía o nacionalidad permite el acceso al voto y pretender influir en la política exterior hacia el país de origen con el apoyo de los medios de comunicación. Mientras que la falta de integración o el rechazo del sistema político dirige toda la atención de los migrantes hacia el país de origen. El Cuban Adjustemnt Act permitió la integración de la comunidad cubana en el territorio americano, lo que dio un empujón a su lobbying étnico (Lafleur, 2005).

**El contexto interno a la comunidad** condiciona la actividad política transnacional según dos variables fundamentales: la organización de la comunidad y su desarrollo socio-económico (Lafleur, 2005). Por un lado, el contexto de recepción determina el estatuto del inmigrante: la promoción de una inserción socio-laboral en empleos cualificados no conlleva a un estatuto igual que lo que se genera en sectores de empleo poco cualificado y mal remunerado. Por otro lado, la estructura de las organizaciones de migrantes y la existencia de liderazgo configura la agenda de la comunidad y su movilización del mismo modo que confecciona el grado de credibilidad ante las autoridades en el momento de transmitir reivindicaciones (Martiniello, 1992). Está claro que el nivel formativo y la adopción de ideas

---

<sup>90</sup> Forma despectiva con que se llama a los mexicanos que tienen dificultades para hablar castellano, utilizando palabras en inglés castellanizadas, debido a su emigración a Estados Unidos.

políticas deciden de este liderazgo y aseguran la existencia de simpatizantes entorno a las causas que defiende la diáspora. Pero esta continuidad no está asegurada con el paso del tiempo. Si está claro el compromiso de la primera generación, existen dudas sobre el interés de las generaciones siguientes. El sentimiento de pertenencia al país de origen no es el mismo, aunque el hecho de haber nacido en un contexto de reivindicaciones puede transmitir el compromiso (Vertovec, 2003).

**El contexto internacional** entra en juego mediante las diferentes instituciones que lo configuran. Las relaciones bilaterales entre el Homeland y el Host country pueden intervenir en la acción política de la diáspora. Los lobbys cubano por ejemplo se alimentan de la normalización de relaciones entre EE.UU y Cuba (Lafleur, 2005). Las instituciones multilaterales pueden ser también objetivo de presión a favor o en contra del país de origen. El caso de la diáspora turca en Alemania ilustra esta idea, pues su apoyo a la adhesión de Turquía a la UE es evidente aunque lo supedita a resolver el tema de DD.HH (Østergaard-Nielsen, 2003b).

El contacto con organizaciones de DD.HH posibilita a la diáspora redes de defensa trans-estatales que alcanzan niveles más altos de reivindicación como los órganos de la ONU. Por ejemplo, los tibetanos han defendido la causa de su discriminación a mano de los chinos ante foros internacionales y no ante el Estado que los acoge, la India (Østergaard-Nielsen, 2009).

Tras esta descripción de contextos, detectamos la existencia de múltiples actores y dinámicas que impulsan las diferentes formas de transnacionalismo político. Éste se considera entonces evolutivo porque sus determinantes no son estables (Lafleur, 2005). ¿Cómo conectan los actores y qué dinámicas impulsan y acompañan el activismo político de los migrantes? A continuación vamos a indagar en algunas pistas adelantadas al hablar de los contextos: en primer lugar la respuesta de los Estados implicados y en segundo lugar la acción de la diáspora con la ayuda de organizaciones.

En el contexto de salida interactúa gran parte de los actores implicados en la configuración del espacio transnacional político: el Estado de origen, los partidos políticos, las asociaciones defensoras de derechos, los medios de comunicación y las organizaciones de la diáspora. Si nos basamos en el enfoque de proceso político inicialmente desarrollado por Tilly (1987) tomamos como punto de partida la relación entre actores y Estado para analizar la participación de los migrantes.

Según dicha teoría, algunos actores participan en la política institucional: son los insiders o polity members y tienen acceso normal a los recursos materiales, legales y simbólicos del Estado. Mientras que otros están excluidos de esta misma política institucional:

son los outsiders o challengers y tienen el propósito de acceder a la política institucional y sus recursos como polity members. La relación con el Estado tiene entonces un efecto estructurante a la vez sobre las estrategias, intereses y motivaciones de los actores. Tilly identifica cuatro factores clave que explican la acción colectiva: los intereses de los actores, su organización, la movilización de recursos y la estructura de oportunidades políticas.

La teoría de Tilly fue retomada en los años ochenta por Doug McAdam (1982) y Sidney Tarrow (1989). El primero ha demostrado cómo la estructura de oportunidades políticas favoreció la emergencia de movimientos de derechos cívicos en EE.UU de los cincuenta sesenta. El segundo analizó los movimientos de los sesenta en Italia y cómo sus acciones afectaron la capacidad de movilización y la misma estructura de oportunidades políticas. Tarrow propuso más tarde una síntesis de la noción estructura de oportunidades políticas distinguiendo dos dimensiones: la estática, ligada a la estructura del Estado y la dinámica, ligada a la apertura del sistema político, a los cambios de alineación de las políticas y alianzas, a la división de élites y a la capacidad de los Estados de producir políticas públicas respondiendo a las reivindicaciones de los movimientos. La síntesis de esta teoría es que la expansión y la apertura de las oportunidades políticas explicarían el porqué y el momento de emergencia de un movimiento social (Tarrow, 1996). Lo contrario sería igual de válido: un movimiento social indica el porqué, el momento y la forma de apertura de la estructura de oportunidades. Es un tema de causa y efecto.

El activismo político de los migrantes puede considerarse una lucha de los outsiders que se ven fuera del círculo institucional aunque su aportación, por lo menos económica, al país de origen es evidente. Su relación con el Estado de origen es conflictiva cuando no existen respuestas a sus demandas de participación política. Se pone en marcha entonces un proceso de organización interna y movilización de recursos para comunicar los intereses. En el caso de respuesta positiva del Estado, la apertura de la estructura de oportunidades políticas incluye a la diáspora como polity member y la obliga a reorientar su estrategia según la dinámica del juego institucional. También existe la posibilidad de que el Estado de origen, partiendo de sus convicciones propias y sin necesidad de presión diaspórica, decida expandir las oportunidades políticas a los emigrantes. La reflexión sobre los efectos de la post-soberanía es susceptible de provocar dicha decisión. De hecho, varios estudios confirman que los países “emisores” están buscando cada vez más reforzar los vínculos con sus emigrantes (Faist, 2000; Brand, 2002; Moraes *et al.*, 2009). Algunas investigaciones analizan la relevancia de las estrategias desarrolladas por los Estados de origen para vincularse con su diáspora poniendo en cuestión conceptos básicos como los de Estado-nación, ciudadanía y nacionalismo (Faist, 2000; Smith, 2003).

## 6.5. Estrategias estatales y estructura de oportunidades

Con estas políticas de vinculación, los Estados buscan además de mantener el flujo de remesas, aprovechar el capital humano de los migrantes cualificados e incorporarlo a través de medidas del *brain drain* al *brain gain*, además de contar con los emigrantes como un lobby de diplomacia paralela en beneficio de los intereses nacionales (Portes y Rumbaut, 2006). Si estas políticas integran una apertura de la estructura de oportunidades para facilitar la participación política, lo hacen con el objetivo de neutralizar la acción de los grupos disidentes en el exterior integrándolos en la vida política (Østergaard-Nielsen, 2003b) y con la idea de que esta involucración contribuye a reconstruir la ciudadanía, la soberanía y el propio Estado-nación, visto que los Estados amplían el lugar de la nación dentro de un campo social transnacional (Gamlén, 2006).

Pero no todos los Estados desarrollan estrategias completas, incluida la variable de integración política. Se elige más un tipo de medidas que otras bajo la influencia de varios factores. El grado de interdependencia de la economía global y el impacto de las remesas son responsables de las medidas de carácter económico y financiero. La emergencia de normas internacionales restrictivas con la migración pueden llevar los Estados a defender sus ciudadanos en el extranjero mediante nuevos planes de acción exterior o servicios consulares. El tamaño y grado de organización de los emigrantes así como los intereses de vinculación de los partidos políticos con la diáspora deciden del cambio en la estructura de oportunidades (Levitt y de la Dehesa, 2003), aunque también el coste económico y político que supone dicho cambio (Jones-Correa, 1998) influye en el grado de apertura, pues se promoverían iniciativas de bajo coste o mayor provecho político.

El protagonismo que enfrenta Estado y diásporas es evidente, hace y deshace las posibilidades de inclusión en el círculo institucional. Sin embargo, existen tres otros actores cuya aportación es resaltable. El primero es los insiders: su papel y su percepción del tema migratorio son de suma importancia. La relación con los emigrantes puede cobrar una cierta crispación. Los años de olvido hacen difícil convencer a una comunidad sobre la sinceridad de los intereses oficiales y crean una dinámica de escepticismo hacia la élite política (Østergaard-Nielsen, 2009). El segundo actor es la sociedad civil del país de origen, específicamente las asociaciones defensoras de DD.HH: la conexión de la diáspora con ellas puede darle más impulso para cuestionar y criticar las políticas locales (Østergaard-Nielsen, 2003b). El tercer actor son los medios de comunicación. Desafortunadamente no existen trabajos científicos en la materia, pero la observación del caso marroquí como ejemplo indica que el interés de los medios aumenta si existen políticas de vinculación, a parte de que la diáspora crea sus propios

medios en la mayoría electrónicos. Estos tres actores quitan protagonismo al Estado y generan una dinámica que intentaremos esclarecer a partir de la crítica de la teoría de proceso político.

Si es cierto que el Estado es el objetivo principal del movimiento social que enfoca sobre él sus reivindicaciones (Tilly, 2004), la complejidad institucional de las sociedades contemporáneas no permite limitar las movilizaciones colectivas a la relación con el poder del Estado y sus formas de dominación y las presenta como cualquier protesta contra la dominación social ligada al Estado u otras instituciones como la familia, la iglesia o el mercado (Armstrong y Bernstein, 2008). De hecho no todos los movimientos sociales tienen fines políticos, existen movimientos religiosos, de ayuda social o de responsabilidad corporativa, cuyo análisis se excluye del enfoque de proceso político dados los fines de estos movimientos y sus prácticas no centradas en el papel del Estado sino en otras instituciones como pueden ser las multinacionales llamadas al respeto del medioambiente o los organismos financieros llamados a cambiar las desigualdades fomentadas por la economía internacional (Snow, 2004). Teniendo en cuenta las aportaciones veteranas de Tilly y Snow, Armstrong y Bernstein inspirados en los trabajos neo-institucionales, propusieron una alternativa: al lugar de presentar al Estado como única fuente de poder y objetivo de todas las luchas políticas, se presenta a la sociedad como conjunto de múltiples espacios institucionales en contradicción unos con otros. Las dos autoras no dicen qué espacio institucional es más importante, dejan esta cuestión abierta a respuestas empíricas. Aunque reconocen el estatuto particular del Estado, dan valor a otras instituciones por su organización y sus recursos susceptibles de ser utilizados por los movimientos sociales (Armstrong y Bernstein, 2008).

Al adoptar la teoría de contexto multi-institucional se necesita una modificación de la noción de estructura de oportunidades: el carácter estructural de las oportunidades políticas tiene que ser relativo, ya que estas oportunidades dependen en parte de los cambios que surgen en el contexto de acción. La multiplicidad de los campos institucionales en los que se inserta la acción colectiva ofrece espacios de conflicto y retos donde conviven oportunidades con formas extremadamente variadas (Ancelovici y Rousseau, 2009). No se da por hecho el carácter orientativo de las estrategias cuando no se sabe si la dinámica institucional favorece el Estado. El juego está entonces abierto y los movimientos sociales pueden desarrollar las alianzas y conflictos que les parecen oportunos.

Esta nueva aproximación del proceso político invita a reflexionar sobre la manera en la que diferentes sistemas de autoridad, públicos y privados, nacionales y supranacionales, alimentan los conflictos u ofrecen a los actores nuevas vías de acción, apoyan o reprimen los campos multi-organizacionales que se forman o transforman en función de estas instituciones. Lo que cuestiona la distinción que hace la teoría de proceso político entre Polity member y

Challenger como excluido que hace presión sobre el Estado para ser incluido (Ancelovici y Rousseau, 2009). El hecho de encontrarse en un contexto multi-institucional reduce la competencia del Estado para elegir y colocar dónde tienen que estar los insiders y cuándo pueden entrar los outsiders. Éstos acceden al juego institucional usando sus propios recursos. Goldstone (2001) observa que los movimientos sociales se introducen cada vez más en la vida institucional, llegan a veces a convertirse en nuevos partidos políticos o en think tanks de innovación institucional, por lo que conviene situarlos en un continuum de influencia.

En el caso de las diásporas, los partidos políticos, los medios de comunicación y las organizaciones de la sociedad civil en el país de origen hacen parte del contexto multi-institucional y generan con sus acciones una dinámica donde el Estado puede verse presionado o por lo menos vigilado. Claro está, estas acciones no existirían o no tendrían efecto en contextos que no cuentan con mínimos de práctica democrática o si los actores mencionados no gozan de la plena independencia del Estado.

Nos hemos centrado hasta el momento en los actores ligados al contexto de origen, cuando el activismo político de los emigrantes depende, como se demostró, de tres otros contextos. Podemos adaptar las ideas de proceso político al espacio transnacional: consideraremos la diáspora un movimiento más allá del Estado, un movimiento social transnacional y hablaremos de un contexto multi-institucional transnacional donde el contacto entre actores nos pone ante una dinámica mucho más compleja.

El contexto interno a la diáspora es decisivo para el éxito de su activismo. Su estructura organizativa y la dirección estratégica de sus acciones definen el grado de su conexión con las instituciones internacionales que defienden los DD.HH y pueden ejercer presiones sobre los Estados. El desconocimiento de estos mecanismos de lobbying, la falta de recursos o el déficit de federalismo son todas causas susceptibles de complicar la tarea. Algunas diásporas que disponen de ello consiguen conectar adecuadamente con el contexto multi-institucional transnacional. En el caso de los trucos en Alemania y los Países Bajos, las asociaciones locales están vinculadas mediante una creciente infraestructura institucionalizada de federaciones nacionales y europeas que mantienen diversos tipos de vínculos con el país natal. También las asociaciones de marroquíes en España tienen vínculos institucionalizados con asociaciones de migrantes en Francia, Bélgica o los Países Bajos, por lo que están en redes transnacionales que las fortalecen (Østergaard-Nielsen, 2009). Estas formas de enredamiento colocan a las diásporas sin lugar a duda como buen ejemplo de la acción colectiva transnacional.

Este nuevo concepto se refiere a la organización de campañas internacionales coordinadas por parte de redes de militantes contra actores internacionales, otros Estados o

instituciones internacionales (Della Porta y Tarrow, 2005). El movimiento social transnacional tiene como requisito estar compuesto por grupos sociales movilizados con participantes de al menos dos Estados, para protestar contra los que detienen el poder en al menos un Estado otro que el suyo o contra instituciones internacionales o actores económicos multinacionales (Della Porta y Tarrow, 2005). La denominación del activismo diaspórico como movimiento social transnacional plantea el problema de pertenencia a un Estado u otro. Si las protestas van contra su país de origen, no cumple uno de los requisitos establecidos por la definición. Pero el estatuto particular de la diáspora hace que no sepamos al final cuales su país, el de origen al que van dirigidas las críticas o el de recepción desde el cual se elaboran. Parece ser que la presencia geográfica es decisiva en este caso. Sin embargo, nuestra definición de la actividad transnacional no se corresponde con ninguna localización geográfica, el único criterio es que se desarrolle en el espacio transnacional.

La emergencia de la acción colectiva transnacional es debida a los mismos factores de la globalización que generan la post-soberanía donde los territorios nacionales ya no son sistemáticamente la base de las relaciones sociales y lo es más bien la pertenencia a redes de actores (Lévy, 1994; Badie, 1995; Sassen, 2002). Los desarrollos tecnológicos, la aceleración de los intercambios y movilidades internacionales y el papel clave de instituciones como la ONU son cambios macro-estructurales que promueven la transnacionalización de solidaridades (Dufour y Goyer, 2009) dando lugar al fenómeno de *intrenationalism complex* o internacionalismo complejo definido como la “*expansión de instituciones y regímenes internacionales y la transferencia de los recursos manejados por los actores locales y nacionales a la escena internacional produciendo amenazas, oportunidades y recursos para las ONG’s internacionales, los movimientos sociales transnacionales e indirectamente a los movimienos de base*” (Della Porta y Tarrow, 2005).

El contexto político internacional ha permitido entonces la emergencia de acciones colectivas transnacionales (Smith *et al.*, 1997) en su articulación con los contextos políticos nacionales (Della Porta y Tarrow, 2005) ofreciendo una estructura de oportunidades multinivel (Tarrow, 2005). La interacción entre instituciones domésticas e internacionales da lugar a una serie de oportunidades y dificultades para los actores decidiendo de la emergencia y el éxito de sus movilizaciones (Dufour y Goyer, 2009). Dos factores entran en este proceso según explica Sikkink (2005) en su tabla de análisis: el efecto Boomerang y el Modelo de la Espiral. Ambos describen un esquema de acción que se desarrolla cuando los militantes, operando en una estructura de oportunidades nacional cerrada por la represión o la exclusión del círculo institucional, buscan aliados en el seno de las estructuras de oportunidades internacionales más abiertas para “importar” la presión sobre el gobierno nacional. Tarrow

(2005) explica el proceso de otra forma identificando seis estrategias que hacen el proceso político mucho más complejo. El *Global framing* y la *Internalization* implican la cooptación de temas mundiales para inspirar la lucha en los conflictos internos, poniendo en contacto los actores nacionales con problemáticas internacionales. Las estrategias de *Diffusion* y de *Scale Shift* intentan mover las reivindicaciones de un nivel o lugar a otro, transfiriendo las movilizaciones a otro país o llevándolas a instituciones internacionales. Finalmente la *Externalization* y la *Coalition Forming* incluyen la proyección de las demandas de forma vertical hacia instituciones o actores extranjeros y de forma horizontal hacia grupos y redes de diferentes países que comparten la misma causa.

El uso de estas oportunidades multinivel por parte de las diásporas para estimular su movilización es evidente. Sin embargo, el hecho de residir en un país diferente al que van dirigidas las protestas influye en el aprovechamiento de todas la estrategias indicadas. El Estado receptor juega un papel central según el grado de permisividad que adopta respecto a las formas de movilización política de los migrantes, básicamente mediante los procesos de integración y ciudadanía (Østergaard-Nielsen, 2003a).

## **6.6. Políticas entre Estados y diásporas**

Tras este recorrido realizado para exponer los factores y las circunstancias que definen el transnacionalismo político, se hace más fácil entender las diferentes formas de participación política de los migrantes y las cuestiones entorno a las cuales tienden a movilizarse. Las escasas aportaciones científicas sobre este tema utilizan denominaciones o significados a veces diferentes. Vamos a intentar reconstituir la literatura existente dándole un toque personal según la lógica de transnacionalismo defendida a lo largo de este capítulo.

Las *Inmigrant Politics* son las actividades políticas que los inmigrantes llevan a cabo en el país receptor para mejorar su situación, como campañas para conseguir derechos, lucha contra el racismo y la discriminación o tomar parte en debates y programas de política sobre problemas sociales. No se suelen considerar transnacionales porque no conectan a dos Estados, pero pueden serlo si interviene el país de origen para apoyar la lucha de sus emigrantes como es el caso del gobierno turco que se pronunció a favor de una mejor atención hacia sus ciudadanos en Alemania (Østergaard-Nielsen, 2003b).

Las *Local-local Politics* llamadas también *Translocal Politics* van dirigidas a mejorar la situación de la comunidad local de origen iniciando proyectos en el pueblo o la zona natal. Son más bien prácticas económicas que políticas, aunque esta participación cívica pueda tener el objetivo final de cambio político mediante el empoderamiento de las comunidades locales



(Portes, 1999). Por ejemplo, algunos proyectos de codesarrollo de municipios catalanes utilizan la participación de los migrantes para fomentar procesos de emancipación cívica en sus localidades de origen (Østergaard-Nielsen, 2007). También estas actividades principalmente concebidas para el desarrollo pueden convertirse en prácticas políticas si los poderes locales intentan orientarlas según intereses de su agenda (Østergaard-Nielsen, 2003b).

Las *Homeland Politics* se centran en la política interna o exterior del país de origen, se asimilan a un cierto nacionalismo a distancia (Lafleur, 2005) y se presenta en forma de apoyo u hostilidad de la diáspora hacia el régimen mediante la financiación de campañas electorales, la participación en elecciones o referéndums, el apoyo a movimientos o la organización de manifestaciones (Vertovec, 2001). Por ejemplo, la comunidad dominicana en el extranjero recolectó en 1996 cerca del 15% de los fondos utilizados por los candidatos dominicanos en sus campañas electorales, incluso algunos candidatos emigrantes consiguieron ser diputados (Itzigsohn *et al.*, 1999).

Las *Diasporic Politics* son la otra cara de las *Homeland Politics*, se relacionan con las presiones que hacen los grupos excluidos del sistema político o que incluso no tienen un régimen político en origen al que apoyar u oponerse. El término cubre demandas para la democratización, la mejora de la gobernanza, la erradicación de la corrupción y un mayor respeto por los derechos humanos, étnicos y religiosos (Cohen, 1997; Vertovec, 2003). Es el caso de la comunidad cubana que se opone al régimen castrista utilizando el sistema político americano ya que tiene prohibido el acceso a la esfera pública cubana (Lafleur, 2005).

Las *Emigrant politics* se refieren a la discusión de los emigrantes sobre su propio estatus, con miras a conseguir la institucionalización de su estatus transnacional como residentes en el exterior y el aumento de sus derechos en el país de origen (Østergaard-Nielsen, 2009). Sus demandas suelen ser en general de carácter económico como la promoción de planes de inversión o de carácter político como la inclusión en las instituciones de origen ya sea en el parlamento o en consejos consultivos.

Todas estas actividades son fruto del activismo diaspórico. Pero existe la versión de los países de origen que podríamos llamar Políticas de vinculación. Son debidas al hecho de que los Estados entran el campo transnacional con medidas reactivas en respuesta a las demandas de la sociedad civil, los propios emigrantes u organismos internacionales (Portes, 2005) o proactivas es decir sin existir reclamos al respecto como en el caso de Brasil y Colombia (Moraes *et al.*, 2009). Smith (2003) tiene una aproximación diferente utilizando de otra forma los términos. Distingue entre *Homeland policies* cuando los países de origen crean instituciones para orientar a los emigrantes hacia el retorno y *Global Nation Policies* cuando animan a los migrantes a que permanezcan en contacto estando fuera. Un número creciente de

países ha pasado del primer modelo al segundo (Vono de Vilhena, 2006). Tendremos la oportunidad de indagar en esta modalidad en la segunda parte de la tesis, enfocando el análisis sobre el caso de Marruecos, en perspectiva comparativa con iniciativas de otros países.

En definitiva, podemos hablar de tres categorías de actividades que se desarrollan en el espacio transnacional, tanto político como social y económico: las iniciativas del país de origen hacia sus emigrantes, las oportunidades ofrecidas por el país de recepción y las prácticas de los migrantes en ambos países que pueden ser causa o efecto de las dos categorías anteriores. En la segunda parte de la tesis, nos centraremos en estas tres actividades estudiando las prácticas transnacionales para el caso de España y Marruecos.



**CONCLUSIONES DE LA PRIMERA PARTE:  
UNA PROPUESTA DE REDEFINICIÓN DEL CODESARROLLO**

Este apartado de síntesis no es un mero resumen de la primera parte, es un nexo de unión con la parte siguiente, incluso hemos de considerarlo una clave para entender la tesis, dado que plantea nuestra propia definición del codesarrollo conectando las diferentes variables que entran en juego. Este paso es imprescindible, pues nos permite abordar el caso de codesarrollo hispano-marroquí en la segunda parte con una definición exhaustiva y de referencia. Como se tiende a dividir las diferentes corrientes de la TED en Ortodoxas y Heterodoxas, vamos a utilizar las mismas categorías para resumir las ideas que desde las instituciones gubernamentales o multilaterales y desde la investigación académica abordaron el concepto de codesarrollo.

Las instituciones autonómicas, nacionales o multilaterales emplean el concepto de codesarrollo con una lógica de acción exterior y de política migratoria y le otorgan un significado de cooperación para el fomento del desarrollo en origen con miras a controlar los flujos migratorios. Como hemos visto, suelen variar las explicaciones y la argumentación en la que se sustenta esta opción que llamaremos ortodoxa más adelante.

Este modelo está compuesto por cuatro ideas básicas: utilizar la AOD o la cooperación económica como instrumentos para comprometer a los países de origen en una política más restrictiva en el control de los flujos migratorios; dirigir la cooperación hacia la implementación de grandes proyectos en las zonas “emisoras” para crear empleos y luchar contra los factores directos de la emigración; mejorar las condiciones de envío de las remesas para maximizar sus efectos económicos en origen; promover la migración circular y la vinculación con las diásporas para reducir los efectos negativos de fuga de cerebros, incluido el retorno asistido al país de origen con estrategias de reintegración.

Estas ideas, más allá de los efectos que podrían generar, forman parte de un enfoque que emplea la cooperación al desarrollo para responder a las posibilidades y desafíos de la migración que la investigación académica en materia de Migración y Desarrollo y algunas ONG han criticado de forma casi unánime, basándose en sus limitaciones y equivocaciones. Estas ideas, que llamaremos heterodoxas, descubren el intento de utilizar el codesarrollo como modalidad para transnacionalizar los intereses del Estado y señalan la contradicción de pretender liderar la solidaridad con los más desfavorecidos, empezando por el control de las

migraciones. Aportan respuestas a cada una de las ideas ortodoxas: el desarrollo mediante macro-proyectos de cooperación no frena la emigración de forma inmediata, pues ésta no depende únicamente del empleo o la renta; las políticas de migración y desarrollo centradas en zonas emisoras agudiza las desigualdades con otras zonas susceptibles de convertirse también en origen de nuevos flujos; las políticas de retorno están condenadas al fracaso por su concepción equivocada de la realidad migratoria; el desfase entre libre comercio y la libre circulación de personas emana de un desconocimiento de lo requiere la gestión de la globalización.

A parte de lo expuesto, existen iniciativas tímidas que no llegaron a figurar en programas oficiales y se quedaron como propuestas desapercibidas en diferentes foros mundiales o comunicaciones de la CE. Muchas de ellas plantearon líneas relevantes que creemos podrían aportar mucho a la aproximación del codesarrollo: animar las diásporas a participar en redes transnacionales del conocimiento; animar los migrantes a vivir como ciudadanos activos en el país de acogida; la importancia de una estrategia común entre los responsables de migración y desarrollo; el respeto y la protección de los derechos de los migrantes como condición susceptible de reforzar las posibilidades de migración y desarrollo; promover la inversión de las remesas en combinación con políticas macro-económicas en origen; promover el asociacionismo migrante; la colaboración con los migrantes para reforzar el proceso de integración y establecer mecanismos consultivos donde participen todos los actores de desarrollo.

Consideramos de máximo interés partir de estos indicios para exponer carencias e incoherencias que dejan entrever tanto las ideas ortodoxas como heterodoxas resumidas a lo largo de esta primera parte de la tesis. Defendemos explícitamente 10 ideas claves:

1. El codesarrollo tiene como contexto el espacio transnacional. No está ligado únicamente al país de origen, sino ha de ser planteado para servir el desarrollo en origen y destino.
2. El espacio transnacional supone una pérdida de soberanía y una falta de control. Pero también es contexto de una multitud de oportunidades. Hoy en día parece que el único que ha conseguido aprovechar las ofertas de la globalización es el llamado Mercado, con sus multinacionales o sus iniciativas individuales y nuevas estrategias de búsqueda de beneficio económico. El Estado sigue empeñado en controlar el orden internacional o adaptarse a él, dejando vía libre al Mercado capitalista y desaprovechando las vías que ofrece el espacio transnacional a nivel

económico y social. Los Estados pueden hacer del codesarrollo una estrategia para recuperar parte de la soberanía y del control.

3. El objetivo del codesarrollo es conseguir maximizar el efecto de las prácticas de los migrantes sobre el desarrollo en el país de origen y destino. La aproximación ortodoxa se centra en colectivos con potencialidades de emigración (jóvenes de las zonas emisoras) o en colectivos con potencialidades de retorno (inmigrantes en paro o en situaciones precarias). Además de las limitaciones anteriormente expuestas, consideramos que la opción ortodoxa se equivoca de colectivos. Excluye del codesarrollo los migrantes que pueden liderar el cambio y no contempla verdaderas medidas de capacitación. El migrante necesita, por su estatuto y su localización geográfica entre dos lugares, diferentes tipos de atención y apoyo con el fin de no perder su capital. Para ello, existen numerosos retos a los que han de enfrentarse los países y que se exponen en los puntos siguientes.
4. La integración en destino y la vinculación con el origen son fundamentales. La doble ausencia del migrante es fruto de su existencia entre dos lugares: uno donde no está, pero al que se siente fuertemente vinculado; y otro donde vive, pero no termina de sentirse completamente a gusto por las diferentes dificultades que se presentan. Llegar a superar esta situación eleva el migrante al estatuto de transmigrante, es decir un ciudadano que construye una identidad estable y sabe cómo ubicarse dentro del espacio transnacional.
5. La integración depende en gran parte del modelo migratorio establecido en el país de destino. La inmigración económica tiende a desarrollarse en un mercado laboral que fomenta la precariedad y vulnerabilidad de los migrantes. En contextos similares, cuesta integrarse o suscitar una percepción positiva. La integración pasa por el disfrute de una ciudadanía plena compuesta por una inserción laboral en condiciones igual que los autóctonos<sup>91</sup>, la apertura de la estructura de oportunidades políticas para que la sociedad civil migrante pueda ejercer su ciudadanía activa y la promoción de inversiones empresariales que no se limiten a los productos exóticos o servicios dirigidos a los migrantes, con las reformas jurídicas que ello supone. Estamos hablando de la integración como participación activa a nivel social, cultural y económico.
6. La vinculación al país de origen es de suma importancia para que los emigrantes sigan sintiendo su ciudadanía y aumenten su predisposición a apoyar el desarrollo.

---

<sup>91</sup> Aunque el estatuto jurídico-laboral del inmigrante que está en situación de regularidad administrativa le garantiza los mismos derechos que el trabajador autóctono, existe una cierta dualidad que hace que la teoría y la práctica sean dos realidades distintas.

Aparte de la mejora de las condiciones de recepción en el momento de retorno vacacional, la necesidad de atención se extiende a mejorar los servicios consulares, a garantizar la representatividad en instituciones democráticas y a facilitar las inversiones entre otras demandas.

7. El *brain gain* no se limita a aprovechar el capital financiero, pues las capacidades de los migrantes es el recurso más apreciado, su capital humano y social aún no es objeto de programas con miras a promover la transferencia de conocimientos y tecnologías o conseguir el apoyo del *lobbying* como instrumento de diplomacia paralela.
8. La filantropía diaspórica es el origen del codesarrollo antes de cualquier iniciativa institucional. Sus prácticas mayoritariamente intervencionistas son debidas a un deseo de contribuir al desarrollo en el país de origen por parte de organizaciones o grupos informales de emigrantes. A esta modalidad se suman las iniciativas de ONGD's del Norte que consideran el codesarrollo como una línea más de cooperación y los programas que desde gobiernos e instituciones multilaterales intentan dar efecto a las conexiones positivas entre migración y desarrollo o explotarlas para frenar-restringir-prevenir los flujos migratorios. El codesarrollo no puede ser todo esto a la vez. Necesita ser definido de forma consensuada entre países de destino y de origen, partiendo de la responsabilidad compartida en la gestión de un fenómeno que supera las fronteras y cuyos protagonistas son ciudadanos transnacionales.
9. Esta definición del codesarrollo debe integrar otras áreas ligadas a las prácticas migratorias. Es decir: que en el caso de plantearlo como una estrategia institucional, su gestión ha de ser independiente de las demás políticas (ya sea migratoria, económica, de cooperación o de integración) pero al mismo tiempo vinculado a ellas. Si el control o prevención de las migraciones es un objetivo inseparable de las políticas migratorias, puede seguir haciendo parte de ellas, pero es imprescindible separarlo del codesarrollo. Se deduce de ello que el codesarrollo no puede ser gestionado con una lógica de políticas migratorias sino de dirección estratégica del desarrollo. Se trata de aprovechar todas las oportunidades del espacio transnacional y no quedarse empeñado en controlar uno de sus supuestos riesgos.
10. Por lo tanto, la gobernanza del desarrollo debe instalarse como una lógica de planificación y de intervención, llegando al consenso sobre el codesarrollo como problemática común entre varios países, empleando mecanismos de buena gestión

de las políticas públicas ligadas al desarrollo y a las migraciones y fomentando una cultura de gobernanza asociativa en el Tercer Sector para la capacitación de las asociaciones con miras a una contribución mayor en la inspiración de los enfoques ligados al codesarrollo.


En función de estos argumentos, proponemos una nueva definición del codesarrollo como *un sistema de cooperación bidireccional, institucionalizado y participativo que se configura dentro del espacio transnacional, donde las instituciones juegan un papel de planificación, apoyo y promoción de diferentes prácticas protagonizadas por los migrantes a favor del desarrollo*. Primero, el codesarrollo ha de ser bidireccional porque es un instrumento para generar desarrollo a la par en los países de origen y de destino. Esta bidireccionalidad suele plasmarse equivocadamente en el discurso institucional mediante un doble efecto: el efecto de las migraciones en el desarrollo y el efecto del desarrollo en las migraciones. Esta nueva definición defiende intensificar el primero sin orientarlo a servir el segundo. En segundo lugar, es un instrumento que debe ser institucionalizado para maximizar sus efectos positivos e insertarlos en el marco de programas o políticas de desarrollo evitando el intervencionismo y la superposición. Dicha institucionalización se basaría en una planificación conjunta y consensuada entre los países de origen y destino. En tercer lugar, es un instrumento participativo porque se centra en las prácticas de los migrantes fuera del control gubernamental, por lo que cualquier política de codesarrollo liderada por los Estados no puede funcionar sin la adhesión de los migrantes, específicamente mediante sus organizaciones (OTM), sus iniciativas empresariales o el activismo político de la diáspora. Por lo que la institucionalización debe ser fruto de procesos consultivos en los que participan los migrantes y cuentan sus aportaciones.

Partiendo de la presente definición, esta tesis plantea la gestión del codesarrollo como una política transnacional paralela y complementaria a la cooperación, dado que necesita un marco propio de ejecución donde intervienen variables de acción exterior, gestión migratoria, integración, ciudadanía, crecimiento económico y participación política entre otras. Se percibe como una estrategia bilateral vinculada a cuatro áreas de gestión pública en destino y origen: *las políticas de cooperación, las políticas migratorias, la política económica y las políticas sociales*. Es decir sustentada en tres ejes que positivizan las migraciones, contemplan oportunidades de desarrollo para ambos países y son susceptibles de limitar el aspecto asistencial de la cooperación o de la gestión migratoria, generador de gastos, y resaltar un aspecto colaborativo generador de riqueza:



1. **La cooperación social** entre el país de origen y de destino para favorecer la acomodación del migrante en el espacio transnacional mediante programas de integración y de vinculación socio-política y cultural. Los migrantes son ciudadanos transnacionales que por su situación no consiguen disfrutar enteramente de sus derechos. Para mejorar dicho aspecto, esta modalidad debe ser una cooperación debidamente configurada y en ningún caso unilateral, como lo están siendo por separado las políticas de integración y las de vinculación hoy en día con sus lógicas distanciadas que al final contribuyen a una mayor confusión identitaria del migrante y su auto-exclusión.
2. **La cooperación económica** es imprescindible para darle un mejor uso al capital financiero incontrolado por los Estados. Se trata, entre otras vías, de crear los mecanismos necesarios para fomentar las inversiones generadoras de empleo en origen y en destino, mejorar las condiciones de los envíos monetarios evitando los canales informales, orientar hacia el uso no rentista de las remesas por las familias y promover los proyectos empresariales transnacionales en sectores de beneficio común. Esta modalidad puede solucionar la preocupación ante las posibilidades de una era post-remesas donde las generaciones siguientes dejen de enviar dinero por pérdida de los vínculos familiares. La creación de empresas transnacionales por los padres hace que los hijos hereden una vinculación directa con el país de origen más allá de las generaciones. Igualmente, la cooperación económica aprovechando los recursos migratorios puede cambiar los modelos de migración económica hacia más equidad laboral, menos vulnerabilidad y menos economía sumergida.
3. **La cooperación para el desarrollo** necesita crear los canales adecuados para dar continuidad a la filantropía diaspórica de forma institucionalizada y dirigida estratégicamente, pero también para cooptar los migrantes cualificados y animarlos a participar en el desarrollo cada uno desde su ámbito de especialización, posibilitando sobre todo la transferencia de ideas y tecnologías, el apoyo al sistema de I+D+i y la inserción en la economía del conocimiento.

En la segunda parte de la tesis, se trata de analizar el espacio transnacional hispano-marroquí y las oportunidades que ofrece para implementar una política de codesarrollo según los criterios que abarca esta nueva definición.



**SEGUNDA PARTE  
CONTEXTOS, PRÁCTICAS Y OPORTUNIDADES DEL  
CODESARROLLO EN EL CASO HISPANO-MARROQUÍ.**



El propósito de esta parte es aplicar al contexto hispano-marroquí las reflexiones anteriores y la propuesta de redefinición del codesarrollo. Se trata de analizar el concepto de codesarrollo utilizado por instituciones y asociaciones que trabajan en el contexto hispano-marroquí, desde una perspectiva comparativa y crítica: a la vez comparando los enfoques adoptados con perspectivas surgidas en otros países o desde instituciones supranacionales; y haciendo una valoración constructiva a base de teorías que positivizan las migraciones explicando sus conexiones con el desarrollo.

Por lo tanto el objeto del estudio de campo ha sido identificado y formulado tras la revisión teórica general expuesta en la primera parte y una revisión de literatura aplicada al contexto español y marroquí, cuyos resultados se presentan en los dos primeros capítulos de la presente parte. Hemos considerado fundamental explorar la presencia de la idea de codesarrollo en el discurso y la práctica política en Marruecos, pues no existe literatura científica al respecto y es una de las novedades que aporta esta tesis: reseñar y analizar las diferentes interacciones existentes entre Marruecos y sus emigrantes ya que el caso marroquí, al igual que México, resulta de máxima importancia por la situación geográfica del país y las características de su emigración.

Tras este proceso, se ha llegado a algunas hipótesis de trabajo: el enfoque de codesarrollo a nivel institucional en España se contempla como una nueva modalidad de las políticas migratorias y/o de cooperación al desarrollo, con una finalidad implícita o explícita de frenar-prevenir los flujos migratorios. Dicho enfoque constituye el marco de operatividad de las asociaciones y ONGD's que viven de las subvenciones institucionales y orientan sus proyectos en función de lo que requieren los objetivos estratégicos y orientaciones gubernamentales. Sin embargo, existen desde el mundo académico aproximaciones teóricas, relacionadas con el codesarrollo, más amplias y menos ligadas a la gestión de los flujos migratorios; las aproximaciones institucionales marroquíes de la problemática de codesarrollo son limitadas, no utilizan explícitamente el término pero existen, en el discurso y la práctica, objetivos e intenciones ligadas al papel de los emigrantes en el desarrollo y a la necesidad de atención a sus demandas en diferentes ámbitos de gestión pública.

Partiendo de ello, se ha delimitado el objetivo de la investigación empírica de la forma siguiente: analizar el discurso de instituciones, asociaciones y ONGD's que operan en España para identificar las similitudes y diferencias en el empleo del concepto de codesarrollo en sus políticas, programas o proyectos relacionados con Marruecos, con el fin de cuestionarlo, si procede, y plantear posibilidades de reorientarlo hacia oportunidades de desarrollo común, aplicando dicho replanteamiento al caso hispano-marroquí.

El estudio fue realizado en tres fases:

1- Un rastreo de los planes, programas, convocatorias y proyectos relacionados con el codesarrollo, con el objetivo de identificar tanto las entidades de la muestra como aquella información susceptible de nutrir el planteamiento de las entrevistas.

2- El trabajo de campo: entrevistas semi-abiertas. Tras elaborar una muestra de 20 entidades, se ha optado al final por mantener 10 para las entrevistas<sup>92</sup>, siguiendo varios criterios: primero, que haya una representación de organismos pertenecientes a los dos ámbitos de cooperación central y de cooperación descentralizada; segundo, que dichas entidades estén establecidas en las Comunidades Autónomas (CC.AA) españolas con mayor porcentaje de población inmigrante; tercero, que se incluyan asociaciones creadas por inmigrantes marroquíes y se tome en cuenta la experiencia de ONG's que ejecutan/ejecutaron proyectos de codesarrollo en Marruecos. El estudio empírico se centró entonces en 10 entidades españolas y marroquíes: instituciones públicas, ONG's y asociaciones de inmigrantes de cuatro CC. AA: Madrid, Cataluña, Valencia y Andalucía.

3- La sistematización de los datos obtenidos de forma a diagnosticar el planteamiento del codesarrollo en España y proponer algunas líneas de reflexión al respecto.

Como hemos adelantado en la introducción de la tesis, el enfoque cualitativo adoptado en esta tesis nos orientó hacia un estudio empírico con estas características y eligiendo específicamente la entrevista individual como instrumento y método de recolección de la información. Esta elección es debida al hecho de que encestábamos información explícita y abundante sobre la modalidad de codesarrollo por parte de los profesionales entrevistados: la idea era recoger el máximo de ideas y formas de relatar procesos-experiencias, de argumentar opciones-enfoques y de justificar discursos. Por ello, las entrevistas semi-abiertas fueron el método más idóneo a nuestro parecer, pues suponen como es sabido una conversación fluida donde se genera un discurso continuo abierto a cualquier línea argumental que el entrevistador haya incluido en el guión prediseñado o le surja como duda y necesidad de indagación durante el transcurso de la entrevista<sup>93</sup>. Por lo tanto, hemos tenido que preparar minuciosamente cada

---

<sup>92</sup> La muestra inicial incluía varias entidades en Marruecos pero finalmente no se han podido realizar las entrevistas: en el momento del trabajo de campo se hizo el nombramiento del nuevo gobierno y las personas responsables han cambiado o fueron nombradas para otros cargos y tenían la agenda apretada. Puede que se vean descompensadas las entrevistas entre los dos polos español y marroquí, pero al final de los 10 entrevistados 5 son marroquíes y 5 son españoles y hay una representatividad de los diferentes niveles: público, privado, gubernamental-no gubernamental, central-autonómico, De inmigrantes- Pro inmigrantes, etc. También el capítulo 7 recoge información suficiente sobre la presencia del codesarrollo en el discurso y la práctica de instituciones marroquíes, volver a entrevistarlas hubiese sido repetitivo.

<sup>93</sup> V. Ibáñez (1989); Ortí (1989) y Garay (1999).

entrevista, documentándonos sobre la entidad, sus proyectos, los responsables del área de migraciones y/o de codesarrollo. Es lo que hizo que los encuentros durasen varias horas porque se abordaron temas que supusieron en varios casos que el entrevistado cuestionase los enfoques adoptados por su entidad y la eficacia del codesarrollo en sí. Además de ello, hemos conseguido algunos documentos no publicados de los que disponían las entidades y que hacen que la información analizada y los resultados conseguidos sean inéditos a día de hoy.

La sistematización de los datos recogidos fue un todo un reto ya que se trataba de una doble tarea: presentar los proyectos de las entidades entrevistadas valorando la necesidad de que la tesis aporte esta información ya que no se conocen en el mundo académico las iniciativas españolas de codesarrollo; y analizar el discurso de los entrevistados y los empleos del concepto de codesarrollo, pues la metodología de análisis crítico del discurso que adopta la tesis nos obligó a estar pendientes de detectar la influencia del discurso institucional en la conceptualización del codesarrollo y su práctica desde el ámbito no gubernamental.

Los resultados obtenidos se interpretaron siguiendo la metodología del frame analysis (McAdam *et al.*, 1996): identificando varios marcos de análisis dominantes en el discurso de los informantes, explicándolas de forma sintetizada desde las prácticas de las entidades y nalizándolas a base de algunas teorías e ideas en relación con el desarrollo y la globalización.

Esta parte se organiza por lo tanto de forma piramidal, estableciendo las bases para entender la presencia de la idea del codesarrollo en España y Marruecos, diagnosticando lo que funciona y lo que no funciona de la cooperación hispano-marroquí en materia la materia y proponiendo una serie de ejes de intervención para instalar una estrategia potencial de codesarrollo entre ambos países.



## CAPÍTULO 7. LA EXPERIENCIA ESPAÑOLA DE CODESARROLLO. ENTRE LAS POLÍTICAS MIGRATORIAS Y LA COOPERACIÓN AL DESARROLLO

En primer lugar, es preciso conocer el contexto de políticas públicas en el que se gestaron las diferentes prácticas españolas de codesarrollo que abordaremos en los capítulos siguientes. Su lectura debe hacerse en estrecha conexión con el capítulo 2 y las circunstancias que acompañaron el debate europeo sobre M&D, ya que España es un país clave en la configuración de la política migratoria europea por su situación geográfica y la evolución vertiginosa de la inmigración en el país durante las dos últimas décadas (V. Arango, 1993; Raya, 1999; Zapata, 2003).

Esta parte tiene por objetivo reseñar aquellas iniciativas institucionales lanzadas y/o llevadas a cabo por el gobierno central u otros gobiernos autonómicos para entender en qué marco sitúan el codesarrollo. La brevedad del capítulo se justifica por dos razones: la información que aquí presentamos es la más abundante en la literatura española sobre codesarrollo; por eso, su finalidad es introductoria en relación con el capítulo 9 donde se complementa el “panorama” del codesarrollo en España abordando casos específicos de algunas entidades y proyectos.

Las iniciativas y los debates sobre codesarrollo en España se iniciaron con la Ley Orgánica (LO) 4/2000 sobre derechos y libertades de los extranjeros en España y su integración social<sup>94</sup>. El texto no menciona explícitamente el término, pero indica algunas medidas relacionadas, como el apoyo al movimiento asociativo y la creación de un foro de inmigración. Sin embargo, la reglamentación está totalmente enmarcada en las políticas migratorias según criterios de seguridad y control de las fronteras.

En este contexto, el Partido Popular (PP) que presidía el gobierno 2000-2004, aprobó el Plan GRECO, Programa Global de Regulación y Coordinación de la Inmigración y de los Extranjeros en España<sup>95</sup>. El plan acompañaba la Ley de Extranjería 8/2000 y anunciaba explícitamente “la vocación de impulsar las políticas y acciones de codesarrollo” teniendo como objetivo el control y la selección de los flujos migratorios.

---

<sup>94</sup> Véase la referencia Ley Orgánica 4/2000. Esta LO, modificada a finales del mismo año, fue polémica por restringir los derechos de los sindicatos y de los trabajadores inmigrantes.

<sup>95</sup> Consulte la referencia Delegación del Gobierno para la Extranjería y la Inmigración (2001).



La AECID mediante la financiación del Plan “Migración, Comunicación y Desarrollo” y la Estrategia a cuatro años de Cáritas Española, ha planteado líneas de actuación en esa dirección, tratándose de explorar las posibilidades de acción antes de elaborar propuestas: analizar las causas estructurales de la migración; actuar sobre estas causas estructurales de la migración: estabilidad y responsabilidad política, promoción de mejoras y pactos sociales amplios, acuerdos sobre la deuda externa que reduzcan su efecto sobre los sectores más pobres de las comunidades; actuar sobre las realidades locales que provocan la huida: las sequías, el reparto de la tierra, la prevención de daños ambientales, la necesaria construcción de capacidades comunitarias en el diseño de políticas públicas locales; aprovechar el potencial de los migrantes en el exterior para el desarrollo local es una clara opción de futuro; aprovechar los factores culturales positivos que la migración ofrece; promover y apoyar en los países de destino las acciones de las asociaciones de migrantes en cooperación con sus lugares de origen (Atienza, 2004).

Las actuaciones correspondientes a este diagnóstico fueron establecidas en la estrategia de acción 1.4 del Plan GRECO titulada “codesarrollo de los países de origen y tránsito de los inmigrantes”, asignando a cada ministerio u órgano las tareas que relevan de sus funciones: “*Formación de los inmigrantes para que puedan ser agentes de desarrollo a su regreso a su país de origen (Ministerio de Asuntos Sociales); Ayuda a la reinserción de los inmigrantes en sus países de origen (Ministerio de Asuntos Sociales); Ordenación del ahorro hacia inversiones productivas en los países de origen (Ministerio del Interior); Concesión de microcréditos en los países de origen para financiar actividades productivas (Ministerio de Asuntos Exteriores-AECI); Asistencia técnica en las zonas de donde proceden los inmigrantes (Ministerio de Asuntos Exteriores-AECI)*”<sup>96</sup>.

Han sido varias las críticas dirigidas a esta parte del plan, considerando que las medidas anunciadas no corresponden a todos los aspectos del concepto de codesarrollo: la actuación pareció centralizada, ajena a la participación de los propios inmigrantes; el papel de la sociedad civil fue casi nulo; y faltó una previsión presupuestaria específica que traduzca la voluntad política de tratar el codesarrollo (Terrón, 2004). De todas formas las cinco actuaciones citadas no se han llevado a cabo y una vez que el Gobierno del Partido Socialista (PSOE) tomó posesión tras las elecciones generales de 2004, derogó el Plan GRECO e incorporó el codesarrollo en el Plan Director (PD) 2005-2008 (DGPOLDE, 2005a). La modalidad pasa entonces de formar parte de las políticas migratorias a ser un objetivo de cooperación al desarrollo, pero ¿esto significa que deja de ser orientada al control de las migraciones?

---

<sup>96</sup> Véase la referencia Delegación del Gobierno para la Extranjería y la Inmigración (2001).

En el marco del citado Plan, la Cooperación Española presenta su visión del codesarrollo como un modelo que considera los flujos migratorios una fuente de riqueza para las dos orillas vinculándolo a las políticas definidas desde el entonces llamado Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales (Secretaría de Estado de Inmigración y Emigración). El PD destaca también algunas líneas de actuación que podrían orientar el enfoque y que presentamos comentadas a continuación:

- *“Consideración de los flujos migratorios, tanto desde el punto de vista cuantitativo como cualitativo, a efectos de priorizar regiones, zonas o países y de establecer las estrategias de codesarrollo”*: esta idea recuerda el centrar la modalidad en reducir o frenar los flujos migratorios operando en las zonas de alta emisión, en vez de actuar en las regiones más pobres.
- *“Fomento del desarrollo en origen mediante la promoción económica, el apoyo a la pequeña empresa y el fortalecimiento de los sectores productivos”*: el desarrollo económico es sinónimo de acceso al empleo y creación de más oportunidades, aunque queda muy ligado a otros objetivos estratégicos que suelen ser priorizados por la CE y tiene que ser coherente con el diagnóstico relativo a los déficits del Mercado en los países prioritarios.
- *“Impulso a la participación de las personas inmigrantes en estrategias de codesarrollo, en coordinación con asociaciones de inmigrantes en España y agentes de cooperación, como vía para el fomento de la integración”*: esta idea se refiere a la parte institucional del codesarrollo, la relativa a los programas lanzados por el Estado, y no menciona la parte voluntaria e individual, la relativa a la propia iniciativa del inmigrante sea para finalidades económicas o sociales, aunque se puede deducirlo de otra idea que habla de la *“Implicación de las personas inmigrantes como agentes de desarrollo y contribuyentes al avance social, económico y cultural de sus países de origen”*. Se omite también el papel de las ONG’s del país emisor como plataformas más experimentadas y adentradas en las realidades del desarrollo.
- *“Diseño de un modelo de retorno digno y sostenible, que incluya medidas de capacitación profesional y empresarial, apoyo económico (microcréditos., u otros instrumentos financieros) y orientaciones sobre la viabilidad de las iniciativas socioproductivas que se propongan para desarrollar en los países de origen”*: esta propuesta recuerda los Contratos de Reinserción Voluntaria en el País de Origen (CRPO) originados por el Plan de Sami Naïr, aplicados en la Francia de 1998 y que fueron bastante criticados ya que el coste de la reinserción y la importancia de su preparación superan estas expectativas.

- *“Impulso de actuaciones sobre utilización racional de remesas, canalización de los envíos de divisas y productos financieros favorables, fomentando las iniciativas de información y asesoramiento a los inmigrantes en este ámbito”*: aunque no se especifica esta utilización racional, la sensibilización es importante pero no es todo en este caso, ya que el papel del país de origen es más que primordial. Aquí hablamos de la confianza de los inmigrantes en las instituciones de sus países, clave de las iniciativas de inversión.

Además de precisar que se dará prioridad inicialmente a acciones de codesarrollo en Marruecos y Ecuador, el PD 2005-2008 menciona la necesidad antes de nada de crear *“un sistema de coordinación, seguimiento y evaluación de proyectos y políticas, donde estén representados todos los actores, y enlazado con las experiencias internacionales”*. En la práctica, este sistema no resultó inclusivo de todos los actores, pues el Consejo de Cooperación al Desarrollo impulsó el “Grupo de Trabajo de Codesarrollo” compuesto por varios actores españoles en relación con el tema (académicos, gestores y ONGD’s), pero sin la participación de las asociaciones de inmigrantes. En diciembre de 2005 dicho grupo elaboró el Documento de Consenso sobre Codesarrollo<sup>97</sup> bajo el título *“Aportaciones al debate sobre migración y desarrollo”*. Las definiciones presentadas en el apartado 1.1 están recogidas en la definición que adopta este grupo de trabajo: *“La idea central y objetivo común que se percibe en los distintos planteamientos y experiencias sobre codesarrollo es potenciar el papel que juegan las migraciones en el desarrollo también para los países de origen. En ese contexto, se reconoce a los migrantes un papel protagonista junto al resto de los actores sociales implicados. Consecuentemente, se parte de un enfoque alternativo y a la vez complementario de dichas acciones de desarrollo, basado en un tratamiento positivo de los fenómenos migratorios y en la participación activa del migrante”* (Consejo de Cooperación al Desarrollo, 2007).

El documento enumera los elementos requeridos para una aproximación integral del codesarrollo: *“Aproximación comprehensiva; Responsabilidad compartida; Perspectiva intercultural; Promoción de la coordinación; Integración de actores actuando en cooperación para el desarrollo; Elaboración de una nueva cultura sobre las migraciones; Generación de espacios de comunicación y diálogo”*. Otro aspecto reseñable: el grupo de trabajo manifiesta el hecho de abordar el codesarrollo como una modalidad de cooperación para el desarrollo (y no sustitutiva), aplicando valores de la Declaración Universal de DD.HH

---

<sup>97</sup> Existen dos versiones, la inicial (19 de diciembre de 2005) y la revisada (17 de diciembre de 2007) que es nuestra referencia, véase la referencia Consejo de Cooperación al Desarrollo (2007).

y prioridades horizontales del PD, en especial la de Lucha contra la Pobreza. El documento llama entonces a incorporar en el concepto de codesarrollo la construcción de una ciudadanía transnacional, el respeto de los derechos laborales de los inmigrantes y su participación plena en la sociedad de destino, aunque se corrobora que el escenario del codesarrollo es “*el espacio transnacional definido por la relación entre zonas significativas de emisión y asentamiento de migrantes en los países de origen y destino*”, recomendando estudios previos de las características de estas zonas, sus poblaciones y sus carencias en materia de desarrollo. Sin extendernos más –el análisis de este documento de consenso constituirá una parte básica de nuestra tesis doctoral- el grupo de trabajo manifiesta la relevancia de la iniciativa de los inmigrantes en paralelo con la estrategia estatal, como lo hemos señalado antes: “*interesa tener en cuenta estos dos tipos de acción transnacional: la que proviene de las estructuras del poder institucionalizado y la que se constituye desde las bases*” (Ribas y Escrivá, 2004).

Los Documentos de Estrategia País (DEP) que anunciaron la acción de la CE en Marruecos, Ecuador y Senegal integraron el codesarrollo de forma transversal planteando medidas como: favorecer la participación de los inmigrantes en proyectos de cooperación implantados en zonas prioritarias (caso de Marruecos); y la promoción del uso de las remesas en inversiones productivas (caso de Ecuador)<sup>98</sup>.

Siguiendo un orden cronológico, la medida más destacable ligada al codesarrollo, aunque se presenta fuera del ámbito de la cooperación, es la del llamado Plan de Retorno Voluntario, lanzado en noviembre de 2008 para “*dotar al mercado de trabajo de un instrumento para la gestión de los flujos migratorios*”<sup>99</sup> en un momento en el que la crisis económica comenzó a destruir el empleo en sectores y puesto ocupados por la gran mayoría de los trabajadores inmigrantes como el sector de la construcción. El plan, dirigido a los inmigrantes “en paro” de 20 países extracomunitarios, estipulaba el retorno a sus países de origen, la percepción de las prestaciones por desempleo, la renuncia al permiso de trabajo o de residencia y el no regreso a España en los tres años siguientes a su retorno. El plan menciona la posibilidad de recibir orientación y apoyo para la reintegración económica de los adheridos en el país de origen mediante algunos proyectos de cooperación española. Presenta por lo tanto el retorno como una contribución al desarrollo de los países<sup>100</sup>.

Este plan, siguiendo los pasos de su homólogo francés con unos diez años de retraso contó con la escasa adhesión de los inmigrantes. Varios factores juegan en contra de las intenciones políticas: además de considerar el retorno en su conjunto un acto indigno, mucho

---

<sup>98</sup> Más información en las referencias DGPOLDE (2005b) y DGPOLDE (2005c).

<sup>99</sup> Según una declaración de Celestino Corbacho, entonces ministro de Trabajo e Inmigración. Véase la referencia El País (2008).

<sup>100</sup> Esta información figuraba en la página Web creada para la difusión del plan y que fue consultada en el año 2008, pero en la actualidad no funciona.

más si es precipitado, pues la reinstalación en origen requiere tiempo y seguridad financiera, si suponemos que los inmigrantes tienen la voluntad de retorno y un proyecto sostenible a implantar. En el caso francés, sólo 21 contratos han sido firmados hasta mayo de 1999, las previsiones gubernamentales esperaban mil candidatos por año (Lacroix, 2003). España debió sacar conclusiones del fracaso francés antes de invertir dinero en un plan similar.

El Plan Director de Cooperación Española 2009-2012, aporta un cambio sustancial en el enfoque de codesarrollo, ya que viene tras algo más de profundización en el tema, en parte gracias al grupo de trabajo y su documento de consenso. Partiendo de ello, indica que la lucha contra la pobreza y el fenómeno migratorio no tienen una relación de causalidad inmediata, por lo tanto *“la política de cooperación en materia de migración y desarrollo tiene objetivos y prioridades geográficas en relación con los indicadores de desarrollo y la realización de los ODM, es por ello que ninguna actividad orientada al control-regulación de los flujos será incluida como Ayuda Oficial al Desarrollo”* (DGPOLDE, 2009). Sin embargo, el PD no excluye que la puesta en relación de las políticas de desarrollo con otras acciones pueda contribuir a crear un contexto donde la migración se convierta en un producto de la libre decisión del emigrado y no fruto de sus necesidades. En este sentido, uno de los objetivos específicos de la prioridad sectorial Migración y Desarrollo consiste en promover la formación para la inserción laboral en los países de origen, en coordinación con la prioridad sectorial de promoción del tejido económico y empresarial.

En el ámbito de la cooperación descentralizada y en el caso específico del Ayuntamiento de Madrid, se creó una convocatoria específica sobre codesarrollo en 2004 que ha dado lugar a la subvención de varios proyectos presentados por ONGD's españolas. En la convocatoria de 2009 se insta a presentar proyectos donde los inmigrantes tengan un papel relevante, reconociendo las migraciones como factor beneficioso para recepción y origen. No indica una definición exacta de codesarrollo, pero como hace parte del Plan General de Cooperación 2009-2012<sup>101</sup>, se refiere a sus líneas estratégicas definiéndose como una modalidad de cooperación que se desarrolla en un ámbito transnacional y es bidireccional entre el origen y el destino de las personas migrantes, donde se potencia el desarrollo humano en origen y se fomenta la participación activa de las personas migrantes en destino. Si bien la convocatoria menciona dos puntos positivos y generalmente olvidados en otras iniciativas, como es la colaboración con los gobiernos locales y el fortalecimiento institucional en origen, las líneas priorizadas son limitadas a ciertos ámbitos como el desarrollo productivo, el fortalecimiento del tejido asociativo, la canalización social y productiva de las remesas, la capacitación laboral y la mejora de las dinámicas migratorias. Para esta última línea se habla

---

<sup>101</sup> Véase la referencia Dirección General de Inmigración y Cooperación al Desarrollo (2009).

expresamente de “migración responsable e informada, retorno voluntario y reasentamiento”, lo que se fomenta una percepción de la migración como “irresponsable” y del codesarrollo como instrumento de control de flujos migratorios, sobre todo cuando se priorizan los países de procedencia de los colectivos de inmigrantes más representativos en Madrid.

Si en el caso de Madrid el codesarrollo hace parte de la política de cooperación, en el caso del País Vasco es en el marco del Plan de Inmigración donde se contempla esta modalidad. A pesar de que dicho plan carece de medidas específicas que materialicen la práctica del codesarrollo, el enfoque adoptado incorpora dos líneas interesantes: la capacitación técnica de las personas y de las asociaciones en materia de codesarrollo, en especial las asociaciones de inmigrantes; y la promoción de acciones susceptibles de tener un impacto en la sociedad vasca desde el punto de vista de la integración social de los inmigrantes (Gómez et Unzueta, 2009).

La situación de recesión económica que vive España desde 2008 hace que los temas relacionados con la cooperación al desarrollo sean relegados a un segundo plano. Los ajustes presupuestarios del gobierno del PP redujeron considerablemente para 2012 la partida dedicada a la política de cooperación<sup>102</sup> y las comunidades autónomas declaran problemas de liquidez<sup>103</sup>: los recortes, además de impedir que haya un avance en materia de codesarrollo como objetivo estratégico de los planes de cooperación o de gestión de la inmigración, dejan a las ONGD's sin recursos para continuar lo iniciado en este marco.

Tras exponer estas ideas generales sobre la evolución del codesarrollo en la lógica de acción central y descentralizada, veremos en el capítulo 9 ejemplos prácticos que nacen de esta lógica y la concretan mediante proyectos implantados por diferentes entidades en Marruecos. Pero antes, hemos de descubrir la otra parte del caso estudiado: la presencia de la idea de codesarrollo en las políticas públicas marroquíes.

---

<sup>102</sup> Consulte la referencia El Mundo (2012).

<sup>103</sup> Véase la referencia ABC (2012).



## CAPÍTULO 8. PRÁCTICAS DIASPÓRICAS Y ELEMENTOS DE CODESARROLLO EN LAS POLÍTICAS DE MARRUECOS HACIA SUS EMIGRANTES.

Exploramos aquí aquellas medidas gubernamentales, estatales y diaspóricas que podríamos encajar dentro del marco de codesarrollo en el contexto marroquí. Si en el caso español podemos detectar perfectamente el codesarrollo en el marco de la política de cooperación de un país de recepción, el caso de Marruecos es diferente: es un país de emigración donde el fenómeno no supone aparentemente un “problema” sino un “beneficio”, por lo que su política migratoria tendría por objetivos consolidar ese beneficio y maximizar sus efectos. Para indagar esta hipótesis, hemos tenido que construir toda la información y analizarla como ya advertimos al respecto en la introducción de la tesis, pues la escasez de trabajos científicos sobre esta problemática nos obligó a seguir muchas pistas y analizar numerosas variables con el afán de que el “retrato” que presentamos sea lo más completo posible.

La perspectiva transnacional, por el estudio de las relaciones que los individuos mantienen entre localidades más o menos alejadas en el espacio geográfico y donde “*El allá y el acá, los diversos espacios sociales se comparan, se entremezclan y releen en clave desarrollista*” (Ribas y Escrivá, 2004), nos invita a reflexionar sobre lo que pueden aportar los Marroquíes Residentes en el Extranjero (MRE) a su país. En efecto, son más de 3 millones de ciudadanos emigrados que contribuyen al PNB con un significativo 9,6% y cuya inserción en las diferentes dinámicas que vive el país en la última década es susceptible de beneficiar varias dimensiones del desarrollo.

Las investigaciones en materia de transnacionalismo nos acercan a los retos emergentes cuyos protagonistas son los emigrantes marroquíes y que el Estado marroquí parece contemplar. En *Nations unbound*, Linda Bash, Nina Glick-Schiller y Cristina Szanton Blanc (1994) presentan el transnacionalismo como una organización social específica y una estrategia de resistencia de los migrantes al proyecto hegemónico de los Estados-Naciones: una estrategia que les permite, mediante recursos económicos, culturales y psicológicos, salir de la situación socio-económica de subordinación que reduce su integración. Del mismo modo, la relación con el país de origen se explica en clave de participación: establecer contactos diferentes y más amplios que las simples relaciones familiares acaba siendo para



algunos una necesidad eminente, se convierte en un compromiso y desarrolla prácticas transnacionales mediante proyectos de filantropía diaspórica o reivindicaciones socio-políticas. Estas iniciativas se insertan en un marco organizacional como pueden ser los foros, las asociaciones o las federaciones. Los científicos las suelen presentar en varias categorías que hemos reseñado en el capítulo 5 (Homeland, diasporic, local and immigrant politics) y que iremos aplicando al caso marroquí en las diferentes partes de este trabajo, para que sirvan como base explicativa de las políticas dirigidas a los MRE, lanzadas por Marruecos en la última década. Las conexiones tal y como se realizan a lo largo del capítulo no son aparentes en la política migratoria marroquí, por lo que es importante resaltar que esta asociación del transnacionalismo y del codesarrollo con el discurso y la práctica política es producto de las interpretaciones del doctorando y de su esfuerzo analítico. Este capítulo no analiza la política migratoria marroquí como efecto de los dos fenómenos mencionados, sino como reformas y avances en la relación con los MRE, que toman en cuenta implícitamente ambos retos, pero no llegan a emplear debidamente sus complejas dimensiones.

Por lo tanto, analizamos la “nueva” política migratoria marroquí a la luz de las prácticas de transnacionalismo y codesarrollo, estudiamos la pertinencia y eficacia de las iniciativas emprendidas a nivel estatal y gubernamental, y cuestionamos la coherencia de la infraestructura institucional existente para permitir a los MRE participar como ciudadanos transnacionales en el desarrollo del país.

### **8.1. Marruecos hoy: algunas claves para entender el contexto**

Primero, es oportuno entender el contexto socio-político e institucional en el que se gestan las diferentes iniciativas estatales de las dos últimas décadas. Como es sabido, el Estado marroquí se basa en la monarquía constitucional multipartidista donde la Constitución atribuye al Rey, como Jefe de Estado, varios poderes ejecutivos compartidos con el Presidente de Gobierno, secretario general del partido ganador de las elecciones. Dos acontecimientos configuran la estructura y estabilidad política actual: en primer lugar las reformas de transición entre el reino de Hassan II y de Mohamed VI<sup>104</sup> y en segundo lugar la reforma constitucional de 2011 en plena oleada de revoluciones árabes.

A mediados de la década de los años 90, asistimos a una aceleración de la apertura del campo político, bajo el impulso del rey Hassan II y la participación de los principales partidos

---

<sup>104</sup> Se utilizará para mencionar los nombres de los reyes el manual de estilo de El País que indica que “*Todos estos tratamientos y dignidades [DE LA CASA REAL ESPAÑOLA] se escribirán en minúsculas cuando precedan al nombre o al título ('la reina Sofía', 'el príncipe Felipe', 'la infanta Elena', 'don Juan de Borbón') o cuando formen parte de un título compuesto ('el rey de España', 'el príncipe de Asturias'). Y con mayúscula inicial cuando se empleen solos ('el Rey', 'el Monarca', 'Su Majestad', 'el Príncipe', 'la Infanta')*”.

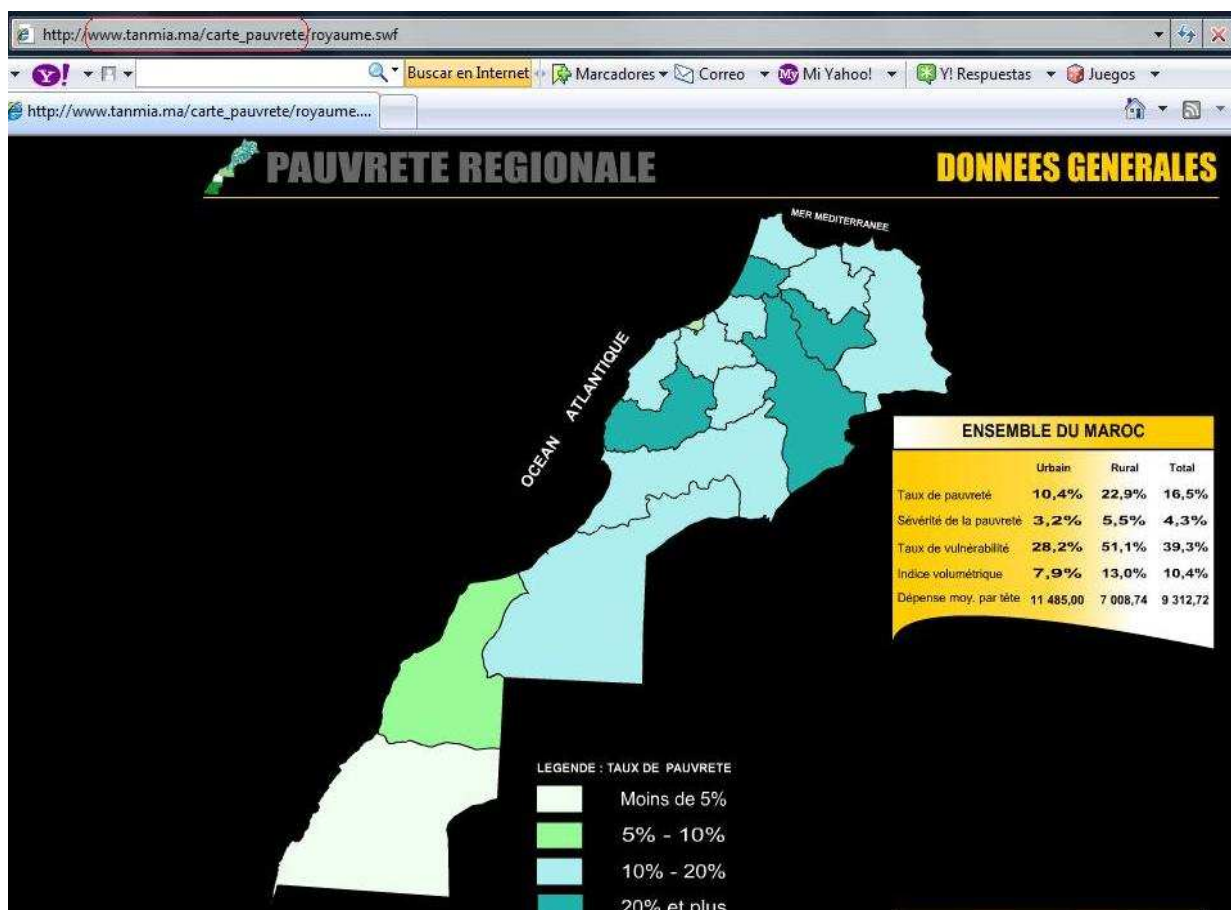
políticos. Prueba de ello, las revisiones constitucionales de 1992 y 1996, la creación del Consejo Consultivo de los Derechos Humanos en 1990, el acceso de la antigua oposición, particularmente de izquierdas, al poder presidiendo el gobierno en 1998; la amnistía real general que ha puesto fin a los famosos años de plomo, coronada con la creación de una Comisión Independiente de Indemnización de las víctimas de graves violaciones de los derechos humanos, la Instancia Equidad y Reconciliación.

La instauración del reino de Mohammed VI imprime, un ritmo nuevo en la liberación del potencial humano del país: se formula y promueve un discurso basado en la democracia y la modernidad, se define un nuevo concepto de autoridad, se aportan importantes cambios en las responsabilidades políticas y administrativas centrales y territoriales, se nota una mejora de la transparencia en las elecciones según informes de los observadores internacionales que han estado en las elecciones de 2002, 2007 y 2011, se lanzan grandes obras de desarrollo, y se crean varias instituciones reguladoras o consultivas en diferentes ámbitos: la Fundación Mohammed V para la Solidaridad, el Instituto Real de la Cultura Amazighe (IRCAM), la Alta Autoridad de la Comunicación Audiovisual (HACA), El defensor del pueblo, El Consejo Económico y Social y el Consejo Nacional de Derechos Humanos, entre otras.

La emergencia de asociaciones desde la década de los noventa, ocupando el espacio – sociopolítico- al que no estaba respondiendo el Estado, anunció el nacimiento de la sociedad civil, reforzada por “normas más permisivas” de libertad de expresión y ha permitido resaltar en la Agenda de Desarrollo en Marruecos temáticas de Derechos Humanos, de justicia social y de reformas legislativas, entre otras demandas y reivindicaciones que se hacían cada día más urgentes y que siguen planteándose con más libertad de tratamiento y márgenes de investigación al respecto (Aboussi, 2011a).

Numerosas iniciativas lanzadas por el rey Mohamed VI desde 1999 pusieron el desarrollo del país como lema de la última década. Cabe destacar especialmente el plan de inserción de la mujer en el desarrollo, que dio lugar a la reforma del código de la familia, aprobada en 2004 (V.: Bouayach (2003); Cervilla y Zurita (2010); El Bachiri (2011)). Igualmente, el mayor programa social hasta hoy es la Iniciativa Nacional de Desarrollo Humano (INDH), que se puso en marcha en mayo de 2005 como marco de lucha contra la pobreza en el medio rural y en el medio urbano, para mejorar el acceso a los servicios públicos y dinamizar el tejido económico y social. Se trata, en palabras del Rey, de *“afrentar el déficit social que conocen los barrios urbanos pobres y las colectividades rurales más necesitadas, incorporándolos al aprovechamiento de los establecimientos, servicios y equipamientos sociales básicos, como la sanidad, la enseñanza, la lucha contra el analfabetismo, el suministro de agua potable y electricidad, la vivienda digna, las redes de*

saneamiento, las carreteras, la edificación de mezquitas y casas de jóvenes y de cultura, los complejos deportivos, etc. (...)”<sup>105</sup>. El programa, ideado por el Rey y ejecutado por el gobierno, se propuso atender a los casos más urgentes y aportar respuesta a las necesidades básicas de la población más vulnerable en 360 comunas y 250 barrios urbanos y periurbanos más pobres, tras elaborar un mapa de la pobreza de todo el territorio marroquí indicando la tasa de pobreza y de vulnerabilidad en cada región y provincia, según el modelo que se muestra a continuación.



Mapa de la Pobreza en Marruecos

Fuente: Portal Tanmia<sup>106</sup>

Para llevar a cabo la INDH, la participación de las asociaciones locales fue fundamental en la propuesta de proyectos y su implementación en las zonas seleccionadas, en plena coordinación con las autoridades locales. Si bien este enfoque participativo es un punto a favor, queda en duda su articulación con estrategias nacionales de desarrollo, políticas sociales, planificación económica o descentralización y transferencia de poder y recursos a los municipios (Martín, 2006).

<sup>105</sup> Discurso del Rey del 18 de mayo de 2005, véase la referencia Maroc.ma (2005).

<sup>106</sup> Véase la referencia Tanmia (2012).

Quizás esta falta de planificación en las políticas sectoriales es lo que hace que el país siga mostrando carencias a nivel de desarrollo humano, que lo colocan en el puesto 130 de la clasificación del Índice de Desarrollo Humano (IDH) (PNUD, 2011), aunque el Alto Comisariado al Plan<sup>107</sup> rechaza oficialmente este puesto, considerando que Marruecos ha progresado en los últimos años en muchos ámbitos que el IDH no contempla, sumándose a la críticas dirigidas a los criterios utilizados por el PNUD. A pesar de ello, la observación de la realidad marroquí demuestra que existen resistencias al cambio y que hace falta más tiempo para ver el efecto de las iniciativas emprendidas. Pues siguen, entre otras problemáticas difícil de solucionar, las altas tasas de analfabetismo, que afectan principalmente a mujeres de zonas rurales; la precariedad laboral que mantiene a buena parte de los trabajadores sin protección suficiente; y el paro de la población juvenil que ve en la emigración tanto interna como externa una de sus opciones mas deseadas. Lo que dificulta más el desarrollo del país es la gran diferencia entre el medio rural y el medio urbano, así como el estancamiento de la cultura. La economía se desarrolla –aunque de manera irregular-, la sociedad cambia al estar abierta sobre el mundo occidental, pero la cultura en su profundidad es la misma, por varias resistencias manifestadas, en parte por el peso de la religión: la corriente islamista no tiene un proyecto social realmente modernista y el poder todavía fascina e incluso infunde temor, a pesar de las reformas entabladas (Ennaji, 2008).

La reforma de la Constitución en 2011 se realizó de forma participativa, incluyendo a los actores del ámbito político, civil y privado, y fue en tiempos de cambios en el mundo árabe, forzados por las manifestaciones de la población desde la “Revolución del Jazmín” en Túnez. Dicha reforma otorgó a los partidos políticos más márgenes de maniobra y confirmó el pleno poder legislativo del parlamento con la ayuda de consejos consultivos y en diálogo permanente con la institución real. Las primeras elecciones en el marco de la nueva Constitución resultaron a favor del Partido Justicia y Desarrollo (PJD), considerado de ideología islamista moderada, que obtuvo el mayor número de escaños, consiguió formar una coalición gubernamental y empieza a marcar el discurso político oficial con ese peso de la religión que una corriente política y parte de la sociedad civil consideran inapropiado para el país. Marruecos podría incluso estar dirigiéndose hacia un choque de hegemonías entre los actores políticos con ideología islamista-conservadora y aquellos actores que tienen proyectos

---

<sup>107</sup> Le Haut Commissariat au Plan (HCP), organismo público encargado de la producción, análisis y difusión de estadísticas oficiales en Marruecos.

más bien de carácter “modernista” y/o “progresista” y que se alinean en parte con los grandes rasgos del proyecto del rey Mohamed VI<sup>108</sup> (Aboussi, 2011).

## **8.2. Prácticas diaspóricas: proyectos solidarios e impacto de las remesas**

En términos generales, la emigración de jóvenes marroquíes en edad productiva opera como una válvula de escape para el desempleo de los titulados a quienes urge entrar en el proceso de bienestar (Lacomba, 2004), un proceso que empieza por el acceso a la renta. Además, esta emigración constituye una importante inyección de divisas mediante las remesas enviadas a los familiares. Partiendo de ello, la emigración marroquí fomenta varios factores de desarrollo: las transferencias de dinero, de mercancías, de tecnología y de ideas (Lacomba, 2004). Estas transferencias se sustentan en la existencia de redes y de la llamada *diáspora marroquí* que emprende también proyectos solidarios en el marco de lo que se llama *filantropía diaspórica* o, según las teorías de transnacionalismo, “Translocal politics” (Østergaard-Nielsen, 2001), cuyo objetivo es mejorar la situación de la población que vive en las localidades de origen. A continuación nos centraremos en las prácticas más visibles: las solidarias y las económicas.

### **8.2.1. Las prácticas asociativas de los MRE: cooperación, solidaridad y desarrollo local**

En general, varios trabajos se centraron en los proyectos solidarios realizados por los inmigrantes en sus zonas de origen (Daoud, 1997; Mernissi, 1997 y 2004), los proyectos inmobiliarios (Charef, 1986) o agrícolas (Benchrif, 1993 y 1994). La organización transnacional de los emigrantes marroquíes es reconocida pero poco explorada (Lacroix, 2003). Así, es preciso establecer primero la tipología del asociacionismo migrante marroquí y sus acciones antes de centrarnos en las prácticas diaspóricas de solidaridad.

El movimiento asociativo de migrantes cualificados, sobre todo en Francia, Canadá y Bélgica, reunidos en torno a valores cívicos y de voluntariado (MCMRE, 2011)<sup>109</sup> se constituyó en forma de redes de expertos desde los años 90 del siglo pasado, compuesto por estudiantes o ex-estudiantes marroquíes en el extranjero, activos en sus localidades de residencia o por Internet. Encontramos cinco tipos de asociaciones que agrupamos según

---

<sup>108</sup> Aunque exponemos aquí nuestra propia interpretación muy sintetizada de los acontecimientos, no entramos en las características específicas de la escena político-institucional en Marruecos, cuyos desarrollos pueden consultarse en trabajos de Desrues (2007), (Tozy, 2009) y Parejo (2010).

<sup>109</sup> Estudio del Ministerio de la Comunidad Marroquí en el Extranjero (MCMRE).

criterios en común entre sus miembros: la formación, la profesión, el emprendimiento, las convicciones cívicas y el desarrollo en origen.

- En el primer caso, se trata de la agrupación de estudiantes marroquíes en carreras científicas y técnicas, generalmente en lo que se llama en Francia “Grandes Écoles” (grandes escuelas), aquellos establecimientos públicos de educación superior que forman al más alto nivel restringiendo el acceso con un concurso, como es el caso de “l’École Polytechnique” y “l’École Nationale des Ponts et Chaussées” donde se formaron varios altos cargos que asumen en la actualidad puestos en los gobiernos a las empresas públicas del país. Es el caso de la Asociación de los Marroquíes de las Grandes Escuelas que cuenta con más de 5000 miembros y varias sedes en Francia<sup>110</sup>, y sus actividades se centran en la ayuda a los estudiantes marroquíes recién llegados y la contribución a la promoción de Marruecos en el extranjero.
- El segundo caso, tiene conexión directa con el primero, y se crea para promover los intereses profesionales y el encuentro social entre los miembros, generalmente médicos, ingenieros, biólogos o informáticos (MCMRE, 2011). Como ejemplo, la Asociación de Informáticos Marroquíes en Francia<sup>111</sup> establece vínculos de cooperación científica con otros profesionales y establecimientos de formación en Marruecos.
- El tercer caso también está relacionado con los dos anteriores, los jefes de Pequeñas y Medianas Empresas (PYME) en diversos sectores se agrupan por la voluntad de invertir en Marruecos y la necesidad de apoyo por parte de las autoridades. Por Ejemplo, la Asociación Maroc Entrepreneurs<sup>112</sup> con sede en Francia intenta establecer conexiones entre el tejido empresarial marroquí y los futuros emprendedores. El Club de los Inversores Marroquíes en el Extranjero<sup>113</sup>, con sede en Canadá, acompaña los emprendedores marroquíes que viven en el extranjero y sus potenciales socios en todas las etapas de la inversión, haciendo incluso de intermediario con las instituciones públicas.
- En el caso de las asociaciones agrupadas según las convicciones cívicas y la región de origen, corresponden a las llamadas redes de desarrollo y las plataformas de reivindicación que abordaremos en este punto y a partir del punto 8.3.

---

<sup>110</sup> Más información sobre la asociación, accesible aquí: <http://www.amge-caravane.com/presentation>

<sup>111</sup> Véase la referencia IMAF (2012).

<sup>112</sup> Consulte la referencia Association Maroc Entrepreneurs (2012).

<sup>113</sup> Véase la referencia Maghreb Canada Express (2005).

Las redes de desarrollo se definen como colectivos de migrantes, estructurados en asociaciones relacionadas con el origen, lo que en el capítulo 5 hemos denominado OSIM según la terminología francófona (en efecto, esta denominación está aprobada por las instituciones públicas francesas quienes la utilizan en sus convocatorias). Las primeras OSIM creadas fueron lideradas por militantes de antiguos sindicatos de inmigrantes y podrían considerarse hoy las “sucess stories” del ámbito:

- La Asociación Migration et Développement (MD)<sup>114</sup>. Creada en 1986 por un grupo de migrantes obreros en Francia y gestionada por Lahoussaine Jamal, que fue militante sindicalista de la Confederación Francesa Democrática del Trabajo (CFDT), se presenta como una asociación franco-marroquí de solidaridad internacional, cuyo primer fin fue en aquellos tiempos “*llevar a cabo acciones de desarrollo en las aldeas de origen, el Atlas y el anti-Atlas marroquí, impactadas por una sequía severa desde mediados de los 1970*” (Migration & Développement, 2012). La motivación fue coyuntural, pero las acciones perduraron para incluir al principio la electrificación, la creación de escuelas y al abastecimiento en agua potable, y convertirse después en un programa de desarrollo rural elaborado con la participación de la población local, subvencionado por proveedores internacionales y apoyado por las autoridades locales. En el año 2000, la ONG empezó otra fase de solidaridad, tras un proceso consultivo regional, y orientó sus actividades a lo que en aquel momento empezó a ser prioritario en Marruecos, las Actividades Generadoras de Renta (AGR), pues lanzó proyectos de ayuda a los agricultores para comercializar sus productos de forma más provechosa (Azafrán, aceite de oliva, aceite de Argane, ...), y otros de apoyo al turismo rural solidario mediante la inversión de los migrantes en albergues rurales construidos en los pueblos de origen. La filosofía de intervención de MD se basa en cuatro ejes: la participación de las poblaciones en las decisiones y en la financiación de los proyectos; la colaboración con las autoridades locales; la formación de los actores del desarrollo; y la solidaridad del pueblo, que viene a ser según la terminología francófona “Solidarités Villageoises” aquellas prácticas informales adoptadas por los habitantes de un pueblo para apoyarse los unos a los otros, y se concreta por ejemplo en fondos para atender a las primeras necesidades o los imprevistos como enfermedades o decesos, aunque en este caso alcanza niveles de organización que logran generar iniciativas de desarrollo. Los proyectos actuales de MD se centran en la

---

<sup>114</sup> Véase la referencia Migrations & Développement (2012).

provincia de Taroudant (Región de Souss Massa Darâa<sup>115</sup>) donde tiene una sede permanente. La lógica de trabajo de la ONG es mantener a la población en sus pueblos de origen formando a los más jóvenes para devolverle la confianza en su país y demostrarle que su futuro está en el aquí y no en el allá.

- El Centro Euro-Mediterráneo de Migración y Desarrollo, abreviado EMCEMO, lo que corresponde a su denominación en neerlandés Euromediterraan Centrum Migratie & Ontwikkeling. Fundado en 1996 por Abdou Mnebhi que integró anteriormente una asociación de refugiados llamada KMAN en Holanda. De allí los objetivos de la entidad: *“promover el desarrollo de las zonas de origen y estimular la participación política y social de la diáspora marroquí en los países de acogida”* (EMCEMO, 2012). La filosofía de trabajo de la ONG se fundamenta en la ciudadanía activa como *“punto importante para garantizar que las poblaciones sean uno con las sociedades donde viven practicando los derechos que prevé la ley holandesa”* (EMCEMO, 2012). Se sustenta igualmente en un enfoque de migración como nexo de colaboración entre Holanda y Marruecos para el desarrollo democrático y sostenible. Por lo tanto, todas las acciones que lleva a cabo en Marruecos, básicamente en ámbito de acceso al agua potable, salud, educación y lucha contra la contaminación del medio ambiente, se hacen de forma participativa con las organizaciones locales en las zonas de origen y con otras organizaciones de migrantes marroquíes en Europa *“con al condición de apoyo y cooperación, no de control”* (EMCEMO, 2012), transmitiendo valores democrático, puntos de vista y técnicas de gestión. Las líneas de intervención de EMCEMO en el país de recepción se centran en la situación socio-económica problemática que vive una parte de la comunidad marroquí: en concreto, los hijos de inmigrantes no alcanzan el mismo nivel de rendimiento escolar que los nativos y al vivir en barrios más desfavorecidos no consiguen motivarse lo suficiente para seguir estudiando con vistas a un buen futuro. El programa de Atención al desarrollo socio-económico de los marroquíes de Ámsterdam tiene por objetivo *“educar a los marroquíes sobre lo que pueden hacer para salir de la pobreza y cómo pueden solucionar los problemas que enfrentan. Muchos de estos marroquíes no saben cuáles son sus oportunidades con respecto a las opciones legales existentes para obtener ayuda”* (EMCEMO, 2012). También, en la sociedad de acogida, EMCEMO intenta promover la cohesión social con el objetivo de conservar el multiculturalismo: no defiende únicamente los derechos de los inmigrantes, sino está comprometida con la

---

<sup>115</sup> Región situada en el sur de Marruecos. Limita al este con el Atlántico, al oeste con Argelia y al sur con el Sáhara.



comprensión y la comunicación entre los diversos grupos para luchar contra la radicalización, el antisemitismo, la homofobia, la islamofobia y cualquier otro acontecimiento susceptible de generar división en la sociedad holandesa.

- La Asociación Immigration Démocratie et Développement (IDD) es más reciente, fue creada en 1999 como una red de asociaciones de migrantes marroquíes en Francia, integrada por ex- miembros de la ATMF, la Asociación de Trabajadores Magrebíes en Francia que era en los años 1980-1990 un espacio de reivindicación política de los inmigrantes (Lacroix, 2005b). De allí quizás su lógica de trabajo basada en el hecho de que *“no puede haber desarrollo sin democracia real, con la participación y control activo de la población”* (IDD, 2012), por ello centra sus actuaciones en reforzar la sociedad civil para un desarrollo sostenible, justo y solidario. Sus ámbitos de acción prioritarios son: el desarrollo cultural, es conocida por su iniciativa de bibliotecas rurales; la educación para el desarrollo, mediante la organización de seminarios y encuentros que analizan las problemáticas de codesarrollo; el desarrollo social, mediante la creación de centros de acogida y formación para mujeres en el medio rural o la construcción de viviendas sociales tras el terremoto de Alhucemas (Norte de Marruecos) en 2004, sumándose a las numerosas acciones de solidaridad internacional que tuvieron un importante impacto sobre el desarrollo de la provincia (V.: Suárez Collado, 2008).

Para el asociacionismo marroquí en España, se podría mencionar el caso de la Asociación de Inmigrantes Marroquíes en España (ATIME) creada en 1989 por un grupo de inmigrantes trabajadores y refugiados marroquíes (V.: Danese, 2000) aunque desde el principio sus fines estaban ligados a la intervención con el colectivo inmigrante en España con programas de educación, inserción laboral y atención social. Indicaremos en el capítulo 7 más casos de ONG's entrevistadas, pero resulta relevante aquí presentar el caso de la Red Euromediterránea de cooperación al Desarrollo (REMCODE) que fue incluida en la muestra inicial de trabajo de campo pero no fue posible contactar con sus miembros<sup>116</sup>. REMCODE fue creada en 1997 como consecuencia de las necesidades detectadas en el trabajo diario de ATIME, concretamente en materia de atención directa a los inmigrantes y acciones de desarrollo en Marruecos, partiendo de la filosofía de que los inmigrantes no son siempre simples sujetos pasivos y receptores en acogida y que pueden asumir responsabilidades, incluido el hecho de protagonizar cambios en la sociedad de origen. La idea principal es contribuir a erradicar las

---

<sup>116</sup> Su página Web no funciona, los teléfonos de sus sedes en España y Marruecos tampoco y los correos electrónicos enviados han sido devueltos tras varios intentos durante noviembre de 2011.

causas de la pobreza y preparar las condiciones de disfrutar de la vida que a toda persona le corresponde por justicia social (Lacomba, 2004). Sus actuales proyectos se centran, según la escasa información conseguida, en la formación de los actores de desarrollo mediante la Escuela de Formación y Análisis sobre Codesarrollo (EFAC), celebrada en la ciudad de Tetuán en junio de 2011, con el apoyo del ayuntamiento de Madrid y del MCMRE, y con la idea de iniciar técnicos de proyectos, gestores públicos y voluntarios de España y Marruecos a la planificación de proyectos de intervención en materia de codesarrollo y a conocer de manera directa proyectos en terreno (REMCODE, 2011).

En definitiva, se puede deducir que las asociaciones de desarrollo son iniciativa de y están lideradas por migrantes marroquíes que tienen una larga trayectoria de militancia en sindicatos y asociaciones, lo que explica que los proyectos emprendidos tengan un fondo ideológico vinculado a la democracia y a la lucha social por los derechos, además de sus fines de desarrollo desde la solidaridad y con enfoques participativos.

Como ya indicamos en el capítulo 5, la relación de los emigrantes marroquíes con sus pueblos de origen define en gran medida el alcance de sus iniciativas. Pueden comprometerse con el desarrollo igual que es posible su desinterés o falta de preocupación (Lacroix, 2003). Percibidos por la población como “hijos del pueblo” que han tenido éxito en el extranjero y se han forjado un “estatuto honorable”, los emigrantes se apoyan en esta percepción para legitimar su discurso y sus acciones, ejerciendo un cierto liderazgo étnico (Martiniello, 1992). Buscan en el espacio transnacional recursos para sus proyectos y se enfrentan a la dura tarea de generar desarrollo en un lugar que conocen como nativos, pero desconocen como actores. Se ofrecen a introducir en dicho lugar ideas de otro calado y la interacción con el pueblo aspira a generar un cambio desde abajo (Lacroix, 2003).

El trabajo de las OSIM u OTM, según la denominación adoptada por la tesis, puede considerarse una síntesis entre las aspiraciones de la élite, las esperanzas de la población y las concepciones de los proveedores de fondos. La élite se encuentra ante el reto de integrar una nueva dinámica de desarrollo, salvaguardando las estructuras sociales del pueblo (Lacroix, 2003), las resistencias son frecuentes, y lo que pasa a nivel local es la ilustración de la ebullición que vive el país hoy en día en cuanto a la “identidad” marroquí, su evolución hacia los valores universales, o su conservación en función de los referentes tradicionales y religiosos. La actitud de la población en el marco de los proyectos de desarrollo, es lo que Mernissi (1992) llama en su obra *La Peur- Modernité* miedo ante el cambio social porque supone una pérdida de tranquilidad y una falta de confianza en lo que, por ejemplo, aportarían las nuevas ideas a las relaciones de los hombres con sus esposas. Por lo tanto, las asociaciones

se esfuerzan en encontrar el límite, el equilibrio entre la evolución y el conservadurismo, distinguiendo lo que es deseable de lo que no es aceptable por parte de los beneficiarios.

Las iniciativas de las OTM tienen efectos directamente visibles en cuanto a su capacidad de impulsar una dinámica de desarrollo en algunos pueblos y a escala local. Sin embargo, tres observaciones principales son reseñables aquí para poner estas contribuciones en su justa medida, hablando de alcances en materia de desarrollo: a) Son pequeños proyectos dirigidos a un número limitado de personas; b) Chocan con resistencias culturales e institucionales que reducen sus objetivos como generadores de cambio y su intención de transferir ideas afín con los valores universales; c) No están vinculados a estrategias de desarrollo que desde las instituciones se centran en el ámbito local y/o nacional.

### ***8.2.2. Las remesas formales de los MRE: riesgos ante la crisis***

Como hemos señalado en el capítulo 4, las remesas o envíos monetarios son el tema más estudiado como efecto de las migraciones sobre el desarrollo: conocemos por lo tanto sus impactos macro-económicos y su importancia para las familias de los inmigrantes. Vamos a descubrir de cerca estos impactos en el caso marroquí.

Las remesas de los MRE han evolucionado de forma ascendente desde la década de los 1980 hasta posicionarse como una de las principales fuentes de ingreso para el Estado marroquí. Sin embargo, desde 2008, surgió la duda respecto a la continuidad de esta fuente y se cuestionó la viabilidad de seguir contando con ella como uno de los pilares de la economía marroquí. Como observamos en la tabla a continuación, el punto de inflexión se produce en 2008, coincidiendo con la situación económica mundial. Es lo que podemos ver detalladamente a continuación:

AÑOS	TOTAL EN MDH	EVOLUCIÓN EN %
1980	4 147,6	+12,2
1981	5 242,0	+26,4
1982	5 114,5	-2,4
1983	6 515,4	+27,4
1984	7 680,7	+17,9
1985	9 732,2	+26,7
1986	12 730,6	+30,8
1987	13 267,9	+4,2
1988	10 700,4	-19,4
1989	11 344,1	+6,0
1990	16 537,2	+45,8
1991	17 328,1	+4,8
1992	18 530,7	+6,9
1993	18 215,9	-1,7
1994	16 814,4	-7,7
1995	16 819,9	-
1996	18 873,8	+12,2
1997	18 033,4	-4,5
1998	19 310,9	+7,1
1999	19 001,5	-1,6
2000	22 961,6	+20,8
2001	36 858,1	+60,5
2002	31 707,9	-14,0
2003	34 581,8	+9,1
2004	37 422,5	+8,2
2005	40 737,7	+8,9
2006	47 833,8	+17,4
2007	55 000,7	+15,0
2008	53 072,4	-3,5
2009	50 210,5	-5,4
2010	54 103,0	+7,8
2011	58 630,1	+8,3

#### Evolución anual de las remesas de los MRE

Fuente: Elaboración propia desde diferentes estadísticas del Office de Change<sup>117</sup>.

<sup>117</sup> Véase por ejemplo la página de ingresos MRE [http://www.oc.gov.ma/portal/flux\\_mre\\_evo.php](http://www.oc.gov.ma/portal/flux_mre_evo.php) (Office de Change 2012a) o la página de datos generales de la economía marroquí desde 2003: <http://www.oc.gov.ma/portal/tableau-bord-an.php#> (Office de Change 2012b)

El caso de Marruecos ha seguido las tendencias internacionales. Las cifras de flujos de remesas a nivel mundial han ido en ascenso desde mediados de los 90, presentando picos muy altos de subida a partir del 2000. A pesar de esta evolución ascendente, desde el 2007 ha habido una caída en las cifras a nivel internacional. En 2009 se produjo una disminución del 6% en los flujos internacionales de remesas (Ratha *et al.*, 2010).

La disminución de las remesas en Marruecos empezó a partir del segundo semestre de 2008: al observar la evolución mensual en 2008, reflejada en el gráfico siguiente, se nota una disminución de 5% en cada mes del segundo semestre (salvo en julio y septiembre) que daba lugar a un pesimismo en la interpretación del comportamiento bajista de las remesas. De hecho las previsiones oficiales para 2009 indicaban una media anual de 10% y en algunos casos de 15% de recesión. Las cifras disponibles hasta finales de junio de 2009 mostraban una reducción de 15,5% en cuanto al primer semestre de 2008. Marruecos esperaba alcanzar los 45 mil millones de DH de remesas en 2009.

Los envíos monetarios no han seguido esta lógica de disminución: en el período septiembre-diciembre de 2009 aumentaron un 8,2% en comparación con el mismo período de 2008 (Al Amana, 2010), lo que contribuyó a modificar de manera significativa las previsiones más pesimistas. Los datos oficiales de la Oficina de Cambio marroquí indicaban una cifra de algo más de 50 mil millones de DH para el año 2009, lo que constituye tan sólo 5, 4% de recesión en cuanto al año 2008, pero de 11% en cuanto a 2007: la recesión más fuerte en una década de significantes aumentos anuales.

Las estadísticas de envíos monetarios en 2010 por país de acogida (en la tabla a continuación) indican que los marroquíes residentes en Francia, España e Italia detienen el 70% de la operación. Esto se explica en términos observables por el porcentaje de marroquíes en cada país del mundo, la mayoría se concentra en países europeos: de las 3.200.000 personas sondeadas, 85% están en Europa, 9% en los países del Golfo y 6% en EE.UU y Canadá.

PAÍSES	IMPORTE EN MDH	% DEL TOTAL DE REMESAS
FRANCIA	22 133,30	40,9
ESPAÑA	5 437,10	10
ITALIA	5 400,80	10
ESTADOS UNIDOS	2 952,60	5,5
BÉLGICA	2 894,40	5,3
ÉMIRATOS ARABES UNIDOS	2 781,00	5,1
REINO UNIDO	2 508,20	4,6
HOLANDA	2 260,30	4,2
ALLEMAÑA	1 982,40	3,7
ARABIA SAUDÍ	1 778,00	3,3
CANADÁ	829,6	1,5
SUIZA	828	1,5
KOWEÏT	441,7	0,8
QATAR	299	0,6
NORUEGA	238,9	0,4
OMÁN	173,8	0,3
BAHREÏN	147,5	0,3
SUECIA	122,7	0,2
DINAMARCA	116,8	0,2
LIBIA	72,7	0,1
IRLANDA	67,2	0,1
TÚNEZ	45,5	0,1
GUINEA ECUATORIAL	39,2	0,1
LÍBANO	36,1	0,1
JAPÓN	35,8	0,1
GUINEA	35	0,1
GABÓN	34,2	0,1
AUSTRIA	31,5	0,1
FINLANDIA	31,4	0,1
GIBRALTAR	30,1	0,1
OTROS PAÍSES	318,2	0,5
TOTAL	54 103,0	100

Importe y porcentaje de las remesas de los MRE según los países de residencia.

Fuente: elaboración propia desde datos de la Office de Change<sup>118</sup>

La evolución de remesas en 2010 (7,8%) ha roto con la tendencia bajista 2007-2009. El leve aumento es debido en gran parte a las remesas procedentes de Francia, pues suponen a ellas solas casi la mitad, o sea el 3,8% de la evolución positiva, en un momento en que las remesas desde Italia y España siguieron su tendencia bajista. La destrucción más significativa ha sido en el caso español, que en 2007 suponía el 15% del total de remesas recibidas con 8 504,9 MDH y pasó en 2010 a suponer sólo el 10% con 5 437,10 MDH.

Es lo que nos lleva a deducir que la disminución de las remesas de los MRE está estrechamente vinculada a la coyuntura internacional y específicamente al impacto de la crisis en los países de residencia, por el paro y el repliegue de la actividad en el sector de la construcción y del automóvil donde la mano de obra marroquí está fuertemente representada.

<sup>118</sup> Véase la referencia Office de Change (2012c).

El ejercicio de desglose de la evolución de remesas por países de residencia de los MRE nos confirma que gran parte de la pérdida entre 2007 y 2010 está relacionada con la evolución de la situación económica en Francia, Italia y España. Se perdieron más de 3 MDH en las remesas desde España y 1 MDH desde Italia cuyas economías no han conseguido despegar. Frente a esta pérdida, y además de la contribución francesa por la mejora de su economía, el aumento más significativo es el del importe procedente de Emiratos Árabes Unidos, país no afectado por la crisis, pues pasaron de suponer el 2,9% en 2007 a representar el 5.1% del total de remesas recibidas en 2010 (Aboussi y García Quero, 2011).

El Gabinete de inteligencia económica Oxford Business Group (OBG) corrobora nuestras interpretaciones. En 2008 hizo un análisis sobre el riesgo de repliegue por las perturbaciones económicas en Europa y recomendó la puesta en marcha de medidas para facilitar y formalizar la transferencia de fondos en el caso de Marruecos. Las cifras de remesas por país de residencia indican que la disminución en cuanto a 2008 es en gran parte provocada por la reducción de las remesas procedentes de Francia, España e Italia, donde se concentran la mayoría de los MRE y que son países fuertemente golpeados por la crisis económica (El Bazi, 2008). En el ranking de destino de remesas desde España realizado a partir de los datos del Banco de España, Marruecos es el tercer destino con la más alta disminución, pues asciende a 22,6% en comparación con 2008 justo después de Brasil y Senegal<sup>119</sup>.

Teniendo en cuenta que todas las previsiones contemplan sólo las remesas que transitan por canales formales, no se dispone de ninguna cifra en cuanto a los envíos monetarios realizados por canales informales, por lo cual se ignora si su evolución ha sido bajista o alcista. La disminución tendría los mismos argumentos anteriormente citados con respecto a la situación laboral de los inmigrantes. En el caso de aumento, estaríamos ante una nueva estrategia desarrollada para reducir los gastos en tiempos de crisis (aunque es una de las razones también en situaciones económicas ordinarias). El supuesto aumento de las “remesas informales” agravaría la desventaja del Estado marroquí al no tener bajo su control una parte significativa de las transferencias, pues un estudio del Observatorio de MRE de la Fundación Hassan II las estima en 20 mil millones de DH que llegan a las familias en el momento de las estancias (Aboussi y García Quero, 2011).

A pesar de las cifras positivas<sup>120</sup>, la economía marroquí sigue con algunos factores de fragilidad que pueden afectar su proceso de desarrollo y que se han confirmado mediante los impactos de la crisis, pues al sincronizar su ciclo económico con el de sus principales

---

<sup>119</sup> Véase la referencia Remesas.org (2010).

<sup>120</sup> la última evaluación de estabilidad del sistema financiero (Financial System Stability Assessment) afirmó que “el sistema bancario marroquí era estable, bien capitalizado y resistente a los choques” (FMI, 2008).

colaboradores como Francia y España, Marruecos está afectado por 4 canales principales de transmisión: el primer Canal se refiere a los intercambios comerciales de bienes y se manifiesta mediante el repliegue de la demanda extranjera dirigida a Marruecos por la disminución del consumo; el segundo es relativo a la baja de los ingresos turísticos, por la reducción de los gastos de los hogares en los países emisores de turistas y la intensa competencia regional e internacional; el tercero se resume en la contracción de las IDE, bajo el efecto de las incertidumbres, las dificultades de financiación a escala mundial y los eventuales aplazamientos de proyectos de inversión; en cuanto al cuarto canal, es el relativo a la disminución de las transferencias de los MRE, ampliamente explicado en la primera parte. Para el período entre julio de 2008 y marzo de 2009, que coincide con la confirmación de la crisis a escala mundial, estos cuatro canales han participado con 28 mil millones de DH menos que el mismo período un año antes: es una disminución de 13% (Aboussi y García Quero, 2011).

Centrándonos en el impacto que tiene la alteración de transferencias en la economía Marroquí, partimos de que las remesas tienen efectos considerables tanto para las economías individuales (efectos microeconómicos) como para los grandes agregados macroeconómicos de los países de envío y de destino. La llegada de remesas a Marruecos supone que la balanza de rentas tenga saldo positivo lo que ayuda a financiar otras partidas deficitarias de la Balanza de Pagos (BP) marroquí. Por tanto las remesas suponen una importante fuente de divisas para la economía del país: posibilitan importaciones que no se podrían financiar con recursos internos y ayudan a la financiación exterior de su economía, pues es una de las fuentes más importantes de captación de recursos del exterior (Ratha, 2003). La bajada en la recepción de remesas implica un mayor endeudamiento de la economía marroquí para financiar el déficit en otras partidas de la BP.

En general, se considera limitada la capacidad que tienen las transferencias para financiar un efectivo proceso de desarrollo en las comunidades de origen de la emigración. Dado que las remesas conectan directamente al proveedor (inmigrante) con el receptor de los recursos (familiares), el uso de estos recursos no siempre se relaciona con objetivos inversores, pues se destinan a satisfacer las necesidades de consumo corriente, de equipamiento del hogar, a la adquisición o ampliación del patrimonio doméstico o a la creación de un pequeño negocio, entre otras estrategias y necesidades. Dos efectos se plantean en este marco: el consumo familiar y la inversión. La alteración de remesas reduce la tasa de ahorro de las familias, pues las remesas no se consumen íntegramente por las familias sino que una parte se ahorra. De igual modo es previsible el retroceso del gasto en consumo destinado a bienes duraderos, como el sector de la vivienda, el de la automoción o el del



mobiliario. Si en términos de movilidad geográfica, la emigración refuerza la urbanización, en tanto que los inmigrantes y sus familias tienden a abandonar las zonas rurales de origen e instalarse en las ciudades al invertir remesas y ahorros en la compra o construcción de alojamiento, la reducción de renta frenará este proceso. Es también relevante incidir en que la reducción del consumo afecta a bienes fundamentales para el desarrollo de las capacidades propias de los individuos como la sanidad o la educación, del mismo modo que disminuirá la posibilidad de gastar en bienes o servicios relacionados con el ocio (Aboussi y García Quero, 2011).

Según datos del Banco Mundial (2009), se estima que las remesas salvan de la pobreza a 1 millón de marroquíes: el bienestar de las familias que dependen de las transferencias puede estar en cualquier momento en situación de duda. Si está confirmado que uno de los factores que influyen en la emigración y permanencia es el compromiso familiar interpretado en medidas de protección, seguro y salvaguardia de las familias, esta estrategia calculada de emigración para salir del riesgo se ve impactada por situaciones de inestabilidad e incertidumbre sociolaboral en el país de acogida como las que observamos hoy en día por los efectos de la crisis: el ahorro del emigrante para asegurar envíos monetarios regulares no le permite llevar el nivel de vida adecuado ni permite a su familia salir definitivamente de la vulnerabilidad, lo que mantiene a ambas partes en zona de riesgo (Aboussi y García Quero, 2011).

Si hemos desarrollado esta parte enfocándola al efecto de la crisis es para demostrar que el hecho de que Marruecos siga con esta lógica rentista, esperando los envíos de sus emigrantes como uno de los pocos pilares de su economía, acaba resultando una apuesta arriesgada y poco cauta. Si bien existen algunas acciones que intentaron intervenir en este ámbito, tal y como explicaremos en el punto siguiente, es en el marco de una reestructuración de la economía y una fundamentación de las políticas sociales donde creemos más oportuno incluir y considerar el tema de remesas como parte de una política sectorial, aún ausente, que conecte las migraciones con el desarrollo.

### **8.3. Iniciativas de vinculación con la diáspora marroquí**

Como hemos avanzado en el capítulo 5, las políticas de vinculación resultan ser medidas que aseguran la vinculación de los emigrantes con sus países de origen. Es reseñable el esfuerzo que realizó Marruecos en este campo desde 2005, aunque quedan muchas pistas por explorar.

### **8.3.1. La política migratoria marroquí: ¿cambios forzados?**

Antes de 1989, Marruecos promovía la emigración para aliviar la presión demográfica sobre los mercados laborales saturados y permitir el acceso de parte de la población al empleo y a la renta como fases iniciales del proceso de bienestar. Además de ello, se consideraba un instrumento para mejorar la cualificación de los trabajadores y una fuente de divisas (Bouoiyour, 2008). Toda la política de atención ciudadana a los Trabajadores Marroquíes en el Extranjero (TME) se centraba en la apertura de sucursales bancarias (Banque Populaire) para canalizar las remesas y en un discurso que pretende conservar los lazos mediante programas de enseñanza del árabe en colaboración con las asociaciones de comerciantes llamadas “amicales” que también jugaban un papel de control y seguridad (Daoud, 2002; Boussetta, 2001). La intervención del Estado marroquí a favor de los intereses económicos y de la identidad cultural y religiosa de sus emigrantes ha logrado mantener los lazos con ellos, aunque las cuestiones políticas han perjudicado de vez en cuando esta relación (Fargues, 2003). En el año 1988, la disminución de 20% en las remesas puso al país ante una nueva realidad: la obsesión por el control impidió a las autoridades públicas detectar la evolución de la población emigrada, su autonomización y su transnacionalización (Lacroix, 2003).

Ante este riesgo, básicamente económico, se produjo un cambio en el discurso y la práctica: de los TME pasamos a los MRE, una denominación menos materialista; se pone fin a las asociaciones encargadas de control o espionaje y en lugar del enfrentamiento con los líderes de izquierda exiliados asistimos al regreso de Abderrahmane Youssoufi y su elección en 1998 para presidir el “gobierno de alternancia”. Desde finales de los noventa, la política migratoria marroquí se dota de nuevos componentes como la protección jurídica de los MRE, la promoción de la inversión y la mejora de los servicios de acogida, manteniendo la línea de preservar los lazos con el país. En este marco ha sido creada en 1996 la Fundación Hassan II para los MRE con siete departamentos que operan en ámbitos diferentes como son la asistencia social, la educación o la promoción económica. La Fundación Mohammed V para la Solidaridad empezó a encargarse de la operación llamada “Marhaba” para la acogida de los MRE en los períodos vacacionales, mediante un dispositivo que incluye la recepción, información, asistencia médica y coordinación con los países de procedencia<sup>121</sup>. En este mismo contexto de atención a la comunidad marroquí en el extranjero, ha adherido el país al programa Transfer Of Knowledge Through Expatriate Nationals (TOKTEN), lanzado por el PNUD con la idea de emplear la experiencia de los emigrantes altamente cualificados en el apoyo de sectores clave de sus países de origen. Esta adhesión se complementó por una

---

<sup>121</sup> Véase la referencia Fondation Mohammed V pour la solidarité (2009).

segunda iniciativa en 2004 del Ministerio de Enseñanza Superior y de Investigación Científica, denominada FINCOME (Dónde estáis en árabe Marroquí) en tanto que Foro Internacional de Competencias Marroquíes en el Extranjero (Belguendouz, 2010).

Es cierto que las instituciones y acciones promovidas ha ido cubriendo las necesidades de los emigrantes marroquíes en colaboración con las asociaciones instaladas en diferentes países, pero estas necesidades superan los servicios que pueda prestar una fundación y se insertan en un marco más amplio en demanda de una respuesta política e institucional.

### **8.3.2 Instituciones y representatividad**

Algunos autores prefieren no considerar las iniciativas de conexión entre emigrantes y país de origen como políticas públicas (Gamlen, 2006). Otros distinguen entre políticas de Estado y políticas de gobierno. Las primeras son de largo plazo y están centradas en reforzar el sentimiento de pertenencia, serán expuestas en la presente parte. Las segundas son de corto plazo y promueven acciones específicas en la agenda del gobierno (González Gutiérrez, 1999) que abordaremos en el apartado siguiente.

Las reivindicaciones de la comunidad marroquí en el extranjero se manifiestan mediante artículos en la prensa, foros de debate y visitas institucionales para hacer presión de modo a conseguir una representación que garantice sus derechos cívicos y políticos. Como hemos indicado en el capítulo 6, en las teorías de transnacionalismo, este tipo de actividades políticas relativas al país de origen o “Homeland politics” sirven para manifestar apoyo u hostilidad de la comunidad emigrada hacia el régimen establecido, como la organización de manifestaciones o la financiación de campañas electorales. Cuando estas actividades están organizadas por una comunidad que no puede participar en el sistema político del país de origen se llaman “Diasporic politics” (Lafleur, 2005). Entre estas dos posturas se encuentra la práctica política de los MRE, dependiendo de las decisiones tomadas por el Estado y el gobierno marroquí.

En efecto, tras la renuncia a los votos de los emigrantes y su representación en el parlamento desde 1993, en un contexto de proteccionismo político que trataba de evitar la posibilidad de que la comunidad se dividiera en función de ideologías partidistas, sus demandas continuaron y alcanzaron mejores niveles de organización, pues el interés político transnacional de los emigrantes no desaparece necesariamente con el tiempo, tampoco es posible reemplazarlo por la inclusión en la vida política del país de residencia (Levitt, 2003).

Es en 2005 cuando se consigue la vuelta de estos asuntos participativos a la agenda política del país: el discurso del Rey Mohammed VI del 6 de noviembre anuncia cuatro

medidas en este sentido: la representación de los MRE en la “Cámara de Representantes”; la creación de circunscripciones legislativas electorales en el extranjero; la concesión del derecho de voto a las nuevas generaciones, con la revisión correspondiente de la legislación electoral y la creación del Consejo Superior de la Comunidad marroquí en el extranjero. El discurso presenta estas decisiones como una respuesta a las *“aspiraciones legítimas de diferentes generaciones de la comunidad, que deseen ejercer su ciudadanía plena y entera”*<sup>122</sup> con el fin de implicar a los ciudadanos emigrados en todas las instituciones y asuntos públicos. Es una respuesta estatal a las diasporic politics para contenerlas e insertarlas en el debate interno antes de verlas pasar a niveles incontrolables.

El desarrollo de las medidas anunciadas en 2005 corrobora esta premisa. Las dos primeras medidas correspondientes a la representatividad de los MRE se iban a aplicar en las elecciones legislativas de septiembre de 2007. Al final, las autoridades anularon esta intención por motivos técnicos y logísticos, relativos a la dificultad de organizar elecciones en los diferentes países de residencia de los emigrantes marroquíes. A pesar de este incidente, el código electoral dio derecho a las nuevas generaciones nacidas en el extranjero de inscribirse en las listas electorales generales ya sea para votar o para presentar una candidatura. Las solicitudes han sido descentralizadas al facilitar su presentación en los consulados que los transmitía a las comisiones competentes en las diferentes provincias marroquíes mediante el ministerio de asuntos exteriores y el ministerio de interior. La escasa participación e inviabilidad del voto (Belguendouz, 2009), ya que era necesario estar en Marruecos el día de elecciones y no existe el voto por correo, reduce el impacto de esta medida aunque se puede considerarla más bien una muestra de interés por parte del Estado hacia una categoría de MRE que tienen la nacionalidad del país de residencia, dándole contenido a la nacionalidad marroquí.

Se produjo entonces un retroceso en cuanto a las bases anteriormente mencionadas en materia de representatividad, pues ésta, en palabras del Rey *“corre el riesgo de convertirse en un simple ejercicio formal, si no cuenta con la credibilidad, la elegibilidad, la competencia leal y la movilización de nuestros ciudadanos emigrados”*<sup>123</sup>.

La cuarta medida anunciada en 2005 preveía constituir el Consejo de la Comunidad Marroquí en el Extranjero (CCME) de *“manera democrática y transparente, beneficiando de todas las garantías de credibilidad, de eficiencia y de representatividad auténtica”*<sup>124</sup>. Si es cierto que la creación del CCME ha sido fruto de un proceso consultivo, bajo la

---

<sup>122</sup> Véase la referencia Maghreb Arabe Presse (2005).

<sup>123</sup> Consulte la referencia Maghreb Arabe Presse (2007).

<sup>124</sup> Véase la referencia Maghreb Arabe Presse (2005).

responsabilidad del Consejo Consultivo de los Derechos Humanos (CCDH) por petición del Rey, el informe elaborado y transmitido al gabinete real ha sido criticado por parte de los actores relacionados con el ámbito. Varios partidos han considerado el proceso consultivo insuficiente e incluso discriminatorio, con la ausencia de metodología transparente y democrática. El debate se centró en el nombramiento de los miembros del CCME en vez de la elección de representantes según las circunscripciones consulares: las propuestas formuladas por asociaciones de MRE no han sido incluidas en las conclusiones del proceso consultivo. Se cuestiona en este caso la diferencia entre la práctica que ha llevado a la creación del consejo y el discurso que lo anunció: *“La creación de esta instancia se inserta en el marco de una reflexión renovada y racional y de una visión profunda de la política de inmigración, a través de la adopción de una estrategia global, poniendo fin al solapo de los papeles y a la multiplicidad de los actores”* (Belguendouz, 2009).

El formato actual del consejo no ha contado con la metodología democrática, lo que pone en duda su legitimidad, a pesar de que se considera su mandato actual transitorio de unos 4 años como máximo. La misión principal del consejo es alimentar la reflexión sobre el tema de representatividad con el fin de generar una participación amplia de los MRE en la elección de sus representantes, pues ha sido pensado -tal y como lo confirma el real decreto del 21 de diciembre de 2007<sup>125</sup>- con unas amplias competencias para que sea una fuerza de propuesta en cuanto a todas las cuestiones y políticas públicas relacionadas con la comunidad marroquí en el extranjero, como los temas de identidad, la defensa de los derechos y el apoyo de las iniciativas de desarrollo en las zonas de origen. Ha sido diseñado tal y como lo califica su secretario general para ser un laboratorio de ideas para contribuir a la puesta en marcha de políticas públicas, mediante un informe anual dirigido al gabinete real y un informe bi-anual sobre la situación de los MRE (El Madmad, 2009).

La comparación entre el CCME y las instituciones similares en otros países resalta el procedimiento democrático que organiza éstas. La legitimidad del Consejo General de los Italianos en el Exterior (CGIE) por ejemplo, creado por la Ley del 6 de noviembre de 1989, se basa en la elección de más de dos tercios<sup>126</sup>. En el caso de países latinoamericanos como Brasil o Perú, se optó por la creación de consejos consultivos en las circunscripciones consulares, aunque el proceso de constitución resultó conflictivo, debido a la lucha de intereses entre los líderes de la diáspora o la politización de estos consejos por partidos políticos (Moraes *et al.*, 2009). El formato del CCME está pensado para madurar la reflexión

---

<sup>125</sup> Consulte la referencia Bulletin Officiel (2008).

<sup>126</sup> Más información en CGIE (2012).

sobre las diferentes prácticas de los emigrantes, cuando éstos esperan menos debate y más acción.

Las prácticas transnacionales de los emigrantes tienen dos vías: desafiar las instituciones estatales o servir sus intereses (Smith, 2003). En este sentido, el retroceso en materia de representatividad y la legitimidad cuestionada del CCME son susceptibles de convertir el apoyo de los MRE al Estado marroquí en una postura diferente, pues al verse reducidas las posibilidades de participación, se convertirán las Homeland politics en actividades de Diasporic politics. En efecto, la diáspora marroquí está empleando nuevos instrumentos para presionar, como puede ser el contacto con instituciones internacionales, la creación de redes<sup>127</sup>, la organización de foros de debate con difusión mediática o la creación de partidos políticos liderados por MRE<sup>128</sup>. Es cierto que la organización de elecciones en las diferentes circunscripciones consulares en los países donde reside la comunidad marroquí puede resultar complicada y costosa, sobre todo sin tener la garantía de que los MRE acudan a las urnas, como ha pasado en experiencias similares de países latinoamericanos como México, cuando en las elecciones presidenciales de 2006, sólo han votado 32000 mexicanos en el extranjero de un total de 4 millones de potenciales electores (Cohen, 2007). Pero, por mucho que prime el peso de la variable coste, la lógica que ha de plantearse es la de derechos cívicos y políticos: los emigrantes ven el voto como un derecho simbólico que concreta sus demandas de reconocimiento por parte del país de origen (Itzigsohn y Villacres, 2007). Quizás sea entonces el paso más importante para devolverles el sentimiento de seguir perteneciendo a la otra orilla, lo que sería el comienzo de una mayor implicación ciudadana, pues no se puede tomar o dejar de tomar una decisión similar –la de voto y representatividad– en función de las previsiones en materia de participación (Aboussi, 2011d).

Las prácticas diaspóricas, propias de la comunidad marroquí en el extranjero, están enmarcadas en la globalización, pues reducen la distancia. Ésta deja de ser fuente o factor de poder ya que la movilidad y el contacto superan las fronteras geográficas. Estamos en un mundo post-soberano, donde los países ven cómo actores transnacionales entran en el juego institucional, reivindican su derecho de participación y amenazan la soberanía del Estado: “*El Estado post-soberano es un Estado fuerte, pero también un Estado vigilado por la emergencia de un espacio público internacional*” (Badie, 2000). Los emigrantes como actores

---

<sup>127</sup> Recibimos frecuentemente información sobre actividades similares, de las cuales destacaríamos la constitución en 2010 de la Plataforma Civil de los Marroquíes de Europa, con 800 adhesiones individuales y asociativas según la nota de prensa difundida.

<sup>128</sup> Con fecha de 14/07/2010, hemos recibido por correo electrónico una invitación para la adhesión a un Partido llamado “Hizb Al Mostakbal” traducido al español Partido del Futuro, mediante la red social Facebook donde se puede ver los fines de constitución del partido, aunque está en duda su aprobación por el ministerio de interior marroquí. Para consultar información sobre esta iniciativa: <http://almostakbal.ning.com/>

transnacionales que conforman movimientos sociales más allá del Estado, están pendientes del comportamiento de la estructura de oportunidades e intentan modificar el proceso político jugando el papel de outsiders con el propósito de acceder a los recursos en igualdad de condiciones con los insiders (Ancelovici y Rousseau, 2009).

### **8.3.3 Políticas gubernamentales**

En cuanto a las acciones de gobierno, se canalizan a través del Ministerio Delegado encargado de la Comunidad Marroquí en el extranjero que por primera vez depende del Primer Ministerio, en los gobiernos anteriores dependía del Ministerio de Asuntos Exteriores y Cooperación. Elaborando el “Plan de acción nacional preliminar para la promoción de la situación de los ciudadanos marroquíes en el extranjero 2008-2012”, el ministerio ha superado la situación estancada en materia de atención social y ha puesto en marcha varias medidas sectoriales como la creación de una “ventanilla única central” para recibir todas las quejas de los MRE, bajo el nombre de “Sistema Integrado de Gestión de las Peticiones”<sup>129</sup>; la mejora de la acción social y el acompañamiento de los grupos más desfavorecidos resucitando los servicios sociales en unos 15 consulados y solucionando los problemas de los MRE jubilados sobre todo en materia de atención sanitaria; La consolidación de lazos sobre todo de los jóvenes con el país de origen mediante el plan de acción Enseñanza de la Lengua y la Cultura de Origen (ELCO) y el apoyo al tejido asociativo se por su papel en preservar la identidad cultural y religiosa. En paralelo con estas intervenciones sectoriales, el gobierno tiene la intención de abrir puntos de atención a los MRE en algunas administraciones, particularmente en las consejerías de gobernación de cara a ofrecerles asistencia y orientación en las diferentes tareas que quieran emprender dentro del país (El Mouden, 2009).

Además de estos instrumentos sectoriales, se han tomado medidas extraordinarias en el marco del Plan Anti-crisis, diseñado para disminuir el impacto de la crisis económica mundial sobre los MRE y sobre su contribución al desarrollo del país como hemos explicado anteriormente. Las medidas en cuestión se resumen en cuatro puntos esenciales:

- La posibilidad de acceso a un crédito bancario para adquirir un alojamiento, en el marco del mismo programa ofrecido a los autóctonos llamado Fondo “garantía de alojamiento”.
- Aplicar hasta el 31 de diciembre de 2009 la gratuidad de las transacciones que transitan por bancas marroquíes o sus redes en el extranjero, para bajar el coste de los envíos monetarios a Marruecos.

---

<sup>129</sup> Traducido del francés “Système Intégré de Gestion des Requêtes”.

- Para promover las inversiones de los Marroquíes del Mundo (MDM), se ha creado el fondo “MDM Invest”.
- El Plan Estado-GPBM (Agrupación Profesional de Bancas de Marruecos) ofrece a los MRE, influidos directamente por la crisis, la posibilidad de reescalonar las deudas.

#### **8.3.4. Un capital humano desconfiado**

El Informe General 50 años de Desarrollo Humano y Perspectivas 2025 (VV.AA, 2006) que se considera un documento de referencia actualmente en materia de las problemáticas de desarrollo en Marruecos, dedica una parte del análisis de potencial humano a la evolución de la comunidad marroquí en el extranjero incidiendo en la necesidad de considerarla más que un actor económico: *“Si la contribución de esta diáspora a la economía nacional es real desde hace mucho tiempo, Marruecos debe también tener la ambición de beneficiarse de los aportes de todos sus componentes en términos de irradiación exterior, de lobbying económico y financiero, de transferencias de pericia y tecnología y de enriquecimiento cultural”* (VV.AA, 2006).

Estas nuevas modalidades de implicación tienen un impacto confirmado en el caso de los turcos en Alemania por ejemplo: para el caso marroquí, podrían generar una promoción exterior relevante y defender los intereses del país ante organismos internacionales o por el simple contacto con la sociedad civil de los países de residencia. Para ello, el país debe reconquistar la confianza de la diáspora marroquí. Son numerosos los retos a los que se enfrenta y que debe ganar mediante una política apropiada: la redacción y aprobación de textos legislativos respecto a los derechos civiles y políticos de los ciudadanos emigrados; la atención a los MRE en situación precaria para garantizar sus derechos; la incitación a participar en las instituciones del país; promover el asociacionismo y sus actividades en el país de residencia y de origen; ofrecer facilidades para la inversión en sectores productivos y reforzar la contribución al desarrollo del país y la modernización de la sociedad movilizando las competencias científicas y profesionales para la integración del país en la economía del conocimiento.

La pérdida del capital humano a través del proceso emigratorio constituye un coste para las posibilidades de desarrollo del país emisor, por su papel crucial en la dinámica económica. Las teorías de transnacionalismo consideran las Translocal politics actividades cuyo objetivo es mejorar la situación de la población que vive en las localidades de origen, este tipo de acciones se convierte en políticas sólo si cuenta con una institucionalización por parte de los organismos públicos (Østergaard-Nielsen, 2003a). Aunque existen en este marco



iniciativas de los MRE en materia de inversión o de intervención social, hace falta que estas acciones sean continuas y sistemáticas, aprovechando el apoyo estatal y el acompañamiento jurídico y administrativo. Condición sin la cual no resulta benéfico emprender en el país. Un estudio realizado por el Alto Comisariato del Plan (HCP) en 2008 sobre la “Inserción socioeconómica” de los inmigrantes<sup>130</sup> confirma esta premisa al indicar que las cifras de los jóvenes interesados en volver al país para invertir son netamente inferiores en comparación con sus padres. El interés disminuye de generación en generación: los que inmigraron entre los años 1970 y 1980 invierten 2 veces más en Marruecos que en los países de acogida, este ratio se establece a 1,5 veces en los años 1980, luego 1,4 veces en los años 1990. Los MRE que inmigraron desde el año 2000 invierten a partes iguales en Marruecos que en los países de acogida. Aquí el sentimiento de pertenencia no interviene, priman las ventajas económicas: 90% se muestran dispuestos a abandonar la inversión en Marruecos en ausencia de facilidades comparables a las ofertadas en los países de acogida (Aboussi y García Quero, 2011).

Para abordar estos desafíos, es imprescindible conseguir una armonía dentro de la infraestructura institucional creada y adoptar un enfoque participativo que implique a los propios emigrados en el diseño de las políticas a emprender.

### ***8.3.5. Reflexiones sobre las iniciativas de vinculación***

El CCME como institución creada en Marruecos para generar debate y servir de referencia consultiva no ha logrado apoyarse en la metodología participativa para evitar el rechazo manifestado por algunas organizaciones de la diáspora. La exclusión del diálogo de la Plataforma Intercontinental de los MRE, como ejemplo de asociación representada en varios continentes, ha sido una manera de alimentar corrientes opuestas al trabajo de la institución, a su composición y a su esencia, mediante notas de prensa y peticiones de disolución del consejo actual con la idea de organizar “elecciones libres y democráticas” y crear un nuevo “consejo representativo de los marroquíes del extranjero” (Rayan, 2008).

La práctica de la ciudadanía por parte de los MRE podría funcionar mediante el contacto directo de las instituciones con los sujetos, pero se limitaría a acciones intervencionistas y reducidas en el espacio y en el tiempo por mucho que sean bien elaboradas. Lo que aportarían las OTM supera los impactos individualistas ya que tienen la visión desde dentro de los problemas y los recursos humanos necesarios para el diseño y ejecución de programas. La promoción del asociacionismo en beneficio de las zonas de residencia y de origen es prioritario y urgente ya que “*sigue existiendo una notable falta de*

---

<sup>130</sup> Véase la referencia Maghreb Arabe Presse (2008).

*apoyo a los que deberían ser los actores del codesarrollo: las asociaciones de inmigrantes”* (Lacomba, 2005). Se trata de explorar e instalar los mecanismos de inserción de estas entidades en los diferentes programas y proyectos sociales. Un programa tan ambicioso como la INDH no cuenta con la diáspora marroquí en el momento en que podía afirmarse como marco prospectivo de reorganización de solidaridades sociales y territoriales contando con todos los actores dispuestos a involucrarse voluntariamente en proyectos desarrollistas.

La multiplicidad de actores que se dirigen a la diáspora marroquí pone en dificultad la consecución de los objetivos planteados por el Estado ya que las actividades se ven solapadas sin racionalización de los gastos, e incluso escapan al control político sin rendición de cuentas. La Fundación Hassan II para los MRE cuenta con su propio observatorio en colaboración con la Organización Internacional de Migraciones, con fines de investigación, análisis y difusión de información sobre temáticas en relación con la diáspora marroquí: su papel es repetitivo al compararlo con la misión del CCME. La Fundación Mohamed V para la Solidaridad lleva muchos años encargándose de la operación de tránsito en los meses de verano, ofreciendo asistencia médica y orientación a los MRE, se calculan 12 mil intervenciones por ejemplo en la operación de 2009<sup>131</sup>.

Por la dependencia directa del gabinete real, estas dos instituciones asumen funciones que competen más bien al gobierno, sin que estén expuestas al cuestionamiento por parte de las comisiones apropiadas del parlamento. La prensa tampoco se dedica a criticar sus labores, ya que por el estatuto de fundación no se puede evaluarlas según los mismos criterios aplicados a las instituciones públicas. El ministerio ve por esta situación reducir sus ámbitos de actuación por ausencia de alineación y armonización de programas. Hoy en día es necesario que cada autoridad pública o institución opere en complementariedad para llevar a cabo las misiones que le competen, aunque sería más razonable limitar la intervención a dos órganos, uno gubernamental (el ministerio) para diseñar la política general y fomentar-coordinar la acción no gubernamental, y uno consultivo (el CCME) como instancia para la investigación y la propuesta.

Las investigaciones sobre codesarrollo y la implicación de las diásporas aclaran aspectos básicos para llevar a cabo procesos participativos de desarrollo sin la exclusión de colectivos con destacado interés en apoyar los avances del país de origen. Hein de Haas elaboró en 2006 para el International Migration Institute un documento de trabajo sobre las líneas que los políticos han de reforzar a fin de aprovechar el capital que ofrecen sus emigrantes. Destaca en este sentido el aspecto de apoyo a las redes de la diáspora y la creación de alianzas eficientes con actores oficiales del desarrollo. Esto es posible si se

---

<sup>131</sup> Véase la referencia Fondation Mohammed V pour la solidarité (2010).

dinamiza el trabajo en red de las diferentes organizaciones, sin instrumentalizar las estructuras consultivas o las plataformas existentes, aunque es delicado mantener el equilibrio entre “reforzar” y “tutelar” las organizaciones diaspóricas (De Haas, 2006). Esta tarea no es factible sin la coordinación de los diferentes actores anteriormente mencionados, dentro de un modelo organizativo que prime la alineación de las acciones con las necesidades de los MRE, la gestión orientada a resultados y la implicación de la diáspora en los diferentes procesos de decisión y de configuración de las políticas.

¿Hasta qué punto está dispuesto el Estado marroquí a realizar estos avances? Los cambios de la última década han favorecido el refuerzo de las estructuras de oportunidad centradas en el Estado (Tarrow, 1996) precisamente las estructuras institucionales como la planificación de las acciones gubernamentales y la creación del CCME. Sin embargo varios investigadores dudan de la sinceridad de las reformas emprendidas en los últimos años: analizando las dimensiones de la nueva imagen de la monarquía, se detecta un doble juego que pretende cubrir los modos de ejercicio del poder por contenidos materiales como las iniciativas de desarrollo y las reformas anunciadas. En este marco, la creación de nuevas instituciones por parte del Rey se ve como una estrategia de marginación de las estructuras formales del poder, reduciendo las capacidades de decisión y ejecución política (Parejo, 2010). Es posible que la impresión que da Marruecos a la comunidad internacional sea de un movimiento de avance-retroceso que lo deja al final en el mismo sitio, aunque el cartel colgado sea el de cambio. Pero el discurso actual niega esta versión, confirma el progreso y justifica los entorpecimientos con argumentos basados en la necesidad de una planificación idónea, en los obstáculos relativos al cambio social o en la falta de claridad que paraliza la escena política.

En el contexto de las revueltas árabes, Marruecos parece decidido a operar cambios profundos en su sistema político mediante la revisión de la Constitución anunciada por el rey en el discurso del 9 de marzo de 2011 cuyo propósito fue: *“abordar el inicio de la siguiente etapa del proceso de regionalización avanzada, que supone un perfeccionamiento de nuestro destacado modelo democrático y de desarrollo, con la consiguiente profunda revisión constitucional que requiere, y que consideramos como el pilar de las nuevas reformas globales que queremos lanzar, en permanente armonía con todos los componentes de la Nación”*<sup>132</sup>. Se trata entonces de una reforma constitucional global, que tiene por finalidad *“modernizar y habilitar los órganos del Estado”* a través de un proceso consultivo llevado a cabo desde la fecha del discurso real hasta finales de junio de 2011, por parte de la comisión especial para la revisión de la Constitución.

---

<sup>132</sup> Véase la referencia Maghreb Arabe Presse (2011).

En el mismo discurso, se hace referencia a la Cámara de Consejeros así como al Consejo Económico y Social como dos instituciones de representatividad tanto de los órganos regionales como de las organizaciones profesionales y sindicales. Es seguramente el momento de reflexión sobre la práctica política de los MRE y las instituciones en las que podrían verse representados y sus demandas reflejadas. Para ello, se constituyó el 21 de marzo de 2011 el Comité de Marroquíes del Exterior para la Revisión de la Constitución con el fin de participar en el proceso consultivo. La revisión de la composición y las competencias de la Cámara de Consejeros tal y como la anuncia el discurso real podría ser el marco más adecuado de representatividad de los MRE, las noticias que relatan el contenido de algunas memorandas de propuesta presentadas por los partidos políticos corroboran esta opción<sup>133</sup>.

Se deduce de este ejercicio de análisis que Marruecos ha optado por la alianza y no por el choque con los movimientos transnacionales. Las colectividades humanas existían antes del Estado, éste para construirse ha tenido que concertar con estas entidades sociales incluyéndolas en el juego. Podemos asentir entonces que Marruecos está desarrollando estrategias que permitan desviar los recursos del espacio transnacional para reforzar su propia territorialidad (Lacroix, 2003).

Asistimos hoy en día a una emergencia de la Sociedad Civil Marroquí en el Extranjero cuya organización está asegurada por asociaciones activas, federaciones y plataformas que a la vez apoyan los avances del país sin dejar de recordar los fracasos y las necesidades (Aboussi, 2011d). Sus actividades son de carácter reivindicativo tanto en origen como en destino, aunque buena parte de su trabajo se centra en llevar a cabo pequeñas iniciativas de desarrollo en origen. Estas prácticas transnacionales manifiestan las conexiones positivas entre migración y desarrollo que están siendo desaprovechadas por el país, en ausencia de lo que hemos llamado gobernanza participativa: si las medidas estatales mencionadas en este trabajo tienen por objetivo que los marroquíes residentes en el extranjero no se sientan como proveedores de fondos sino como verdaderos actores socioeconómicos, la infraestructura institucional creada para ello aun no ha conseguido este reto y debe solucionar antes de cualquier acción el reparto adecuado de funciones para una intervención armonizada.

Quizás el Estado marroquí haya optado por una política progresiva para facilitar a los MRE la participación en las elecciones como principal canal de inserción en los asuntos públicos del país, pero los partidos políticos se han quedado a la expectativa pasiva de estos avances: comentan en sus congresos la situación, pero ninguno ha tomado la iniciativa de abrir el debate con la comunidad marroquí en el extranjero para sondear sus percepciones e

---

<sup>133</sup> Véase el artículo de prensa indicado en la referencia Hespess (2011).

inquietudes ni para practicar la función tan legítima de orientación política. Los retos son inminentes y las iniciativas no cuentan con los partidos políticos.

Este capítulo, algo más extenso que los demás, nos ha servido para descubrir de qué forma está presente la idea de codesarrollo en el discurso político y la acción pública de Marruecos. Se nos confirma la idea que expone el título del capítulo: no existe una política específica de codesarrollo, ni siquiera se utiliza este término de forma explícita o se llega a darle alguna definición. Sólo se observan acciones vinculadas al concepto en las políticas de atención a los MRE.

Si hemos hecho este recorrido es porque consideramos fundamental conocer de cerca las iniciativas solidarias y las dinámicas de activismo político de los emigrantes marroquíes; y conocer lo que se hace y lo que no se hace por parte del Estado y del Gobierno marroquíes en materia de atención a los MRE y de su inclusión institucional. Esto nos ayuda a saber lo que necesita el país en materia de políticas de vinculación con sus emigrantes y de inserción de su diáspora en planes de codesarrollo, para valorar a continuación si la cooperación española toma en cuenta dichas necesidades o sigue otra agenda de prioridades.

## **CAPÍTULO 9. EL CONCEPTO DE CODESARROLLO EN EL DISCURSO Y LAS PRÁCTICAS DE ORGANIZACIONES HISPANO-MARROQUÍES: ENFOQUES INSTITUCIONALES Y DIASPÓRICOS.**

Tras haber conocido el contexto en el que se gesta el codesarrollo en el caso hispano-marroquí, presentamos a continuación los resultados del estudio empírico con la idea de que sirva como un diagnóstico de la realidad del codesarrollo. Tal y como queda explicado al principio de esta parte de la tesis, el presente capítulo resume los resultados del estudio empírico realizado que nos acercó a entender cómo influye el discurso de las instituciones en las prácticas de las asociaciones y cómo al final las experiencias de codesarrollo vinculadas a aproximaciones preventivas de los flujos migratorios acaban sin conseguir sus objetivos ni suponer efectos en materia de desarrollo. Veremos a continuación, caso por caso, estas experiencias.

### **9.1. Discursos y prácticas de las entidades**

Vamos a centrarnos a continuación en la información que nos ofrecen las 10 entrevistas realizadas y el rastreo complementario que hemos realizado para recoger más datos sobre sus iniciativas.

#### **A) AECID: un caso de cooperación central.**

Como hemos mencionado en el capítulo 6, es en el marco de los Planes de la Cooperación Española para el Desarrollo (PCED) donde se han llevado a cabo las primeras acciones en materia de codesarrollo, realizadas por la AECID. Se trata de los cuatro proyectos piloto dirigidos a experimentar el éxito de proyectos de codesarrollo en diferentes países prioritarios para la cooperación española y “emisores” de migraciones. Estas acciones se basan en la idea de que las remesas reducen la pobreza y tienen un efecto positivo en las economías locales, y podrían contribuir más al desarrollo si se canalizan de forma “productiva” como inversiones en las zonas de origen: la idea era la eliminación de todos los obstáculos que impiden la movilización colectiva de los flujos privados hacia la inversión productiva local (Mayeur, 2010). Los proyectos piloto se ejecutaron por cuatro ONGD’s españolas, dos con los

migrantes de países de América Latina (Ecuador y Colombia) y 2 con migrantes de países africanos (Marruecos y Senegal): “ *A parte del objetivo común, centrado en la promoción de un mejor acceso de las familias de los migrantes a los servicios financieros y las oportunidades de inversión, cada proyecto tenía un enfoque específico vinculado a diferentes poblaciones objetivo (trabajadores agrícolas temporales en Marruecos y comunidades indígenas en Ecuador) o diferentes enfoques (uso de sistemas tradicionales de ahorro en Senegal y empoderamiento de las mujeres en Colombia)*” (Informante 1). Los proyectos fueron evaluados por la DGPOLDE en 2010 y se han detectado varias dificultades e incidencias en su ejecución que replantean el enfoque de codesarrollo utilizado e incluso el potencial de las remesas. En general, cinco aspectos son reseñables (Mayeur, 2010):

- La dificultad de involucrar a los migrantes en proyectos de desarrollo. Una tarea compleja que requiere mucho tiempo y recursos para: identificar las contrapartes locales adecuadas; fomentar la confianza entre los numerosos actores que participan el proyecto, incluyendo las comunidades beneficiarias; fortalecer las capacidades de las organizaciones de migrantes y sus contrapartes locales en la gestión de proyectos y sobre todo construir un consenso entre ellos sobre las necesidades de la comunidad local y la definición de algunas iniciativas colectivas de desarrollo.
- Involucrar a los migrantes en acciones filantrópicas colectivas requiere un nivel mínimo de asentamiento e integración en destino y la existencia de asociaciones consolidadas dispuestas a dedicar tiempo y recursos a las iniciativas de desarrollo. Por las características de la inmigración en España (en mayoría trabajadores de primera generación y sus familias), las asociaciones trabajan más bien en el ámbito local con acciones de apoyo jurídico, social y cultural, por lo que no disponen de experiencia en términos de proyectos de desarrollo.
- La movilización de flujos financieros privados para fines solidarios no es una tendencia espontánea en las comunidades de inmigrantes<sup>134</sup>. Por lo que el codesarrollo surge en momentos de catástrofes humanitarias, o a base de fuertes lazos culturales. Aunque la mayor fuente de financiación son las administraciones públicas en el marco de lo que se podría llamar “codesarrollo institucional”.
- Los bancos y las instituciones financieras formales son bastante reacios a cooperar en materia de ampliación de sus servicios geográficos para el desarrollo

---

<sup>134</sup> Quizás en esas experiencias piloto se haya demostrado algún desinterés, pero la generosidad de filantropía diaspórica es una realidad en muchos países. Quizás es por las características de los inmigrantes en España, porque desde Francia o Holanda está demostrada la aportación de los inmigrantes tal y como mencionamos en el capítulo anterior.

de las poblaciones y regiones más pobres, por preguntarse sobre lo que ganan de ello. La colaboración del sector privado en materia de canalización de la AOD debe ser replanteada. Igualmente, la falta de confianza de los inmigrantes en las instituciones bancarias no es debida a una cuestión de desconocimiento.

- Los resultados de los proyectos fueron muy pobres en términos de generación de empleo sostenible y formal, ya que muy pocos tuvieron éxito. La razón principal del fracaso es que las regiones de emigración suelen ser regiones en las que no existen las condiciones para la inversión productiva (sin infraestructura, sin crédito, sin regulación...) y no hay oportunidades de trabajo, que es exactamente la razón por la que la gente ha emigrado.

El enfoque de codesarrollo adoptado en estos proyectos piloto tiene una explicación relacionada con la agenda internacional de desarrollo y la coherencia de las políticas. En efecto, la Iniciativa contra el hambre y la pobreza buscaba nuevas vías de cooperación y mecanismo innovadores para financiar el desarrollo, se creó entonces un Grupo Técnico para analizar *“una serie de mecanismos para incrementar los flujos de ayuda, desde los instrumentos de aplicación relativamente sencilla, como los planes de donación voluntaria, hasta otras herramientas que necesitarían una acción política fuerte y concertada”*<sup>135</sup>. Uno de estos instrumentos era la mejora del efecto de las remesas: *“su contabilización por el BM se contemplaba como una solución, al margen de la AOD”* (Informante 1).

Si bien esta idea de emplear las remesas en proyectos que ofrecen empleo y una fuente de ingresos más estable parece basarse en argumentos racionales, el llevarla a cabo, además de las dificultades generales mencionadas, se enfrenta a varios aspectos de la realidad migratoria. Los proyectos piloto de la AECID *“se iniciaron en 2006, empezaron a ejecutarse en 2007 y han sido afectados por la crisis, dado que los beneficiarios perdieron su trabajo y/o tuvieron que buscar empleo en otras comunidades. Existe también en general la dificultad de que las remesas, dirigidas a sostener a las familias, cuesta emplearlas en inversiones. Y sobre todo tiene que haber una motivación de los inmigrantes para implantar iniciativas a nivel comunitario, hace falta un cambio en este sentido, si no existen estos valores es difícil implicar a los inmigrantes en el codesarrollo”* (Informante 1).

En el Plan Director 2009-2012 se avanza en la concepción del codesarrollo sin reducir la planificación de acciones al tema de remesas, por lo tanto *“se crea un nuevo sector llamado migración y desarrollo donde allí se juntan una serie de líneas en un momento de necesidad de poner todo lo que se entiende por interesante en este ámbito, sin distinguir digamos lo que funciona y lo que no funciona”* (Informante 1). Una de las líneas anunciadas resulta

---

<sup>135</sup> Véase el informe del Grupo Técnico: [http://www.diplomatie.gouv.fr/es/IMG/pdf/Rapport\\_groupe\\_esp.pdf](http://www.diplomatie.gouv.fr/es/IMG/pdf/Rapport_groupe_esp.pdf)



interesante y por eso hemos intentado indagarla en la entrevista. Se trata del hecho de ayudar a los países de origen a establecer políticas migratorias que realmente sean positivas para sus objetivos de desarrollo. Según el Informante 1, los resultados de evaluación de los proyectos piloto demostraron que *“raramente se consigue generar proyectos productivos, porque se parte de hipótesis inadecuadas, la primera pensar que el desarrollo de una región puede surgir de iniciativas individuales o colectivas allí, sin ser integrado en un modelo de desarrollo regional”*. La perspectiva del codesarrollo ha de ser más amplia y realista y no empeñarse solamente en enumerar los efectos positivos e intentar maximizarlos de forma separada de potenciales estrategias nacionales de desarrollo, teniendo en cuenta igualmente aquellos aspectos negativos como pueden ser *“los costes sociales de la inmigración a nivel de las generaciones siguientes (...) que cualquier país debe valorar”* (Informante 1).

Durante la entrevista surgió, respecto a este punto, un debate centrado en la pregunta *“¿acompañar o consensuar?”*. Pues consideramos que es una idea positiva el incluir las acciones de codesarrollo o migración y desarrollo según la terminología de la AECID. Sin embargo, el incluirlo en el marco de políticas migratorias del país de origen nos resulta de nuevo específicamente ligado a la gestión de los flujos, cuando nuestra idea es asociarlo más bien al fomento del desarrollo, si bien reconocemos que en este caso la gestión de flujos desde el origen puede hacer parte de la planificación del desarrollo en el sentido de no perder el capital humano o garantizar que su emigración revierta en el país de una forma u otra. A pesar de ello, la palabra acompañar o ayudar como consta en el PD 2009-2012 tiene una connotación paternalista cuando el codesarrollo se centra en los migrantes, ciudadanos en común entre dos países, y cualquier acción en este marco resultaría mejor si es consensuada o planificada conjuntamente.

Para el consenso es imprescindible acercar las ideologías y aclarar las intenciones. En el caso de la emigración de menores no acompañados por ejemplo, hubo un debate fructuoso entre España y Marruecos a raíz del cual *“Las autoridades marroquíes se dieron cuenta de que era un problema. La ministra dio el paso y entendió lo que nosotros pensábamos: crear un sistema de protección de la infancia para hacer que la inmigración no sea su última opción”* (Informante 1). En el caso de Ecuador, en el contexto de la crisis, el gobierno ecuatoriano puso en marcha programas de retorno y que la AECID acompañó porque *“Cuando surge la crisis y hay gente que quiere retornar, hay que apoyarlo”* (Informante 1).

En definitiva, los proyectos de codesarrollo con el enfoque planteado desde AECID no han tenido éxito. Por lo tanto existe la posibilidad de desprenderse de migración y desarrollo como objetivo estratégico y pensarlo más bien de forma transversal en el marco de asociación-país: *“El codesarrollo en sí es una forma de trabajar en desarrollo”* (Informante

1). Aunque, con el cambio de gobierno y los recortes presupuestarios, es posible que la perspectiva cambie totalmente y se pierdan los avances que hasta hoy se han realizado en la materia.

## **B) Fundación Pagesos Solidaris: las lecciones de un proyecto piloto.**

Uno de los proyectos piloto de la AECID fue ejecutado por la Fundación Pagesos Solidaris (FSP)<sup>136</sup>. Se centró en el colectivo de inmigrantes marroquíes temporeros que trabajan en la campaña de recogida de fruta en Lleida. El proyecto llamado Tataúr (progreso en árabe) empezó con un diagnóstico que *“dedujo la existencia de interés por empezar proyectos o negocios en las comunidades de origen a través del empleo productivo de remesas”* (Informante 2). El proyecto se inserta en la concepción del codesarrollo por parte de la FSP que prima a la vez los impactos en destino y en origen, apoyando las iniciativas y los proyectos de los trabajadores inmigrantes *“para que, al volver a su país, generen el fortalecimiento del desarrollo rural sostenible de la comunidad y de sus familias”* (FSP, 2011). Ya que el trabajo de la fundación se centra en las Migraciones Laborales Temporales Circulares (MLTC) el objetivo de migración consciente y contribuyente al desarrollo se apoya en otra finalidad paralela y complementaria que es el *“acompañamiento de los trabajadores, priorizando a las personas inmigrantes o en riesgo de exclusión, especialmente en las campañas de recogida y manipulación de la cosecha como temporeros”* (FSP, 2011). El concepto de codesarrollo según la FSP no llega a definirse, sólo se presenta como un conjunto de aspectos que vinculan las migraciones y el desarrollo: la creación de comunidades transnacionales de migrantes, su contribución al desarrollo en origen y destino, el mantenimiento de redes sociales y la circulación de remesas financieras y sociales. En este marco no se cuenta con las asociaciones de inmigrantes, se opta por el contacto directo con las personas sin intermediarios: *“Nosotros trabajamos con la gente con quien intermediamos laboralmente, es decir que ofrecemos un servicio a las personas inmigradas que vienen para trabajar en el campo agrario, pero no descartamos el asesorar a asociaciones que quieren implantar proyectos de ámbito comunitario. Nosotros pensamos el codesarrollo como una forma de desarrollar las dos comunidades, el asesoramiento que hacemos revierte en este fin...”* (Informante 2).

Los proyectos de codesarrollo promovidos por FSP se insertan en el área de cooperación cuya estrategia básica consiste en que las personas migrantes obtengan

---

<sup>136</sup> La FPS ha sido impulsada en 2001 por la Unión de Agricultores y Ganaderos de Cataluña, Valencia y Mallorca, con la misión de “acoger y ofrecer la formación necesaria a las personas inmigradas para fomentar su autonomía personal, a partir de una metodología de migración consciente desde la legalidad” (FSP, 2011).

herramientas para gestionar sus iniciativas en origen, que ellos decidan cómo quieren invertir en su comunidad de origen el dinero que ganan, libremente y sin presiones. La fundación está pendiente de identificar sus iniciativas: las motivaciones, inquietudes, necesidades y capacidades que los trabajadores manifiestan: *“Nuestro modelo de cooperación nace como un modelo de inmigración circular y temporal. La Fundación se cree en 2004 y acompaña a la contratación de inmigrantes temporales por la falta de mano de obra en el campo agrario catalán (...) Con ello empieza el modelo de cooperación, lo que se hace es alargar su estancia un mes más y darle formación en ecología, resolución de conflictos, manejo de alimentos, transformación agraria, mercadería, gestión de empresas, cualquier temática que pueda ser útil en sus países de origen”* (Informante 2).

El proceso de intervención en materia de codesarrollo se divide entonces en dos etapas: la de formación y la de acompañamiento. El objetivo de la formación dirigida a inmigrantes recién llegados es *“fortalecer sus capacidades y que puedan transferir conocimientos útiles en materia de desarrollo a sus comunidades de origen”* (FSP, 2011). En el curso de introducción al codesarrollo, por ejemplo, se trabaja partiendo de las ideas de los inmigrantes o iniciativas que ya tienen en marcha para potenciarlas como proyectos de codesarrollo que pueden diseñarse más detenidamente en otro curso avanzado utilizando el enfoque del marco lógico. Una vez finalizado el diseño de los proyectos<sup>137</sup>, se envían a las contrapartes locales para asesorar sobre su idoneidad y viabilidad. Con el visto bueno empieza el Plan de acompañamiento para implantar la iniciativa, capacitar a los inmigrantes que la promueven y buscar la cofinanciación para complementar la inversión de las remesas ya que es requisito previo *“un aporte de como mínimo 40% para garantizar cierta implicación del inmigrantes en el proyecto”* (Informante 2).

La concepción del codesarrollo por la FPS y el proyecto piloto ejecutado pueden resumirse en la idea de capacitación de los inmigrantes temporeros mediante cursos de formación y acompañamiento para la implementación de pequeños proyectos productivos ideados por los propios beneficiarios. El proyecto Tataúr no tuvo el éxito esperado, en parte por alargarse el período de formación y entrar en un contexto de crisis económica y destrucción de empleo, los grupos beneficiarios se dispersaron: la movilidad de los trabajadores temporeros según las campañas de cada comunidad impidió implantar los proyectos productivos que se estaban diseñando.

Otro proyecto ejecutado por FPS no tuvo mejores resultados. Se trata del proyecto de Mujeres marroquíes temporeras contratadas en origen para la campaña de fruta, que fue financiado por el Ayuntamiento de Lleida y el Fons Catalá. Consistió en crear una cooperativa

---

<sup>137</sup> Este proceso relata la experiencia en el caso de Colombia, recogida en la memoria de 2011.

para la elaboración de material textil y comercialización de los productos en el momento de retorno. Pero el proyecto tuvo algunas dificultades en su desarrollo: *“no se consiguió la autonomía suficiente para que se mantuviera en el tiempo: no fue viable por si mismo, había una necesidad de asistencialismo por parte de las beneficiarias porque entendían que la fundación iba a seguir financiando algunas actividades de la cooperativa”* (Informante 2). A raíz de este ejemplo surgió en la entrevista la pregunta siguiente *“¿Podemos decir que existen conceptualizaciones diferentes del codesarrollo entre organizaciones e inmigrantes?”*, pues por lo visto las beneficiarias no tenían claro hasta dónde llega la implicación de la FPS y no habían asimilado su responsabilidad en cuanto a la gestión de una cooperativa, o quizás se enfrentaron a unas gestiones que no estaban dispuestas-capacitadas a efectuar. La respuesta del Informante 2 no confirma estas ideas: *“la mayoría de grupos son heterogéneos en materia de niveles educativos, trayectorias migratorias, etc., por lo que no se puede sacar conclusiones”*. Sin embargo podemos deducir que en el momento en que las iniciativas de codesarrollo como inversiones productivas no se fundamentan en objetivos claros e ideas consensuadas y asimiladas por todos, pueden conllevar el riesgo de mantener una relación borrosa entre organización y beneficiarios, que hace que éstos no sepan el alcance de su implicación ya sea en proyecto personales o comunitarios.

También se planteó la pregunta si sirven o no este tipo de proyectos de codesarrollo. Está claro que en el caso que nos ocupa se trata de una *“inversión productiva de remesas, de dar posibilidades de implementar proyectos en origen, no es un plan de desarrollo mayor, sino simplemente intentar fomentar el desarrollo endógeno de una comunidad”* (Informante 2). Sin embargo, tenemos que cuestionar el enfoque utilizado: el nivel de intervención es reducido, el efecto del proyecto es reducido, llamarlo desarrollo no sería lo más correcto, pues se limita a intentar aumentar posibilidades de acceso a la renta de un grupo beneficiario reducido. En consecuencia, se plantea la pregunta siguiente: *“¿Cómo tendría el codesarrollo más impacto; siendo microproyectos llevados a cabo por inmigrantes y ONGD’s o siendo una política-estrategia verdaderamente liderada por los gobiernos de origen y destino; en definitiva micro-proyectos, mega-programas o estrategias bilaterales?”* La respuesta del Informante 1 defiende lógicamente el modelo de su entidad, aunque reduce –de nuevo- el codesarrollo al ámbito de remesas: *“nosotros trabajamos en el ámbito micro y es por el que apostaría. Las remesas que han sido el centro del concepto de codesarrollo son ingresos privados, por lo cual utilizarlos en algo macro que ellos no deciden, lo veo peligroso...”*.

En resumen, el enfoque utilizado por FPS está dirigido a un colectivo específico de inmigrantes, los trabajadores –residentes o contratados en origen- en el sector de agricultura, desarrolla acciones interesantes de formación y acompañamiento, pero tiene una tasa baja de

implantación de los proyectos productivos, sobre todo en el caso de Marruecos<sup>138</sup>, y choca con la “ley” de la movilidad laboral que la crisis económica incentiva aún más.

### C) Movimiento por la Paz (MPDL): un marco propio del codesarrollo.

MPDL puede presentarse como la ONGD que tiene a su cuenta más proyectos de migración y desarrollo. En los documentos internos se utiliza esta terminología (migración y desarrollo) en vez de codesarrollo, aunque este término aparece en los nombres de algunos proyectos.

La ONGD presenta el codesarrollo como *“la vía más eficaz de vincular de forma positiva las migraciones con los procesos de cooperación al desarrollo para **actuar sobre las causas de la inmigración (...)** Entendemos el codesarrollo como un proceso conjunto a través del cual se desarrollen los mecanismos necesarios que posibiliten el **desarrollo de los países emisores**, y por lo tanto, incrementen la libertad individual de **elección del lugar de residencia y trabajo**.”* (MPDL, 2012). Aunque esta definición puede dar a entender que encaja en la lógica preventiva que adoptan las instituciones, matiza indicando que el objetivo es *“sustituir la tendencia represiva de las políticas migratorias por una **racionalización de los flujos migratorios**, que nos aleje de la visión simplista que de la inmigración”* (MPDL, 2012)<sup>139</sup>.

Estas ideas generales que se presentan en la página Web de la entidad avanzaron en los últimos años hacia un marco conceptual llamado “migraciones y desarrollo” y configurado como el *“modo de vincular de forma positiva migraciones y desarrollo, a través de acciones que contribuyan al desarrollo de los países de origen y destino, y a la integración de los inmigrantes”* (MPDL, 2011). Es considerado el eje estratégico nº 5 del Plan Estratégico 2008-2012 de MPDL, declara como objetivo general *“establecer e impulsar los vínculos entre migraciones y desarrollo”* y anuncia tres objetivos específicos: favorecer los vínculos entre asociaciones de inmigrantes en destino y organizaciones o poblaciones en origen; promover las iniciativas de desarrollo a través de asociaciones de inmigrantes, poblaciones potencialmente inmigrantes o inmigrantes retornados en sus países de origen y en destino; contribuir a procesos de formación e información para los colectivos inmigrantes o potencialmente inmigrantes.

El área de codesarrollo forma parte del departamento de acción internacional y cuenta con recursos humanos en España, Marruecos y Malí, un total de 12 técnicos, coordinadores y

---

<sup>138</sup> A finales de 2009 se registraron 9 proyectos de inmigrantes marroquíes, de los cuales 6 no eran viables, contra 130 proyectos de inmigrantes colombianos en ejecución o pendientes de financiación (FPS, 2011).

<sup>139</sup> Véase la referencia MPDL (2012).

responsables de proyectos hasta 2011. Los principales recursos financieros del área proceden de la AECID, del Ayuntamiento de Madrid y del antiguo Ministerio de Trabajo e Inmigración, además de los aportes de las contrapartes y de la población. Las áreas geográficas de intervención de MPDL en Marruecos son: la provincia de Alhucemas (Norte de Marruecos, costa mediterránea); la zona periurbana Rabat-Casablanca; y en las provincias interiores de Beni Mellal, Azilal, Juribga y Kelaat Seraghna.

A parte del Convenio con la AECID, indicado en el capítulo 6, los principales proyectos implementados por la ONGD en Marruecos desde 2005 se centran en la provincia de Alhucemas y son:

- Las dos fases de la “Propuesta Integral de Codesarrollo entre la Provincia de Alhucemas y la ciudad de Madrid” (2005-2009), financiado por el Ayuntamiento de Madrid.
- La “Propuesta Integral de Codesarrollo en la Provincia de Alhucemas a través de la formación en origen” (2006-2008), financiado por el Ayuntamiento de Madrid.
- La “Propuesta de Codesarrollo para la mejora de la formación y de la inserción inicial de jóvenes de la Provincia de Alhucemas tanto en el mercado laboral nacional como en el español” (2008-2010), financiado por el Ayuntamiento de Madrid.
- La “Creación de vínculos entre España y Marruecos en materia de codesarrollo a través de las acciones de fortalecimiento asociativo en el ámbito rural de la provincia de Alhucemas” (2008), financiado por el Ayuntamiento de Getafe.
- El proyecto “Derechos de los migrantes marroquíes para la optimización de su potencial desarrollo, tanto en la Provincia de Alhucemas como en la ciudad de Madrid”.

MPDL tiene abiertas en función de estos proyectos varias líneas de intervención con una variable en común: “la interacción origen-destino” al ejecutarse a la vez en Marruecos y España. Es el caso de las actuaciones para la capacitación de asociaciones en Marruecos y España, en colaboración con diferentes entidades como la Asociación Socio-Cultural Ibn Batuta (ASCIB), la asociación BADES para el desarrollo y la Asociación Marroquí de Solidaridad y Desarrollo (AMSED). En el marco de esta línea se realizó la acción “codesarrollo y dinamización de la colaboración entre el tejido asociativo marroquí en España y Marruecos” liderada por AMSED y MPDL, formando parte del convenio AECID-MPDL, y que consistió en una investigación sobre el tejido asociativo de los marroquíes instalados en

España<sup>140</sup> y otra sobre el tejido asociativo existente en las provincias de Beni Mellal, Azilal, Juribga y Kelaat Seraghna<sup>141</sup>. La elección de estas zonas se explica por *“la importancia del fenómeno migratorio hacia España, la juventud del tejido asociativo y la insuficiencia de los programas de fortalecimiento de capacidades de las organizaciones que lo conforman”* (AMSED-MPDL, 2009). Los resultados de ambas investigaciones indican que existe interacción entre las asociaciones locales y los inmigrantes originarios de las localidades mencionadas, aunque dicha colaboración tiene lugar de forma puntual y en un marco poco estructurado, en vez de enmarcarse en una lógica de cooperación estable. El establecimiento de una relación más sólida y duradera requiere más solidez de las asociaciones locales que no tienen asegurada la suficiencia de recursos materiales y humanos y por lo tanto no pueden desarrollarse. En cuanto a las asociaciones de marroquíes en España, se encuentran mayoritariamente en tres comunidades autónomas: Cataluña, Madrid y Andalucía, lo que coincide con las zonas de alta concentración de la población marroquí en el país. Según el estudio, la principal finalidad de estas asociaciones es el bienestar de los marroquíes residentes en España, aunque está presente la idea de intervenir en el país de origen. El desarrollo de acciones en este ámbito se ve frenado por la dificultad de acceso a la financiación, la inestabilidad de recursos humanos (mayoritariamente voluntarios) y las dificultades de trabajo en red y colaboración con contrapartes locales (AMSED-MPDL, 2009).

Partiendo de este diagnóstico, se detectaron dos objetivos fundamentales para crear al marco adecuado previo a la implantación de proyectos: el fortalecimiento de las asociaciones en Marruecos y España; y el establecimiento de canales de colaboración para la realización de acciones conjuntas de codesarrollo. Las acciones llevadas a cabo para concretar estos objetivos (talleres de gestión administrativa y financiera; taller sobre la metodología participativa; jornadas de sensibilización sobre la importancia del trabajo colaborativo con las asociaciones de inmigrantes; encuentros para el diseño de proyectos) han dado lugar a 6 proyectos-piloto iniciados en junio de 2010 y destinados al empoderamiento económico de las mujeres, a la escolarización de niños y a los alumnos de instituto en el medio rural (AMSED-MPDL, 2010).

Destacaría igualmente, dentro de la perspectiva de “interacción origen-destino” el proyecto titulado “Propuesta Integral de Codesarrollo entre la Provincia de Alhucemas y la ciudad de Madrid” (2005-2009), subvencionado por el Ayuntamiento de Madrid en su convocatoria específica sobre codesarrollo. El resultado del proyecto fue la creación de una

---

<sup>140</sup> Llevada a cabo por el grupo Taller de Estudios Internacionales Mediterráneos de la Universidad Autónoma de Madrid.

<sup>141</sup> Llevada a cabo por AMSED.

Asesoría jurídica y socio-laboral en Madrid (en colaboración con ASCIB-Madrid) y una oficina integral de sensibilización y asesoramiento jurídico a los potenciales inmigrantes en Alhucemas (en colaboración con la Asociación local BADES para el Desarrollo) con actividades dirigidas a la formación profesional, a la orientación socio-laboral y al auto-empleo. El enfoque de codesarrollo utilizado aquí respeta las prioridades estratégicas del Ayuntamiento de Madrid anteriormente indicadas (capítulo 6) específicamente las relacionadas con la “capacitación laboral y la migración responsable” porque en el momento de solicitar la subvención, la ONGD no disponía aún de una definición propia, estaba influenciada por las diferentes fuentes de información ofrecidas desde el mundo académico e institucional.

En efecto, se refleja en la entrevista este proceso de conceptualización: *“No sabíamos muy bien por dónde empezar, entonces no nos hemos creado nuestra propia definición, nos hemos inspirado y nos hemos basado en las fuentes que había de teoría y práctica”* (Informante 3). Esas fuentes eran y siguen siendo a la vez académicas y sobre todo institucionales, ya que el ámbito de trabajo de las ONGD’s supone responder a las orientaciones de las convocatorias públicas para financiar los proyectos: *“cuando en el 2004 se creó una convocatoria específica de codesarrollo por el ayuntamiento de Madrid; también, cuando se crea el grupo de DGPOLDE, allí es cuando MPDL pudo ubicar el tema de codesarrollo, aunque el concepto sigue siendo sin definirse. Hemos estado haciendo prácticas piloto”*. En estas prácticas la idea de prevención de las migraciones está presente: *“el control del flujo migratorio siempre se ha tenido en cuenta a la hora de ver las directrices que marcan los financiadores (...) aunque no somos a favor del control de flujos porque no nos corresponde la tarea”* (Informante 3).

En el mismo sentido, el convenio con AECID estableció la intervención en las zonas con altas tasas de emigración y *“al trabajar en esas zonas acordadas en el convenio, nuestra sorpresa fue que realmente para trabajar la otra parte de codesarrollo con el inmigrante marroquí, el porcentaje de los emigrantes que han viajado a España es mucho más bajo en comparación con el porcentaje de emigrantes a Italia en aquella zona”* (Informante 3), es decir que el porcentaje de emigrantes a España procedentes de las zonas seleccionadas no era tan alto como para priorizarlas.

Las dificultades ligadas a la adhesión de los inmigrantes, manifestadas en los dos casos anteriores, se confirman también en la experiencia de MPDL: *“El vínculo y la conexión del inmigrante marroquí con la comunidad de origen no es tan fuerte como en el caso maliense, por lo que se hace complicado lanzar iniciativas colectivas-solidarias”* (Informante 3). Ante esta observación, nos pareció importante precisar: *“¿Está en duda la predisposición*



del inmigrante marroquí a hacer proyectos de desarrollo?”. Surgen tres aspectos a raíz de esta pregunta. Primero, los vínculos con el origen: *“La relación se centra en el lado individual-familiar del inmigrante. En el caso maliense está centrado en la comunidad y su proyecto migratorio está fundamentado en ella, es como una misión. La presión que tiene el migrante maliense es diferente en cada colectivo, la responsabilidad que tiene respecto al origen. El marroquí no, el vínculo que tiene es estrecho y familiar”* (Informante 3). Segundo, las condiciones personales, pues no todos los inmigrantes pueden dedicarse a prácticas de desarrollo: *“El migrante marroquí tiene unas necesidades en destino que se alargan en el tiempo: regularizarse, encontrar un trabajo, sostener su familia aquí... después es cuando comienza la fase productiva en el país de origen. La fase de integración del colectivo marroquí es importante antes de involucrarse en el codesarrollo”* (Informante 3). Y tercero, la desconfianza en las instituciones de origen y el miedo a lo que conlleva el “meterse” en iniciativas de desarrollo: *“Existe una desconfianza en verse involucrado en una dinámica comunitaria o pública”* (Informante 3). La predisposición del migrante marroquí depende en parte de este último punto, de esa necesidad de que le demuestren interés y atención: *“ellos están en deuda, se sienten una parte económica importante del desarrollo de su país, pero no ven una acogida institucional para reforzar el trabajo que hacen continuamente”* (Informante 3). Aunque la iniciativa del migrante puede verse frenada cuando faltan recursos como por ejemplo la formación, un factor que condiciona bastante el ámbito de actuación.

En definitiva, los proyectos de MPDL hasta hoy pueden considerarse iniciativas piloto, que se centran en la sensibilización y formación de los migrantes o potenciales migrantes, además de capacitar sus asociaciones y crear redes de trabajo entre origen y destino, a la par que exploran los vínculos entre migración y desarrollo e intentan potenciarlos. De momento, el enfoque utilizado no consigue desprenderse de las orientaciones que fijan las instituciones financiadoras, la entidad está más avanzada en su marco conceptual en comparación con otras ONGD’s, pero su práctica aún no está en armonía con estos pasos.

#### **D) Asociación Valenciana de Ayuda al Refugiado (AVAR): sobre la migración juvenil.**

AVAR trabaja desde 1994 básicamente en el ámbito de defensa de los derechos de los menores inmigrantes y solicitantes de asilo y refugio que llegan solos a España. La asociación tiene un triple compromiso: investigar las causas de inmigración de dicho colectivo; actuar en las sociedades de origen y de acogida para paliar y/o solventar los problemas detectados; y sensibilizar a las sociedades que reciben Inmigración Juvenil Indocumentada. A parte de las actividades de intervención social con los menores inmigrantes que se encuentran en España y

los recursos tutelados para aquellos sobre los que AVAR ejerce la guarda<sup>142</sup>, se realizan actividades de cooperación internacional al desarrollo “*para la prevención de la emigración juvenil indocumentada, enfocados al desarrollo de las zonas de origen bajo los principios del codesarrollo*” (AVAR, 2012). La acción se basa en el argumento de ofrecer alternativas de capacitación profesional para evitar la emigración forzosa de los jóvenes. Esta perspectiva se argumenta con el hecho de que “*los menores de 18 años tienen que desarrollarse en su familia y cultura de origen, apoyar esta emigración va en contra de la declaración de los derechos del niño*” (Informante 4). El desarrollo de las zonas de origen tiene una finalidad preventiva, en este caso apoyada por derechos universales, y consiste en “*forjar un mejor futuro en el país, aportando capacidades profesionales en caso que decidan afrontar un proceso migratorio cuando cumplan la mayoría de edad*” (Informante 4).

La acción de AVAR en este sentido se centra en el ámbito de la educación y la formación para el empleo. En primer lugar mediante el apoyo a estructuras docentes: se ayuda a los menores y a sus familias para que los niños se queden en la escuela. En este caso, el programa TISIR (puede significar “facilitación” en árabe dialectal marroquí) que consiste en una paga mensual de 30 euros a la familia, iniciado por AVAR, fue copiado e implantado por el gobierno marroquí a escala nacional. En segundo lugar mediante “el programa de aprendices” donde se incentiva a empresarios para contratar a aprendices y ofrecerles una formación profesional, o mediante el programa de creación de cooperativas (acabado en 2009).

La estrategia de AVAR se basa en 3 pilares: acción económica individual y colectiva; acción formativa como inversión para el futuro y clave para el desarrollo; acción social tejiendo en red alianzas en el país de origen y acogida que permitan el acercamiento a nuevas formas de actuar. En efecto según la lógica de la entidad “*los proyectos funcionan bien cuando hay gente de aquí y allí*” (Informante 4). Por lo tanto, cuenta en algunas acciones con la colaboración de contrapartes locales y asociaciones de inmigrantes como es el caso del proyecto educativo TISIR que fue elaborado en colaboración con la Asociación de inmigrantes marroquíes de Tendrara<sup>143</sup>.

En este sentido, AVAR está desarrollando con sus socios el proyecto llamado “Oficinas de Actividades Económicas para el Codesarrollo en Marruecos (OAEC)” subvencionado por la AECID, la Generalitat Valenciana y Bancaja, y cuyo objetivo principal es atraer las

---

<sup>142</sup> Las actividades se desarrollan en el marco de los Centros Residenciales abiertos desde 1999. Aunque a finales de 2011 AVAR ha tomado la decisión de cerrar estos centros por dos razones: el número de Menores Extranjeros No Acompañados es inferior y el desánimo que se apoderó de la entidad fundamentalmente por las enormes dificultades de inserción laboral de los menores tutelados.

<sup>143</sup> Asociación sin ánimo de lucro creada en 1994 voluntariamente por inmigrantes de la zona de Tendrara (Este de Marruecos).

inversiones directas de los inmigrados así como el apoyo a la creación de nuevas empresas y cooperativas. Se trata entonces de involucrar a los inmigrantes marroquíes establecidos en la Comunidad Valenciana, para que participen en proyectos productivos de cooperativas o empresas locales en origen, y ofrezcan así los jóvenes oportunidades de empleo y de ingresos como alternativas a su inmigración<sup>144</sup>.

Dadas estas experiencias, el codesarrollo según AVAR es una modalidad de cooperación que involucra a los inmigrantes, mediante sus asociaciones, en proyectos orientados a un desarrollo local que aumenta las oportunidades de los más desfavorecidos y les ofrece la posibilidad de decidir su destino independientemente del factor “pobreza”. En este caso el colectivo beneficiario es reducido a los jóvenes menores, que suelen conformar la mayoría de los potenciales emigrantes, y el instrumento es a la vez la educación-formación y la inserción laboral.

#### **E) Fundación CIREM: reflexiones sobre la migración circular.**

Creado en 1989 como Fundación especializada en la investigación aplicada y el asesoramiento en el ámbito social, el CIREM no trabaja específicamente sobre temas de codesarrollo. Sin embargo, ha ejecutado entre 2009 y 2011 el proyecto “la migración circular femenina, vector de desarrollo” junto con la Fundación Orient-Occident (Marruecos) subvencionado en el marco de la Iniciativa Conjunta UE-PNUD que hemos abordado en el capítulo 2. En efecto, este proyecto puede considerarse el segundo proyecto más importante en materia de codesarrollo en el contexto hispano-marroquí, visto su planteamiento inicial, aunque su ejecución no logró al final los resultados esperados.

El proyecto tenía por objetivo reforzar las capacidades de las “mujeres temporeras obreras agrícolas” que trabajan unos meses en la campaña de recogida de fresa de Cartaya (Huelva), con el fin de “implicarlas de forma responsable en el proceso de desarrollo local, del cual pueden ser impulsoras” (Arab, 2011). Este objetivo práctico se inserta en un marco más general, el de realizar un estudio sobre el nexo entre la migración circular y el desarrollo local, con especial énfasis en dos líneas de reflexión: el impacto de las remesas sobre el desarrollo local y el impacto sociocultural de la experiencia migratoria para la mujer marroquí.

La fase de intervención consistió en acompañar a un grupo de mujeres temporeras antes, durante y después de su viaje a Cartaya. Su viaje se inserta en el marco del “Programa de Gestión Ética de la Inmigración Temporal” entre Marruecos y la Provincia de Huelva. Es

---

<sup>144</sup> Véase más información en este enlace: <http://www.oaec-ma.org/index.php>

fruto de un convenio entre la localidad de Cartaya y la Agencia Nacional de Promoción del Empleo y de las Competencias (ANAPEC) en Marruecos. El convenio hace parte del programa europeo AENEAS (citado en el segundo capítulo de la tesis). Las dos entidades responsables se comprometen en el marco del convenio a crear los espacios, instrumentos y sistemas de gestión ética de la mano de obra. Los objetivos globales del programa eran: desarrollar la inmigración legal de trabajadores directamente reclutados en origen; poner en marcha un sistema integral de gestión de flujos migratorios de trabajadores reclutados, respetando principios de responsabilidad social corporativa en el desarrollo de servicios pioneros a la atención de los trabajadores; y prevenir la inmigración ilegal hacia las municipalidades del programa, incluyendo trabajadores y empleadores en un proceso de gestión integral que previene las prácticas ilegales. Este toque llamado “ético” en la gestión de la migración circular es debido a dos prácticas frecuentes en el desarrollo de contrataciones anteriores: antes de 2006, varias empresas de Huelva contrataban directamente en origen, lo que planteaba la posibilidad de que los contratos ofrecidos sean comprados por las interesadas (el contrato en sí es una oportunidad en el extranjero) y sobre todo la estancia ilegal de la mayoría de las trabajadoras, una vez terminada la campaña, en vez de regresar a Marruecos. En 2008, en el marco del programa, sólo 4,5% de las 12000 mujeres contratadas han decidido no retornar. Lo que se considera un éxito en términos de prevención de la inmigración ilegal, pues con estos resultados se supone que es un programa modélico que intentaron copiar otras provincias (Arab, 2011).

En colaboración con la ANAPEC y el Ayuntamiento de Cartaya a través de su Fundación para Trabajadores Extranjeros en Huelva (FUTEH), el proyecto del CIREM acompañó entonces la operación de 2009 ofreciendo al grupo beneficiario una serie de actividades antes de viajar, otras en Cartaya y algunas acciones en el momento de retorno a Marruecos, con el fin de ofrecerles *“oportunidades de formación que van desde el aprendizaje del idioma (todas tienen un nivel educativo muy bajo) hasta el conocimiento de sus derechos, en su calidad de ciudadanas, en primer lugar, y también de emigrantes, y acompañarlas en la identificación de sus necesidades prioritarias y las de su entorno para que el proceso pueda desembocar en una experiencia de desarrollo individual y colectivo”* (Informante 5).

A parte de varios resultados e interesantes reflexiones que ofrece el informe general del proyecto (Arab, 2011), habría que resaltar algunos aspectos importantes en su proceso de ejecución que resaltan tanto la entrevista como el informe diagnóstico (CIREM, 2010):

- En el diagnóstico realizado para conocer las necesidades de las mujeres candidatas a la migración circular (algunas ya han estado en campañas anteriores) concluye que: la

mayoría de ellas son casadas, viudas o divorciadas, con niños a su cargo, con un nivel educativo bajo, a veces “analfabetas”, y que proceden de zonas rurales “profundas” donde no tienen aseguradas las condiciones de existencia básicas. Lo que ganan durante la temporada en España lo dedican a mejorar dichas condiciones, específicamente el alojamiento, el acceso a la electricidad y al agua y la escolarización mínima de los niños. Algunas mujeres expresaron igualmente su voluntad de invertir en una pequeña actividad individual.

- Las necesidades en materia de formación son principalmente: el aprendizaje del español para reducir su dependencia del jefe en Cartaya; la cuestión de las Actividades Generadoras de Renta (AGR); y los mejores medios de transferencia de dinero o de comunicación con la familia.
- De igual modo, se diagnosticaron varias dificultades en destino como: el uso del euro; las dificultades de orientación en la zona de residencia (muchas se pierden); el desconocimiento de las costumbres locales y del modo de vida europeo; el desconocimiento del sistema sanitario y de su funcionamiento; y el desconocimiento de los derechos del trabajo.
- Por lo tanto, la formación necesaria en España contempló: reforzar los programas de aprendizaje del español puestos en marcha por la FUTEH; capacitar en materia de uso de las TIC's; informar sobre el uso de los servicios bancarios; descubrir las asociaciones locales de cultura y defensa de los derechos de los trabajadores inmigrantes; sensibilizar en materia de higiene y salud; e iniciar a las técnicas agrícolas.
- La formación necesaria en Marruecos contempló la dedicación del mayor esfuerzo a informar sobre las AGR y las posibilidades de acceso a micro-créditos para desarrollar los proyectos.

En el momento de poner en marcha las actividades, el proyecto se encontró con algunas reticencias de las instituciones que gestionan el programa de migración circular: *“El trabajo con las instituciones públicas no fue fructífero y en algunos momentos no era posible por sus visiones diferentes del tema. Sobre todo la elaboración del contenido formativo, en Cartaya querían formaciones que no incluyeran los derechos de trabajo por ejemplo”* (Informante 5). Por lo tanto, el proyecto se limitó a ofrecer actividades en Marruecos antes y después del viaje, en parte porque en Cartaya ya *“se gestionaban proyectos de acogida de las trabajadoras temporeras con grandes cantidades de dinero pero que tienen resultados limitados”* (Informante 5). En el momento del retorno se ha ofrecido información sobre la

economía solidaria y el desarrollo local, pero *“es difícil hablar de inversión productiva por la escasez de la cantidad ahorrada en los 4 o 5 meses de trabajo”* (Informante 5). Se planteó entonces la pregunta si el proyecto era realmente planteado en el ámbito de codesarrollo, porque surgió la duda de las oportunidades que ofreció a las beneficiarias en un tiempo muy reducido y con escasas actividades. Efectivamente, una de las conclusiones a las que se llegó era que *“el proyecto hizo inversión en el capital humano de las mujeres. Pero un impacto sobre el desarrollo local es difícil. No se puede cambiar la situación de una mujer en la duración limitada de un proyecto. El proyecto optó por iniciarlas, pero no contempló acompañar sus proyectos”* (Informante 5).

El proyecto de CIREM dio lugar igualmente a un estudio sobre la migración circular femenina que sugirió en su informe final varias reflexiones (Arab, 2011) de las cuales resaltamos las siguientes:

- El programa de migración circular elige especialmente a mujeres que tienen la obligación de volver por haber dejado en origen a sus hijos y/o a su marido. Es una forma de garantizar su retorno.
- La migración de las mujeres no es un proyecto migratorio individual sino colectivo, eso es: dirigido a ayudar en gran parte a la familia.
- Por lo tanto hay tendencia a ahorrar mucho durante la temporada de trabajo, con estrategias como traer comida de Marruecos, comprar un horno para hacer el pan de cada día, compartir comida, etc.
- Hay un gran porcentaje de retorno de las mujeres temporeras a Marruecos, es lo que le permite al país recibir más divisas (el ahorro de cada mujeres asciende a unos 3000 euros).
- El salario, en comparación con lo que cobraban en Marruecos, resulta atractivo y compensa la separación con la familia o el miedo de lo que esconde la experiencia.
- En el momento de retorno, el dinero es invertido en la adquisición de bienes, por ejemplo: electrodomésticos, comprar un terreno para construir una casa o la instalación eléctrica en la vivienda.
- Se crean dos conceptos sobre la mujer: la buena madre, por mantener a la familia y la mala madre por no poder asumir su papel “clásico” de esposa y madre de familia. La ausencia de la mujer puede llevar a una deestructuración familiar.
- El primer cambio que se produce en la vida de estas mujeres es económico. Pero no es algo viable, ya que en caso de crisis como la que se vive actualmente, esta fuente de ingresos desaparece.

- Luego hay un cambio en la auto-percepción y en la concepción de las libertades: se sienten sobre todo liberadas de la tutela masculina y algunas asumen incluso el papel de jefe de familia<sup>145</sup>.
- El aspecto de desarrollo local en origen está controvertido. Los impactos no pueden medirse a corto plazo. Sólo queda confirmado el impacto sobre la vida individual o familiar: los ahorros no son suficientes para invertir en proyectos fuera de este ámbito. Además, las condiciones locales no promueven la inversión en ausencia de una planificación del desarrollo que contemple la contribución de las migrantes retornadas y conecte con el proceso y los objetivos de la migración circular.

En resumen, el proyecto de CIREM tiene algunas similitudes con las actuaciones de la FPS al centrarse en los inmigrantes trabajadores temporeros, en este caso mujeres contratadas en origen en el marco de un programa oficial de migración circular. Desarrolló actividades en materia de formación y acompañamiento, aunque se trata de acciones que han de ser oficialmente establecidas por las dos entidades públicas del convenio. Y no consiguió la implantación de ningún proyecto productivo por parte de las beneficiarias, ya que éstas limitaron la inversión de sus ahorros a sus necesidades diarias y las de sus familias. Arroja luz, sin embargo, sobre los aspectos negativos de la migración circular y su imposible contribución al desarrollo si no es parte de estrategias locales bien pensadas.

#### **F) Fons Català: un caso de cooperación descentralizada.**

El Fondo Catalán de Cooperación al Desarrollo (FCCD) es una institución creada en 1986 por las municipalidades catalanas y otros organismos municipalistas (como las diputaciones, los consejos comarcales y las mancomunidades) para gestionar sus aportes económicos a la cooperación para el desarrollo y al mismo tiempo promover la cooperación descentralizada en el ámbito local (FCCD, 2012)<sup>146</sup>. El Fondo Catalán ha trabajado desde 1997 para establecer un modelo de codesarrollo relacionado con el ámbito local. Al principio de sus intervenciones, las acciones eran puntuales y se centraban en las zonas de origen de los inmigrantes implicados. La idea de trabajar de forma más global y armonizada, contribuyendo al desarrollo local en comunidades rurales, se desarrolló en la lógica del Fons y de las asociaciones de inmigrantes.

---

<sup>145</sup> V.: Oso (2000).

<sup>146</sup> Véase más información en la referencia FCCD (2012).

Así, en 2004, cofinanciado por la Dirección General de Justicia, Libertad y Seguridad de la Comisión Europea, se pone en marcha el proyecto: “Dinamización de un espacio de intercambio, de cooperación y de concentración entre inmigrantes senegaleses y sus comunidades de origen” abreviado Migrations et Développement Local (MIDEL). El objetivo era “mejorar a largo plazo las condiciones socio-económicas de las comunidades de origen de los inmigrantes con el fin de evitar el éxodo rural e indirectamente la inmigración a Europa”. El lema del proyecto y las asociaciones de inmigrantes colaboradoras era “*hacer todo lo posible para que la pobreza no sea el motor de la emigración*” (Sokpoh *et al.*, 2006). Varias conclusiones y lecciones subraya la evaluación final del proyecto, de las cuales resaltaría: la necesidad de reforzar los diagnósticos participativos para identificar las necesidades de las comunidades rurales; reforzar la coherencia del discurso y de la comunicación con las poblaciones sobre el concepto de codesarrollo y sobre la implicación de los inmigrantes nativos de la zonas de intervención, pues su participación tiene que ser visible para la población y la información debe llevar todos los datos incluido el origen de los fondos utilizados; asegurarse que las asociaciones de inmigrantes están capacitadas para llevar a cabo proyectos de intervención en sus comunidades, pues un proyecto de codesarrollo es más comprometido que una simple acción de apoyo o solidaridad; y mejorar el conocimiento mutuo de los diferentes actores en Catalunya implicados en las acciones de codesarrollo: existe un desconocimiento en ambas direcciones, algunas asociaciones de inmigrantes desconocen el funcionamiento de las instituciones públicas y algunos técnicos de proyectos desconocen las características de las zonas donde los inmigrantes proponen intervenir (Sokpoh *et al.*, 2006).

De forma general, la política de codesarrollo en las municipalidades catalanas está integrada en la política global de cooperación y solidaridad internacional. Las municipalidades de Mataró y Girona dedican casi el 0,7% de su presupuesto a este ámbito. La implicación en acciones de codesarrollo parece no depender del tamaño de la población inmigrante en cada municipalidad sino del nivel organizativo de las asociaciones de inmigrantes presentes (federalismo, coordinación, trabajo en red), de la sensibilidad de los grupos políticos representados en las municipalidades en cuanto al tema de codesarrollo y de la movilización de la población en cuanto a las acciones de solidaridad internacional. Por ejemplo, en Girona, a pesar de que el número de asociaciones de inmigrantes es reducido, el número de ONG's es bastante importante y demuestran interés en implicarse en actividades de solidaridad y para el desarrollo de países con países terceros (Sokpoh *et al.*, 2006).

En su Plan Estratégico 2008-2012, el Fondo Catalán, aunque confiesa la necesidad de reflexión profunda sobre el tema, contempla el codesarrollo “*desde la perspectiva de la*



*corresponsabilidad, en un espacio territorial con múltiples actores, entendiendo que no se debe convertir a los colectivos de inmigrantes en responsables del desarrollo de sus países de origen, sino que se ha de entender el valor de sus aportaciones en el seno del municipio como informantes privilegiados y portadores de una sensibilidad irremplazable sobre sus culturas y las situaciones económicas, sociales e institucionales de sus países de origen*” (FCCD, 2008). El concepto que adopta la entidad hace del inmigrante partícipe de las acciones de cooperación considerándolo un informante clave sobre los contextos y las necesidades de intervención. Se considera entonces el codesarrollo como *“un tipo de cooperación en el que las personas inmigradas, organizadas normalmente en asociaciones, contribuyen a los proyectos de cooperación para el desarrollo interviniendo en diversos sectores de la vida social, cultural y económica desde sus países o comunidades de origen”* (FCCD, 2008). Según el plan, los inmigrantes se convierten en un puente entre culturas y al integrar su participación en los proyectos de cooperación para el desarrollo, se consigue que estos proyectos estén mejor planteados y se adecuen a las prioridades de las zonas destinatarias. Por lo tanto *“El concepto utilizado plantea al migrante como agente de desarrollo”* (Informante 6) y se configura como eje transversal de la cooperación descentralizada.

Para llevar a cabo esta tarea de implicación de los inmigrantes, se apuesta por su formación y su capacitación: *“hay canales de comunicación fluida con las asociaciones aquí, para conocer sus necesidades, qué quieren hacer en Marruecos, en qué ámbitos quieren trabajar, saberlas para preparar la formación adecuada”* (Informante 6). Aunque se detectan dudas con respecto a este modelo, pues no todos los inmigrantes son aptos para ser agentes de desarrollo: *“aquí haría mención de los falsos mitos de la cooperación. Puede ser que el inmigrante no quiera volver a su país de origen, o que lleve demasiado tiempo fuera y no sea un portavoz fidedigno de las necesidades reales o que no tenga interés en el desarrollo en origen, ¿porqué debemos sobrecargar a esa figura?”* (Informante 6).

A pesar de cuestionar el modelo del FCCD, resulta interesante el trabajo que hace para conectar origen y destino y armonizar sus visiones mediante la red de municipios catalanes y marroquíes, porque considera que *“falta planificación conjunta entre autoridades locales origen-destino, donde surjan y se identifiquen ámbitos de intervención”* (Informante 6). Ante esta información, nos surgió durante la entrevista la duda si a los gobiernos locales marroquíes les cuesta o no entender lo que es codesarrollo al trabajar con múltiples organismos de cooperación que operan en el país (catalanes, madrileños, alemanes, franceses, etc). En efecto, la falta de coordinación para definir del concepto es lo que más podría perjudica la práctica de codesarrollo: *“creo que es un factor fundamental el hecho de que el codesarrollo no esté teorizado de forma consensuada en todas las prácticas y modalidades*

*que existen y que ello conlleva a la difícil planificación y la difícil intervención de forma eficaz en este ámbito. Es cierto que es un obstáculo para tender las líneas directrices a una mejora de la calidad de la ayuda para que sea más eficiente, más alineada”* (Informante 6).

En resumen, el codesarrollo según el FCCD es un tipo de cooperación descentralizada que integra a los inmigrantes y sus asociaciones en los proyectos como agentes de desarrollo. Podría presentarse entonces como una forma de lograr más eficacia de las acciones de cooperación aprovechando el conocimiento de los inmigrantes en relación con las prioridades de intervención e origen. Se reducen por lo tanto las aportaciones de los inmigrantes a este ámbito y se omiten sus numerosas prácticas transnacionales.

### **G) Fundación CEIMIGRA: los avances de la formación en codesarrollo.**

La Fundación Centro de Estudios para la Integración Social y Formación de los Inmigrantes (CEIMIGRA) adopta un concepto del codesarrollo parecido al modelo del Fondo Catalán. Es una fundación creada en 2001 por la Compañía de Jesús y la Generalitat Valenciana, especializada en el ámbito de la inmigración tanto para la investigación como para la formación y la integración. Se aborda el fenómeno migratorio con una perspectiva que lo trata *“desde el principio de la justicia global y poniendo en todo momento a la persona como centro”* (CEIMIGRA, 2011). El centro dispone desde 2004 de un área específico de asociacionismo y codesarrollo cuyo objetivo es *“Contribuir a la construcción de una sociedad intercultural y al desarrollo de los países de origen de las personas inmigrantes residentes en la Comunidad Valenciana a través del empoderamiento del movimiento asociativo inmigrante y la promoción del codesarrollo”* (CEIMIGRA, 2011). El área organiza una serie de actividades como: la formación y asesoramiento a las asociaciones de inmigrantes; el asesoramiento a entidades públicas y privadas sobre el diseño de estrategias y actuaciones en el marco del codesarrollo; y la organización de encuentros para la formación y reflexión sobre el codesarrollo, con el estudio de casos de países como Marruecos, Bolivia, Ecuador o Colombia.

Las formaciones organizadas enfocan aspectos específicos que los organismos anteriormente estudiados no abordan: *“en CEIMIGRA tocamos sobre todo el tema de participación, ciudadanía activa, espacios de integración etc, llegamos al codesarrollo como una rama secundaria de este proceso de integración y ciudadanía de los inmigrantes a través del asociacionismo como actor principal de integración”* (Informante 7). El concepto de codesarrollo entonces, según las actuaciones de la entidad, se enriquece y cobra dimensiones que van más allá del intervencionismo propio a los pequeños proyectos, incorporando el

ejercicio de una ciudadanía transnacional: *“no nos interesa tanto el tema de remesas o de inversiones productivas sino el de crear las condiciones para que las asociaciones de inmigrantes sean capaces de diseñar iniciativas de codesarrollo y sobre todo ejercer una ciudadanía activa desde el ámbito político. Es decir que las asociaciones de inmigrantes no sean sólo actores que implementen proyectos tradicionales de infraestructura por ejemplo, sino que participen en el diseño de políticas públicas tanto aquí como en sus países de origen”* (Informante 7).

La variable de integración está muy presente en el discurso de CEIMIGRA, nos preguntamos entonces sobre la forma en que se incluye en la configuración del codesarrollo. No se trata de una relación de inclusión sino de todo un contexto que condiciona las actuaciones: *“el codesarrollo tiene su sentido dentro de un proceso de integración. Lo que nos interesa es el inmigrante como actor protagonista del codesarrollo y sin forzar ningún proceso con proyectos impuestos”* (Informante 7). Al abordar el concepto en un espacio más amplio, puede confundirse con otras actuaciones de las políticas migratorias, por lo que CEIMIGRA lo delimita a *“la existencia del vínculo origen-destino. Si no hay ese vínculo no lo consideramos codesarrollo”* (Informante 7).

En la memoria de 2010 destaca, además de estas líneas de trabajo, el objetivo de *“Promover el liderazgo comunitario en los lugares de origen de las migraciones mediante la consolidación de una red de residencias de estudiantes”* (CEIMIGRA, 2019). En efecto, se trata de un programa que proporciona alojamiento a jóvenes estudiantes procedentes de países del Sur, con destacada migración a la Comunidad Valenciana *“con el fin de colaborar en la formación humana y académica de sus residentes, y fomentar el liderazgo comunitario, para su proyección futura con su organización y con su país”* (CEIMIGRA, 2019). Durante el tiempo de permanencia en Valencia, los estudiantes compaginan su formación con la proyección social en diferentes organismos de modo a adquirir experiencia e interés en temas de codesarrollo y convertirse en líderes del desarrollo en sus comunidades. Se enfatiza en esta actividad la idea del inmigrante como agente de desarrollo, aunque con menores posibilidades de fracaso en comparación con el modelo del Fondo Catalán, pues aquí no se sobrecarga la figura del inmigrante ya que se trata de profesionales que complementan su formación y se dedican específicamente al ámbito de desarrollo.

La ejecución de todas estas actividades se enfrenta a algunas dificultades como la propia adhesión de las asociaciones: no todas están lo suficientemente visibles para contactar con ellas o muchas no suelen trabajar en red. Además de ello, sigue habiendo muchos aspectos migratorios en relación con el ámbito de la participación de los inmigrantes, su

configuración en comunidades y su asociacionismo, sin los cuales se complica el diseño de políticas o el trabajo en materia de codesarrollo tal y como lo concibe la entidad.

El modelo de codesarrollo de Ceimigra otorga entonces protagonismo a las asociaciones y personas inmigrantes por el papel que pueden y deben jugar en el diseño y la ejecución de políticas e iniciativas en favor del desarrollo de sus países de origen. Introduce a la variable de participación dos puntos esenciales: el contexto geográfico es el espacio transnacional y el modo no se limita a los proyectos tradicionales, emplea más bien la práctica de la ciudadanía y los derechos políticos. A pesar de ello, las actuaciones de la entidad se ven perjudicadas por la falta de un marco en el que puedan tener viabilidad ya sea por la falta de alineación con políticas de desarrollo en origen, por el momento actual que atraviesa España y los recortes económicos operados, e incluso por *“el desprestigio e instrumentalización”* del concepto, pues *“bajo el lema codesarrollo se han hecho proyectos que no tienen nada que ver con el concepto”* (Informante 7).

#### **H) Asociación CODENAF: compromiso e intervención de los inmigrantes.**

La ONG Cooperación y Desarrollo con el Norte de África (CODENAF), creada en 1996 como iniciativa de un grupo de marroquíes y españoles, se define como una organización social que trabaja en el ámbito de la migración y del desarrollo, con tres líneas de actuación: *“el apoyo a la población inmigrante, el trabajo intercultural en educación y sensibilización, y la acción internacional a través de redes y cooperación para el desarrollo”* (CODENAF, 2011). En el ámbito del codesarrollo destacan dos líneas de trabajo: la organización de encuentros para el debate o la ejecución de proyectos en Marruecos. Para la primera línea, la entidad organizó en 2001 las jornadas *“Migraciones en el Espacio Mediterráneo: Saltar el Estrecho”*, contando con diferentes expertos de Bélgica, Holanda y Francia que investigan en este ámbito o lideran organizaciones como Migration et Développement et EMCEMO, mencionadas anteriormente. Más recientemente, CODENAF suele participar en actividades de reflexión organizadas por diferentes instituciones en Marruecos como el encuentro internacional *“los migrantes, actores y socios del desarrollo”*, promovido por el CCME y la Agencia del Oriental en Saidia (Marruecos, septiembre de 2011).

El modelo de codesarrollo adoptado por CODENAF busca *“hacer del inmigrante un actor de desarrollo entre las dos orillas”* (Informante 8). La ONGD basa su intervención en el concepto de *“passeur culturel”*, que podría traducirse como mediador cultural, y que se refiere a aquellos agentes conocedores de contextos sociales pluriculturales y disponen de

habilidades para explicarlos e incluso intervenir en ellos (V.: Gruzinski y Bénat Tachot, 2001). Se trata según el Informante 8 del *“nuevo ciudadano, que tiene anclaje en la sociedad de origen y de acogida y esa facilidad que no siempre tiene el técnico de cooperación europeo, hay una barrera idiomática, una barrera de idiosincrasia, etc. De allí que con pequeñas subvenciones estamos llegando a buenos resultados”*.

Los proyectos más destacables están orientados a la economía solidaria, a la formación profesional y al empleo. Por ejemplo, la constitución de una cooperativa para la elaboración y comercialización de productos y derivados de las plantas aromáticas y medicinales fue un proyecto subvencionado por la Agencia Andaluza de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AACID) y la Diputación de Huelva y ejecutado en la Comuna rural llamada Zinat en Tetuán en colaboración con varias entidades marroquíes. En la misma línea, el proyecto *“Iniciativa de ecoturismo y desarrollo rural en la provincia de Tetuán”*, financiado por la AECID, consistió en la creación de una empresa por jóvenes de la zona para gestionar visitas grupales y circuitos de actividades de ecoturismo. La idea de la entidad con este tipo de proyectos es *“dar posibilidad a la gente a que aprenda a trabajar su tierra y se quede allí”* (Informante 8). Por lo tanto, la idea de prevención de las migraciones está presente igualmente en la lógica de asociaciones de inmigrantes marroquíes y se explica en parte por la convención de que no todos los proyectos migratorios son viables y que existe la alternativa de conseguir trabajo en origen aprovechando los recursos naturales de la zona, aunque el discurso de la ONGD confirma que *“desgraciadamente, a veces la decisión de emigración no está bien pensada, sobre todo la emigración sin cualificaciones (...) los flujos nadie los va a parar, no se puede erigir murallas”* (Informante 8).

De la entrevista se deduce también una visión más general sobre el tema de codesarrollo que reclama la incorporación de líneas de trabajo olvidadas por la cooperación española y por los países de origen: *“el codesarrollo también tiene que ser científico. Marruecos tiene una diáspora muy interesante trabajando en la universidad americana, canadiense, francesa, alemana, española, etc. Pero Marruecos a veces no sabe medir su potencial. Tiene que crear un espacio de intercambio”* (Informante 8). Este guiño al país de origen lo acompaña otro dirigido al país de acogida: *“también existe el reto de la integración. Hay gente marroquí muy preparada y no se merece ningún tipo de exclusión”* (Informante 8).

En general, CODENAF puede considerarse una entidad gestionada por inmigrantes marroquíes que implementan varios proyectos de solidaridad con su país de origen, aprovechando su experiencia en la gestión de proyectos de cooperación. Su enfoque del codesarrollo adopta casi todas las modalidades de los casos anteriores: el inmigrante como agente de desarrollo, fomentar el desarrollo para prevenir las migraciones, fomentar la

participación ciudadana de los inmigrantes y garantizar su integración por sus cualidades y capacidades. No todas estas ideas son visibles en los proyectos de desarrollo de la ONGD, aunque sí en las actividades científicas y de debate en las que participa.

#### **I) Asociación Socio-Cultural Ibn Batuta (ASCIB): cuestionando la cooperación.**

Según sus estatutos, ASCIB es una entidad sin ánimo de lucro, apolítica y laica, creada en 1994 por un grupo de jóvenes marroquíes “preocupados por el hecho migratorio y dispuestos a actuar de forma independiente y democrática” (ASCIB, 2012a). Sus objetivos iniciales se centran en ayudar a los ciudadanos inmigrantes y sus familias y fomentar el intercambio cultural. La asociación está presente en órganos consultivos y de participación de los inmigrantes como el Consejo Municipal de Inmigración de Barcelona (Ayuntamiento de Barcelona) y la Mesa de Ciudadanía e Inmigración (Generalitat de Catalunya). Es también miembro de la Federación de Entidades Catalanas de origen Marroquí (FECCOM) de la que asume la coordinación.

El ámbito de cooperación y codesarrollo se considera por la entidad complementario a su larga trayectoria en materia de integración de los inmigrantes. ASCIB entiende por codesarrollo “*aquellas estrategias y acciones de desarrollo en el país de origen y en el país de acogida en las que participan ciudadanos que han llevado a cabo un proceso migratorio. Esta participación se puede dar en todas o en alguna de las etapas del proyecto ya sea en su concepción, estudio de viabilidad, financiación, realización, evaluación, etc., y pretende vincular positivamente migración y desarrollo, situando a las personas inmigrantes como componentes destacados de esta relación*” (ASCIB, 2012b). La idea es apoyar las iniciativas de desarrollo de las zonas de procedencia mediante proyectos económicos y sociales. Para ello, se trabaja en tres líneas principales: el apoyo a asociaciones y ONG’s de Marruecos, de Cataluña y del Estado español; desarrollar relaciones con el sector privado para comprometerlo con el desarrollo humano y sostenible; e implicar al sector público, especialmente a la administración local.

Los proyectos de desarrollo que realiza la entidad en Marruecos se centran en el ámbito de la formación: “*creemos que Marruecos necesita en el ámbito de la educación todo el apoyo... se están haciendo grandes avances, pero quizás el modelo de formación profesional podría funcionar mejor, enfocándolo a la inserción laboral*” (Informante 9). Durante la entrevista surgieron preguntas sobre el modelo preventivo y si la idea de inserción laboral va en este sentido. El informante le restó interés a este tema porque “*la emigración que puede emitir Marruecos es mínima hoy en día, por la crisis pero también porque ha*

*mejorado el acceso al empleo en Marruecos. Hay otros elementos en juego que el hecho de frenar los flujos”.*

Las respuestas del entrevistado abrieron el debate sobre el impacto de los proyectos de cooperación, pues tampoco tienen mucho éxito como para atribuirle semejante objetivo (el de frenar las migraciones): *“Las grandes ONG’s que trabajan en Marruecos mueven mucho dinero, pero su trabajo se queda en algo anecdótico”* (Informante 9). El desarrollo es una tarea mucho más complicada como para pretender solucionarla con micro-proyectos, sobre todo cuando éstos no se corresponden con las verdaderas necesidades de las zonas de intervención: *“Nadie se le ocurre preguntar a Marruecos qué planes tienen para una zona determinada. Luego las ONG’s se dan cuenta de que existen ya planes estratégicos que superan sus proyectos. Las ONG’s no tienen criterios de planificación para elegir las zonas de intervención”* (Informante 9). La colaboración entre asociaciones españolas y contrapartes locales es cada vez más frecuente y contribuye a alinear los objetivos con las necesidades de los beneficiarios, pero *“la administración es una pata fundamental para la continuidad del proyecto, cuando se termine la subvención. Los proyectos intervencionistas generan unas expectativas falsas en la población. Incluso los pueblos de al lado esperan lo mismo, lo que crea desigualdades”* (Informante 9). Aquí surgió la duda si podemos reprochar lo mismo a los proyectos de filantropía diaspórica. La entidad suele tener contacto con grupos de inmigrantes marroquíes que desean emprender acciones de solidaridad en sus pueblos de origen, que no llegan a ser proyectos que se alargan en el tiempo, pero igualmente necesitan una mínima planificación: *“los proyectos que se basan en adquisiciones materiales necesitan garantizar la continuidad de su uso (para una ambulancia por ejemplo, pagar gasolina, conductor, etc, hay que pactarlo con las autoridades locales). Nosotros aconsejamos a la gente, les ayudamos, pero la decisión es suya”* (Informante 9).

En resumen, ASCIB practica el codesarrollo en tanto que pequeños proyectos de cooperación realizados con la contribución de los inmigrantes en colaboración con entidades locales y administraciones públicas en origen. Para la ONGD, el debate en sí no es el de frenar los flujos migratorios sino lo es el verdadero impacto de los proyectos en el desarrollo y la viabilidad de las acciones emprendidas y sobre todo la dificultad de implicar los inmigrantes en dichos proyectos, pues no su adhesión espontánea, apunta el Informante 9: *“para que la idea de codesarrollo funcione, el proyecto necesita mucho tiempo, sino es una simple cooperación. La gente tiene que ir sumándose, pero necesita ver que hay un trabajo previo, creando un marco para integrarlos. Pretender que todo funcione y haya implicación de los inmigrantes desde el primer minuto es complicado”.*

## **J) CCME: una institución marroquí para el debate.**

Este último caso fue incluido para abordar la dimensión de participación ciudadana en la muestra. Pues el CCME es una institución consultiva ante el Rey de Marruecos y no tiene vínculo con el gobierno u organismos ejecutivos: *“está organizado por grupos de trabajo que evalúan las políticas públicas de las instituciones públicas hacia los MRE. Los debates son confidenciales. Se habla mucho de las competencias del Consejo, cuando no tiene ninguna. Salvo las actividades de debate que organiza”* (Informante 10).

Para fomentar este debate, las actividades del CCME intentan conectar con los MRE y sus organizaciones abordando temas y retos actuales del colectivo. Se llevan a cabo pues: estudios y sondeos de las percepciones de los MRE sobre diferentes aspectos socioculturales en origen y destino; seminarios sobre la movilización de competencias para el desarrollo y sobre el compromiso cívico de los emigrantes; conferencias de los consejos de emigración de diferentes países, para intercambiar información sobre su funcionamiento y sus programas; y encuentros científicos para analizar problemáticas sociales que afectan la vida de los MRE como el envejecimiento, la práctica del Islam, el uso de idiomas o la relación de las nuevas generaciones con el origen.

A pesar del alto interés que tienen las recomendaciones y las conclusiones a las que llegan las actividades del CCME, dichos resultados no se reflejan en las políticas públicas y parece que el debate que fomentan se queda en la fase de ideas y no se convierte en iniciativas, cuando podría llegar a una síntesis que configure un modelo interesante de codesarrollo desde Marruecos.

## **K) Coordinadora estatal de ONGD's: la iniciativa de un marco para el codesarrollo**

Aunque la Coordinadora de ONG para el Desarrollo España (CONGDE)<sup>147</sup> no fue entrevistada, resulta interesante relatar su experiencia antes de interpretar los resultados del trabajo de campo. La CONGDE creó en 2005 un grupo ad hoc, en el marco de un proyecto financiado por la AECID, para la creación de un documento de consenso sobre codesarrollo. El objetivo era que las ONGD's miembro del Consejo de Cooperación puedan unificar sus propuestas sobre esta temática y las políticas e instrumentos que la materializan. El grupo de la CONGDE está compuesto por 23 entidades con sede en Madrid, de las cuales sólo una (REMCODE) puede considerarse “de” inmigrantes, las demás son todas creadas y

---

<sup>147</sup> La CONGDE es una institución estatal creada en 1986, formada por 91 ONGD's y 17 Coordinadoras Autonómicas que, en conjunto, suman más de 400 organizaciones dedicadas a la cooperación internacional.



gestionadas por personas españolas. La inclusión de dicha organización en el grupo fue tras un largo proceso y debate, por diferentes motivos, de los cuales resalta la competitividad entre entidades, pues el acceso de las asociaciones de inmigrantes a la gestión de proyectos de codesarrollo no está bien visto por las asociaciones españolas, en parte por considerarlas rivales para la obtención de subvenciones. Esto forma parte de una cierta deriva negativa hacia la cual se ha orientado el Tercer Sector en vez de plantearse el trabajo, que se supone solidario, de forma colaborativa y complementaria.

El objetivo del grupo ad hoc de la CONGDE fue entonces *“elaborar un documento de posicionamiento, una especie de marco consensuado en el que, desde los acentos o enfoques plurales, se encontrasen todas las organizaciones identificadas”* (CONGDE, 2011)<sup>148</sup>. Se deduce de la lectura del documento que se utilizan los términos “codesarrollo” y “migración y desarrollo” indiscriminadamente. El grupo habla de un marco del codesarrollo y no de una definición porque se trata de aclarar ideas y adoptar un posicionamiento en el seno de la Coordinadora, sin pretender llegar al consenso sobre una concepción cerrada y unívoca del codesarrollo. En este marco común se señalan varios puntos esenciales:

- Se trata de un concepto y práctica en construcción donde interactúan diferentes lógicas: la académica, la administrativa ligada a las políticas migratorias o de cooperación, la administrativa ligada a las entidades locales y autonómicas, la visión del tejido social y las iniciativas de entidades empresariales-financieras.
- La existencia de diferentes actores: financiadores, constructores de pensamiento, ejecutores de proyectos y gestores. En función de quien interviene, el codesarrollo tiene sus matices.
- La reflexión sobre codesarrollo debe sustentarse en una reflexión sobre la realidad de la migración. Primero hay que defender el derecho de emigrar como opción de acceso a los medios básicos que, por el orden económico mundial, no son alcanzables en muchas partes del mundo. El papel del inmigrante va más allá de su dimensión económica o laboral y tiene un papel potencial como agente de desarrollo en ambas orillas. Para ello, hay que optimizar las dimensiones de oportunidad de la inmigración y no verla como una amenaza.
- Las políticas migratorias estatales pueden considerarse “cortoplacistas” hipotecando un auténtico abordaje de la realidad y sus problemas. Tienen que realizarse en el marco de la corresponsabilidad entre origen y destino.

---

<sup>148</sup> CONGDE (2011). Documento Marco sobre la idea y las prácticas del Codesarrollo. Documento interno.

En función de estas consideraciones, el codesarrollo según el grupo de la CONGDE (2011) *“parte de la libertad del individuo, busca construir un modelo de integración basado en la plena ciudadanía, el derecho a la libertad de migrar y el derecho y libertad de permanecer en el país de origen o destino y la progresiva erradicación de la pobreza e injusticia en los países del Sur/de origen”*. Por lo tanto, el concepto supone: la duplicidad de escenarios de acción en origen y destino mediante varias líneas de intervención que tejen lazos y puentes entre ambas realidades<sup>149</sup>; La implementación de acciones de codesarrollo supone necesariamente instrumentos para la coordinación entre agentes y actores, el fortalecimiento de las asociaciones de inmigrantes, el trabajo participativo y la implementación horizontal. Requiere igualmente insertarse en una lógica que enfatiza la vinculación positiva entre migración y desarrollo y que el codesarrollo no sea una excusa para desviar el trabajo de la cooperación al desarrollo a poblaciones no especialmente vulnerables.

El documento de la CONGDE señala varios límites y alerta respecto a varios asuntos: que las acciones de codesarrollo no deben ser un instrumento al servicio del control o de la gestión migratoria; que la ejecución de proyectos de codesarrollo debe abordarse con el mismo rigor de cualquier acción de cooperación; y que las medidas directas o indirectas de control de flujos migratorios no pueden considerarse codesarrollo (CONGDE, 2011).

## **9.2. Sobre los modelos y proyectos de codesarrollo**

Los ejemplos presentados en la parte anterior ofrecen una idea sobre los modelos de codesarrollo promovidos por las instituciones públicas y las ONGD's. Nos sirven para completar el panorama de las modalidades de codesarrollo tal y como se dibuja hoy en día y que resulta relevante reseñar para que tengamos más visibilidad y dejemos de confundir unas prácticas con otras. Se trata de dos categorías ramificadas:

- El codesarrollo no oficial, liderado por las Organizaciones de la Sociedad Civil (OSC) y el entramado del Tercer Sector. Está ligado a la filantropía diaspórica como proyectos voluntarios, solidarios y espontáneos que los inmigrantes realizan para sus zonas y comunidades de origen; lo que incluye el uso y efecto de las remesas sobre el bienestar de las familias y la transmisión de nuevos valores susceptibles de generar cambio social. El codesarrollo no oficial abarca también los proyectos de desarrollo

---

<sup>149</sup> En destino: promoción de la participación de los inmigrantes y su articulación como agentes sociales en acciones de solidaridad, de incidencia política u cooperación al desarrollo. En origen: incorporación de la potencialidad de la migración al esfuerzo por la construcción de unas relaciones Norte-sur más justas y equitativas, de realizar una incidencia política así como en acompañar y facilitar la construcción de alternativas de desarrollo social y comunitario.

diseñados y ejecutados por asociaciones de migrantes en origen, siguiendo el Enfoque de Marco Lógico y respetando el ciclo de proyectos; en este marco, destaca el trabajo que hacen las OSIM que se han constituido y reforzado como verdaderas ONGD's lideradas por inmigrantes y expertas en buscar respuestas a problemas de desarrollo a nivel local (Daum, 2000), como es el caso de Asociación Migration et Développement en Francia o CODENAF en España. En esta categoría incluimos también los proyectos de cooperación que las ONGD's españolas implementan en países prioritarios y cuyo eje principal es el nexo M&D, ya siguiendo las orientaciones de los organismos públicos o adoptando enfoques propios.

- El codesarrollo oficial, de procedencia gubernamental e institucional. Se concreta en programas desde las instituciones supranacionales (UE, PNUD, OCDE); proyectos y convenios promovidos por los gobiernos de acogida, en el marco de la cooperación bilateral, a nivel central, autonómico y local. En esta categoría incluimos también todas aquellas iniciativas que, aunque no llevan etiqueta de codesarrollo o de M&D, se lanzan desde los gobiernos de origen directamente o a través de sus fundaciones públicas para prestar servicios a los emigrantes, lo que se podría llamar políticas de vinculación de conexión.

En función de estos niveles de práctica del codesarrollo -políticos y sociales, espontáneos y planificados-, la conceptualización del mismo es múltiple y diversa. Los modelos detectados en el contexto gubernamental y no gubernamental español podrían resumirse en tres orientaciones:

- La idea de promover el desarrollo para frenar las migraciones o por lo menos mejorar las oportunidades para que la emigración sea una decisión desligada de las condiciones de pobreza y vulnerabilidad. Por lo tanto, el codesarrollo se convierte en una modalidad de cooperación mediante micro-proyectos dirigidos a crear empleo y generar renta.
- El uso productivo de las remesas. Este modelo parte de la idea que se ha propagado entre las instituciones financieras en la última década en cuanto al "enorme potencial de los flujos de remesas para el desarrollo", según la cual se ha decidido promover programas de cooperación para apoyar las iniciativas creativas que tratan de orientar los ahorros de los migrantes hacia la inversión. Al principio, esta modalidad se consideraba una forma de "bancarización de los pobres" y un intento de buscar alternativas a la AOD. Luego surgió la conclusión de que las remesas son flujos

privados y se orientaron las acciones hacia otras formas de involucrar a los inmigrantes para canalizar su dinero de forma productiva. Este modelo se utiliza en los proyectos que acompañan la migración circular y contratación en origen y pretende que los ahorros se inviertan en proyectos productivos, cuando sólo está confirmado el impacto sobre la vida individual o familiar: los ahorros no son suficientes para invertir en proyectos fuera de este ámbito.

- La capacitación de los inmigrantes y sus asociaciones, por considerarlos actores principales del codesarrollo y por confiar en la aportación de las redes<sup>7</sup>. En este caso, las OSC juegan un papel relevante en equilibrar la balanza de la práctica frente al discurso que pretende implicar a los inmigrantes sin invertir en ello. Pues sin implicación de los inmigrantes, los proyectos no pueden adscribirse al ámbito de codesarrollo. Pero su participación depende de dimensiones más complejas que no se detectan en el codesarrollo oficial y suelen ser olvidadas como si todos los inmigrantes pudieran dedicar tiempo y esfuerzo a iniciativas de desarrollo en origen.

### **9.3. Marcos interpretativos de las prácticas institucionales y asociativas en el contexto hispano-marroquí**

Los ejemplos presentados en la parte anterior ofrecen una idea sobre los modelos de codesarrollo promovidos por las instituciones públicas y las ONGD's. A continuación presentaremos 20 consideraciones generales<sup>150</sup> que forman parte de los tres marcos de análisis detectados en el discurso de las entidades y sus prácticas: el marco de definición, el marco de planificación y el marco de gestión del codesarrollo. Intentaremos analizarlos a continuación a base de diferentes teorías ligadas a las dimensiones de globalización, desarrollo y proceso político.

#### **9.3.1 *El marco de definición del codesarrollo***

Los modelos de codesarrollo basados en promover el desarrollo para prevenir las migraciones, en el uso productivo de las remesas o en la capacitación de los inmigrantes han sido ampliamente debatidos desde las instituciones europeas y españolas tal y como se demostró en los capítulos 2 y 6. La influencia de las instituciones nacionales y supranacionales en el discurso y las prácticas de las entidades entrevistadas es aparente. Se

---

<sup>7</sup> Véase las referencias Alonso Zarraga y Henar Pi (2012); Sánchez Milán (2012); Mirón Mirón y Rodríguez de Guzmán (2012).

<sup>150</sup> Serán introducidas como CG1, CG2, etc.

repiten los mismos enfoques cuyos efectos son limitados tal y como argumentan las consideraciones siguientes:

- CG1: parece que el modelo promovido desde las instituciones públicas es el de canalizar las remesas de forma productiva como inversiones en las zonas de origen susceptibles de reactivar las economías locales (movilización colectiva de los flujos privados hacia la inversión productiva local). El hecho de centrar este modelo en un colectivo específico de inmigrantes, residentes o temporeros en el marco de la contratación en origen/migración circular, lo expone a altas posibilidades de fracaso. Primero, es un colectivo muy reducido en su tamaño. Segundo, es un colectivo muy apto a la movilidad laboral. Tercero, sus regiones de procedencia no suelen tener las condiciones adecuadas para la inversión productiva.
- CG2: El codesarrollo como vía de actuación sobre las causas de la inmigración para incrementar la libertad individual de elección del lugar de residencia y trabajo, parece un objetivo correcto. Sin embargo, sus intenciones son cuestionables.
- CG3: Priorizar las zonas de “alta emisión” de flujos migratorios no es viable porque existe la posibilidad de que los emigrantes de aquellas zonas no sean colectivos mayoritarios en España. Además, centrarse en unas zonas sin preocuparse por otra generaría desigualdades regionales que vuelven a alimentar los proyectos migratorios. El codesarrollo tiene que pensarse de forma más amplia y su espacio es el territorio nacional-transnacional.
- CG4: Este modelo se basa en el acompañamiento de las ideas de los/as beneficiarios/as. En el caso de los/as inmigrantes marroquíes, ha demostrado su fracaso. No todas las ideas de proyectos individuales son viables. Tampoco se detectaron ideas de carácter comunitario-solidario. Fomentar la acción solidaria de los inmigrantes puede ser una modalidad de educación para el desarrollo, pues la filantropía diaspórica no puede seguir igual que en décadas anteriores si no se ponen en marcha programas de sensibilización para reactivar las motivaciones de los inmigrantes. Aunque, antes de emprender esta tarea, hace falta estudios que analicen la predisposición de los diferentes perfiles de inmigrantes a involucrarse en proyectos en origen, ya sean individuales o solidarios. El modelo que nos ocupa se centra en los/as trabajadores temporeros y puede ser que su situación en sí, marcada por la temporalidad en el trabajo, en el espacio, en el estatuto, les impide pensar en tareas que no sean las del día a día y del ámbito personal-familiar. Por lo

tanto, creemos normal que la adhesión a este modelo de codesarrollo sea escasa y que no exista esa inquietud por planificar a medio plazo o ayudar a los demás. La alternativa es trabajar con otros colectivos-perfiles de inmigrantes: los estudiantes, los investigadores, los emprendedores. Son los grandes olvidados del codesarrollo.

- CG5: En el caso específico de la migración circular femenina, la idea de asesorar las mujeres trabajadoras para desarrollar AGR parece oportuna, ya que permitiría a cada promoción oportunidades de auto-empleo e ingresos en sus zonas de origen y con sus familias, de modo a que ese cambio económico repentino dure y no se limite al tiempo de la campaña anual. Pero la cantidad ahorrada por cada trabajadora durante la campaña no es suficiente para financiar a la vez el proyecto familiar (en general dar respuesta a las necesidades básicas) y un proyecto de inversión productiva. Un programa de acompañamiento de las mujeres temporeras podría funcionar si se cumplen todos los criterios de inversión: la preparación de las condiciones locales que favorezcan el éxito de la inversión, la formación de las beneficiarias, la co-financiación de sus proyectos y el seguimiento de sus negocios.
- CG6: En el marco del codesarrollo se habla de acciones de integración de los inmigrantes, pero no se aclara la relación de dichas acciones con las llamadas “políticas de integración”, si hacen parte de ellas, si son independientes o son complementarias. Eso sí, surge una idea importante: la integración es antes de nada una satisfacción de necesidades en destino y por lo tanto una fase previa a la adhesión a cualquier iniciativa relacionada con el origen. Si aún queda por recorrer un largo camino en materia de asistencia y protección jurídico social de los inmigrantes (V.: Díaz Aznarte, 2010), las políticas de integración tal y como se plantean están más cerca de ser una falacia (Raya, 1999; Gil Araujo, 2010).
- CG7: Se detecta en el discurso oficial una idea tímida que se propone ayudar a los países de origen a establecer “políticas migratorias positivas para sus objetivos de desarrollo”. El propósito es positivo: gestionar los costes sociales de la emigración. Pero, el instrumento no lo es tanto: la supervisión paternalista de los países receptores.
- CG8: Se transmite la idea del codesarrollo como forma de generar desarrollo en las dos comunidades, origen y destino, pero no se concreta en ningún proyecto. Se habla de la interacción origen-destino en un caso y se explica por la ejecución del proyecto en España y Marruecos, pero los beneficiarios en todo caso son los inmigrantes y los potenciales emigrantes. El codesarrollo como actividades en

destino no piensa en los autóctonos ni en lo que podrían aportar los inmigrantes en materia de crecimiento económico y dinámicas socio-culturales...

- CG9: Un solo proyecto promueve la idea del codesarrollo como promoción de la inversión directa de los inmigrantes en sus zonas de origen y creación de empresas y cooperativas. Esta línea de acción resultaría más oportuna como programa más amplio dirigido a todos los inmigrantes y no como pequeños proyectos que eligen determinados perfiles beneficiarios como se explica anteriormente.
- CG10: La idea de recuperación del capital humano está ausente en los proyectos y sólo surge de forma breve en una entrevista. En efecto, las prácticas científicas de la diáspora es un ámbito de intervención que quizás supera las ONGD's y ha de plantearse a nivel central y bilateral. Se hace necesario instalar plataformas para canalizar las ideas de los migrantes de manera a que dejen de ser transferencias informales y se realicen en un marco formal a favor de la innovación y el desarrollo. Los migrantes cualificados pueden conectar laboratorios, institutos y equipos de investigación que trabajan en ámbitos de interés común.
- CG11: Existe la idea del transnacionalismo o la transnacionalidad, pero no acaba de explotarse al máximo, pues no se utiliza de manera fundamentada.
- CG12: el discurso de algunas ONGD's defiende la lógica de enfatizar la vinculación positiva entre migración y desarrollo y no instrumentalizarla.

Como explicamos anteriormente y en relación con estas consideraciones, el papel del Estado es un factor importante en la estructuración de las migraciones internacionales y suele ser olvidado en las teorías (Massey *et al.*, 1998) porque o lo consideran un elemento más en la estructuración interna, o no le otorgan suficiente relevancia. Si Zolberg (1989) indica que el papel de los Estados en la determinación de las migraciones se lee en clave de las murallas que elevan y las pequeñas puertas que abren, en el caso de las iniciativas de codesarrollo podemos hablar de “discursos positivos” para “soluciones egocéntricas”. Detrás del “buenismo” del desarrollo existen múltiples intereses y en este caso destaca el control de los flujos migratorios: se priorizan líneas de acción orientadas a la inserción laboral y zonas geográficas de “alta emisión”. Lo que es susceptible de generar desigualdades de desarrollo a nivel local y regional. La posibilidad de eliminar los flujos migratorios o restringirlos hace que el codesarrollo sea una cuestión plenamente politizada (Sørensen *et al.*, 2002) basada en una lógica preventiva resumida en la idea “cuanto más desarrollo menos migraciones” (Lacomba, 2004). La idea de Europa es acelerar el desarrollo económico de los países terceros como paso susceptible de disminuir la incitación a emigrar. Pero varios investigadores

piensan que los efectos del desarrollo no son inmediatos, la generación de oportunidades requiere tiempo y la cooperación acentúa los lazos o aminora la distancia psicológica entre donante y receptor, lo que podría estimular la corriente migratoria a corto plazo (Atienza, 2004). Una estrategia de lógica preventiva tiene entonces la misma posibilidad de estimular la emigración que de contribuir a extinguir los flujos. Según Tapinos (1992) estas acciones sólo podrían alcanzar el objetivo deseado si adoptan un enfoque de desarrollo económico y actúan de forma significativa y en la dirección deseada sobre los determinantes de la decisión de emigrar. Pero ¿hay una lista exhaustiva de las causas de emigración? Suponiendo que sea posible elaborarla, ¿se puede actuar sobre todos los determinantes?

Además de la dificultad de intervención en esta compleja realidad, existen dudas sobre la eficacia de la cooperación y su capacidad para generar desarrollo como paso previo a frenar las migraciones. Se pone entonces demasiada fe en un instrumento, la cooperación al desarrollo, que lleva desde la Segunda Guerra Mundial con avances y retrocesos y sin conseguir los objetivos prioritarios (García Quero y Aboussi, 2012). Existe un contexto geopolítico de incertidumbre en materia de cooperación donde la necesidad de ayuda económica de los países terceros va acompañada de la duda sobre las orientaciones de los donantes y sus verdaderas intenciones, además de las numerosas críticas que cuestionan la eficacia de la cooperación al desarrollo, sus enfoques intervencionistas y la necesidad de alinear sus objetivos con las prioridades de los países receptores (Aboussi, 2011a). Ante semejantes argumentos, no es lógico utilizar un instrumento tan controvertido como punto neurálgico de la política migratoria y llamarlo codesarrollo.

Se han desarrollado en la última década múltiples encuentros internacionales que no han conseguido aún convenir de un modelo claro de codesarrollo en las instituciones multilaterales. Este objetivo parece alargarse en el tiempo y hace que no se acabe nunca esta fase exploratoria del codesarrollo, cuando es necesaria una sistematización de estos debates, estudios y proyectos piloto para fundamentar estrategias cuya lógica es el desarrollo común.

### ***9.3.2. El marco de planificación del codesarrollo***

La influencia del marco institucional y politizado en el que se gesta el codesarrollo expone su práctica a múltiples errores de planificación:

- CG13: la multiplicidad de actores es un riesgo para cualquier acción de desarrollo. A parte de la superposición de iniciativas y el uso irracional de los fondos, el mayor problema es definir la tarea que le incumbe a cada actor y si es el más apropiado para llevarla a cabo, en el marco de qué responsabilidades, si dispone de



suficientes recursos para acertar su intervención, etc. Parece que el modelo español de codesarrollo, en su fase exploratoria hasta hoy, se basa completamente en la subcontratación de ONGD's mediante convocatorias públicas y/o convenios.

- CG14: la cooperación gubernamental no se percibe y las acciones son unilaterales. Las políticas de cooperación ya contemplan el tema de alineación de sus objetivos con las estrategias locales-nacionales de desarrollo en los países de origen. Los proyectos de codesarrollo siguen operando sin planificación común. Es totalmente contradictorio con los principios de eficacia de la ayuda al desarrollo (Conferencia París).
- CG15: la desconfianza de los inmigrantes en las instituciones de origen frena las motivaciones de solidaridad. Su falta de incorporación en la configuración de prácticas desde las instituciones de destino va en contra de ese "protagonismo del inmigrante" que constituye la esencia del codesarrollo. El empoderamiento del movimiento asociativo inmigrante parece una línea de acción oportuna, cuyo fin es que los migrantes sean implicados en la configuración de las políticas públicas en origen y en destino. Pero queda supeditada a las cuestiones de participación ciudadana, de voto y de representatividad pertenecientes a esa dimensión institucional que no se suele abordar en los estudios sobre codesarrollo y que abordaremos como reto-alternativa en el capítulo siguiente.
- CG16: El papel del sector privado en el codesarrollo no está contemplado de momento. No nos referimos a las convocatorias que lanzan las fundaciones de algunos bancos, pues repiten los mismos errores anteriormente analizados. Se alude aquí a las multinacionales o las empresas que emplean a un gran número de inmigrantes. En el caso de las entidades bancarias, la falta de confianza de los inmigrantes en ellas conlleva al uso de canales informales para el envío de dinero. Aunque esta vía también puede ser debida a la no instalación de dichas entidades en las zonas de procedencia. Por lo tanto, implicarla al sector privado en el debate nos parece oportuno.

En general, la planificación vertical de las acciones de codesarrollo puede considerarse el mayor error de la cooperación española y sus iniciativas. Los Estados de origen tienen sus propias estrategias de desarrollo y algunos disponen de políticas de vinculación con sus emigrantes (Østergaard-Nielsen, 2001, 2003 y 2009; Moraes *et al.*, 2009; Lafleur y Calderon Chelius, 2011; Aboussi, 2011b y 2011d). Entonces el codesarrollo ha de diseñarse en plena colaboración con las instituciones de origen tras un compromiso y una agenda común con los

gobiernos centrales. Algunos proyectos implementados por ONGD's españolas han tenido complicaciones en varias fases de ejecución por falta de colaboración o por desacuerdos con entidades locales.

Cualquier estrategia de codesarrollo ha de plantearse de forma horizontal y participativa fuera de la lógica paternalista, implicando a todos los actores en el diseño. Esto es posible si se dinamiza el trabajo en red de las diferentes organizaciones, incluidas las asociaciones de inmigrantes (De Haas, 2006; Aboussi, 2011b). Es una tarea conjunta de los países de origen y de destino porque las organizaciones lideradas por los inmigrantes actúan en el ámbito transnacional.

### ***9.3.3. El marco de gestión de las iniciativas de codesarrollo***

Las experiencias de codesarrollo relatadas por las entidades que incluye la muestra confirman que existen numerosos factores de fracaso. Los proyectos emprendidos ni siquiera consiguen los objetivos que al principio se plantearon:

- CG17: el uso productivo de las remesas se utiliza para fomentar el “desarrollo endógeno” de una comunidad como se refleja en los modelos mencionados. Creemos que se sobrecarga demasiado una modalidad de intervención, el codesarrollo, limitada y ni siquiera debidamente definida.
- CG18: La figura del inmigrante como protagonista del codesarrollo está presente en el discurso, pero su tarea no está tan clara. En el momento en el que algunas organizaciones defienden su implicación como mediador e informante clave (agente de desarrollo) sobre la realidad y las necesidades de su país de origen, y otras consideran que tiene que ser actor del desarrollo contribuir activamente en la implementación de los proyectos (actor de desarrollo). Nos preguntamos porqué se intenta especificar tanto la tarea del inmigrante, pues ambas contribuciones son válidas, se trata únicamente de grados de implicación.
- CG19: además, es necesario profundizar en los mecanismos de adhesión de los inmigrantes a los programas. Como se demostró, a veces no se habla el mismo lenguaje y se entiende el codesarrollo de forma diferente. Unificar el lenguaje y pactar la implicación y la responsabilidad de cada parte es fundamental.
- CG20: Fortalecer las redes sociales y redes de trabajo origen-destino es necesario. Está demostrado que los inmigrantes no tienen relaciones sólidas con las asociaciones locales en sus zonas de origen. Se suman a ello las múltiples dificultades que encuentran las asociaciones de inmigrantes para desarrollar

actividades de forma normal y estable, como la escasez de financiación, la falta de recursos humanos o la ausencia de dirección estratégica, criterios altamente valorados en el tercer sector hoy en día.

En general, intervenir en el contexto migratorio no es igual que actuar en un ámbito local como es de costumbre en los proyectos de cooperación. Los inmigrantes desarrollan sus prácticas en el ámbito transnacional, es lo que hace de ellos unos beneficiarios y/o actores que necesitan estrategias de intervención acomodadas a su trayectoria, a su lógica y a sus necesidades. Como pilar de estas estrategias destacaría el hecho de ganar su confianza eliminando cualquier idea u objetivo que puedan interpretar como una amenaza a su libertad de movilidad y a los derechos que han adquirido en el país de acogida, como es el caso en los programas orientados al retorno.

Abordar el codesarrollo como una simple modalidad de cooperación hace que se cometan errores típicos de gestión de proyectos. Se olvida a veces que hay ONGD's del Sur que tienen poder, si consideramos adecuadamente su capacidad técnica y la legitimidad procedente de su presencia en el terreno (Rodríguez Carmona, 2002). La idea no es buscar contrapartes locales para cumplir los criterios de una convocatoria, sino reforzar el proyecto con la colaboración de agentes que tienen una larga experiencia de intervención a nivel local. Sobre todo que en materia de codesarrollo las ONGD's españolas necesitan aún legitimar su intervención ampliando sus horizontes de aprendizaje y desarrollar conocimientos pragmáticos del contexto migratorio (Aboussi, 2011a). Vincularse con el mundo académico resulta fundamental en este caso puesto que es una fuente de investigación sobre codesarrollo que no está relacionada, se supone, con intereses políticos implícitos y que elabora trabajos enfocados a entender la realidad transnacional donde se gestan las migraciones o estudios de caso orientados a descubrir las aportaciones positivas de las migraciones en destino y en origen.

Las iniciativas de codesarrollo podrían incluso desprenderse del carácter intervencionista inherente a los proyectos de cooperación y enmarcarse en verdaderas estrategias de desarrollo lideradas por los gobiernos locales en origen, si desde el tercer sector hispano-marroquí se presiona en este sentido.

#### 9.4. Análisis DAFO

Independientemente de los casos destacados en la parte 8.1, el estudio empírico recoge observaciones sobre los enfoques y las prácticas de codesarrollo adoptadas por todas las entidades incluidas en la muestra y también intenta hacer un diagnóstico de forma más general, tanto desde el contexto global en el que se gesta la problemática como en el marco de las políticas públicas, las iniciativas de la sociedad civil o la reflexión académica. Partiendo de ello, se deduce el Análisis DAFO siguiente:

DEBILIDADES	FORTALEZAS
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Reducción de las conexiones positivas entre migración y desarrollo a algunos ámbitos que suponen ideas negativas (frenar las migraciones).</li> <li>- Ausencia de consenso sobre el concepto o el marco de codesarrollo entre entidades gubernamentales y no gubernamentales en el ámbito central y descentralizado.</li> <li>- Planificación de acciones (objetivos demasiado ambiciosos).</li> <li>- Planificación de acciones sin consenso con los países de origen.</li> <li>- Proceso de implicación de los inmigrantes y sus asociaciones (falta de metodología participativa en el momento de diseñar planes-acciones).</li> <li>- El codesarrollo como modalidad de cooperación no consigue conectarse con otros ámbitos que influyen en él y en el éxito de sus proyectos.</li> <li>- El protagonismo de los migrantes no está garantizado, la implicación de las asociaciones de inmigrantes es escasa.</li> <li>- El codesarrollo aún en fase exploratoria desde 2004.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Interés de instituciones y actores.</li> <li>- Disponibilidad presupuestaria (convocatorias, convenios).</li> <li>- Sistematización de los resultados de los proyectos.</li> <li>- Existencia de debate interno sobre las formas más correctas de uso del concepto.</li> <li>- Formación y sensibilización de los inmigrantes.</li> <li>- Existencia de algunas iniciativas de conexión con los gobiernos locales en origen (Catalunya).</li> <li>- Experiencia de algunas ONGD's en materia de cooperación (respalda el éxito de la intervención).</li> <li>- Extensión de la estructura de oportunidades políticas desde los países de origen y debate sobre Iniciativas de vinculación con los emigrantes (participación política, acogida en vacaciones, retorno, facilidades bancarias, etc).</li> </ul>

AMENAZAS	OPORTUNIDADES
<ul style="list-style-type: none"> <li>- La intervención en algunas zonas (las más “emisoras”) puede generar desigualdades entre regiones en los países de origen.</li> <li>- Seguir con la lógica intervencionista que tiene efectos mínimos sobre el desarrollo.</li> <li>- Recortes presupuestarios: pueden hacer que desaparezca la modalidad de codesarrollo como estrategia sectorial aparente y se convierta en un tema transversal.</li> <li>- Situación económica y precariedad laboral conducentes a más movilidad laboral que complica la implicación de los inmigrantes.</li> <li>- La concepción del codesarrollo como una estrategia unilateral y la falta de planificación con los países de origen.</li> <li>- Los países de origen no toman la iniciativa de diseñar estrategias de codesarrollo e invitar a los países del Norte a adherirse al debate.</li> <li>- Europa, sumergida en su crisis, ya no puede liderar. ¿Mal momento para el codesarrollo?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Necesidad de consenso internacional sobre el concepto-marco de codesarrollo.</li> <li>- Necesidad de consenso nacional sobre el concepto-marco de codesarrollo.</li> <li>- Conexión del codesarrollo con los diferentes aspectos del ámbito transnacional.</li> <li>- Planificación horizontal de la cooperación.</li> <li>- Armonización de las líneas de acción en codesarrollo con las prioridades sectoriales y geográficas de los países de origen.</li> <li>- Diseño común de estrategias de codesarrollo en el marco de un trabajo participativo y en red (implicando todos los actores).</li> <li>- Generar la confianza de los inmigrantes en iniciativas propuestas desde los organismos públicos y privados.</li> </ul>

Análisis DAFO del codesarrollo

Fuente: elaboración propia.

La mayoría de las ideas que destaca el DAFO nos alertan sobre tres cuestiones básicas e interrelacionadas: el transnacionalismo como marco de reflexión como ya avanzamos; el tema de la ciudadanía como estatuto y derechos de los inmigrantes en ambos países; y las necesidades de gobernanza que en los ámbitos de planificación y de participación se hacen imprescindibles. Lo que nos recuerda la revisión teórica elaborada en la primera parte de la tesis y la definición del codesarrollo que se inspiró en ella para proponer una estrategia

horizontal de cooperación aprovechando las oportunidades del espacio transnacional, reconociendo los derechos de los migrantes como ciudadanos transnacionales y aplicando principios de gobernanza para la planificación de dicha estrategia y para su ejecución de forma idónea.

Desafortunadamente, el diagnóstico realizado para el caso hispano-marroquí muestra que estamos muy lejos de este enfoque de codesarrollo. Deducimos que no existe ningún mecanismo de entendimiento sobre el concepto por ambos países y las iniciativas españolas no contemplan las prioridades que tienen las autoridades marroquíes en sus políticas de vinculación, quizás en parte porque Marruecos no aclara su posición respecto al tema de codesarrollo o si piensa incorporarlo como una política debidamente establecida en la agenda de gestión pública. ¿España y Marruecos pueden llegar a definir conjuntamente una estrategia de codesarrollo? ¿cuales serían sus pilares? ¿y en qué ejes de intervención debe centrarse? El capítulo siguiente intenta contestar a estas preguntas, partiendo de las conexiones que existen entre ambos países y resaltando las oportunidades que podrían aprovechar.



## **CAPÍTULO 10. HACIA UNA ESTRATEGIA DE CODESARROLLO HISPANO-MARROQUÍ: CONEXIONES, OPORTUNIDADES Y PRIORIDADES.**

En este capítulo, queremos plantear y estudiar la viabilidad de una propuesta pragmática: la de una estrategia hispano-marroquí de codesarrollo. Las prioridades que ha de proponerse según el modelo que defiende la tesis, los factores y argumentos que hacen de la idea algo oportuno en el contexto actual y las dificultades que podría encontrar dicha estrategia desde el punto de vista geopolítico, económico e institucional.

### **10.1. Los diferentes puntos de conexión entre España y Marruecos**

Son múltiples los vínculos que conectan a los dos países y hacen que Marruecos sea un socio prioritario para España. Nos interesan en específico los retos geopolíticos, los intereses económicos y el tema de la inmigración. Estos factores, si bien han reforzado la cooperación hispano-marroquí en las dos últimas décadas, constituyen al mismo tiempo amenazas para las relaciones como fue el caso más de una vez.

Existe de antemano la difícil relación entre un Estado colonizado y un Estado colonizador. Una relación marcada por una alternancia entre el conflicto y la normalización de relaciones. La gestión de fronteras es quizás la principal fuente de conflicto entre los dos vecinos. La crisis del Islote Perejil en julio de 2002 fue el acontecimiento más politizado en cuanto a la gestión conflictiva del espacio aéreo y marítimo entre ambos países a pesar del Tratado de Amistad y de Buena Vecindad firmado en 1991, y ello debido a la amplitud de contenciosos sobre temas históricos entre los dos países: el conflicto del Sáhara; la delimitación unilateral por España del espacio marítimo alrededor del archipiélago canario; las prospecciones petroleras por ambos países al límite de dicho espacio marítimo; las islas en las playas del Rif marroquí; las ciudades de Ceuta y Melilla; el contrabando intenso que proviene de ambas ciudades considerado perjudicial para la economía marroquí; los acuerdos irregulares de pesca; la inmigración clandestina y el tráfico de drogas. Cualquiera de dichos temas es susceptible de envenenar las relaciones hispano-marroquíes y una simple discordia suele dar lugar al uso de los demás contenciosos para presionar (V.: Lacomba, 2005; González del Miño, 2005; Ben Othmane, 2005; López García, 2007; López García y



Hernando de Larramendi, 2007; Messari, 2009). España, ante este tipo de fricciones, suele influir en las resoluciones del Parlamento Europeo respecto a los diferentes acontecimientos en Marruecos, lo que éste considera perjudicial para su imagen y su relación con la UE.

A pesar de ello, España es uno de los socios más sólidos que defienden el Estatuto avanzado de Marruecos con la UE, por lo que supone en materia de intereses económicos. El país es de los tres primeros que más invierten en Marruecos (después de Francia y Kuwait). Además, el país absorbe más del 20% de las exportaciones marroquíes. Por su parte, Marruecos importa casi el 12% de sus bienes y servicios de España. Debido a ello, más de 500 PYMEs españolas están instaladas en Marruecos, básicamente en los sectores de la construcción, del turismo y de industria textil (Econostrum, 2012). A nivel comercial, España es el segundo partner de Marruecos después de Francia, sus grupos industriales y comerciales están presentes en varios sectores y son prueba de una cooperación empresarial acertada (V.: Mella Márquez, 2005). Esta posición podría avanzar hacia más privilegios para España y sus empresas, dada la evolución de los sectores productivos de una economía marroquí en plena transformación.

El Estrecho de Gibraltar es uno de los centros neurálgicos del comercio marítimo mundial, posee un valor militar como punto de paso obligado de carácter estratégico y tiene una importancia trascendental en materia de lucha contra el terrorismo que hace de Marruecos y España unos guardianes del Estrecho (Iglesias, 2010). En lo que a gestión de la inmigración respecta, hubo una negociación y acercamiento de posturas que culminó con la creación incluso de brigadas policiales mixtas. Desde el incidente de 2006 del dramático asalto a las vallas de Ceuta y Melilla, Marruecos reclamó un plan para contribuir a la gestión de los flujos de emigración subsahariana, al haberse convertido en un país de emigración- tránsito-inmigración (V.: Khachani, 2006; Belguendouz, 2009) y España aprovechó la ocasión para pedir más implicación europea, la causa y el objetivo de ambos países era la misma, aunque la idea del gobierno marroquí era que la única forma de solucionar el tema de la inmigración clandestina era el codesarrollo entendido como medidas para reducir el diferencial de desarrollo entre los dos continentes (Iglesias, 2010). Desde España, se dio más importancia a las políticas de cooperación para intentar frenar los flujos migratorios (V.: Lacomba y Boni, 2008), aunque surgió también otra modalidad que pasa desapercibida, es la llamada cooperación transfronteriza<sup>151</sup> que desde Andalucía por ejemplo se promueve con financiación europea: dado que la comunidad tiene fronteras directas con regiones de la otra

---

<sup>151</sup> Modalidad de cooperación que promueve la colaboración entre regiones fronterizas o incluso municipios fronterizos. No tiene los mismos objetivos de la cooperación al desarrollo, ya que es más frecuente entre países europeos fronterizos, España y Portugal por ejemplo, con el objetivo de conseguir metas en la gestión de asuntos en común.

orilla con índices de desarrollo y renta per cápita muy por debajo de ella, la idea es paliar esa deficiencia trabajando con objetivos específicos como la formación laboral.

Debido a esta posición geográfica transfronteriza y al crecimiento económico español repleto de oportunidades de empleo, el país se ha encontrado en poco más de una década con un crecimiento rápido de la población inmigrante de origen marroquí. En efecto, según las estadísticas del INE (2011) hasta el 31 de diciembre de 2011, el número de inmigrantes marroquíes en España asciende a 801.690 personas. Es la segunda comunidad más representada en el país después de los inmigrantes rumanos. Constituye casi el 30% del total de extranjeros no comunitarios en el país<sup>152</sup> y casi el 1,5% del total de la población en España. La mayoría de la Comunidad Marroquí en España (CME) es joven, pues más de 490.000 tienen edad entre los 15 y los 40 años (Sevillano, 2012).

Hasta noviembre de 2011, el número de marroquíes afiliados a la Seguridad Social asciende a 206.787 afiliado en los diferentes regímenes<sup>153</sup>. Es el colectivo no comunitario con más cotizantes y la mayoría de afiliados pertenece al Régimen General (108.830), al Régimen Agrario (72.167) y al Régimen de Autónomos (12.086)<sup>154</sup>. Esta última cifra es muy significativa, pues la comunidad marroquí es el quinto colectivo de extranjeros trabajadores autónomos (comunitarios y no comunitarios) después de los chinos, los rumanos, los alemanes y los italianos, teniendo en cuenta que estas cuatro comunidades benefician de facilidades para el emprendimiento por la existencia de convenios especiales como es el caso de China o por tener la nacionalidad de países de la UE y no padecer así las dificultades y trabas del estatuto “no comunitario”. La mayoría de los trabajadores marroquíes afiliados se concentra en 5 comunidades autónomas según el orden ascendente siguiente: Cataluña (48.412 de los cuales 2.869 son autónomos y la gran mayoría afiliados en el Régimen General); Andalucía (37.664 de los cuales 2.521 son autónomos y más de la mitad está afiliada en el Régimen Agrario); Murcia (28.488 de los cuales sólo 676 son autónomos ya que la mayoría están afiliados en el Régimen Agrario); Madrid (22.492 de los cuales 1.289 son autónomos y la gran mayoría en Régimen General); y la Comunidad Valenciana (19.580 de los cuales 1.383 son autónomos y el resto dividido entre el Régimen General y Agrario).

---

<sup>152</sup> Entran en la categoría del Régimen General que es el régimen jurídico que se aplica a los nacionales de terceros países, salvo que les sea de aplicación el Régimen Comunitario.

<sup>153</sup> Se dividen en un régimen general y cuatro regímenes especiales. El régimen general se refiere a los trabajadores por cuenta ajena en diferentes sectores. El régimen especial de autónomos se refiere a los trabajadores por cuenta propia en los diferentes sectores. El régimen especial agrario, el régimen especial de empleados del hogar, el régimen especial de trabajadores del Mar y el régimen especial de trabajadores en la Minería del Carbón. En 2012 algunos regímenes especiales fueron integrados en el régimen general, para más detalles: [http://www.seg-social.es/Internet\\_1/PortalEducativo/Profesores/Unidad4/Regimenes/Regimenesespeciales/index.htm](http://www.seg-social.es/Internet_1/PortalEducativo/Profesores/Unidad4/Regimenes/Regimenesespeciales/index.htm)

<sup>154</sup> Véase la referencia Ministerio de Trabajo e Inmigración (2011).

La crisis económica que atraviesa España desde 2007 generó una destrucción del empleo en la población inmigrante en general y la marroquí especialmente: del orden de 95.400 puestos de trabajo menos en la comunidad marroquí hasta 2011. La situación para la población joven (16-24 años) resulta más crítica, pues en 2011 casi el 69% de la juventud marroquí emigrada a España está desempleada. Es lo que pone de relieve la dificultad que encuentra los inmigrantes jóvenes para incorporarse al mercado del empleo, un fenómeno extensivo al conjunto de la población española y que amenaza con provocar la existencia de “generaciones perdidas” con, eventualmente, fenómenos de marginalidad y conflictividad social (Colectivo IOE, 2012).

Ante esta situación, no es responsabilidad única de España encontrarle vías de inserción laboral y/o formación a la población marroquí que perdió su trabajo y ni siquiera consigue su primer empleo. Es igualmente asunto de Marruecos porque, más allá de su responsabilidad ante estos ciudadanos, podría enfrentarse a varios riesgos. Primero porque el no darle respuesta a dicha situación podría provocar retornos masivos de los migrantes marroquíes para engrosar la economía sumergida o sumarse a la población vulnerable en Marruecos. Segundo, porque la disminución del volumen de remesas enviadas por la CME es evidente (una pérdida de casi 3MDH, el 5% del total de envíos de los MRE y el 1% del presupuesto anual del Estado marroquí), se relaciona sin lugar a duda con las tasas de desempleo. Tercero, si las generaciones actuales de juventud marroquí coinciden con una etapa difícil de la economía española y se les complica el acceso al empleo, podríamos encontrarnos a corto y medio plazo con una tendencia bajista de los envíos monetarios desde España por falta de ingresos, que se sumaría a la pérdida de lazos como señalado antes (capítulo 7). Las dos últimas ideas ilustran serias amenazas para las reservas en divisas, los ingresos anuales y el equilibrio de la balanza de pagos.

En definitiva, es tarea conjunta hispano-marroquí pensar e inventar soluciones de atención a la CME como población conjunta y como ciudadanos transnacionales. Esta tarea, inserta en el marco de una estrategia de codesarrollo, tendría por objetivo a la vez maximizar las prácticas positivas que lidera la CME a nivel local y transnacional; dar respuesta a problemáticas coyunturales como la de la destrucción del empleo, la dificultad de inserción laboral y la precariedad que los acompaña; e instalar mecanismos de observación que detecten la evolución de la CME para anticipar la emergencia de fenómenos negativos y detectar las formas más idóneas de consolidar y reforzar los fenómenos positivos.

Quizás esta propuesta resulte demasiado ambiciosa e incluso imposible en una primera aproximación. Sin embargo, consideramos que está más que argumentada, al basarse en los análisis precedentes y al encontrarnos dentro de un entramado mundial en crisis sistémica que

necesita propuestas de refundación y reconcepción del desarrollo y de la gestión del capital humano. Una estrategia hispano-marroquí como la que presentamos aquí podría erigirse como un modelo en el espacio mediterráneo si logra entablarse con unos mínimos criterios de coordinación y puesta en marcha.

## **10.2. Prioridades y oportunidades: 20 ideas para la planificación del codesarrollo hispano-marroquí**

Antes de negociar cualquier estrategia de codesarrollo, Marruecos y España deben entablar un ejercicio de evaluación conjunta para sistematizar las fortalezas y debilidades de su cooperación, en especial la que se fija objetivos de desarrollo: aunque la cooperación española ha evolucionado desde 2004 en la planificación de sus acciones, la formulación de los objetivos es demasiado ambiciosa y no se logra poner en marcha las buenas intenciones reflejadas en los planes directores o el DEP-Marruecos, lo que se suma a la multitud de debilidades y dificultades de la intervención en el país (V.: Aboussi, 2011a).

Siguiendo los resultados del Análisis DAFO (capítulo 8) y de las ideas relativas a los diferentes niveles de gobernanza (capítulo 9), el modelo de codesarrollo hispano-marroquí que se propone aquí es el de una estrategia bilateral independiente de las políticas migratorias o de cooperación al desarrollo, conectada con diferentes sectores y áreas de gestión pública, consensuada entre dos países que tienen ciudadanos migrantes en común, liderada por las instituciones públicas centrales y autonómicas, con plena participación en el diseño y ejecución de los actores del ámbito público, privado y civil; que tenga por marco maximizar los efectos positivos de las migraciones sobre el desarrollo en los dos países, alineando las acciones con las prioridades sectoriales de ambos y haciendo hincapié en las prácticas transnacionales de los migrantes y sus familias en sus vertientes política, social, económica y cultural.

Detallando esta perspectiva, podemos proponer 20 ideas aclaratorias para la planificación de una posible estrategia de codesarrollo hispano-marroquí.

### **Idea 1: una nueva modalidad de cooperación, consensuada y horizontal.**

A parte de la cooperación al desarrollo, de la cooperación económica y de la cooperación en la gestión de flujos migratorios y de fronteras, se trata de definir una nueva modalidad de cooperación basada en la gestión de las prácticas, problemáticas y

oportunidades transnacionales que supone para ambos países la existencia de ciudadanos en común: la CME.

La idea, tal y como sosteníamos en las conclusiones de la primera parte, es configurar el codesarrollo como un sistema de cooperación bidireccional, institucionalizado y participativo que opera dentro del espacio transnacional, donde las instituciones juegan un papel de planificación, apoyo y promoción de diferentes prácticas protagonizadas por los migrantes a favor de diferentes ámbitos del desarrollo.

No se trata de cambiar la cooperación al desarrollo por el codesarrollo, son dos modalidades que se complementan, incluso el codesarrollo puede resultar un aliento a la cooperación en estos momentos donde pierde sustentos. Es un estadio más avanzado de la lógica de cooperación transfronteriza, ya que se inspira de ella en la idea de cooperación horizontal para conseguir objetivos comunes, concentrando los esfuerzos en el ámbito transnacional y aprovechando la fuerza de trabajo y prácticas de los ciudadanos que se mueven en él y lo hacen vivo: los inmigrantes.

En la modalidad de codesarrollo, son fundamentales más que nunca ideas de bidireccionalidad, consenso y corresponsabilidad. La primera tiene un doble sentido: primero que las acciones deben servir los intereses de los dos países; segundo, que dichas acciones sean dirigidas a apoyar la contribución de los inmigrantes al desarrollo y la contribución del desarrollo a la mejora de la vida y de las oportunidades de los inmigrantes. Por ello, Marruecos y España deben llegar a un consenso para la planificación conjunta de esta modalidad desvinculándola de las políticas de gestión de los flujos migratorios -donde el margen de maniobra español es reducido, por el mecanismo comunitario de toma de decisiones en la materia- y relacionándola más bien con intereses comunes en múltiples sectores, compartiendo la responsabilidad en la instalación de mecanismos e instrumentos para su gestión.

La cooperación española en su PD 2009-2012 está suficientemente avanzada en la identificación de aquellos ámbitos estratégicos esenciales para desplegar una política de desarrollo adecuada: pues habla de “una política integral para el desarrollo común y compartida” y de la “coherencia entre la política de cooperación y otras políticas de Estado con incidencia en los países Socios”. Aunque puede ser que esta lógica cambie en gobierno del Partido Popular.

## **Idea 2: el codesarrollo institucional multiactorial.**

Se trata de cambiar las prácticas que desde instituciones autonómicas, nacionales, supranacionales y multilaterales instrumentalizan el codesarrollo, para establecer una nueva lógica de acción basada en un codesarrollo institucionalizado, es decir planificado bajo la supervisión de las administraciones centrales origen-destino más idóneas para ello, a base de criterio de gobernanza participativa, para hacer que el codesarrollo no oficial sea integrado en y contemplado por el codesarrollo oficial, haciendo partícipes a todos aquellos actores que promueven ambas categorías: administraciones autonómicas y locales, de instituciones públicas de investigación-asesoría-planificación, de las ONGD's, de las OTM, de las fundaciones públicas y privadas, de los sindicatos y del sector privado básicamente las entidades financieras.

Este proceso de planificación debe desembocar en un acuerdo de principios público-privado-civil y un plan de acción conjunta donde se identifique el papel de cada uno de los actores y las relaciones que entre ellos han de instalarse en términos de colaboración, comunicación, circulación de la información, evaluación, etc. De igual modo, hay que tener presente las actuaciones de los demás países en Marruecos, con miras a armonizar y coordinar con ellos la aportación española y evitar así la superposición de actuaciones que a menudo sufre la cooperación al desarrollo (V. Aboussi, 2011a).

Identificando a dichos actores, la planificación del codesarrollo institucional multiactorial hispano-marroquí sería tarea de una comisión bilateral interministerial presidida por representantes del Ministerio español de Asuntos Exteriores y de Cooperación y del Ministerio marroquí de la Comunidad Marroquí en el Extranjero. Integrada por las diferentes agencias o aquellos departamentos que en ambos ministerios están ligados al tema de la cooperación y de los emigrantes marroquíes. Compuesta igualmente por secciones y departamentos de diferentes ministerios relacionados con las políticas migratorias de integración, los servicios consulares, la gestión financiera, la inversión, el auto-empleo y el I+D entre otras. Esta comisión bilateral interministerial debe establecer un reglamento interno de funcionamiento que incluya el trabajo en red con los demás actores: las agencias autonómicas de cooperación al desarrollo; las direcciones generales de políticas migratorias; los fondos municipales de cooperación; las coordinadoras de ONGD's; las federaciones de asociaciones de inmigrantes; las agencias de desarrollo en Marruecos (Agencia de de promoción del desarrollo del Norte, Agencia del Oriental, Agencia del Sur, etc); las fundaciones público-privadas que en Marruecos ejecutan buena parte de la atención a los emigrantes (Fundación Hassan II para los MRE y Fundación Mohamed V para la

Solidaridad); el CCME; el Consejo Económico y Social; El HCP; los Centros Regionales de Inversión (CRI); las Cámaras de Comercio; las federaciones-asociaciones de emprendedores y autónomos; los sindicatos; las filiales de bancos marroquíes en España; las remesadoras; los centros de investigación; etc.

### **Idea 3: una estrategia alineada con los planes de desarrollo.**

Uno de los pilares de una posible estrategia hispano-marroquí de codesarrollo es alinear sus prioridades con los planes y programas de desarrollo en Marruecos. Ya que se trata de maximizar los efectos positivos de las migraciones sobre el desarrollo, dicha alineación debe incluir a los diferentes sectores: social, económico, político y de I+D, estando atenta a las oportunidades que ofrece el espacio transnacional. Marruecos lleva más de una década siendo un “gran taller” de desarrollo institucional, infraestructural, económico y humano, lanzando numerosos planes donde la aportación e inserción de los MRE deben de ser contempladas. Detallaremos dichos planes y la posible aportación de los migrantes en la idea 5.

De igual modo, se trata de alinear las prioridades con algunas necesidades de los inmigrantes marroquíes en España ya sea en materia de atención social o de empleo y auto-empleo. Por ende, la inversión en la creación de oportunidades para los inmigrantes beneficia la economía y la sociedad española a más de un nivel (Aboussi y García Quero, 2012).

### **Idea 4: una respuesta a las oportunidades del espacio transnacional.**

Como ya explicamos, el codesarrollo se gesta en el espacio transnacional, es un contexto que ofrece una multitud de oportunidades. Contemplarlas en la estrategia de codesarrollo supone incorporar las dinámicas sociales, económicas, financieras, comerciales, políticas y tecnológicas que están siendo impulsadas por el fenómeno de la globalización, visibles e invisibles en el espacio transnacional hispano-marroquí. Se debe identificarlas, analizarlas y evaluar sus potenciales aportaciones y las posibilidades de maximizar sus efectos. Es lo que detallaremos a continuación.

### **Idea 5: una estrategia multisectorial.**

Dado que la CME vincula a ambos países, la estrategia de codesarrollo hispano-marroquí necesita contemplar aquellos aspectos de movilidad humana y lo que supone en

materia de turismo, consumo y comercio pendular; las llamadas inversiones productivas llevadas a cabo por los familiares; las prácticas económicas transnacionales relacionadas con el empresariado inmigrante; las remesas formales e informales; las IDE; las variadas acciones de filantropía diaspórica; los diferentes perfiles del capital humano “fugado”; y los riesgos de vulnerabilidad y exclusión de la CME.

Ya que hablamos de alinear el contenido de la estrategia de codesarrollo con los planes nacionales de desarrollo, es imprescindible tener en cuenta en el caso de Marruecos:

- La INDH y sus proyectos liderados por asociaciones locales ganaría más si se conectase con las iniciativas de filantropía diaspórica y de las llamadas inversiones productivas, en el marco de una línea clara de inserción laboral y empoderamiento económico de los familiares de emigrantes.
- La estrategia de turismo llamada “Plan Azur”<sup>155</sup> cuyo objetivo es atraer a más de 10 millones de turistas en 2013, construyendo la infraestructura necesaria para ello (6 estaciones balnearias): ya que el país considera a los casi 3 millones de MRE que retornan en el período vacacional turistas, debe contemplar su movilidad y consumo en dicho plan
- La nueva estrategia agrícola llamada “Plan Maroc Vert”, puesta en marcha para crear una dinámica evolutiva del sector agrícola enfrentando los retos ambientales y acompañando la profunda mutación del sistema agro-alimentario mundial (Toumi, 2010).
- El fomento de la inversión en general y de la inversión industrial en específico mediante el llamado “Pacte National”<sup>156</sup>, un pacto público-privado para modernizar las PYME, aumentar su competitividad y ejecutar las inversiones industriales. Destaca en particular la medida de creación de gabinetes de formación y consultoría, un ámbito donde los MRE más cualificados pueden operar con éxito, según indica el pacto.
- La estrategia del Offshoring, que busca hacer de Marruecos un gran plataforma de prestación de servicios subcontratados o de producción deslocalizada, ambos a bajo coste<sup>157</sup>. La aportación de los MRE en este caso resulta relevante ya que su vivencia y experiencia les permite promover la instalación en Marruecos de servicios subcontratados ofertados por empresas activas en los países de residencia. En estrecha

---

<sup>155</sup> Más información sobre el plan accesible en: <http://www.lesoir-echos.com/plan-azur-etat-des-lieux/presse-maroc/10732/>

<sup>156</sup> Véase más información sobre el plan aquí: <http://www.emergence.gov.ma/Pacte/Pages/LePacte.aspx>

<sup>157</sup> Consulte los detalles de la estrategia aquí: <http://www.marocoffshore.net/l-offshoring-dans-la-presse/le-concept-de-loffshore.html>



conexión con este ámbito está el plan llamado “Maroc Numeric 2013” para la sociedad de la información y la economía numérica.

- Todos estos planes y programas necesitan el apoyo de un ámbito que les inspire y les nutra con las ideas y los recursos humanos cualificados, un plan de I+D+i que conecte con las estrategias en la materia de países socios como España y recupere aquellas competencias marroquíes que en diferentes países están ocupando puestos de responsabilidad en organismos de renombre y ámbitos punteros de investigación (NASA, Silicon Valley, biotecnología, E-Learning, etc ).

La Estrategia multisectorial que planteamos aquí podría plasmarse en líneas de acción concretas y programas en los cuales cada uno de los actores mencionados en la idea 2 encuentre un papel y una forma de participar. La idea y práctica mexicana del 3por1, a pesar de sus debilidades, puede resultar interesante como programa experimental hispano-marroquí donde se de protagonismo a la iniciativa de los MRE, aunque conectándola con las actuaciones de otras entidades e insertándola en áreas de acción de las políticas nacionales y planes sectoriales y programas de desarrollo.

En cuanto al codesarrollo como estrategia multisectorial en destino, creemos que debe contemplar fundamentalmente:

- La integración socio-laboral de los inmigrantes marroquíes en España.
- En específico promover el emprendimiento mediante líneas de atención específicas a la población inmigrante, que conozcan sus necesidades y sus estrategias laborales, orienten sus iniciativas para inversiones viables y los acompañen durante el proceso de creación de sus empresas y negocios.
- El lado social es igual de importante, ya que cualquier situación de vulnerabilidad arrastra a diferentes tipos y grados de exclusión que necesita la intervención de ambos Estados, haciendo partícipes los servicios consulares marroquíes por ejemplo y sobre todo revalorizando el trabajo de las asociaciones de inmigrantes como conocedoras de la realidad y capacitadas para cualquier tipo de mediación.
- La cuestión de integración de la población marroquí debe pensarse, más allá de los problemas clásicos de racismo, xenofobia o choque de culturas, como una integración institucional, esto es: una relación fluida de los inmigrantes con las administraciones y un acceso en pie de igualdad a las oportunidades, lo que supone que la CME tenga pleno conocimiento de sus derechos y se sienta realmente asentada en España. La idea es concebir la integración como una inversión en el capital humano que representan

los inmigrantes, permitiéndoles una relación cómoda con las instituciones<sup>158</sup>. Estas medidas son fundamentales para dicha comunidad se sienta con fuerza y motivación a emprender acciones solidarias en origen, como ya señalamos de forma general en el capítulo 8.

- Los estudiantes e investigadores marroquíes que en el marco de programas de movilidad o acuerdos bilaterales desarrollaron sus carreras académicas y/o profesionales en España han de considerarse perfiles portadores de progreso en la cooperación hispano-marroquí, ofreciéndoles seguimiento e inserción en el marco de la estrategia de codesarrollo, para servir de conectores entre ámbitos de desarrollo en los dos países, siendo conocedores de cómo funcionan dichos ámbitos y cómo podrían evolucionar mediante iniciativas conjuntas.

#### **Idea 6: el protagonismo de los inmigrantes supeditado a políticas de integración y vinculación.**

Como idea leitmotiv de este capítulo, se confirma aquí que la estrategia de codesarrollo hispano-marroquí debe permitir a los inmigrantes marroquíes acomodarse a lo máximo en el espacio transnacional, sentirse integrados en dicho espacio, ser transmigrantes, es decir ni perder los lazos con el origen ni desintegrarse en destino. Esto es posible si se aplican mínimos criterios de colaboración para poner en marcha las políticas de vinculación que Marruecos dirige a sus emigrantes y las políticas de integración que dirige España y la población inmigrante. Por ejemplo: acciones conjuntas de capacitación de las asociaciones de inmigrantes marroquíes. Aunque primero hay que identificarlas y visibilizarlas, pues salvo unas cuantas que operan casi con la misma profesionalidad de las entidades españolas, las demás sufren las mismas vicisitudes del asociacionismo inmigrante: dificultad de contactar con ellas, ausencia en Internet, falta de recursos, falta de dirección estratégica, etc. Ayudar a dichas entidades a reconquistar su gobernanza asociativa es clave para crear el protagonismo deseado de los inmigrantes y fomentar su participación comunitaria: hacer que pasen de ser parte a tomar parte (Espadas y Alberich, 2010).

De estas 6 ideas-marco podríamos desarrollar 14 otras más específicas y que serían más bien instrumentos de acción:

---

<sup>158</sup> Entendemos aquí las instituciones según la definición de Douglas North (1992).

- **Idea 7: la atención socio-cultural conjunta a los inmigrantes**, avanzando en la reflexión sobre la situación de los jubilados y las numerosas dificultades que viven los más jóvenes.
- **Idea 8: la necesaria atención a las nuevas generaciones**, pues Marruecos está ante la obligación de reconquistar la confianza de las nuevas generaciones de migrantes cuya estancia en los países de recepción crea replanteamientos identitarios (Checa olmos *et al.*, 2012) y genera el riesgo –a nivel material- de que las intenciones de envíos monetarios se vean alteradas por pérdida de lazos (Miotti *et al.*, 2009; Aboussi, 2011b).
- **Idea 9: la especial atención a las mujeres emigrantes**, pues su situación es más propensa a la vulnerabilidad y su aportación el origen no está siendo visibilizada, en general el proceso rápido de feminización de las migraciones complicó el diagnóstico y el seguimiento de lo que necesita la población emigrante femenina.
- **Idea 10: la participación política en origen**, avanzando en la configuración de los derechos transnacionales y los mecanismos de su práctica.
- **Idea 11: las “casi siempre olvidadas” remesas sociales**, que requieren de programas que faciliten el acceso de la diáspora al ámbito cultural y se integren en los comités artísticos (Centro cinematográfico marroquí por ejemplo) o en comisiones conjuntas (comité Averroes por ejemplo), con la idea de visibilizar su forma de pensar y vivir el espacio transnacional y el contexto transcultural.
- **Idea 12: la inexplorada cooperación científica y brain gain**, avanzando hacia una cooperación científica que aproveche el capital humano marroquí formado en España, sin que ello suponga planes de retorno, pues existen alternativas de retorno virtual o como hemos defendido anteriormente de capital humano transmigrante que es capaz de vivir en el espacio transnacional y servir ambas orillas.
- **Idea 13: la necesidad de una mejor canalización de las remesas formales**, mediante la colaboración entre Estados y entidades financieras de ambos países para abaratar los costes<sup>159</sup> de las transferencias y reforzar la opción de inversión en acciones (por ejemplo parte del capital de Maroc Telecom lo detienen accionistas MRE).
- **Idea 14: la importancia de pensar la canalización de las remesas informales**, pues un estudio del Observatorio de MRE de la Fundación Hassan II las estima en 20 mil millones de Dh (Aboussi y García Quero, 2011). Aunque es difícil controlar este tipo

---

<sup>159</sup> El coste de los envíos monetarios a Marruecos se considera exorbitante, pues el precio de una transferencia desde España es algo más del 5% del importe enviado y desde Francia alcanza el 7% mediante la banca postal y el 19% vía los operadores especializados.

de flujos, Marruecos debe buscar soluciones para canalizarlas por lo menos a favor de una inversión en fuentes de renta estables para las familias.

- **Idea 15: la inversión en origen**, pues aunque ya existe un avance de Marruecos en este campo con el mencionado fondo “MDM Invest”, es a nivel de información y asesoramiento donde se deben hacer más esfuerzos.
- **Idea 16: la importancia de incentivar la inversión e innovación social en destino**, pues es sabido lo importante que es el empresariado primero para la adaptación social y segundo para el crecimiento económico en acogida: el acceso a mejores condiciones laborales y salariales mediante el emprendimiento fomentaría el consumo y la demanda de vivienda; la inversión empresarial ayudaría al crecimiento de la renta per cápita; el aumento de los autónomos inmigrantes influiría positivamente en el empleo de los autóctonos y sus cotizaciones contribuirían a soportar aún más los gastos sociales del Estado (Aboussi y García Quero, 2012).
- **Idea 17: apoyar la participación ciudadana en destino**, pues el asociacionismo inmigrante constituye una clara prueba del dinamismo y la ciudadanía activa. Las asociaciones de inmigrantes pueden poner su trayectoria y su visión desde dentro a disposición de configuraciones participativas que encuentren fórmulas más acertadas a las problemáticas que planea el hecho migratorio.
- **Idea 18: pensar el codesarrollo como movilidad y no como retorno**, pues la experiencia nos invita a cambiar la lógica de acción. En un contexto de crisis económica y destrucción del empleo, las estrategias personales de los inmigrantes tienden a buscar trabajo de manera formal o informal, legal o ilegal, en el mismo país de residencia, en el país de origen o en otros países europeos donde la situación económica es menos grave. Promover el retorno voluntario como en 2008 se hizo en España parte de una lógica positiva, si hacemos caso omiso de los intereses ocultos: se pensó como inserción laboral de los inmigrantes que se encuentran en situación precaria. Ahora bien, las medidas que lo acompañaron parecieron buscar únicamente echar al mayor número posible de inmigrantes sin preocuparse por garantizarles no caer en una vulnerabilidad más fuerte una vez en su país de origen e incluso quitándoles el derecho adquirido de residencia en el país de recepción e impidiéndoles volver en caso de complicaciones o simplemente porque lo deseen. El núcleo del problema aquí es que la fórmula en sí se contradice con la esencia del desarrollo y, por ende, del codesarrollo: ampliar las oportunidades para que las personas puedan elegir el camino más seguro y adecuado para asegurar el acceso a la renta y establecer opciones de vida alejadas de la vulnerabilidad. La solución para ampliar dichas

oportunidades no es el retorno sino la movilidad como derecho que no se puede restringir, como instrumento de capacitación del capital humano y claramente como motor del crecimiento económico.

- **Idea 19: la exploración de los espacios comunicacionales transnacionales**, pues es otra oportunidad que pasa desapercibida cuando existen numerosos medios de comunicación (web, radio, blogs, canal de televisión online, etc.) que surgieron por iniciativas privadas o ciudadanas, y resultan ser medios de difusión y sensibilización oportunos para promover cualquier acción dirigida a los MRE.
- **Idea 20: la importancia de la educación y de la investigación para el desarrollo**, pues son disciplinas fundamentales para respaldar cualquier labor dirigida a los migrantes, ya sea para fomentar valores de solidaridad en los MRE e iniciarlos a herramientas de cooperación o para observar y analizar el desarrollo del fenómeno migratorio hispano-marroquí y la evolución de los fenómenos transnacionales, sirviendo como un ámbito de seguimiento para nutrir la decisión política.

**CONCLUSIONES DE LA SEGUNDA PARTE:  
PENSANDO EL CODESARROLLO HISPANO-MARROQUÍ.**

En esta parte de la tesis, nuestro objetivo era plantear y estudiar la viabilidad de una propuesta pragmática: la de una estrategia hispano-marroquí de codesarrollo. Para ello hemos estudiado la evolución del codesarrollo en la lógica y práctica española, gubernamental y no gubernamental; hemos identificado las iniciativas de codesarrollo que se gestan en el contexto marroquí; y hemos detectado aquellas prioridades que podría proponerse dicha estrategia según el modelo de codesarrollo que defiende la tesis, e igualmente según los factores y argumentos que hacen de la idea algo oportuno en el contexto actual o aquellos obstáculos geopolíticos, económicos e institucionales que podrían llevarla al fracaso.

Defendimos entonces que el codesarrollo sea pensado independientemente de las variables de gestión de los flujos migratorios y acción exterior-cooperación al desarrollo. Es decir que forme parte de una estrategia de cooperación entre España y sus países socios con el único objetivo de maximizar los efectos positivos de las migraciones, de aras a servir el desarrollo tanto en los países de origen como en los ámbitos locales de asentamiento.

En el trabajo de campo se multiplicaron las ideas que presentan la situación actual en España como “un momento inoportuno para el codesarrollo”; sin embargo, creemos que es totalmente lo contrario, aunque no le restamos razón a la deducción de los entrevistados. Sí, es un momento inoportuno para el codesarrollo si se sigue concibiendo como modalidad de cooperación mediante proyectos subvencionados, o sea en el lenguaje del momento “un gasto más para el Estado”. Pero lo que proponemos es que se contemple más bien como una inversión susceptible de generar fuentes de riqueza para el Estado, no según el modelo neoliberal ni enfocándolo todo en las remesas, sino como una inversión en los inmigrantes y sus prácticas, una inversión en la conexión entre países vecinos mediante las prácticas de ciudadanos que tienen en común, partiendo de la propuesta de un modelo más multidimensional o multisectorial del codesarrollo.

La idea es que los inmigrantes se sientan capacitados, integrados en el espacio transnacional, y confiados en las instituciones para que sean innovadores sociales e inversores transnacionales. Para ello, hace falta preparar un contexto adecuado, una planificación consensuada y unos instrumentos horizontales y transversales de acción. En el caso hispano-

marroquí, por la importancia de cada país para el otro, es preciso antes de nada abordar profundamente los contenciosos e intentar llegar a acuerdos para eliminar cualquier fuente de conflicto, positivar las relaciones y entablar nuevas estrategias de cooperación.

Esta nueva lógica bilateral necesita basarse en buenos principios y buenas prácticas de gobernanza, sobre todo en el ámbito de planificación de políticas y de apoyo al tercer sector. Aunque la geopolítica regional, el sistema de gobernanza multicéntrica y la dependencia de España de algunas políticas migratorias europeas conforman en sí obstáculos ante la libertad de reconfigurar las relaciones hispano-marroquíes.

Si partimos de la necesidad, algo idealista, de repensar el modelo actual de desarrollo bajo la presión de la crisis sistémica actual, es oportuno más que nunca defender el modelo de codesarrollo hispano-marroquí ideado como una estrategia bilateral conectada con diferentes sectores y áreas, consensuada de forma horizontal entre ambos países y de forma participativa implicando a los diferentes actores del eje público-privado-civil, con el objetivo de aprovechar todas las oportunidades que ofrece el espacio transnacional donde están activos los migrantes marroquíes residentes en España, sus familiares y sus redes.

Aplicando las conclusiones de la primera parte, esta estrategia se sustentaría en tres ejes que positivan las migraciones, contemplan oportunidades de desarrollo para ambos países y son susceptibles de limitar el aspecto asistencial de la cooperación o de la gestión migratoria y resaltar un aspecto colaborativo generador de riqueza:

- **La cooperación social** entre los dos países para favorecer la acomodación del migrante en el espacio transnacional mediante programas de integración y de vinculación socio-política y cultural.
- **La cooperación económica** para crear los mecanismos necesarios para fomentar las inversiones generadoras de empleo en origen y en destino, mejorar las condiciones de los envíos monetarios evitando los canales informales, orientar hacia el uso no rentista de las remesas por las familias y promover los proyectos empresariales transnacionales en sectores de beneficio común.
- **La cooperación para el desarrollo** para crear los canales adecuados que den continuidad a la filantropía diaspórica de forma institucionalizada y dirigida estratégicamente, pero también para cooptar los migrantes cualificados y animarlos a participar en el desarrollo cada uno desde su ámbito de especialización.

Esta estrategia tiene que contribuir a fortalecer los objetivos de desarrollo formulando un “scope statment” (declaración de alcance) de cooperación bilateral, en función de las 20 prioridades y oportunidades que, entre otras, señalamos en el capítulo 10 como ideas orientativas y pistas explorables que ponen en relación las prácticas de codesarrollo oficial y las iniciativas de codesarrollo no oficial sin que el primero tenga tendencia a instrumentalizar el segundo, pero sí con la idea de institucionalizarlo, es decir contemplarlo dentro de planes y programas de desarrollo liderados por instituciones nacionales, regionales o locales, siempre garantizando la visibilidad de la aportación de los migrantes.









La perspectiva de análisis que adoptó esta tesis se resume en lo que hemos llamado “enfoque transnacional multiactorial” por el hecho de que consideramos el codesarrollo un fenómeno que evoluciona en el marco del espacio transnacional y cuenta con la interacción entre varios factores y actores. Por lo tanto en un primer momento hemos intentado aportar una explicación nomotética del tema de codesarrollo para entender en general las dificultades que supone estudiarlo y justificar la compleja tarea que se proponía emprender la tesis con una problemática aún más compleja. Luego nos hemos centrado en los casos específicos de la UE y de Francia para dar cuenta, siguiendo las orientaciones de la *Anthropology of Policy* y de los *Governementality Studies*, de cómo, porqué y según qué proceso se construye el discurso en torno al codesarrollo y se configura su práctica con la idea de dirigirlo a estructurar las migraciones internacionales. Para entender todo lo que supone la problemática, hemos incorporado a la revisión teórica aquellos aspectos que defiende la tesis como inherentes al concepto de codesarrollo porque suponen una influencia desde abajo y una influencia global tal y como explicó la introducción. Dichos aspectos son las relaciones Norte-Sur estudiadas desde las teorías del desarrollo; la configuración de las políticas de cooperación al desarrollo cuestionadas desde las teorías de gobernanza; y las múltiples facetas del transnacionalismo y sus prácticas lideradas por los migrantes fuera del control de los Estados y más allá de sus fronteras y soberanía.

Respetando nuestra apuesta por realizar una investigación aplicada que profundice en el conocimiento científico del tema, configure nuevas aproximaciones teóricas y las aplique a un contexto específico, la síntesis de la primera parte fue una propuesta de redefinición del codesarrollo como un sistema de cooperación bidireccional, institucionalizado y participativo que se configura dentro del espacio transnacional, donde las instituciones juegan un papel de planificación, apoyo y promoción de diferentes prácticas protagonizadas por los migrantes a favor del desarrollo.

En la segunda parte buscábamos aplicar esta propuesta al caso hispano-marroquí estudiando la posibilidad de avanzar hacia una estrategia común de codesarrollo. Para ello, hemos aportado una explicación ideográfica bastante descriptiva del caso en cuestión; primero, describiendo el contexto institucional en el que se enmarca y segundo, haciendo un diagnóstico de los discursos y prácticas existentes. Este ejercicio fue objeto del estudio empírico realizado de forma cualitativa mediante diez entrevistas semi-estructuradas a profesionales del ámbito de la cooperación y del desarrollo. El estudio concluyó con una serie de observaciones sobre los motivos que llevaron al fracaso de la idea del codesarrollo, a pesar de las numerosas oportunidades que alberga.

Ante el panorama negativo dibujado, hemos querido hacer uso de nuestro poder de propuesta y convertir el último capítulo de nuestra investigación en una invitación a la acción y al cambio, resaltando las conexiones existentes entre España y Marruecos, las oportunidades de desarrollo común que se pierden y las prioridades que a nuestro parecer deberían incorporar en el marco de una estrategia de codesarrollo consensuada.

Ya que contamos al final de cada parte de la tesis con algunas conclusiones parciales y al final de esta tesis contamos con una síntesis general en francés del contenido, vamos a presentar aquí una serie de reflexiones que corroboran los resultados del trabajo y/o invitan a nuevas pistas de investigación.

### ***El uso institucional del codesarrollo***

El discurso y la práctica del codesarrollo a nivel oficial, tal y como hemos intentado demostrar a lo largo de esta tesis, parte de una aproximación normativa preventiva, en el sentido de generar desarrollo en origen para frenar las migraciones. La documentación europea producida desde la Cumbre de Tampere se fundamenta en esta idea y las iniciativas españolas más destacadas no consiguieron adoptar una lógica diferente. El discurso y la práctica del codesarrollo por parte de ONGD's se ven claramente influenciados por las aproximaciones institucionales ya que de un lado dependen de las subvenciones públicas y lo que marcan las convocatorias, y de otro carecen de otras orientaciones académicas dada la escasez de la producción científica en este campo.

Esto es lo que no ha llevado a dirigir esta tesis, en parte, a plantear una propuesta de reconfiguración del ecosistema de codesarrollo aprovechando las aportaciones de varias teorías.

### ***Sobre la propuesta de redefinición del codesarrollo***

El codesarrollo que defendemos en esta tesis parte de la idea de encontrarle un mejor estatuto y papel al migrante, más allá del perfil del trabajador que ayuda a su familia y en algún momento se solidariza con su comunidad de origen; un papel que le permita más desarrollo personal, una movilidad más fácil y productiva, contando con un mejor acceso a los derechos en ambos países.

El modelo planteado está orientado de forma a contribuir al desarrollo en tanto que aumento de las oportunidades de acceso a las necesidades básicas, a la renta y al bienestar, tanto de la población autóctona como del propio inmigrante y de sus familiares. Que dichas

oportunidades contribuyan o no a reducir los flujos migratorios y/o los factores que los promueven, esto no debe ser determinante: hay que dejarle al tiempo y a la interacción entre las acciones de codesarrollo y los diferentes componentes del espacio transnacional, que nos indiquen elementos de análisis y reflexión al respecto. Simplemente, consideramos oportuno dar un voto de confianza a una estrategia de codesarrollo y ver hasta dónde llegarían sus efectos.

Queremos enfatizar aquí que utilizamos la palabra “contribuir a” y no “generar”, pues el codesarrollo no genera el desarrollo, contribuiría a éste, intervendría de forma significativa en su proceso.

Para diseñar cualquier política, estrategia, o plan basado en la idea del codesarrollo, primero hay que avanzar en el inventario y descripción de las prácticas que lideran los inmigrantes en el espacio transnacional, con el fin de acordar los instrumentos oportunos para potenciarlas.

Para hacérselo entender a los políticos empeñados en instrumentalizar el desarrollo para frenar las migraciones o en utilizarlo como política simbólica, podemos decir que la realidad anterior apuntaba que Europa necesitaba “trabajadores”; la realidad actual requiere de un nuevo enfoque que positive las migraciones como una de las vías para superar la crisis. La idea es sencilla: aprovechar las múltiples facetas de las migraciones y hacer de ellas un instrumento del desarrollo compartido.

Nuestra propuesta de codesarrollo, quizás algo idealista, es un intento de “humanizar” lo neoliberal, de “globalizar” lo estatal y de “institucionalizar” lo informal. Es decir, seguir defendiendo la cooperación al desarrollo, pero con una óptica de colaboración entre iguales, con responsabilidad mutua y sin intenciones ocultas; en una perspectiva que no prioriza la variable económica, pero la considera uno de los pilares del desarrollo. Luego, dejar de concebir las políticas como algo soberano y completamente controlable, porque no lo es tanto y cuenta con la intervención de múltiples actores. Y finalmente, considerar todas las prácticas emprendidas fuera de la iniciativa gubernamental, enmarcarlas en planes institucionales de desarrollo, lo que no significa instrumentalizarlas, pues el objetivo es armonizarlas y alinearlas con las prácticas de los demás actores.

El diseño de una política de codesarrollo ligada a estos aspectos, en el contexto de dos países de origen y destino, en este caso Marruecos y España, contempla oportunidades de desarrollo para ambos susceptibles de cambiar el aspecto asistencial de la cooperación (generador de gastos) hacia un aspecto colaborativo y generador de riqueza dentro de una perspectiva de win-win-win dónde tanto los migrantes como los países a los que están vinculados son ganadores.

En este sentido, es imprescindible que Marruecos contemple el codesarrollo en el marco de una política migratoria planificada en relación con una política general/plan nacional de desarrollo. Desafortunadamente no existe ni una ni la otra. Existe una política de servicios dirigidos a los MRE que nos es suficiente por carecer de planificación a medio y largo plazo para solucionar verdaderamente los problemas y anticiparlos incluso. Existen políticas sectoriales de desarrollo (industria, turismo, comercio, salud, educación, etc) pero no dentro de un conjunto que visualiza la interacción entre todos los sectores, y sobre todo el país sigue aún sin una política social, pilar del desarrollo humano. Quizás esta variable sea un serio obstáculo para la concreción del modelo de codesarrollo propuesto.

### ***Sobre las necesidades de gobernanza***

Somos conscientes de que la mayor crítica que se pueda dirigir a dicho modelo estaría relacionada con la propuesta de dejar de ver el codesarrollo como algo solidario para percibirlo como una estrategia planificada con un toque económico de “inversión”. Partimos de que las buenas intenciones no son suficientes para conseguir fines positivos y como dice García Roca (1994), hay que ponerle voluntad a la razón y razón a la voluntad, pues es ésta nuestra tarea como investigadores, gestores o políticos: estar atentos a las transformaciones sociales y a aquellas interacciones que en el contexto migratorio nacen y se desarrollan. La idea de la solidaridad, sin embargo, no se pierde en nuestra propuesta, todo lo contrario, se potencia y se arroja en el marco de un plan que apoye a sus iniciadores y que maximice sus efectos: la filantropía diaspórica es el origen del codesarrollo y debe seguir siendo una de sus facetas más visibilizadas.

La razón de la que hablamos es lo que esta tesis defiende como gobernanza en sus múltiples facetas tal y como explicamos en el capítulo 9: la participativa, con sus instrumentos deliberativos e inclusivos; la organizativa, con sus principios de alineación y armonización para la buena gestión de los asuntos públicos; y la asociativa, para reforzar la eficiencia de las OSC.

Dentro de esta misma perspectiva, el replanteamiento del codesarrollo tiene un fin supremo: pasar de las prácticas intervencionistas a estrategias de medio y largo plazo con respuestas que construyen el futuro de una política sectorial que defina e incentive el papel de los migrantes en el desarrollo.

Si defendemos la idea de la gobernanza como reto actual, es porque nos resulta fundamental rediseñar el ecosistema del codesarrollo, identificando sus actores, las relaciones que tienen, sus objetivos, sus ámbitos de intervención, sus mecanismos de colaboración, etc.

Por mucho que las ideas tengan altas probabilidades de funcionar, pensamos que es imposible que logren sus impactos sin desarrollarse en un ámbito propenso a que sean efectivas.

Creemos que en general no faltan iniciativas sociales, sino la buena organización y planificación de dichas actuaciones. Aunque, como lo señalamos, el gran desafío al que nos enfrentamos y que puede llevar al fracaso cualquier intento de estrategias conjuntas, es el relativo al sistema de gobernanza global donde los Estados pierden soberanía sobre algunas políticas nacionales y se les dificulta emprender en lo bilateral sin consentimiento de los socios a nivel supranacional y multilateral.

### ***Sobre las oportunidades del transnacionalismo***

Esta pérdida de soberanía por la influencia de instituciones es aún más aguda a causa de las prácticas que protagonizan múltiples actores, creando y nutriendo el espacio transnacional. Se trata de un espacio lleno pero no construido, no regulado, que no está bajo la soberanía de ningún Estado e incluso se hace difícil prever sus transformaciones o intentar controlar su funcionamiento.

En el caso del espacio transnacional creado por los migrantes, lo consideramos una de las piedras angulares del codesarrollo, si lo pensamos como una política dirigida a generar los elementos necesarios para acomodar al transmigrante en el espacio transnacional y promover de forma eficiente proyectos de desarrollo liderados por él, o en torno a sus prácticas y competencias.

Esto no funcionaría si seguimos pensando en el retorno tal y como se concibió por Sami Nair en 1998 y como se adoptó por España diez años después. Hay que superarlo hacia un retorno flexible y alternativo que se base en la libre movilidad, como derecho intocable y como única forma de maximizar las aportaciones positivas de los migrantes al origen y al destino.

Lo que va parejo a la necesaria recuperación del capital humano por los países de origen: dicha recuperación se confunde a menudo con y se resume prácticamente en la acción de retorno. Pensamos que el migrante es fuerte y competente siempre y cuando viva libre y se acomode a su perfil de “transmigrante”. Su retorno y re-asentamiento en el país de origen no es la forma más eficaz de recuperar sus competencias. Los “cerebros fugados” son un capital que conecta a dos países, romper su conexión con cualquiera de ellos es contribuir a una descapitalización del mismo. Potenciar esa conexión es reforzar la transferencia bidireccional del conocimiento y de la innovación.



## *Sobre el reto de la ciudadanía*

La existencia del espacio transnacional y la posible conformación del estatuto de transmigrante dan lugar a un cuestionamiento de la idea de la ciudadanía en su relación con los criterios geográficos. Adoptando la idea de Solé y Cachón (2006), es de resaltar que el impacto del transnacionalismo afecta especialmente a la cuestión de la pertenencia al grupo y a la condición de ciudadanía de los no-nacionales de un Estado-nación.

Como sabemos, las políticas migratorias intentan gestionar el equilibrio entre la soberanía nacional y la salvaguardia de los derechos humanos (V.: Nett, 1971; Adelman, 1995; López Sala, 2005; Weiner, 1996), pero es una tarea complicada si consideramos que el contexto transnacional no es un contexto democrático<sup>160</sup>: por mucho que genere oportunidades, esto se hace a costa de derechos, deberes y libertades, y los habitantes de un mismo Estado no se ven en las mismas condiciones de igualdad que los autóctonos. Estamos hablando de una doble exclusión, lo que en el capítulo 5 llamamos doble ausencia en palabras de Sayad (1999). Los migrantes ni son ciudadanos completos en origen ni consiguen serlo en destino.

Se trata quizás de la problemática más complicada de resolver. Definir el Estado de referencia, explicar el derecho a la plena ciudadanía y darle contenido a dicha ciudadanía con medidas prácticas. Un simple ejemplo de esta dificultad son las –desafortunadamente- casi imposibles políticas de integración asimilacionistas. Otro ejemplo en el caso de los países de origen son las escasas políticas de atención social al emigrante. Por eso hay que avanzar hacia una ciudadanía transnacional donde la movilidad de los inmigrantes no les obligue a elegir un único sitio para vivir o una única forma de integración, encontrando el equilibrio entre los modos de ser y los modos de estar o como las llaman Levitt y Glick Schiller (2004) *ways of being* y *ways of belonging*.

Esta idea se corresponde más con el concepto de la nueva ciudadanía que no está basada en la pertenencia exclusiva a una comunidad territorial, sino en normas y principios generales que pueden consolidarse y utilizarse en diferentes ámbitos, apoyándose en la democracia y los derechos humanos (Held, 2005). Lo que supone que todas las personas pueden disfrutar de la misma libertad y las mismas oportunidades de participación. Pues se defienden aquí los derechos de los inmigrantes como la manifestación de un globalismo

---

<sup>160</sup> Se entiende esta idea según el planteamiento de Barbieri: “*Sea desde una perspectiva de cierre (closure) étnico, de homogeneidad cultural, de análisis racional, de coexistencia inclusiva en función de la identidad cultural, de cosmopolitismo, la democracia (al estilo occidental) es concebida como la preservación exclusiva del grupo étnico, el mantenimiento de una sociedad de iguales cultural y políticamente hablando, la maximización de la elección libre por parte de los individuos, la regulación del orden entre los diversos grupos constitutivos y el logro de la dignidad humana*” (Barbieri, 1998).

cosmopolita (Archibugi y Held, 1995; Joppke, 1999b) siguiendo la lógica histórica de sustituir la ciudadanía nacional por la ciudadanía universal, tal y como lo explica Soysal (1994): la primera cede ante el modelo universal de membresía, basado en la noción de derechos del individuo en vez de las consideraciones territoriales. Los derechos humanos universales priman sobre los derechos nacionales: hablamos de la pertenencia post-nacional que localiza los derechos fuera del Estado-nación (Jacobson, 1996).

Si hemos sostenido antes que el espacio transnacional no está construido, una de las vías para hacerlo es empezar a pensar esa ciudadanía transnacional de los migrantes de forma a garantizarles la plena participación y práctica de sus derechos en y desde ambos países a los que están vinculados.

Dicha ciudadanía permitiría superar las típicas actitudes de los inmigrantes ante los obstáculos que van encontrando y que Hirshman (1970) resume en *Exit, Voice, Loyalty*. Es decir: retirarse de la relación y del contexto (salida); protestar ante instancias de decisión y opinión (voz); o someterse a la realidad y no reaccionar (lealtad). Este modelo se superaría hacia otras prácticas de participación ciudadana si se creasen los mecanismos oportunos para ello, ligados en gran parte al reconocimiento de derechos, a la representatividad en las instituciones y a la inclusión en la toma de decisiones.

En definitiva, el modelo de codesarrollo propuesto depende fundamentalmente de los tres retos que venimos describiendo y analizando, interconectados en un conjunto complejo, tanto para analizarlo como para intervenir en él. Es lo que hemos intentando esclarecer con esta tesis: la interacción entre las numerosas variables que juegan a favor o en contra del codesarrollo, en sus acepciones teóricas y prácticas, desde el ámbito institucional y en el marco de las iniciativas privadas. Si bien somos conscientes de que dichos retos complican la tarea de emprender acciones de codesarrollo tan positivas como las que planteamos, pensamos que vivimos un momento de crisis sistémica en el cual debemos creer en ideas de cambio, multidimensionales, fundamentadas en principios de eficacia, justificadas por valores éticos y planteadas desde la responsabilidad mutua de generar el desarrollo compartido.





*« Arraché à son milieu, tout homme commence par souffrir : il est plus agréable de vivre parmi les siens. Mais par la suite, le dépaysement peut fonder une expérience profitable ».*

*Tzvetan Todorov.*

*L'Homme Dépaycé.*

*Paris : Seuil (1998).*



Cela fait plus d'une décennie que le terme co-développement est utilisé dans le milieu politique et académique sans avoir une définition de référence qui puisse rendre compte de ses multiples facettes et ses connexions avec les différents domaines de la décision politique et de la gestion publique. Parfois il est associé aux programmes officiels de retour des migrants et/ou aux actions de coopération orientées à freiner les flux migratoires, d'autres il désigne plutôt la contribution des émigrés au développement de leurs pays d'origine.

Dans la première partie de la thèse, nous nous sommes attachés à effectuer une revue de littérature relative à ce sujet en revenant aux origines du concept, en rappelant ses différents usages dans la recherche scientifique et en mettant en exergue les initiatives politiques qui ont essayé de le configurer dans un sens ou autre, surtout celles lancées par l'UE ou la France. Cet exercice inclut également une révision des théories que nous considérons étroitement liées au co-développement, notamment celles du développement, du transnationalisme et de la gouvernance: généralement, elles sont omises du débat alors qu'elles constituent, selon nos hypothèses, le contexte d'évolution du co-développement et suggèrent en même temps des instruments pour sa mise en œuvre.

## **1. Le co-développement : origines et définitions**

Dans une première approximation au concept, les différentes recherches scientifiques consultées nous rappellent les effets de la migration sur le développement. Il s'agit en gros des transferts d'argent, de marchandises, de technologie et d'idée, soit des facteurs fondamentaux pour stimuler le développement (Lacomba, 2004). Sauf que ces apports sont relégués à un second plan par les États de réception qui utilisent le co-développement comme un instrument de coopération en réponse au fait migratoire et sous l'influence des priorités d'action extérieure (Giménez Romero *et al.*, 2006). Ainsi, surtout dans le cas de l'Espagne, le concept de co-développement change de sens selon la force politique qui le propose ou l'organisme qui le gère. Nous pouvons alors trouver chez les institutions publiques une définition qui le considère une forme de coopération pour promouvoir le développement en origine et aider au contrôle des flux migratoires; et chez les Organisations Non Gouvernementales (ONG) nous retrouvons, entre autres lignes d'intervention, l'implication des immigrants dans des initiatives de développement (Giménez Romero *et al.*, 2006).

Frédéric Tiberghien préfère parler de développement partagé et apporte plusieurs définitions: une politique de gestion des flux migratoires, favorisant le retour des immigrants à leurs pays d'origine; un ensemble d'actions impulsées par les acteurs de coopération; une

forme de mobiliser de nouvelles ressources financières pour atteindre les ODM; ou encore une reconnaissance sociale de l'apport des migrants ici et là-bas (Tiberghien, 2009).

Gómez Gil (2008) évoque justement la polysémie du terme et l'imprécision de son usage: certaines actions sont réalisées sous l'étiquette du co-développement sans avoir pour autant une relation claire avec le concept; il y a aussi des définitions réduites qui incluent uniquement l'effet des transferts monétaires. C'est pour cela que Gómez Gil y Unzueta, (2009) ont essayé d'apporter au débat une définition qui résume le débat académique et institutionnel. Ils présentent le co-développement comme « *l'ensemble d'actions impulsées à la fois par les institutions publiques et privée ainsi que par les organisations d'immigrés, qui font participer les immigrés résidant dans les municipalités d'accueil au développement de leurs communautés d'origine et favorisent leur insertion dans la société de réception. Il s'agit d'un ample processus bidirectionnel qui inclut à la fois le développement en origine et l'intégration en accueil* ».

Cette définition reste, néanmoins, une tentative de systématiser les usages du concept. Elle ne prend pas en considération les pratiques de *philanthropie diasporique* et réduit le volet de co-développement dans le pays de réception à l'objectif de l'intégration, alors que c'est une question polémique dont les politiques sont remises en question et ce n'aide pas à percevoir l'immigration « en positif » ni à valoriser ses apports à maints égards admirables dans les pays d'accueil.

La philanthropie diasporique est fondée sur l'initiative des migrants et consiste en l'implantation de projets et d'actions solidaires dans les zones d'origines, de façon individuelle ou collective, dans le cadre d'associations d'immigrés (OSIM) ou en collaboration avec des ONG du pays de réception. Les migrants améliorent leurs conditions de vie et se convertissent en agents de développement altruistes, grâce à leurs transferts, à leurs investissements et leurs projets solidaires (Daum, 1993; Gonin, 2005) motivés en cela par leur sentiment de dette envers la communauté et la zone d'origine: la solidarité est considérée une manière de payer cette dette (Sayad, 1977). Cependant, ces actions ont un impact réduit et malgré qu'elles ont acquis un caractère professionnel, leur impact informel et réduit reste sans répondre aux critères du développement (Gonin y Kotlok, 2009). Cette critique constitue l'un des fondements de cette thèse comme nous verrons par la suite: l'insertion du co-développement dans des actions viables et durables.

Les textes scientifiques disponibles ne sont pas suffisants pour l'intelligence du concept. Le retour aux origines s'est fait indispensable afin de détecter le moment exact d'apparition de la problématique et son évolution dans le débat académique et institutionnel.

Nous relevons trois étapes délimitées par les travaux de Georges Tapinos, le rapport de Sami Nair et l'Approche Globale sur la question des Migrations (AGM).

Tapinos est cité dans plusieurs recherches scientifiques sur les migrations, mais sa contribution au débat sur la connexion Migration et Développement (M&D) n'est pas suffisamment reconnue. Dans le Premier Colloque de Démographie Maghrébine, Tapinos (1969) a abordé le rôle de la migration dans la phase de début de la croissance économique dans un PVD et dans son livre *L'Économie des migrations internationales* (1974) il a appelé à l'intégration du phénomène migratoire dans le fonctionnement de l'ensemble du système économique en vue de sa contribution à la croissance en origine et en réception et de son incidence dans l'équilibre international.

Dans les années 1970, d'autres travaux sont à signaler, cette fois-ci dans le cadre d'initiatives institutionnelles comme c'est le cas de l'étude REMPOLD sur demande du ministère hollandais de coopération au développement en 1974 dans le but de savoir si l'émigration pouvait servir d'appui à l'aide au développement: la réponse était négative en argumentant que la situation d'instabilité du migrant ne lui permet pas d'entreprendre des actions solidaires (De Mas, 1978) et son apport ne peut pas résoudre des problèmes structurels (De Haas, 2006). Le programme TOKTEN lancé par le PNUD en 1977 est également un bon exemple de l'intérêt institutionnel en matière de M&D: il était conçu comme un système de « circulation de cerveaux » et de « transfert inverse de compétences » (De Haas, 2006) dans l'optique de concevoir des mécanismes pour passer du « brain drain » au « brain gain » en mettant en relation les émigrants et leurs pays d'origine (ILO, 2009).

En matière de politiques publiques, c'est en France que les premières actions en M&D voient le jour. En 1977, pensant à renouveler les stratégies de coopération, l'idée du retour des immigrants s'installe dans le débat et des accords avec des pays comme l'Algérie et le Sénégal sont signés (Gómez Gil y Unzueta, 2009). L'usage pour la première fois du terme « co-développement » remonte à 1984 lorsque Jean-Pierre Cot, ex-ministre du gouvernement socialiste de Pierre Mauroy, l'évoque dans son livre *À l'épreuve du pouvoir, le tiers-mondisme, pourquoi faire ?* comme un mode de coopération avec des pays prioritaires dans le nouvel ordre économique international de la fin des années 1970 (Cot, 1984). En 1985, le terme est repris dans *Les assises du co-développement* à l'université de Louvain dans le sens du partage des responsabilités du développement entre pays du Nord et du Sud (Katrien De Myunk, 2006).

Durant les années 1990, les institutions multilatérales comme les NU et l'OCDE ont rejoint le débat en organisant une série de conférences, dans le but de comprendre les connexions entre la migration, le libre échange et l'intégration économique régionale (Nations



Unis, 1997). Nous verrons en ce qui suit l'évolution de l'usage du concept de la part de l'UE et nous consacrerons le troisième point à l'expérience française. Les deux cas sont essentiels dans ce retour à l'origine du co-développement et ses pratiques dans le champ institutionnel.

## 2. La politique Européenne de Migration et développement

La perspective européenne de M&D est élaborée en étroite relation avec les variables de migration, sécurité et coopération au développement. Très peu de textes scientifiques abordent ce sujet et une grande quantité de documents de l'UE fut donc consultée afin de reconstruire l'historique des initiatives et du débat européen en la matière.

Depuis le Traité de Maastricht et ses perceptions de la citoyenneté européenne en termes d'intégration et de coopération territoriale, la question de mobilité est au cœur du débat au sein de l'UE. Le droit de mobilité des immigrants institué par l'espace Schengen<sup>161</sup> en 1995 et l'entrée en vigueur du Traité d'Amsterdam<sup>162</sup> ont forcé le besoin d'une politique commune en réponse aux questions migratoires dans un contexte où l'UE voulait construire un espace de liberté, de sécurité et de justice. C'est dans ce sens que le Programme de Tampere est arrêté en 1999<sup>163</sup> en définissant certaines lignes de la « nouvelle » politique migratoire européenne. Il s'agissait d'inventer une approche globale de la migration qui puisse traiter les problèmes politiques, de droits humains et de développement dans les pays d'origine et de transit. Trois lignes prioritaires ont été accordées: l'aide aux pays dits émetteurs; l'intégration des étrangers et le contrôle des flux migratoires. L'idée la plus remarquable est celle de la co-gestion: c'est-à-dire exercer un contrôle commun des frontières (entre pays d'origine et de réception) et la négociation d'accords de réadmission des étrangers expulsés. C'est dans le cadre de ce programme que fut mentionné pour la première fois le concept dans un document européen.

Après plusieurs communications et recommandations de la Commission Européenne (CE) qui tentaient d'établir une approche solide de M&D, le Programme de La Haye adopté en 2004<sup>164</sup>, endurecissait davantage le contrôle migratoire après les attentats des EEUU et de Madrid (11S et 11M) et consolide l'idée de la *Fortress Europe*<sup>165</sup>: le volet sécuritaire

---

<sup>161</sup> Portal Europa (2009).

<sup>162</sup> Portal Europa (1997).

<sup>163</sup> Portal Europa (1999).

<sup>164</sup> Comisión Europea (2005a).

<sup>165</sup> La *Fortress Europe* est une terminologie commune pour qualifier la rive nord de la Méditerranée. Elle se justifie par les files d'attente dans les consulats européens dans les pays du Sud, par les lois et la gestion interne des politiques migratoires (Fargues, 2003). La *Fortress Europe* se consolide en 2004 avec la création de l'Agence pour la Coopération aux Frontières Extérieures, connue sous le nom de Frontex avec son siège à Varsovie, chargée de contrôler les flux migratoires et de rejeter les arrivées de migrants indocumentés.

constituait la priorité majeure devant les question de droits ou de solidarité. Afin de remettre un peu d'équilibre, la CE élabore une communication pour suggérer quelques orientations de coopération en M&D entre l'UE et les PVD reprenant ainsi l'idée de Tampere. Le texte concevait la connexion M&D comme une grande opportunité pour aborder les priorités sans remplacer l'AOD ou les ODM. Il indique dans ce sens 4 lignes d'intervention: les transferts monétaires, sans pour autant les considérer des options miracles pour le développement; les diasporas, reconnues comme un facteur potentiel du développement dont les pratiques doivent être reconnues; la migration circulaire, qui reprend l'idée du retour dans un sens plus large qui inclut le retour temporel ou virtuel; la fuite de cerveaux, qui suppose une aide aux PVD pour identifier l'excès ou le manque de compétences au niveau sectoriel.

Partant des différents acquis en la matière, le Conseil Européen de Bruxelles (15 et 16 décembre 2005) adopte l'Approche Globale sur la question des Migrations (AGM). Son adoption s'explique par l'existence de débats nationaux sur le futur de l'Europe et l'augmentation de l'inquiétude des sociétés des États membres quant à la question migratoire. Le texte parle du besoin d'appliquer une approche équilibrée pour lutter contre l'immigration illégale et profiter des bénéfices de la migration légale. Il réitère également l'idée de coresponsabilité des pays « émetteurs » dans le contrôle des frontières et l'identification de projets de développement relatifs aux migrations. Il annonce alors la coopération au développement comme un instrument pour freiner les migrations en luttant contre la pauvreté. L'appui au développement devient ainsi expressément une pièce fondamentale de la stratégie migratoire<sup>166</sup>.

En résumé, la perspective de M&D ne fait pas l'objet d'un pan spécifique de l'UE: elle fait partie de sa politique migratoire et elle est utilisée comme un instrument d'action extérieure pour assurer le co-gestion des migrations de la part des pays dits émetteurs. Le mot co-développement fut utilisé en 1999, mais c'est la connexion M&D qui a été adopté par la suite comme terminologie officielle dans le sens « quand il y a plus de développement il y a moins de migrations », c'est-à-dire de manière préventive: promouvoir el développement en origine et les opportunités de travail pour réduire les flux migratoires. La communication de la CE en 2005 identifie 4 lignes (transferts, diasporas, migration circulaire, fuite de cerveaux) qui peuvent être considérées adéquates et positive dans l'interprétation du phénomène M&D, sauf qu'elles ne se traduisent pas en actions et, d'ailleurs, elles ne constituent pas toutes les voies existantes pour maximiser les effets de la migration sur le développement, comme celles suggérées par les NU dans le Dialogue de Haut Niveau à New York (2006) et les Forums

---

<sup>166</sup> Consejo Europeo (2006).

Globaux sur Migration et Développement, célébrés annuellement dans différentes capitales mondiales.

Justement, on ne peut pas parler vraiment d'une politique européenne de M&D parce qu'il s'agit d'actions annoncées dans le cadre de la politique migratoire sous l'influence de la variable sécuritaire et en utilisant la coopération au développement comme instrument. De plus, il manque une coordination avec les autres acteurs internationaux et une harmonisation des décisions puisque les logiques sont différentes et la documentation de l'UE paraît confuse et ne trouve toujours pas une définition claire et stratégique pour exploiter au mieux la question M&D.

### **3. Modèles de co-développement: l'expérience française**

Il faut relever que les différentes perspectives de co-développement que nous avons exposées jusqu'à l'instant sont relatives aux approches des pays de réception. Si nous explorons celles des pays d'origine, nous retrouvons un profond intérêt quant à l'inclusion des émigrants dans les efforts de développement: le Maroc et le Mexique en sont un bon exemple, en vue du volume de leurs communautés à l'étranger. Le cas du Mexique est spécialement intéressant puisque son programme « Tres por Uno » est reconnu comme un formule de collaboration entre les émigrants, le gouvernement central y le gouvernement régional pour mener à bout des projets d'infrastructure de base: une idée qui a passé par plusieurs étapes depuis les années 1970 grâce aux « clubs migrants » des mexicains aux EEUU jusqu'à 2002 où l'État l'a convertit en « Initiative Citoyenne Tres por Uno » (Escala-Rabadán *et al.*, 2006 ; García Zamora, 2007). Malgré le nombre élevé de projets réalisés (E-consulta, 2011) et les aspects positifs du programme, certaines recherches (Escala-Rabadán *et al.*, 2006; García Zamora, 2007; De Haas y Vezzoli, 2010) signalent son impact limité sur le développement local et le manque d'alignement de ses objectifs avec les besoins réels des communautés bénéficiaires. Cependant, le programme se présente comme un bon exemple de politiques publiques des États d'origine qui promeuvent le protagonisme des organisations de migrants en faveur du développement.

L'approche de co-développement adoptée par les pays de réception ne prend pas en considération ce genre de politiques: elles restent enfermées dans la résolution d'équations complexes relatives à la gestion migratoire. C'est le cas de l'expérience française, traditionnellement considérée vétérane en matière de co-développement.

L'approximation française à ce concept a varié selon la situation économique du pays, l'évolution de son immigration et la composition de sa scène politique. Justement, depuis

1977, sous l'effet de la crise du pétrole, le gouvernement de Raymon Barre, en pleine politique d'austérité, insature la suspension de l'immigration de travail et les premiers dispositifs de l'aide au retour dans l'optique d'une « immigration zéro » (Lacroix, 2003 ; Lebon, 2003). Ce dispositif change de nom en 1986 pour devenir « aide à la réinsertion » dans un contexte de fermeture des frontières (Wihtol de Wenden, 1988). On avance alors vers la connexion entre les migrations et la politique de coopération en lançant le Programme Développement Local Migration qui avait pour objectif de créer une dynamique de développement local dans les pays signataires de l'accord, avec la collaboration de tous les acteurs et à travers des projets implantés par les migrants retournés. L'échec de l'initiative est dû au manque d'adhésion des immigrants et des associations qui étaient contre la logique du retour (Brésillon, 2006).

Cette étape a marqué les grandes lignes des programmes de retour et de l'approche française de M&D (Lacroix, 2003). Justement, le fameux rapport de Sami Naïr va dans ce sens et s'appuie sur des idées qui ont largement échoué dans le passé récent. Même si le texte annonçait que le co-développement n'a pas pour objectif le retour des immigrants sinon la solidarité active avec les pays d'origine (Bantman, 1999), le contexte d'une France qui ne pouvait plus recevoir de flux migratoires mais qui ne voulait pas prendre des mesures draconiennes, obligeait à présenter les politiques avec des discours plus attrayants. Justement, le rapport parlait de « proposer un nouveau cadre en matière de gestion des flux migratoires pour le co-développement » alors que tout indiquait le contraire, c'est-à-dire « le co-développement pour gérer les flux migratoires ». Le co-développement est présenté alors comme un instrument de solidarité qui essayait d'augmenter les capacités et les options des communautés d'origine pour aider les potentiels immigrés à rester dans leurs pays. Les immigrants installés en France et candidats au retour sont considérés des acteurs du développement et leur apport est sur-valorisé.

En plus de l'échec des Contrats de Réinsertion Volontaire dans le Pays d'Origine (CRPO), fruit du rapport et de la Mission Interministérielle en Co-développement et migrations (MICOMI) que présidait Naïr, nombreuses critiques furent dirigées à cette perspective (Lacroix, 2004; Brésillon, 2006; De Muynck, 2006) dont justement « *la contradiction entre la logique du contrôle des flux migratoires et celle de reconnaître les migrants comme des acteurs de développement de leurs pays d'origine* » (Daum, 1999). Les Organisations de Solidarité Issues des Migrations (OSIM) se sont levées contre cette option qui cachait l'objectif du retour sous le discours de participation des immigrants alors que ceux-ci doivent jouer le rôle de médiateur entre les deux rives et leur retour ne servira pas cette cause (Lacroix, 2004).

Depuis le rapport de Naïr, la politique migratoire française incorpore le co-développement comme une modalité de coopération qui offre l'aide au développement en contrepartie de l'engagement des pays tiers à contrôler l'immigration. La montée de l'extrême droite a rendu plus difficile l'évolution du concept en question vers des perceptions plus positives, puisque le débat sur la question migratoire est passé à se centrer sur le modèle de l'immigration choisie de la droite, l'immigration zéro de l'extrême droite et les idées socialistes de limiter l'immigration dans le contexte actuel de crise économique.

L'approche française du co-développement n'est pas donc différente de celle adoptée par l'UE: tout est mis au service du contrôle migratoire. Pourquoi donc cette instrumentalisation du concept? Est-elle susceptible de réaliser ses objectifs?

#### **4. Migration et développement: le rôle controversé de la coopération**

Pour répondre à ces questions, il faut retourner aux théories économiques du développement et comprendre comment elles ont façonné la coopération selon des intérêts géostratégiques et non pas sur la base des valeurs de solidarité.

La coopération au développement est marquée, depuis son émergence comme politique publique, par deux faits remarquables: le premier est la Guerre Froide qui était derrière l'engagement des EEUU envers les pays tiers pour les annexer au Bloc Capitaliste en pleine lutte contre le Bloc Communiste; le deuxième est le colonialisme puisque les pays européens ont dirigé par la suite leur coopération, prioritairement, aux ex-colonies (Preston, 1996; Burnell, 1997; Bustelo, 1999). Ces intérêts politiques et historiques ont baissé au début des années 1990 après la chute du mur de Berlin: un sentiment de fatigue de la coopération s'est propagé entre les pays donateurs qui n'étaient pas satisfaits des résultats obtenus et n'étaient pas totalement convaincus quant à leur responsabilité de lutter contre le sous-développement (Burnell, 1997). Mais, parallèlement à cette mise en doute, de nouvelles théories basées sur l'approche humaine ont renouvelé l'engagement mondial en faveur du développement.

Depuis le surgissement de la Théorie Économique du Développement (TED) dans les années 1950 pour expliquer les différences structurelles entre les pays du Sud et du Nord (Llistar i Bosh, 2010), différentes approches orthodoxes et hétérodoxes furent utilisées pour comprendre la persistance des inégalités. La théorie de modernisation qui invitait les pays tiers à abandonner la phase de société traditionnelle pour passer à la phase de consommation massive est vue comme une orientation dans le but était de légitimer l'aide extérieure, l'investissement étranger et le commerce international pour arriver au contrôle capitaliste de

ces pays (Llistar i Bosh, 2010). Le développement a dès lors pris un chemin erroné en l'associant uniquement à la croissance économique (Esteva, 1996 ; Bustelo, 1999). La théorie de la dépendance présentait donc le capitalisme comme un obstacle au progrès du Tiers Monde, en postulant que l'économie de certains pays est conditionnée par le développement et l'expansion de l'économie du Nord: ce qui rend le « sous-développement » un produit historique du colonialisme et de l'impérialisme (Baran, 1957 ; Gunder Frank, 1966, Amin, 1974).

Cette théorie a inspiré d'autres approches centrées sur la dichotomie entre facteurs externes et facteurs internes. Celle du développement endogène défend l'exercice de la souveraineté sur le territoire national pour se protéger des interférences négatives, sans rejeter les positives. La théorie du système mondial est centrée quant à elle sur les phénomènes qui dépassent les frontières des États et qui ont une dynamique transnationale comme les mouvements financiers. Ainsi, pour comprendre les inégalités, l'unité d'analyse n'est pas l'État sino le système-monde: le contrôle du capitalisme au-delà des États assure la croissance de certains pays et maintient d'autres en périphérie (Wallerstein, 1979, 2007).

Ces idées hétérodoxes n'ont pas pu résister à la Contre-Révolution Néoclassique (CRN) qui présentait l'efficacité du marché comme mécanisme d'assignation des ressources et critiquait l'intervention de l'État dans l'activité économique. Ces thèses influencèrent les institutions de Bretton Woods, le Fond Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM), qui initièrent les Programmes d'Ajustement Structurel et les mesures du Consensus de Washington avec leurs inconvénients économiques et sociaux dénoncés par la macroéconomie structuraliste (Bustelo, 1999). Les ajustements sont considérés comme une stratégie pour maintenir à plusieurs pays dans des situations de pauvreté et de sous-développement, surtout qu'ils enlevaient à l'État toute intervention face à la libéralisation alors que l'État doit jouer le rôle principal dans le développement en assumant ses responsabilités en matière éducative et de protection sociale entre autres (Stiglitz, 2002; Bhagwati, 2004). Ha Joon Chang considère dans ce sens que la quasi-totalité des pays développés ont mené des politiques protectionnistes et critique ainsi leurs hypocrisie en demandant aux PVD d'ouvrir leurs marchés et de privatiser alors que ces politiques néolibérales servent à leur « enlever l'escalier » d'accès au développement (Chang, 2004).

D'autres approches hétérodoxes ont rejoint cette vision et ont essayé d'introduire des variables fondamentales dans le concept de développement, comme celles de la structure institutionnelle (North, 1992) et celle de la liberté et de l'expansion des capacités de l'individu (Sen, 2000). Ces théories ont été intégrées aux politiques de coopération au développement conçues par les institutions internationales et les pays du Nord. Mais l'efficacité de ces

politiques est toujours remise en question. Elles continuent à être perçues comme des stratégies qui cachent des intentions différentes à celle de la solidarité. On parle même d'anti-coopération: l'aide s'effectue selon des critères géopolitiques en faveur des donateurs (Llistar i Bosh, 2010). Ce qui nous pousse à penser qu'en absence de problèmes qui dérangent les pays du Nord et où sont impliqués les PVD, ceux-ci risquent de ne pas recevoir d'AOD.

Comme nous avons indiqué dans le cas de l'UE, l'agenda de sécurité intervient en force dans la politique migratoire et celle de coopération. L'espace méditerranéen qui constitue l'une des plus grandes lignes de fracture mondiale est source de plusieurs problèmes qui dérangent les pays de la rive nord, dont celui des migrations et ce qu'elles supposent comme risques pour les états et les sociétés de l'Europe en matière de respect des droits humains, de « préservation » de l'identité ou de gestion de la sécurité urbaine. La recherche de solutions à ce problème et à ses risques a aboutit à l'instrumentalisation de la coopération pour restreindre, prévenir ou freiner les flux migratoires. Deux voies ont été suivies: en agir sur les facteurs qui poussent à la migration par la promotion du développement dans les zones émettrices et l'usage des ressources de la coopération pour forcer les pays émetteurs à adopter une politique restrictive dans la gestion des migrations (Alonso, 2004) ou ce qu'on peut appeler l'externalisation de la gestion pour éviter la violation des droits au sein de l'Europe.

Or, les différents analystes qui ont abordé ce sujet confirment que ce genre d'approches n'arrive pas à ces objectifs et produit même un effet contraire puisque les grands projets de coopération ne sont pas suffisants pour atteindre les objectifs du développement et celui-ci n'a pas d'effet immédiat pour inhiber la migration (Tapinos, 1992 ; Atienza, 2004; Gómez Gil, 2005).

La perspective de co-développement reste fidèle à la logique dans laquelle s'insère la coopération au développement depuis les années 1950: servir les intérêts des pays donateurs et orienter l'aide à résoudre les problèmes qui les affectent ou leur transmettent des interférences négatives. Si bien le but de cette stratégie est légitime si nous la percevons comme une protection des citoyens et de la souveraineté, la critique est centrée sur le fait de l'envelopper dans un discours solidaire; de la diriger vers des domaines d'action qui ne sont pas toujours les plus prioritaires; de présenter les migrants comme un problème et de ne pas reconnaître leurs apports positifs ni profiter de leurs multiples pratiques transnationales.

Justement, le co-développement a besoin d'une approche positive de la migration, qui mette en exergue sa contribution à la croissance économique en origine et en réception et qui rende comptes des différents champs inexplorés qu'elle suggère. Nous trouvons dans les théories de la gouvernance et dans l'approche transnationale des migrations plusieurs explications dans ce sens et c'est pour cela que nous avons considéré l'importance d'inclure

une large revue de ces deux concepts et des interactions qu'ils suscitent en relation avec les migrations, la coopération et le développement.

## **5. Configurations et enjeux de la gouvernance en relation avec la coopération et le développement**

La gouvernance est un vocable à la mode dans le discours politique et se présente généralement comme de « bonnes pratiques » et des changements dans la gestion à la fois des États et des institutions. Le concept est apparu à l'échelle globale en plein débat sur des modèles alternatifs de développement pour se référer à une organisation institutionnelle de l'État qui stimule la croissance économique. Sauf que c'est un terme polysémique dont les définitions ont augmenté une fois qu'il a été associé à d'autres secteurs de gestion et niveaux d'analyse. Nous relevons justement trois niveaux et chacun implique de multiples dimensions.

La gouvernance globale du développement a une relation étroite avec la politique globale avec ses questions géopolitiques traditionnelles et ses nouvelles problématiques sociales et écologiques (Held, 2005). Roseneau (2002) parle du *système de gouvernance multicentrique* caractérisé par des changements dans les processus de prise de décisions au niveau international en vue de l'émergence d'institutions régionales et multilatérales (Held, 2005). L'état n'est plus souverain et ses décisions doivent être prises en prenant en considération les décisions de différents réseaux gouvernementaux (Slaughter, 2001). En plus, il n'existe pas de distribution claire du travail entre les différentes institutions et leurs logiques et intérêts ne sont pas toujours les mêmes (Held, 2005). C'est ce qui rend plus difficile la coordination de décisions pour résoudre des « problèmes » transnationaux comme c'est le cas de ce que Deacon (2007) appelle politique sociale globale où les initiatives sont fragmentées et ne semblent pas atteindre leurs objectifs alors que les inégalités continuent à se creuser devant une certaine indifférence et passivité mondiale (Held, 2005). C'est pour cela que plusieurs voix (Hirst y Thompson, 2002; Rishard, 2002; Held, 2005) appellent à une réforme de cette gouvernance globale pour qu'elle soit plus inclusive et plus solidaire tout en remettant en question le développement et ses instruments (García Quero et Aboussi, 2012).

La gouvernance de la politics et des policies est généralement appliquées à tous les secteurs publics, mais c'est la coopération au développement qui nous intéresse le plus ici où la gouvernance est une approche critique de la gestion et de l'efficacité de l'aide (Bellina, 2008). Le terme s'était imposé par les institutions de Bretton Woods pour désigner les modes de réforme des institutions nationales pour adopter des pratiques qui conduisent au développement: copier des méthodes du secteur privé pour la gestion publique et créer des



conditions favorables au Marché. On parlait alors de gouvernance démocratique, administrative et financière. Le discours avait un fondement institutionnaliste qui évoquait une solide connexion entre les conditions institutionnelles et la croissance économique (Bardhan, 2001). Sauf que les contextes dans les pays du Nord ne sont pas similaires aux systèmes des pays du Sud, ce qui fait que la gouvernance des politiques ne soit pas possible ni ait le même effet (Meisel y Ould Aoudia, 2007). C'est ce qui fait que la gouvernance ne soit pas un modèle de développement, mais cela n'empêche pas qu'elle soit porteuse de certaines idées qui ont changé la gestion publique. Le Galès (2003) définit la gouvernance comme un processus de coordination des acteurs, des groupes sociaux et des institutions pour atteindre des objectifs conçus collectivement. Elle est vue donc comme un cadre d'orientation pour la cohérence de l'action publique et sa planification de façon participative (Stocker, 1998 ; Chávez Becker, 2010). Ces idées ont inspiré la Déclaration de Paris pour l'efficacité de l'aide au développement. Cinq engagements ont été pris pour améliorer l'effet de la coopération: l'appropriation, l'harmonisation, l'alignement, la gestion orientée aux résultats et la coresponsabilité (OCDE, 2005).

Quant à la gouvernance dans le Troisième Secteur, l'apport des ONG au développement est si important qu'elles ont besoin aussi de certaines pratiques pour assurer l'accomplissement de leurs tâches. On parle donc de gouvernance organisationnelle ou interne qui concerne la gestion de l'entité (Ostrower y Stone, 2006) et de gouvernance externe qui se réfère aux relations inter-associatives et l'interaction entre les différents acteurs non gouvernementaux (Rhodes, 1997; Bozzini and Enjolras, 2011). Les difficultés du champ non gouvernemental sont partagées entre les organisations autochtones et les associations d'immigrants, leur capacitation est nécessaire si l'on s'attend qu'ils soient des vecteurs du développement.

## **6. Les théories du transnationalisme: nouvelles contributions aux études migratoires**

Comme nous avons précisé dans l'introduction de la thèse, la globalisation est expliquée en termes de « déterritorialisation » des pratiques. C'est dans cette logique que s'insère le transnationalisme comme concept qui surgit dans les années 1970 pour analyser les activités des acteurs installés dans l'espace local mais actifs dans l'espace supranational (Lacroix, 2003). L'approche transnationaliste s'appliqua dans un premier temps à l'analyse économique et l'étude des flux transnationaux de commerce et de capital, avant de développer l'analyse socio-politique appliquée aux pratiques des communautés transnationales, tout en

distinguant entre le transnationalisme par le haut qui se réfère aux activités des différents organismes ou entreprises et le transnationalisme par le bas, celui des individus et dans ce cas des migrants (Guarnizo y Smith, 2002).

Le transnationalisme dans sa version socio-politique est basé sur la mobilité de l'individu et sa capacité de maintenir des relations avec le pays d'origine étant installé dans un autre État-Nation (Glick Schiler, 1999). Ce qui nous met devant deux problématiques : celle de l'espace transnational géographique et celle de l'espace transnational social.

Le premier est le fruit de l'ère de la post-souveraineté et de l'État-réseau (Sassen, 2001 ; Castells, 1996, Strange 1996; Bauman, 1998) qui abolit les frontières et fait que la distance géographique ne soit pas un obstacle pour la communication et la construction des relations sociales, ce qui affaiblit le pouvoir de l'État (Badie y Wihtol de Wenden, 1994). Les migrations sont un parfait exemple de l'intrusion dans la souveraineté des États (Smouts, 1998).

Le deuxième, l'espace transnational social, se présente comme une construction et reconstruction de réseaux sociaux qui structurent la mobilité spatiale et la vie sociale, culturelle et politique, à la fois des migrants et de leurs familles, amis et communautés en origine et en accueil (Guarnizo, 2006). Il inclut donc des dimensions matérielles et symboliques qui s'étendent sur plusieurs États (Basch *et al.*, 1994; Faist, 2000) et crée des communautés transnationales qui sont le signe de la fin de l'ère des sociétés fondées sur les états-Nations (Waldinger, 2006).

La perspective transnationale introduit à l'analyse migratoire de nouveaux concepts comme celui du « Transmigrant » pour désigner les migrants qui ont des activités et développent des relations avec les pays d'origine et d'accueil (Basch *et al.*, 1994) et celui de la « Diaspora » en tant que réseaux de communautés d'immigrants de la même nationalité qui vivent dans un ou plusieurs pays (Cohen, 1997; Lacroix, 2003 ; Østergaard-Nielsen, 2001). Les deux concepts se rejoignent pour décrire les multiples pratiques, individuelles ou collectives, réalisées par les migrants pour sortir de leur double absence. Justement, selon la théorie d'Abdelmalek Sayad (1999), le migrant n'arrive à sentir son appartenance complète à aucun pays, il se voit sans lieu, ni citoyen ni étranger comme le décrit Bourdieu (1999) et cherche alors une façon d'éviter cette structuration spatiale discriminatoire en reconstruisant la fracture par l'implantation de projets solidaires en origine, l'activisme politique ou l'activité économique.

Dans ce sens, les réseaux de développement sont composées des OSIM qui sont actifs dans le domaine des projets solidaires (Martiniello, 1992 ; Daum, 2000, Lacroix, 2003, Gonin, 2005 ; Portes *et al.*, 2005); les réseaux économiques sont construits par des entrepreneurs qui

mènent des activités commerciales connectant les zones d'origine et d'accueil (Cesari, 2002); et les réseaux politiques consolident des mouvements sociaux au-delà des États (Østergaard-Nielsen, 2001; Guarnizo et al, 2003; Lafleur, 2005).

L'activisme politique de la diaspora est un risque pour l'image et la stabilité des pays d'origine, c'est pour cela que plusieurs ont développé des processus d'inclusion des leurs émigrants dans les institutions législatives et consultative (Itzigsohn *et al.*, 1999; Østergaard-Nielsen, 2003b; Lafleur, 2005; Moraes *et al.*, 2009 ; Aboussi, 2011b) afin d'étendre la structure d'opportunités (Tilly, 1987; McAdam, 1982; Tarrow, 1989) dans une stratégie qui comprend également des mesures d'attention sociale et culturelle que l'on pourrait appeler « politique de connexion » avec la diaspora pour garantir la continuité de leur relation positive et non conflictuelle avec le pays d'origine.

L'approche transnationale du phénomène migratoire nous informe donc sur les configurations complexes des espaces de vie et d'activité des migrants. Cette vision des choses est généralement absente de toutes les perspectives institutionnelles conçues autour du co-développement. Notre tâche dans les conclusions partielles de la première partie de la thèse fut donc essayer de reformuler le concept en y introduisant des variables, importantes à notre avis, détectées tout au long de la phase de révision théorique.

### **Conclusions partielles: une proposition de redéfinition du co-développement**

Dans le but de proposer une définition exhaustive du co-développement, nous essayons de combler les lacunes et de dépasser les incohérences des différentes approches exposées auparavant, en retenant 10 idées clés:

- A) Le co-développement a pour contexte l'espace transnational. Il n'est pas relatif uniquement au pays d'origine et il doit être pensé pour servir le développement en origine et en accueil.
- B) L'espace transnational suppose une perte de souveraineté et certains risques. Mais il est également source de plusieurs opportunités qu'il faut saisir sur le plan social et économique.
- C) L'objectif du co-développement devrait être maximiser l'effet des pratiques transnationales des immigrés sur le développement. Pour cela, une attention exceptionnelle doit être accordée aux besoins des immigrés afin de gagner leur confiance et leur participation à des programmes de co-développement.

- D) L'intégration dans le pays de réception et la connexion avec le pays d'origine sont des conditions fondamentales pour que l'immigrant puisse dépasser sa double absence et s'approprier le statut du transmigrant en tant que citoyen transnational.
- E) L'intégration dépend en grande partie de la politique de gestion de l'immigration établie dans le pays d'accueil. Nous considérons l'intégration dans son aspect institutionnel en tant qu'accès aux différentes opportunités en conditions égales à celles des autochtones que ce soit en matière de participation sociale et politique, de pratiques culturelles ou d'insertion dans le marché du travail.
- F) La connexion avec le pays d'origine dépend des mesures déployés par celui-ci dans ce sens. Les émigrants ont besoin de sentir que leur nationalité d'origine est toujours porteuse de droits afin qu'ils puissent continuer à voir leurs pratiques solidaires comme un devoir.
- G) Le brain gain devrait être interprété au-delà du capital financier que constituent les émigrants. En tant que capital humain et social, ils doivent faire l'objet de programmes de promotion du transfert de connaissances ou encore de lobbying diplomatique et économique.
- H) La Philanthropie diasporique est en origine du co-développement avant n'importe quelle autre initiative institutionnelle. À ses actions spontanées s'ajoutent les programmes gouvernementaux et les projets de coopération des ONG du Nord. Le co-développement ne peut pas être tout cela à la fois: il a besoin de faire l'objet d'un consensus entre les différents acteurs pour harmoniser les objectifs.
- I) L'idée est de considérer le co-développement une stratégie institutionnelle bilatérale indépendante des politiques de Gestion migratoire ou de coopération par exemple.
- J) Cette indépendance servirait à garantir que le contrôle ou prévention des flux migratoires soit séparé des objectifs de co-développement et que ceux-ci soit orientés à gérer les opportunités de l'espace transnational.

Selon ces arguments, nous proposons une redéfinition du co-développement en tant que *système de coopération bidirectionnelle, institutionnalisée et participative, que se configure au sein de l'espace transnational et où les institutions jouent un rôle de planification, d'appui et de promotion des différentes pratiques dont les migrants sont protagonistes et qui sont susceptibles de contribuer au développement*. Ce système devrait ainsi limiter les aspects de coopération verticale, positiver les migrations et maximiser les opportunités de développement à travers trois axes d'action: la coopération sociale, puisque les migrants comme citoyens transnationaux ont besoin d'une attention spécifique qui veille sur leurs

droits et élimine toutes les possibilités d'exclusion; la coopération économique, en créant des mécanismes d'investissement des transferts et de création d'entreprises basées sur la connaissance de l'espace transnational et de la connexion des économies d'origine et d'accueil; et enfin, la coopération au développement, pour donner de la continuité aux actions solidaires, les insérer dans des plans viables de développement et intégrer la diaspora dans les différentes politiques sectorielles.

Dans la deuxième partie de la thèse, il s'agit d'explorer les possibilités d'implantation d'une stratégie hispano-marocaine de co-développement, en appliquant les critères indiqués dans cette définition.

## **7. L'expérience espagnole de co-développement: entre les politiques migratoires et la coopération au développement**

Avant de présenter les résultats du travail de terrain réalisé pour diagnostiquer les pratiques de co-développement dans le contexte hispano-marocain, il est capital de découvrir de près l'expérience espagnole en la matière durant la dernière décennie.

Le premier usage du concept fut dans le cadre du Programme GRECO<sup>167</sup> dans le cadre de la politique migratoire du gouvernement du Parti Populaire (Droite). Le programme assignait ces objectifs à différents ministères dont celui des affaires sociales qui devait se charger de la formation des immigrants pour qu'ils puissent être des agents de développement lors du retour en origine; et celui des affaires extérieures qui devait octroyer des microcrédits pour l'auto-emploi dans les zones émettrices d'émigration. Plusieurs critiques furent dirigées à ce plan (Terrón, 2004) qui n'avait même pas de prévision budgétaire.

Une fois le parti socialiste (PSOE) au pouvoir, le co-développement devient un objectif stratégique de la politique de coopération espagnole. Le Plan Directeur 2005-2008 le considère alors un modèle qui perçoit les flux migratoires comme une source de richesse pour les deux rives. Sauf que les idées exposées pour expliquer l'action espagnole restent très attachées à la prévention et à la réduction de l'émigration. Elles évoquaient justement la question du retour des immigrants avec des mesures d'accompagnement comme la capacitation professionnelle, l'appui économique et la formation en matière d'initiatives socio-productives. Il y avait, cependant, certaines idées positives comme l'implication des immigrants dans les stratégies de développement en collaboration avec les associations, ou encore la promotion d'actions sur l'usage rationnel des transferts. Le document a donné lieu à plusieurs projets pilotes dont nous parlerons par la suite.

---

<sup>167</sup> Programme Général de Régulation et de Coordination de l'Immigration et des Étrangers en Espagne.

Le Plan Directeur 2009-2012, toujours sous le gouvernement de la gauche, introduit un changement substantiel dans la perspective de co-développement, d'abord en adoptant le terme migration et développement et ensuite en indiquant clairement que la lutte contre la pauvreté et le phénomène migratoire n'ont pas une relation de causalité immédiate, ce qui oriente la politique de coopération en M&D vers des objectifs et des priorités géographiques en relation avec les indicateurs de développement sans inclure aucune activité orientée au contrôle-régulation des flux migratoires. Malheureusement, en vue des anomalies du système de coopération espagnole et de la crise économique qui a frappé le pays depuis 2008, ces intentions ne se sont pas concrétisées et c'est plutôt les projets pilotes du plan 2005-2008 qui se sont prolongés comme nous verrons par la suite.

## **8. Les pratiques de la diaspora et les éléments de co-développement dans les politiques su Maroc envers ses émigrants**

Le co-développement n'est déclaré comme un objectif stratégique dans aucune politique sectorielle marocaine. Il y a juste des éléments interceptés qui ont une étroite relation avec le concept dans le discours officiel et la pratique de l'État et du gouvernement qui montrent que le Maroc est conscient de l'apport réel et potentiel de plus de 3 millions d'émigrants.

Les mesures annoncées et appliquées durant la dernière décennie peuvent être classées dans le cadre de ce que nous avons appelé politiques de connexion avec les émigrants. Elles servent à gagner leur confiance pour ne pas perdre leurs apports à l'économie du pays et pour éviter les risques que leurs pratiques politiques supposent par rapport à la souveraineté de l'État.

Les nombreuses initiatives lancées par le roi du Maroc depuis son accès au trône en 1999 s'insèrent dans une optique de création d'institutions démocratiques-participatives et de promotion du développement (Aboussi, 2011b). Les discours royaux et les programmes gouvernementaux ont inclus dès lors plusieurs objectifs relatifs aux Marocains Résidents à l'Étranger (MRE) qui ont introduit un changement radical dans la politique migratoire marocaine en passant du contrôle qui régnait aux années 1980 à une attention minutieuse à leurs demandes (Aboussi, 2011b).

En matière de représentativité institutionnelle, le discours royal de 2005 a accordé aux MRE le droit de vote depuis leurs pays de résidence dans les élections législatives et la représentativité dans la chambre des représentants, en plus de la création du Conseil de la Communauté Marocaine à l'Étranger (CCME) dans un but consultatif. Ce fut une réponse aux

pratiques appelées « Diasporic politics » et qui se définissent dans les théories du transnationalisme politique comme des activités organisées par une communauté d'émigrants qui ne peuvent pas participer au système politique du pays d'origine. Le but était de les convertir en « Homeland politics », des activités qui manifestent l'appui des émigrants au régime du pays d'origine (Østergaard-Nielsen, 2003b; Lafleur, 2005). À part la création du CCME, les autres mesures n'ont pas vu le jour, ce qui s'explique par un certain protectionnisme qui continue jusqu'à aujourd'hui malgré l'adoption d'une nouvelle constitution dans le contexte des révolutions arabes (Aboussi, 2011b). Les revendications des MRE continuent donc et menacent l'image internationale du Maroc puisque les mouvements sociaux dans l'ère de la post-souveraineté sont également transnationaux et devant la fermeture de la structure d'opportunités, ils peuvent se mettre en relation avec d'autres réseaux d'émigrants, des ONG ou des institutions internationales pour augmenter la pression sur les autorités marocaines (Smith, 2003; Cohen 2007; Ancelovici et Rousseau, 2009; Aboussi, 2011d).

Les politiques d'attention aux MRE sont beaucoup plus stables même si elles souffrent de duplicité et d'une multiplicité d'acteurs. Les différents gouvernements qui se sont succédé depuis 1997 disposent d'un ministère délégué chargé des MRE qui a lancé de nombreuses initiatives de gestion des besoins des MRE au Maroc et dans leurs pays de réception comme celles de l'enseignement de la langue et de la culture d'origine, l'appui au tissu associatif, l'offre de crédits pour l'achat de logement et la promotion des investissements entre autres.

Cependant, cette politique de connexion avec les MRE souffre de plusieurs manques. Le CCME n'a pas pu gagner de la légitimité dans les yeux des différents émigrants activistes. Plusieurs institutions publiques et fondation se chargent du dossier MRE sans harmonisation de leurs actions. Il n'existe pas d'initiatives pour le transfert de connaissances alors qu'il y a plusieurs MRE qui assument des responsabilités dans les différentes entités publiques et privées et qui ont des compétences à transmettre dans les différents domaines. Dans le même sens, le travail des OSIM et leurs projets solidaires au Maroc (MD, EMCAMO, IDD, ATIME, REMCODE) a un caractère éphémère et ne s'insère pas dans les grands programmes comme l'INDH, alors que le pays a besoin de systématiser ce genre d'initiatives des MRE et les orienter vers les différentes politiques sectorielles afin de dépasser le caractère interventionniste et leur procurer un peu de viabilité (Aboussi, 2011b).

Également, et c'est peut être l'une des menaces les plus immédiates, la question des transferts monétaires requière un profond débat en vue de son apport aux équilibres macro-économiques et au développement humain. La diminution de ces transferts entre 2008 et 2010 en raison de la crise économique dans plusieurs pays européens où se concentre la majorité

des MRE (France, Espagne, Italie) a augmenté l'inquiétude des autorités puisque cette diminution a posé des problèmes visibles pour l'équilibre de la balance de paiement et les réserves en devises (Ratha, 2003) et laisse supposer d'autres difficultés pour les familles des émigrés comme justement la diminution de l'accès aux besoins où sont généralement investis les transferts (Aboussi et García Quero, 2011). Si la situation économique dans les pays de réception n'est pas toujours favorable, si l'intention d'envois monétaires des nouvelles générations d'émigrants diminue et s'il ya toujours des canaux informels que les MRE utilisent pour envoyer l'argent à leurs familles, le risque est majeur et la réponse immédiate et prévisionnelle.

## **9. Le concept de co-développement dans le discours et la pratique d'organisations hispano-marocaines**

Ce chapitre présente les résultats du travail de terrain réalisé dans l'objectif de détecter les différents usages du concept de co-développement et les analyser en contraste avec d'autre approches. Les 10 entretiens ont été effectués dans 4 régions espagnoles et avec des membres d'institutions publiques, d'ONG espagnoles et d'associations d'émigrés marocains<sup>168</sup>.

Les données sont analysées suivant la méthodologie du Frame Analysis (McAdam *et al.*, 1999): l'on identifie plusieurs cadres d'analyse dominants dans le discours, on les explique de manière synthétisée et on les analyse en partant de certaines théories et idées relatives au processus politique, à la globalisation et au développement.

Dans le cas de l'Agence Espagnole de Coopération Espagnole pour le Développement (AECID), organismes chargé de traduire en actions la politique espagnole de coopération, quatre projets pilotes ont vu le jour dans le cadre du plan directeur 2005-2008 pour expérimenter le succès de projets de co-développement dans plusieurs pays (Équateur, Colombie, Sénégal et Maroc). Ces projets ont appliqué l'idée des « transferts productifs », c'est-à-dire l'investissement des transferts monétaires dans projets au niveau local pour créer de l'emploi et des revenus. L'évaluation de leurs impacts a déduit nombreuses difficultés (Mayeur, 2010): la participation des migrants est compliquée, leur adhésion est minime; la mobilisation de flux financiers privés à des fins solidaires n'est pas une pratique récurrente chez toutes les communautés d'immigrés; les banques et les institutions financières sont assez réticents à coopérer; et les résultats des différents projets ont été pauvres en termes de création d'emplois.

---

<sup>168</sup> En raison des élections législatives anticipées de novembre 2011, nous n'avons pas pu effectuer deux entretiens avec des institutions au Maroc, quoique leurs approches restent indiquées dans le chapitre 7.



Le projet implanté en relation avec les émigrants marocains fut accordé à l'ONG Pagesos Solidaris. Il s'insère dans ce que l'organisation appelle Migrations de Travail Temporaires Circulaires. Dirigé donc au collectif de d'immigrants marocains saisonniers qui travaillaient dans la cueillette de fruits à Lleida (Catalogne), il a consisté en leur formation et accompagnement pour qu'ils puissent gérer des initiatives d'investissement de leurs épargnes lors du retour à leurs zones d'origine. Le projet à échoué puisque les saisonniers n'ont pas l'habitude de rester longtemps dans une zone, une fois la saison terminée, ils se déplacent vers d'autres régions et peu d'entre eux opte pour le retour.

Dans le cas de l'Association Ibn Batura (ASCIB) créée par des immigrants marocains en Catalogne et à Madrid, elle réalise plusieurs projets solidaires au Maroc et des projets d'intégration des immigrants en Espagne. Elle considère donc ces actions du co-développement puisque le concept désigne à son avis toute stratégie ou action de développement en origine ou en accueil où participent des citoyens qui ont mené un processus migratoire. Pour cette association, le vrai débat n'est pas l'orientation du co-développement à freiner le flux migratoires, sinon l'impact des projets et la viabilité des actions entreprises.

En résumé, nous détectons dans les 10 cas analysés deux catégories de co-développement: l'officiel et le non officiel. Le premier est le fruit de programmes gouvernementaux et institutionnels, le deuxième est le fruit d'initiatives de la société civile que ce soit celles de groupes informels de migrants, des OSIM ou des ONG espagnoles. Nous détectons également trois modèles de co-développement: celui basé sur la prévention et restriction des flux migratoires à travers des micro-projets orientés vers la création d'emploi et de revenus; celui de l'usage productif des transferts monétaires et des épargnes de la part des migrants circulaires lors de leurs retour en origine; et celui de la capacitation des immigrants et de leurs associations en les considérant les acteurs principaux du co-développement.

Trois cadres d'interprétation sont à indiquer pour analyser le discours et la pratique des organismes étudiés:

- Le cadre de définition du co-développement: les modèles indiqués dans le paragraphe antérieur ont fait objet de débats dans les différentes institutions espagnoles et supranationales. L'influence de ces institutions sur le discours et les activités du co-développement de la part des organisations étudiées est apparente. L'idée du transnationalisme et ses pratiques est présente, mais elle est peu exploitée. Nous déduisons de ce cadre d'analyse que le rôle de l'État est considérablement influent dans la pratique du co-développement, puisqu'il utilise le concept pour la structuration des migrations internationales (Massey *et al.*,

1998). Si Zolberg (1989) estime que le rôle des États doit être lu selon les murs qu'ils élèvent et les petites portes qu'ils ouvrent, dans le cas du co-développement nous pouvons parler de « discours positifs pour des solutions égocentriques ». Adopter le concept à l'implantation de projets de développement orientés à réduire les causes de l'émigration c'est le condamner au même sort de la coopération dont l'efficacité est remise en question (García Quero et Aboussi, 2012).

- Le cadre de planification du co-développement: la multiplicité d'acteurs est un risque pour toute action de développement. La coordination entre les différents intervenants est absente tout comme l'alignement des objectifs avec les besoins urgents des pays. La participation des immigrés n'est pas assurée et leur confiance dans leurs pays d'origine a du mal à s'installer. Une logique de coopération horizontale est donc nécessaire, le travail en réseaux également (De Haas, 2006; Aboussi, 2011b).
- Le cadre de gestion des actions de co-développement: plusieurs facteurs conduisent les projets à l'échec dont justement le fait de centrer les actions sur l'usage productif des transferts et des épargnes dans le but de promouvoir un certain « développement endogène » alors que ce genre de projets est difficile à gérer en vue de la présence de difficultés comme le non retour des immigrants saisonniers ou leur manque d'intérêt pour l'investissement. Également, la figure du migrant est présente dans le discours, mais son rôle n'est pas encore clair; certaines approches le voient comme un médiateur, d'autres comme un agent de développement. Toutefois, l'implication du migrant reste loin d'être effective et le travail en réseaux avec les OSIM et les associations locales en origine s'avère crucial pour une gestion stratégique des initiatives. Ce sont là des anomalies partagées avec le système de coopération espagnole en soit (Rodríguez Carmona, 2002; Aboussi, 2011a).

L'analyse **AFOM** réalisé en tant que synthèse du travail de terrain nous informe sur les grandes réformes dont a besoin le champ du co-développement dans sa pratique institutionnelle et associative: malgré quelques **Atouts** comme l'intérêt de plusieurs acteurs, le débat interne que différentes organisations engagent pour un meilleur usage du concept ou les politiques de connexion que le Maroc a lancé pour récupérer la confiance des MRE, les **Faiblesses** ont diminué jusqu'à aujourd'hui l'impact des initiatives à cause de définitions qui réduisent les connexions positives entre migration et développement et instrumentalisent le concept comme une modalité de gestion migratoire sans aucun consensus avec les pays

d'origine ou implication consultative des OSIM. La phase exploratoire où se trouve le co-développement depuis 2004 en Espagne se trouve actuellement devant certaines **Menaces** comme la récession économique et ses ajustements budgétaires ou le manque d'initiative des pays d'origine dans un moment où l'Europe n'est plus en condition d'investir en coopération. Pour cela, le co-développement a des **Opportunités** limitées et qui dépendent de la volonté des États et des institutions internationales à avancer vers un consensus sur le concept et ses usages, partant d'une logique horizontale de coopération, d'une harmonisation des objectifs avec les priorités de développement en origine et de la planification commune de stratégies bilatérales participative et inclusive des migrants.

Toutes ces réflexions nous obligent à considérer que le co-développement doit être pensé et reconstruit en prenant en considération les différents aspects de gouvernance. C'est pour cela nous optons pour introduire cette variable à ce stade et non avant: les résultats du travail de terrain nous suggèrent de mettre l'accent sur cette variable et la présenter comme un conditionnant principal.

#### **10. Vers une stratégie de co-développement hispano-marocaine: connexions, menaces et priorités**

Une fois effectué le diagnostic des actions publiques et des pratiques relatives au co-développement dans la contexte hispano-marocain, nous disposons d'éléments suffisants pour étudier la possibilité d'établir une stratégie bilatérale qui puisse s'appuyer sur les connexions qui existent entre les deux pays, saisir les opportunités qui se présentent et définir des priorités communes.

Nombreux sont les points de connexion entre le Maroc et l'Espagne dont on peut citer les enjeux géopolitiques, les intérêts économiques et la question migratoire. Ces éléments constituent en même temps des menaces pour les relations des deux pays comme ce fut le cas à maintes reprises. Il y a justement des points de discorde qui peuvent conduire au conflit à n'importe quel moment: l'affaire du Sahara; les villes de Ceuta et Melilla; la délimitation de l'espace maritime; les accords de pêche; l'immigration clandestine et le trafic de drogues entre autres (González del Miño, 2005; Ben Othmane, 2005; López García, 2007; López García y Hernando de Larramendi, 2007; Messari, 2009).

Malgré cela, l'Espagne est le deuxième pays en matière d'Investissement Directs Étrangers (IDE) au Maroc avec plus de 500 entreprises (Mella Márquez, 2005). Ce qui témoigne du bon fonctionnement de la coopération entrepreneuriale et confirme la possibilité de réussir d'autres modalités de coopération. Justement, les deux pays ont des citoyens en

commun, presque 801.690 émigrants marocains résident en Espagne: leur apport en matière de co-développement peut être significatif, mais la situation de certains d'eux en vue de la destruction de l'emploi dans le contexte de crise économique a également besoin d'une réponse de la part des deux pays. C'est pour cela que nous considérons nécessaire et opportune l'élaboration d'une stratégie de co-développement hispano-marocaine qui puisse identifier des priorités d'attention aux MRE vivant en Espagne et de leur implication dans les politiques sectorielles des deux pays. Une vingtaine d'idées est proposée dans ce sens, dont nous pouvons citer : que cette stratégie soit horizontale et parties d'un consensus sur le concept; que le co-développement soit institutionnel et « multiactoriel », c'est-à-dire qu'il fasse objet d'une planification assurée par les institutions publiques et avec les participations des différents acteurs; que ce soit aligné avec les plans de développement et les politiques sectorielles; qu'il y ait une réponse aux opportunités offertes par l'espace transnational en matière de dynamiques sociales, culturelles, économiques et politiques; et que cette stratégie garantisse le protagonisme des migrants marocains en gagnant leur confiance par des politiques d'intégration et de connexion.

Ce qui fait que la stratégie proposée applique la définition du co-développement apportée dans les conclusions partielles et s'insère dans une logique collaborative et génératrice de richesse pour les deux pays en se basant sur les trois axes de coopération sociale, de coopération économique et de coopération pour le développement.

### **En guise de conclusion**

Tout au long de notre thèse, nous avons essayé d'argumenter que le co-développement, selon le discours et la pratique des institutions nationales et supranationales, est instrumentalisé pour la structuration des migrations internationales. Cette approche remet en question les intentions solidaires des pays du Nord et installe plus de doutes concernant les politiques de coopération puisque, dans ce cas, elles sont orientées à des intérêts spécifiques en relation avec les politiques migratoires alors qu'elles sont supposées intervenir pour réduire les inégalités et contribuer au développement humain dans les pays qui en ont le plus besoin. D'autant plus, cette logique est assez erronée et n'aboutit même pas à ses fins car le système migratoire est complexe en vue de la présence de plusieurs facteurs qui empêchent de contrôler les flux migratoires dont justement ceux créés par la globalisation et ceux relatifs aux configurations de l'espace transnational.

La proposition alternative à cette perspective consiste en maximiser les effets de la migration sur le développement dans les deux contextes d'origine et d'accueil, en profitant

des opportunités transnationales offertes en grande partie par les pratiques sociales, économiques et politiques des migrants, et en associant la gestion du dossier aux principes de la bonne gouvernance selon les définitions que nous avons précisé par rapport au développement, aux politiques publiques et au Troisième Secteur.

Cette nouvelle approche du co-développement défend un paradigme horizontal de la coopération où deux pays établissent une stratégie bilatérale pour maximiser les effets des connexions économiques en encourageant l'initiative des migrants ; reconfigurer la coopération au développement pour l'orienter aux priorités sectorielles les plus urgentes dans les zones les plus démunies; et surtout répondre aux demandes des migrants et leurs besoins en matière d'attention sociale. Les migrants ont besoin justement de se sentir à l'aise dans l'espace transnational si on cherche leur adhésion aux actions de co-développement. Cela exige de changer la logique des politiques d'intégration de la part des pays d'accueil et les réticences quant à la participation politique des migrants de la part des pays d'origine. Il s'agit d'avancer vers l'idée de la citoyenneté transnationale basée sur les droits des individus indépendamment des considérations territoriales.

En appliquant cette proposition au cas hispano-marocain, les deux pays ont intérêt à avancer vers une collaboration plus efficace dans une logique de win-win-win où les États et les migrants qu'ils ont en commun sont tous gagnants. Quoique, pour cela, le Maroc a besoin d'adopter en premier lieu le concept de co-développement en l'introduisant explicitement dans sa politique migratoire et en le connectant avec un plan général de développement.

Notre proposition est une tentative *d'humaniser l'approche néo-libérale, de globaliser la vision étatique et d'institutionnaliser les pratiques informelles*. Les enjeux de la gouvernance, du transnationalisme et de la citoyenneté corroborent cette option, peut être un peu idéaliste, mais oh combien nécessaire en ces temps de crise systémique.



- ABC (2012). Los problemas de liquidez amenazan a las Comunidades Autónomas. Accesible en: <http://www.abc.es/videos-espana/20120112/problemas-liquidez-amenazan-comunidades-1386105366001.html> (Consulta: 01/08/2012).
- Aboussi, Mourad (2011a). Riesgos y retos de la cooperación al desarrollo: el papel de las ONGD y universidades. Una aproximación desde la intervención española en Marruecos. *Revista Española del Tercer Sector*, 16, 105-119.
- Aboussi, Mourad (2011b). La nueva política migratoria marroquí ante retos de transnacionalismo y codesarrollo. *Revista de Estudios Internacionales Mediterráneos*, 10, 102-115.
- Aboussi, Mourad (2011c). 25-N ¿un choque de hegemonías? Marruecos Digital (17/10/11). Accesible en: <http://www.marruecosdigital.net/xoops/modules/wfsection/article.php?articleid=4637> (Consulta: 01/08/2012).
- Aboussi, Mourad (2011d). La Emergencia de la Sociedad Marroquí en el Extranjero. En García Castaño, Javier y Kressova, Nina (Coords.), *I Congreso Internacional sobre Migraciones en Andalucía* (1181-1186). Granada: Instituto de Migraciones.
- Aboussi, Mourad y Fernando García Quero (2011). Crisis financiera y transferencias de los inmigrantes. Análisis de impactos sobre el desarrollo de Marruecos. En Carlos de Castro, Elena Gadea y Natalia Moraes, *El Mediterráneo y sus migraciones*. Murcia: Editorial de la Universidad de Murcia.
- Aboussi, Mourad y Fernando García Quero (2012). Las iniciativas empresariales de los inmigrantes en Andalucía desde un enfoque institucional: contextos, actores y oportunidades. En Fernando López Castellano, Fernando García Quero y Mourad Aboussi (Eds.), *Empresariado inmigrante, instituciones y desarrollo* (201-245). Granada: Comares.
- Adelman, Howard (1995). *Legitimate and illegitimate Discrimination: New Issues in Immigration*. York Lanes Press. Toronto.
- Africa Union (2006a). Conférence Ministérielle UE-Afrique sur la Migration et le Développement. Accesible en: [http://www.africa-union.org/root/au/Conferences/Past/2006/November/SA/EU/EU-AU\\_fr.htm](http://www.africa-union.org/root/au/Conferences/Past/2006/November/SA/EU/EU-AU_fr.htm)
- Africa Union (2006b). Déclaration conjointe afrique-ue sur la migration et le développement. Accesible en: <http://www.africa-union.org/root/au/Conferences/Past/2006/November/SA/EU/fr/Projet%20de%20déclarationminUE-Afrique.doc>

- Agrela, Belén (2006). *Análisis antropológico de las políticas sociales dirigidas a la población inmigrante*. Tesis doctoral dirigida por Carmen Gregorio. Universidad de Granada.
- Al Amana (2010). Les transferts des MRE crise ou reprise? *Lettre d'information AmaNews*, 198 (7). Accesible en: <http://www.alamana.org.ma/pdf/fichier/amanews198fr.pdf> (Consulta: 12/09/2011).
- Alonso Zarraga, María y Jara Henar Pi (2012). La estrategia de migraciones y desarrollo de Fundación Habitáfrica: algunas prácticas y reflexiones. En Mourad Aboussi (Coord.), *El codesarrollo a debate* (195-206). Granada: Comares.
- Alonso, José Antonio (2004). Emigración y desarrollo: implicaciones económicas. En Alonso, José Antonio (Ed.), *Emigración, pobreza y desarrollo* (15-70). Madrid: La Catarata.
- Amin, Samir (1974). *Sobre el desarrollo desigual de las formaciones sociales*. Barcelona: Anagrama.
- Amin, Samir (1990). *Maldevelopment: Anatomy of a Global Failure*. London: Zed Books.
- AMSED-MPDL (2009). Co-développement Maroc-Espagne. *Bulletin n° 1*. Documento interno.
- Ancelovici, Marcos y Stéphanie Rousseau (2009). Les mouvements sociaux et la complexité institutionnelle. *Sociologie et Sociétés*, *XLI*(2), 5-14.
- Arab, Chadia (2011). *La migration circulaire féminine, vecteur de développement*. Barcelona: Fundación CIREM.
- Arango, Joaquín (1992). Los dilemas de las políticas de inmigración en Europa. *Cuenta y Razón del Pensamiento Actual*, 73-74, 46-54.
- Arango, Joaquín (1993). El Sur en el sistema migratorio europeo. Evolución reciente y perspectivas. *Política y Sociedad*, 12, 7-20.
- Armstrong, Elisabeth y Mary Bernstein (2008). Culture, Power and Institutions: A Multi-Institutional Politics Approach to Social Movements. *Sociological Theory*, 26(1), 74-99.
- ASCIB (2012a). Quienes somos. Accesible en: <http://ascib.blog.pangea.org/quienes-somos/> (Consulta: 12/04/2012).
- ASCIB (2012b). Cooperación y codesarrollo. Accesible en: <http://ascib.blog.pangea.org/cooperacion-y-codesarrollo/> (Consulta: 12/04/2012).
- Association Maroc Entrepreneurs (2012). À propos de l'Association Maroc Entrepreneurs. Accesible en: <http://www.marocentrepreneurs.com/index.php?id=139> (Consulta: 12/04/2012).
- Atienza, Jaime (2004). La cooperación para el desarrollo en contextos de alta migración, de las ideas a la práctica: el "Plan migración, comunicación y desarrollo Ecuador España".



- En Alonso, José Antonio (Ed.), *Emigración, pobreza y desarrollo* (185-210). Madrid: La Catarata.
- Aubarell, Gemma (2003). El codesarrollo en el área euromediterránea: elementos para la reflexión. En *II Jornadas sobre Inmigración y desarrollo*. Lleida: Unió de Pagesos-COAG.
- Aubarell, Gemma y Xavier Aragall (2005). Immigration and the Euro-Mediterranean Area: Keys to Policy and Trends. *EuroMesco Papers*, 47. Lisboa: EuroMesco Secretariat.
- Audran, Jérôme (2008). Gestion des flux migratoires: réflexions sur la politique française de codéveloppement. *Annuaire suisse de politique de développement*, 27(2), 101-113.
- AVAR (2012). Quienes somos. Accesible en: <https://www.avarong.org/> (Consulta: 12/04/2012).
- Bacaria, Jordi (1998). *Migración y cooperación mediterráneas: Transferencias de los emigrantes residentes en España e Italia*. Barcelona: Edición Icaria.
- Badie, Bertrand (1995). *La fin des territoires*. Paris : Fayard.
- Badie, Bertrand (2000). D'une souveraineté fictive à une post-souveraineté incertaine. *Studia Diplomatica*, LIII(5).
- Badie, Bertrand y Catherine Wihtol de Wenden (1994). *Le Défi migratoire : questions de relations internationales*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Banco Mundial (1992). *Governance and Development*. Washington D.C.
- Banco Mundial (1997). The State in a changing World. Accesible aquí: [http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSPContentServer/WDSP/IB/1997/06/01/000009265\\_3980217141148/Rendered/PDF/multi0page.pdf](http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSPContentServer/WDSP/IB/1997/06/01/000009265_3980217141148/Rendered/PDF/multi0page.pdf) (Consulta: 02/02/2012).
- Banco Mundial (2009). Global Development Finance: Charting a Global Recovery. Accesible en: [http://siteresources.worldbank.org/INTGDF2009/Resources/gdf\\_combined\\_web.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTGDF2009/Resources/gdf_combined_web.pdf) (Consulta: 02/02/2012).
- Bantman, Béatrice (1999). Immigration: l'échec de la méthode Sami Naïr, le « codéveloppement » du chevènementiste ne démarre pas. *Libération* (8 juillet 1999).
- Baran, Paul (1957). *The Political economy of Growth*. Nueva York: Monthly Review Press.
- Barbieri, William (1998). *Ethics of Citizenship, Immigration and Group Rights in Germany*. Durham: Duke University Press.
- Bardhan, Pranab (2001). Understanding Underdevelopment: Challenges for Institutional Economics from the Poor Country Perspective. En Gudrun Kochendörfer-Lucius y Boris Pleskovic (Eds.), *Institutional Foundations of a Market Economy* (176-201). Berlin: German Foundation for International Development (DSE).

- Barret, Philippe (2000). Le codéveloppement: un Nouveau regard sur l'immigration. *VEI Enjeux, hors série n° 3*.
- Basch, Linda; Glick-Schiller, Nina y Cristina Szanton Blanc (1994). *Nations unbound. rojects, postcolonial predicaments and deterritorialized nations states*. New York: Gordon and Breach.
- Bauman, Zygmunt (1998). *Globalization: The Human Consequences*. Cambridge: Polity Press.
- Beck, Ulrich (1999). *¿Qué es la globalización?* Barcelona: Paidós.
- Belguendouz, Abdelkrim (2009). *Le Maroc et l'Im(é) migration, Quelles politiques, Quelles institutions, Quelle citoyenneté ?* Rabat : Imprimerie Beni Snassen.
- Belguendouz, Abdelkrim (2010). Compétences marocaines expatriées, quelles politiques de mobilisation suivie pour le développement du Maroc ? du TOKTEN au FINCOME. *CARIM AS 2010/21*. Robert Schuman Centre For Advanced Studies.
- Bellina, Séverine (2008). Introduction. En Séverine Bellina, Hervé Magro y Violaine de Villemeur (Dir.), *La gouvernance démocratique, un nouveau paradigme pour le développement ?* (4-28). Paris: Éditions Karthala.
- Ben Othmane, Mohamed Larbi (2005). Marruecos-España: un uso desestructurante de la Historia. En Carla Fibla García-Sala (Coord.), *España-Marruecos desde la orilla sur* (66-70). Barcelona: Icaria.
- Bénat-Tachot, Louise y Serge Gruzinski (dirs). *Passeurs culturels. Mécanismes de métissage*. Paris: Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- Benchrifá, Abdellatif (1993). Migration extérieure et développement agricole au Maroc. Etat de la connaissance, observations empiriques récentes, et perspectives de recherches futures. *Revue de Géographie du Maroc, 15(1-2)*, 51-92.
- Benchrifá, Abdellatif (1994). Effets Économiques et Sociaux de l'Émigration sur le Milieu Rural d'Origine. En Kacem Basfao y Hind Taarji (Dir.), *L'Annuaire de l'Émigration Maroc*. Rabat: Fondation Hassan II pour les Marocains Résidant à l'Étranger.
- Bhagwati, Jagdish (2004). *In Defense of Globalization*. Oxford: Oxford University Press.
- Bloemraad Irene (2004). Who claims Dual Citizenship? The limits of Postnationalism, the possibilities of transnationalism and the persistence of Citizenship. *International Migration Review, 38(2)*, 389-426.
- Bouayach, Amina (2003). Reforma de la 'Mudawana' en Marruecos, la duda y la demagogia han prevalecido durante años en torno a la revisión del estatuto de la mujer. Por fin Mohamed VI se ha decidido a reformarlo. *Afkar/Ideas, 1*, 116-119.

- Bouoiyour, Jamal (2008). Diaspora et Développement : quelles interactions dans le cas marocain ? *Migrations Société*, 120, 103-129.
- Bourdieu, Pierre (1999). Préface. En Abdelmalek Sayad, *La double absence*. Paris: Seuil.
- Boussetta, Hassan (2001). *Immigration, post immigration politics and the political mobilization of ethnic minorities. A comparative case-study of Moroccans in four european cities*. Tesis doctoral dirigida por Marc Swyngedouw y Han Entzinger. Université Catholique de Bruxelles.
- Bozzini, Emanuela y Enjolras, Bernard (2011). *Governing ambiguities: New Forms of Local Governance and Civil Society*. Nomos Verlag: Baden-Baden.
- Brand, Laurie (2002). States and their Expatriates: Explaining the development of Tunisian and Moroccan Emigration. *Related Institutions Working Paper*, 52. Center for Comparative Immigration Studies.
- Brésillon, Thierry (2006). Le développement: une alternative? *Faim Développement Magazine*, 212.
- Bulletin Officiel (2008). Dahir n° 1-07-208 portant création du conseil de la communauté marocaine à l'étranger", 7 de febrero de 2008. Accesible en: [http://www.ccme.org.ma/fr/images/stories/LTD/FES/LE\\_CONSEIL/BO\\_Dahir-version\\_francaise.pdf](http://www.ccme.org.ma/fr/images/stories/LTD/FES/LE_CONSEIL/BO_Dahir-version_francaise.pdf) (Consulta: 4/01/2010).
- Burchell, Graham ; Gordon, Colin y Peter Miller (1991). *The Foucault Effect, Studies in Governmentality*. Chicago: The University of Chicago Press.
- Burnell, Peter (1997). *Foreing Aid in a changing world*. Filadelfia: Open University Press.
- Bustelo, Pablo (1999). *Teorías contemporáneas del desarrollo económico*. Madrid : Editorial Síntesis.
- C.V (2007). Hollande clarifie ses positions sur l'immigration. Accesible en: <http://lci.tfl.fr/politique/elections-presidentielles/hollande-clarifie-ses-positions-sur-l-immigration-7201031.html>
- Castells, Manuel (1996). *The Information Age: Economy, Society and Culture (Vol. I): The Rise of the Network Society*. Oxford: Blackwell.
- Castells, Manuel (1998). *The Information Age: Economy, Society and Culture (Vol. III): End of Millennium..* Cambridge, MA; Oxford, UK: Blackwell.
- Castles, Stephen y Raúl Delgado Wise (2007). Migración y Desarrollo: perspectivas desde el Sur. En Stephen Castles y Raúl Delgado Wise (Coords.), *Migración y Desarrollo: Perspectivas desde el sur* (5-18). México: Miguel Ángel Porrúa, UAZ, RIMD, SEGOB, INM, CONAPO, IMI, University of Oxford, IOM.

- CEIMIGRA (2010). Memoria Fundación Ceimigra 2010. Accesible en: [http://www.ceimigra.net/images/stories/Memoria\\_de\\_Actividades\\_2010.pdf](http://www.ceimigra.net/images/stories/Memoria_de_Actividades_2010.pdf)
- CEIMIGRA (2011). Identidad de Ceimigra. Accesible en: <http://www.ceimigra.net/images/stories/Ceimigra.pdf>
- Cervilla, M<sup>a</sup> Dolores e Isabel Zurita (2010). *El derecho de familia marroquí. La mudawana 2004 desde el derecho español*. Cádiz: Difusión Jurídica.
- Cesari, Jocelyne (2002). Une contribution au débat sur la mondialisation. En Jocelyne Cesari (Dir.), *La Méditerranée des Réseaux. Marchands, entrepreneurs et migrants entre l'Europe et le Maghreb* (7-26). Paris: Maisonneuve et Larose.
- CGIE (2012). Testo unico della legge inctitutiva del CGIE. Accesible en: <http://www.cgie.it/legge.asp?menu=legge> (Consulta: 12/04/2012).
- Chang, Ha-Joon (2004). *Retirar la escalera. La estrategia del desarrollo en perspectiva histórica*. La Catarata, Madrid.
- Chang, Ha-Joon (2008). *¿Qué fue del buen samaritano? Naciones Ricas, Políticas pobres*. Intermón Oxfam, Madrid.
- Charef, Mohamed (1986). *L'émigration internationale marocaine et son rôle dans la production du logement au Maroc : une approche sociale, économique et spatiale*. Tesis doctoral dirigida por Gildas Simon. Université de Poitiers.
- Châtaigner, Jean-Marc (2008). Quelle boîte à outils pour la gouvernance démocratique ? En Séverine Bellina, Hervé Magro y violaine de Villemeur (Dir.), *La gouvernance démocratique, un nouveau paradigme pour le développement ?* (469-485). Paris: Éditions Karthala.
- Chávez Becker, Carlos (2010). Relevancia social y gobernanza democrática: una aproximación desde el desempeño organizacional. En Matilde Luna y Cristina Puga (Coords.), *Nuevas perspectivas para el estudio de las asociaciones* (205-232). Barcelona: Anthropos.
- Checa Olmos, Juan Carlos; Arjona Garrido, Ángles; Lorenz, David y Montserrat Monserrat (2012). Prácticas transnacionales de los jóvenes inmigrantes en Andalucía. En Mourad Aboussi (Coord.), *El codesarrollo a debate* (167-182). Granada: Comares.
- CIREM (2010). Diagnostic sur les besoins en formation des femmes marocaines saisonnières. Documento interno.
- Codenaf (2011). Qué es Codenaf. Accesible en: <http://www.codenaf.net/portal/index.php/equipo-profesional.html> (Consulta: 12/04/2012).
- Cohen, Robin (1997). *Global Diasporas: an introduction*. Londres: Routledge.

- Cohen, James (2007). Transnationalisme des migrants face aux frontières de l'État nation : les Etats-Unis et leurs Suds. *La pensée*, 350, 5-14.
- Colectivo IOE (2012). Crisis e inmigración marroquí en España. Estudio para el CCME, documento interno.
- Comisión Europea (2000). COM(2000) 757 final. Una política comunitaria de migración. Accesible en: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2000:0757:FIN:ES:PDF> (Consulta: 24/11/2011)
- Comisión Europea (2002). COM(2002) 703 final. Integración de las cuestiones de migración en las relaciones de la Unión Europea con países terceros. Accesible en: [http://europa.eu/legislation\\_summaries/justice\\_freedom\\_security/free\\_movement\\_of\\_persons\\_asylum\\_immigration/133207\\_es.htm](http://europa.eu/legislation_summaries/justice_freedom_security/free_movement_of_persons_asylum_immigration/133207_es.htm) (Consulta: 24/11/2011)
- Comisión Europea (2003). COM(2003) 104. Wider Europe - Neighbourhood: A New Framework for Relations with our Eastern and Southern Neighbours. Accesible en: [http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+REPORT+A5-2003\\_0378+0+DOC+XML+V0//EN](http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+REPORT+A5-2003_0378+0+DOC+XML+V0//EN) (Consulta: 24/11/2011)
- Comisión Europea (2005a). COM(2005) 184 final. Programa de La Haya: Diez prioridades para los próximos cinco años Una asociación para la renovación europea en el ámbito de la libertad, la seguridad y la justicia. Accesible en: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2005:0184:FIN:ES:PDF> (Consulta: 24/11/2011)
- Comisión Europea (2005b). COM(2005) 390 final. El nexo entre migración y desarrollo: algunas orientaciones concretas para la cooperación entre la UE y los países en vías de desarrollo. Accesible en: [http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/COMM\\_390\\_migration\\_es\\_2005.pdf](http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/COMM_390_migration_es_2005.pdf) (Consulta: 24/11/2011)
- Comisión Europea (2005c). COM(2005) 123 final. Programa marco de solidaridad y gestión de los flujos migratorios para el período 2007-2013. Accesible en: [http://europa.eu/legislation\\_summaries/justice\\_freedom\\_security/free\\_movement\\_of\\_persons\\_asylum\\_immigration/114509\\_es.htm](http://europa.eu/legislation_summaries/justice_freedom_security/free_movement_of_persons_asylum_immigration/114509_es.htm) (Consulta: 24/11/2011)
- Comisión Europea (2005d). COM(2005) 621 final. Prioridades de actuación frente a los retos de la inmigración: Primera etapa del proceso de seguimiento de Hampton Court. Accesible en: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2005:0621:FIN:ES:PDF> (Consulta: 24/11/2011)

- Comisión Europea (2006a). COM(2006) 26 final. Programa temático de cooperación con terceros países en materia de migración y asilo. Accesible en: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2006:0026:FIN:ES:PDF>  
(Consulta: 24/11/2011)
- Comisión Europea (2006b). COM(2006) 735 final. El Planteamiento global sobre la migración un año después: Hacia una política global europea en materia de migración. Accesible en: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2006:0735:FIN:ES:PDF>  
(Consulta: 24/11/2011)
- Comisión Europea (2006d). COM(2006) 402 final sobre las prioridades políticas en la lucha contra la inmigración ilegal de los nacionales de terceros países. Accesible en: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2006:0402:FIN:ES:PDF>  
(Consulta: 24/11/2011)
- Comisión Europea (2008). COM(2008) 359 final. Una Política Común de Emigración para Europa: Principios, medidas e instrumentos. Accesible en: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2008:0359:FIN:ES:PDF>  
(Consulta: 24/11/2011)
- Comisión Mundial sobre las Migraciones Internacionales (2005). *Las migraciones en un mundo interdependiente: nuevas orientaciones para actuar*. Suiza: CMM.
- CONGDE (2011). Documento Marco sobre la idea y las prácticas del Codesarrollo. Documento interno.
- Consejo de Cooperación al Desarrollo- Grupo de Trabajo de Codesarrollo (2007). Documento de consenso, versión revisada. Accesible en: <http://www.maec.es/es/MenuPpal/Cooperacion%20Internacional/Publicaciones%20y%20documentacin/Documents/Documento%20de%20Consenso.pdf> (Consulta: 12/02/2012)
- Consejo Europeo (2006). Consejo Europeo de Bruselas 15 y 16 de diciembre de 2005, conclusiones de la Presidencia. Accesible en: <http://www.maec.es/SiteCollectionDocuments/Espana%20y%20la%20Union%20Europea/Políticas%20Comunitarias/MedioAmbiente/87658.pdf> (Consulta: 24/11/2011)
- Consejo Europeo (2008). Pacte Européen sur l'immigration et l'asile. Accesible en: <http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/08/st13/st13440.fr08.pdf> (Consulta: 24/11/2011)
- Cortés Maisonave, Almudena (2010). La reinención del nexo migración y desarrollo desde el Sur de Europa: el caso de Ecuador y España. *Relaciones Internacionales*, 14, 39-58.

- Cot, Jean-Pierre (1984). *A l'épreuve du pouvoir. Le tiers mondisme, pour quoi faire ?* Paris : Seuil.
- Danese, Gaïa (2000). *Des citoyens « non-nationaux » pour des espaces démultipliés. Organisation collective, interaction sociale et participation politique des immigrés en Espagne et en Italie.* Tesis doctoral dirigida por Bertrand Badie. Institut d'Études Politiques-Paris.
- Daniele Archibugi y David Held (1995). *Cosmopolitan Democracy. An Agenda for a New World Order.* Cambridge: Polity Press.
- Daoud, Zakya (1997). *Marocains des deux rives.* Paris : Les Éditions de l'Atelier/Éditions ouvrières.
- Daoud, Zakya (2002). *De l'immigration à la citoyenneté. Itinéraire d'une association maghrébine en France : l'ATMF, 1960-2003.* Paris : Mémoire de la Méditerranée.
- Daum, Christophe (1993). *Quand les immigrés construisent leur pays.* Paris: Éditions l'Harmattan.
- Daum, Christophe (1999). Les migrants, acteurs du développement : une reconnaissance qui tarde à voir le jour. Accesible en: <http://www.globenet.org/aitec/contributions/migrants.htm> (Consulta: 12/09/2011).
- Daum, Christophe (2000). Typologie des Organisations de solidarité issues de l'immigration. Rapport pour la Commission Coopération-Codéveloppement / Ministère des Affaires étrangères.
- Daum, Christophe (2008). Le codéveloppement, grandeur et décadence d'une idée généreuse. *La revue internationale et stratégique*, 68, 49-60.
- Daum, Christophe (2010). Fenómenos migratorios y desarrollo de los países de origen. En VV.AA, *Migraciones y desarrollo* (59-81). Barcelona: Anthropos.
- De Haas, Hein (2006). *De l'implication des Diasporas, comment les Etats et les Agences pour le Développement peuvent appuyer l'engagement des diasporas dans le développement des pays d'origine.* Oxford : Institut International des Migrations.
- De Haas, Hein y Simona Vezzoli (2010). Time to temper the faith: Comparing Migration and Development experiences of Mexico and Morocco. *Migration Information Source.* Accesible en: <http://www.migrationinformation.org/Feature/display.cfm?ID=791>
- De Mas, Paolo (1978). *Marges marocaines, les limites de la coopération au développement dans une région périphérique, las cas du Rif.* La Haye: Proyecto Rempold.
- De Muynck, Katrien (2006). El caso francés: la primera política oficial de codesarrollo. Accesible en: <http://www.codesarrollo->

[cideal.org/images/codesarrollo/VD\\_articulo\\_Katrien\\_Francia.pdf](http://cideal.org/images/codesarrollo/VD_articulo_Katrien_Francia.pdf)

(Consulta:

03/04/2011).

De Myunk, Katrien (2006). El caso francés: la primera política oficial de codesarrollo.

Accesible

en:

[http://www.cities-](http://www.cities-localgovernments.org/committees/fccd/Upload/library/elcasofranc%C3%A9s.pdf)

[localgovernments.org/committees/fccd/Upload/library/elcasofranc%C3%A9s.pdf](http://www.cities-localgovernments.org/committees/fccd/Upload/library/elcasofranc%C3%A9s.pdf)

(Consulta: 03/04/2011).

De Sousa Santos, Buenaventura. (2005). *El milenio huérfano. Ensayos para una nueva cultura política*. Madrid: Trotta.

Deacon, Bob (2007). *Global Social Policy and Governance*. Sheffield: Sage.

Delegación del Gobierno para la Extranjería y la Inmigración (2001). Balance 2001,

Programa

GRECO.

Accesible

en:

[http://www.mir.es/DGRIS/Balances/Balance\\_2001/pdf/balan01\\_balanceinmigr.pdf](http://www.mir.es/DGRIS/Balances/Balance_2001/pdf/balan01_balanceinmigr.pdf)

(Consulta: 03/04/2011).

Della Porta, Donatella y Sidney Tarrow (Dir.) (2005). *Transnational Protest and Global Activism*. Lanham: Rowman & Littlefield Publishers.

Desrues Thierry (2007). Maroc. Chronique politique: Entre État de droit et droit de l'État, la difficile émergence de l'espace public au Maroc. *L'Année du Maghreb 2005-2006*, 263-292.

DGPOLDE (2005a). Plan Director de la Cooperación Española 2005-2008. Accesible en:

[http://www.maec.es/SiteCollectionDocuments/Cooperación%20española/Publicaciones/Plan\\_Director\\_Esp.pdf](http://www.maec.es/SiteCollectionDocuments/Cooperación%20española/Publicaciones/Plan_Director_Esp.pdf) (Consulta: 03/04/2011).

DGPOLDE (2005b). Documento de Estrategia País- Marruecos. Accesible en:

[http://www.maec.es/SiteCollectionDocuments/Cooperación%20española/Publicaciones/DEP\\_Marruecos.pdf](http://www.maec.es/SiteCollectionDocuments/Cooperación%20española/Publicaciones/DEP_Marruecos.pdf) (Consulta: 03/04/2011).

DGPOLDE (2005c). Documento de Estrategia País- Ecuador. Accesible en:

[http://elpais.com/elpais/2008/10/02/actualidad/1222935424\\_850215.html](http://elpais.com/elpais/2008/10/02/actualidad/1222935424_850215.html) (Consulta: 03/04/2011).

DGPOLDE (2009). Plan Director de Cooperación Española 2009-2012. Accesible en:

<http://www.casafrika.es/casafrika/Inicio/PlanDirectorCooperacionEspanola09-12.pdf>

(Consulta: 03/04/2011).

Díaz Aznarte, María Teresa (2010). El trabajador extranjero en situación administrativa irregular. En José Luis Monereo Pérez (Dir.), *Protección jurídico social de los trabajadores extranjeros* (405-424). Granada: Comares.



- Díaz Aznarte, María Teresa (2010). Marcos supranacionales, europeo, nacional y autonómicos de Relaciones Laborales. En VV.AA, Manual de teoría de las Relaciones Laborales (117-143). Madrid: Tecnos.
- Dingwerth, Klaus (2004). Democratic Governance beyond the State: Operationalising an Idea. *Global Governance Working Paper, 14*, 9-35.
- Dirección General de Inmigración y Cooperación al Desarrollo (2009). Plan de cooperación de Madrid 2009-2012. Accesible en: <http://www.madrid.es/UnidadesDescentralizadas/CooperacionEInmigracion/Cooperacion/EspecialesInformativos/ProgramaCoopDesarrollo/PlanGen/Plan%20General%202009-2012..pdf> (Consulta: 03/04/2011).
- Dufour, Pascale y Renaud Goyer (2009). Analyse de la transnationalisation de l'action collective, proposition pour une géographie des solidarités transnationales. *Sociologie et Sociétés, XLI*.
- Econostrum (2012). La Realpolitik domine les relations entre l'Espagne et le Maroc. Accesible en: [http://www.econostrum.info/La-Realpolitik-domine-les-relations-entre-l-Espagne-et-le-Maroc\\_a4049.html](http://www.econostrum.info/La-Realpolitik-domine-les-relations-entre-l-Espagne-et-le-Maroc_a4049.html) (Consulta: 03/02/2012).
- E-Consulta, 2011. 15 mil proyectos impulsados con programa tres por uno para migrantes. Accesible en: [http://e-tlaxcala.mx/index.php?option=com\\_k2&view=item&id=8106:15-mil-proyectos-impulsados-con-programa-tres-por-uno-para-migrantes&Itemid=312](http://e-tlaxcala.mx/index.php?option=com_k2&view=item&id=8106:15-mil-proyectos-impulsados-con-programa-tres-por-uno-para-migrantes&Itemid=312) (Consulta: 03/04/2011).
- El Bazi, Belbazi. (2008). Transferts MRE. Accesible en: <http://www.indymedia.be/index.html%3Fq=node%252F29627.html> (Consulta: 03/04/2011).
- EL Bchiri Leïla (2011). Place de la femme dans le droit musulman à travers l'exemple du code de la famille du Maroc: la moudawana entre tradition et modernité. *Reliures, 26*.
- EL Madmad, Khadija (2009). Maroc: la dimension juridique des migrations. En Philippe Fargues (Éd.), *Migrations Méditerranéennes, Rapport 2008-2009*. CARIM, Robert Schuman Centre for Advanced Studies.
- El Mouden, Wadie (2009). MRE : la recette d'une mise en confiance. Accesible en: <http://www.biladi.fr/mre-la-recette-d-une-mise-en-confiance> (Consulta: 05/01/2010).
- El Mundo (2012). El Gobierno reduce en un 65,4% el presupuesto de ayuda al desarrollo. Accesible en: <http://www.elmundo.es/elmundo/2012/04/03/solidaridad/1333448832.html> (Consulta: 03/06/2012).

- El País (2008). El congreso aprueba el plan de retorno voluntario para inmigrantes desempleados. Accesible en: [http://elpais.com/elpais/2008/10/02/actualidad/1222935424\\_850215.html](http://elpais.com/elpais/2008/10/02/actualidad/1222935424_850215.html) (Consulta: 14/10/2010).
- EMCEMO (2012). Sociale Cohesie. Accesible en: [http://www.emcemo.nl/index.php?option=com\\_content&view=article&id=38&Itemid=53](http://www.emcemo.nl/index.php?option=com_content&view=article&id=38&Itemid=53) (Consulta: 03/06/2012).
- Enjolras, Bernard (2009). A governance-structure approach to voluntary organizations. *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*, 38(5), 761–783.
- Ennaji, Mohammed (2008). Il faut un torrent économique pour briser les résistances culturelles. *Economia*, 3, 130-136.
- ENPI (2011). Euromed Migration II. Accesible en: [http://www.enpi-info.eu/mainmed.php?id\\_type=10&id=111](http://www.enpi-info.eu/mainmed.php?id_type=10&id=111) (Consulta: 03/04/2011).
- Escala-Rabadán, Luis; Bada Xóchitl y Gaspar ribera-Salgado (2006). Mexican Migrant Civic and Policial Participation in the U.S: The Case of Hometown Associations in Los Angeles and Chicago. *Norteamérica*, 1(2), 127-172.
- Escrivá, Ángeles (2009). Introducción. En Ángeles Escrivá, Anastasia Bermúdez y Natalia Moraes (EDS.), *Migración y participación política* (9-16). Consejo Superior de Investigaciones Científicas. Madrid.
- Espadas Alcázar, M<sup>a</sup> Ángeles y Tomás Alberich (2010). *Ser parte y tomar parte. Análisis y propuestas sobre asociacionismo y participación ciudadana en Jaén*. Jaén: Editorial de la Universidad de Jaén.
- Espadas, M<sup>a</sup> Ángeles; Aboussi, Mourad y Enrique Raya Lozano (2012). Associations of Immigrants in the Third Sector in Andalucía: Governance and Networking Issues. *Voluntas: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations*. DOI: 10.1007/s11266-012-9277-x
- Esteva, Gustavo (1996). Desarrollo. En Wolfgang Sachs (Ed), *Diccionario del desarrollo. Una guía del conocimiento como poder*. Perú: PRATEC.
- Fairclough, Norman (1995). *Critical Discourse Analysis, The critical study of language*. London y New York: Longman.
- Faist, Thomas (2000). *The volume and dynamics of international migration and transnational social spaces*. Oxford: Clarendon Press.
- Fargues, Philippe (2003). Les politiques migratoires en Méditerranée Occidentale : contexte, contenu, perspectives. En Organisation Internationale pour les Migrations (Ed.),

*Dialogue 5+5 sur la Coopération migratoire en Méditerranée Occidentale, Rencontre ministérielle de Tunis, 16-17 Octobre 2002.*

FCCD (2008). Plan Estratégico 2008-2012. Accesible en: [http://www.fonscatala.org/upload/archivos//20110309\\_0236PlaEstrategic.pdf](http://www.fonscatala.org/upload/archivos//20110309_0236PlaEstrategic.pdf)

(Consulta: 03/06/2012).

FCCD (2012). Quà és el fons Català. Accesible en: [http://www.fonscatala.org/elfons/index.php?id\\_pagina=90](http://www.fonscatala.org/elfons/index.php?id_pagina=90) (Consulta: 03/06/2012).

FMI (2008). Morocco: Financial System Stability Assessment. Accesible en: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2008/cr08333.pdf> (Consulta: 14/10/2010).

Fondation Mohammed V pour la solidarité (2009). Marhaba: une action humanitaire unique. Accesible en: <http://www.fm5.ma/?q=marhaba> (Consulta: 14/10/2010).

Foucault, Michel (2008). *Le Gouvernement de Soi et des Autres: Cours au Collège de France (1982-1983)*. Paris : Gallimard.

France Diplomatie (2006). Conférence euro-africaine sur les Migrations et le Développement. Accesible en: <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/02rabat.pdf> (Consulta: 14/10/2011).

France Diplomatie (2008). Déclaration Commune du Sommet de Paris pour la Méditerranée. Accesible en: [http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Declaration\\_commune\\_UPM\\_bis.pdf](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Declaration_commune_UPM_bis.pdf) (Consulta: 14/10/2011).

Frattini, Franco (2007). La política de migración de la UE: del programa de La Haya a los importantes logros actuales. *Mediterráneo Económico*, 12. Fundación Cajamar.

Fundación Pagesos Solidaris (2011). Memòria Àrea Cooperació. Documento interno.

Gamlen, Alan (2006). Diaspora engagement policies: what are they, and what kind of states use them? *Working Paper 32*. COMPAS, University of Oxford.

Garay, Graciela (1999). La entrevista de Historia Oral: ¿monólogo o conversación? *Revista Electrónica de Investigación Educativa*, 1 (001). Accesible en: <http://redie.uabc.mx/vol1no1/contenido-garay.html> (Consulta: 01/06/2011).

García Roca, Joaquín (1994). *Solidaridad y voluntariado*. Santander: Sal Terrae.

García Zamora, Rodolfo (2007). El programa tres por uno de remesas colectivas en México: Lecciones y desafíos. *Migraciones Internacionales* 4 (001), 165- 172.

García-Quero, Fernando y Mourad Aboussi (2012). Hacia una gobernanza global del desarrollo. En Jorge Guardiola; Miguel García Rubio y Francisco González Gómez (Coords.), *Desarrollo Humano, Teorías y Aplicaciones* (33-49). Granada: Comares.

Gaudin, Jean-Pierre (2002). *Pourquoi la gouvernance?* Paris : Presses de Sciences Po.

- GFMD (2008). Background and Objectives. Accesible en: <http://gfmd.org/en/process/background> (Consulta: 14/10/2011).
- GFMD (2011). Document Library. Accesible aquí: <http://www.gfmd.org/en/documents-library/switzerland-2011.html> (Consulta: 14/10/2011).
- Gil Araujo, Sandra (2010). *Las argucias de la integración. Políticas migratorias, construcción nacional y cuestión social*. Madrid: IEPALA.
- Giménez Romero, Carlos; Martínez Martínez, Julio; Fernández García, Mercedes y Almudena Cortés Maisonave (2006). *El Codesarrollo en España. Protagonistas, discursos y experiencias*. Madrid: La Catarata.
- Glick Shiler, Nina (1999). Transmigrants and the Nation States: something old and something New in the US Immigrant Experience. En Charles Hirshman, Philip Kasinitz y Josh Dewind (Eds.), *The Hand book of international Migration* (94-118). New York: The Russel Sage Foundation.
- Goldstone, Jack (Dir.) (2001). *States, Patries and Social Movments*. New York: Cambridge University Press.
- Gómez Gil, Carlos (2005). Nuevas vías para el codesarrollo en la cooperación descentralizada. *Cuadernos Bakeaz*, 72.
- Gómez Gil, Carlos (2008). *Potencialidades y limitaciones del codesarrollo*. Bilbao: Bakeaz.
- Gómez Gil, Carlos y Amaia Unzueta (2009). *Manual para una mejor intervención en el codesarrollo*. Bilbao: Bakeaz/Solidaridad Internacional.
- Gonin, Patrick (2005). Jeux d'acteurs et enjeux territoriaux : quelles migrations pour quel développement? l'exemple du bassin du fleuve Sénégal (république du Mali). En Mohamed Charef y Patrick Gonin (Dir.), *Émigrés-Immigrés dans le développement local* (259-278). Agadir : Ormes/Sud Contact.
- Gonin, Patrick y Nathalie Kotlok (2009). Les associations de développement des migrants dans leurs pays d'origine. Le développement est-il une réponse aux migrations internationales. *Accueillir*, 252, 12-16.
- González del Miño, Paloma (2005). *Las relaciones entre España y Marruecos, perspectivas para el siglo XXI*. Madrid: La Catarata.
- González Gutiérrez, Carlos (1999). Promoviendo identidades: las relaciones del Estado mexicano con las comunidades de origen mexicano en Estados Unidos. En Gail Mummert (Ed.), *Fronteras Fragmentadas* (271-296). Zamora: El Colegio de Michoacán/CIDEM.
- Grau Gaudix, Rosa María (1998). Análisis de la documentación de la Unión Europea. *Revista de las Cortes Generales*, 443, 377-404.

- Guarnizo, Luis (2006). Migración, globalización y sociedad: teorías y tendencias en el siglo XX. En Gerardo Ardilla (Ed.), *Colombia: Migraciones, Transnacionalismo y Desplazamiento* (65-111). Bogotá, CES.
- Guarnizo, Luis y Michael Peter Smith (2002). *Transnationalism from below*. New Brunswick: Transaction Publisher.
- Guarnizo, Luis; Portes, Alejandro y William Haller (2003). Assimilation and Transnationalism: determinants of transnational political action among contemporary migrants. *American Journal of Sociology*, 108(6), 1211-1248.
- Gunder Frank, André (1966). The development of underdevelopment. *Monthly Review Reprint*, 18, reproducido en 1981, accessible en: <http://www.highbeam.com/doc/1G1-7659725.html> (Consulta: 12/02/2011).
- Heinrich, Caroline y Laurence Lynn (2000). *Governance and performance: New perspectives*. Washington DC: Georgetown University Press.
- Held, David (2005). *Un pacto global*. Madrid: Taurus.
- Held, David; McGrew, Anthony; Goldblatt, David y Jonathan Perraton (1999). *Global transformations: Politics, Economics and Culture*. Cambridge: Polity Press.
- Hespress (2011). La Unión Socialista presenta su memoranda para la reforma constitucional. Accesible en: <http://www.hespress.com/?browser=view&EgyxpID=29730> (Consulta, 20/06/2011).
- Hirshman, Albert (1970). *Exit, Voice, and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*. Cambridge: Harvard University Press.
- Hirst, Paul y Graham Thompson (1999). The future of globalization. *Cooperation and conflict*, 37(3), 247-265.
- Hollifield, James (1992). *Immigrants, Markets and States: The Political Economy of Postwar Europe*. Cambridge: Harvard University Press.
- Hollifield, James (2007). The Emerging Migration State. In Alejandro Portes y Josh DeWind (Eds.), *Rethinking Migration New Theoretical and Empirical Perspectives* ( 62- 89). New York: Berghahn Books.
- Hollifield, James. (2000). The politics of International migration: how can we bring the State back in. En Caroline Brettell y James Hollifield, James (Comps), *Migration Theory, Talking across disciplines* (137-185) Londres: Routledge.
- Hortefeux, Brice (2007). Le codéveloppement, un enjeu majeur pour la France. Accesible en: <http://www.lesechos.fr/info/analyses/4616316.htm> (Consulta: 12/02/2011).
- Ibáñez, Jesús (1989). Perspectivas de la investigación social: el diseño en las tres perspectivas. En Francisco Alvira, Manuel García Ferrando y Jesús Ibáñez (Comps.),

*El análisis de la realidad social. Métodos y técnicas de investigación social.* Madrid: Alianza Universidad.

ICMD (2008a). Communautés migrantes. Accesible en: <http://www.migration4development.org/fr/content/communaut%C3%A9-migrantes> (Consulta: 12/02/2011).

ICMD (2008b). Capacités des migrants. Accesible en: <http://www.migration4development.org/fr/content/capacit%C3%A9-migrants> (Consulta: 12/02/2011).

ICMD (2008c). Les remises de fonds des migrants. Accesible en: <http://www.migration4development.org/fr/content/remises-fonds-migrants> (Consulta: 12/02/2011).

ICMD (2008d). Droits des migrants. Accesible en: <http://www.migration4development.org/fr/content/droits-migrants> (Consulta: 12/02/2011).

IDD (2012). Présentation de l'association. Accesible en: [http://www.idd-reseau.org/index.php?option=com\\_content&task=view&id=34&Itemid=54](http://www.idd-reseau.org/index.php?option=com_content&task=view&id=34&Itemid=54) (Consulta: 12/04/2012).

Iglesias, Marcela (2010). *Conflicto y cooperación entre España y Marruecos (1956-2008)*. Sevilla: Fundación Pública Andaluza Centro de Estudios Andaluces.

IMAF (2012). Qui sommes-nous. Accesible en: [http://www.aimaf.fr/public\\_html/aimaf/index.php?option=com\\_content&view=article&id=85&Itemid=63](http://www.aimaf.fr/public_html/aimaf/index.php?option=com_content&view=article&id=85&Itemid=63) (Consulta: 12/04/2012).

INE (2011). Extranjeros residentes en España, Principales Resultados. Accesible en: [http://extranjeros.empleo.gob.es/es/Estadisticas/operaciones/certificado/201112/Principales\\_resultados\\_31122011.pdf](http://extranjeros.empleo.gob.es/es/Estadisticas/operaciones/certificado/201112/Principales_resultados_31122011.pdf) (Consulta: 12/04/2012).

Informe General 50 años de Desarrollo Humano y Perspectivas 2025. Marruecos (2006). Accesible en: [http://www.rdh50.ma/esp/docsynthese\\_esp.pdf](http://www.rdh50.ma/esp/docsynthese_esp.pdf) (Consulta: 12/01/2011).

International Labour Organization (ILO) (2009). The TOKTEN (Transfer of Knowledge Through Expatriate Nationals) Programme. Accesible en: [http://www.ilo.org/dyn/migpractice/migmmain.showPractice?p\\_lang=en&p\\_practice\\_id=26](http://www.ilo.org/dyn/migpractice/migmmain.showPractice?p_lang=en&p_practice_id=26) (Fecha de consulta: 01/04/2011).

Itzigsohn, José y Daniela Villacres (2007). Migrant political transnationalism and the practice of democracy: Dominican external voting rights and Salvadoran home town associations. *Ethnic and Racial Studies*, 30(4), 664-686.

- Itzigsohn, José; Dore Cabral, Carlos; Hernández Medina, Ester y Obed Vázquez (1999). Mapping dominican transnationalism: narrow and board transnational practices. *Ethnic and Racial Studies*, 22(2), 328-330.
- Izquierdo Escribano, Antonio (1992). *La inmigración en España: 1980-1990*. Madrid: Ministerio de Trabajo y Seguridad Social.
- Jacobson, David (1996). *Rights across Borders. Immigration and the decline of Citizenship*. Baltimore: John Hopkins University Press.
- Jégard, François (2005). *La gouvernance associative, comment améliorer et rendre plus sûrs la conduite, la gestion et le fonctionnement des organismes sans but lucratif (Introduction)*. Paris : L'Académie des sciences et techniques comptables et financières.
- Jegers, Marc (2009). "Corporate" governance in nonprofit organizations. *Nonprofit Management and Leadership*, 20(2), 143–164.
- Jones-Correa, Michael (1998). *Between Two Nations. The Political Predicament of Latinos in New York City*. Ithaca y London: Cornell University Press.
- Joppke, Christian (1999a). *Immigration and the Nation State*. Oxford: Oxford University Press.
- Joppke, Christian (1999b). How Migration is changing Citizenship: a comparative overview. *Ethnic and Racial Studies*, 22(4), 629-653.
- Kennedy, Paul y Victor Roudomotef (2002). Transnacionalism in a Global age. En Paul Kennedy y Victor Roudomotef (Eds), *Communities across Borders, New immigrants and transnational cultures* (116-128). London: Routledge.
- Khachani, Mohamed (2006). *La emigración subsahariana: Marruecos como espacio de tránsito*. Barcelona, Fundación CIDOB.
- Klijn, Erik-Hans (1998). Policy Networks: An Overview. En Walter Kickert, Erik-Hans Klijn y Koppenjan, Joop (Eds.), *Managing Complex Networks: Strategies for the Public Sector*. London: Sage.
- L'interneute (2007). Je serai le président de Tous les français. Accesible en: <http://www.linterneute.com/actualite/politique/president-de-la-republique/0706-rencontre-des-parlementaires/discours-de-nicolas-sarkozy-18.shtml> (Consulta: 12/01/2011).
- Lacomba, Joan (2004). *Migraciones y desarrollo en Marruecos*. Madrid: La Catarata.
- Lacomba, Joan (2005). Marruecos: realidades de las migraciones y posibilidades del codesarrollo. En VV.AA, *Codesarrollo: migraciones y desarrollo mundial* (147-168). Madrid: CIDEAL.

- Lacomba, Joan (2005). Maroc-Espagne, l'impossible frontière. *Alternatives Internationales*, 20, 31-33.
- Lacomba, Joan y Alejandra Boni (2008). The role of Emigration in Foreign Aid Policies: The Case of Spain and Morocco. *International Migration*, 46(1), 123-150.
- Lacroix, Thomas (2003). *Espace transnational et territoires, les réseaux marocains de développement*. Tesis doctoral dirigida por Patrick Gonin y Catherine Withol de Wenden. Université de Poitiers.
- Lacroix, Thomas (2004). Migrants marroquíes como actores del desarrollo ante los poderes públicos: estrategias de codesarrollo. *MUGAK*, 27. Accesible en: <http://revista.mugak.eu/articulos/show/284> (consulta: 12/01/2010).
- Lacroix, Thomas (2005a). *Les réseaux marocains du développement*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Lacroix, Thomas (2005b). L'engagement citoyen des marocains de l'étranger. *Hommes et Migrations*, 1256, 89-102.
- Lafleur, Jean-Michel (2005). *Le transnationalisme politique, pouvoir des communautés immigrées dans leurs pays d'accueil et pays d'origine*. Louvain-la-neuve : Bruylant Academia.
- Lafleur, Jean-Michel y Leticia Calderon Chelius (2011). Assessing Emigrant Participation in Home Country Elections: The Case of Mexico's 2006 Presidential Election. *International Migration*, 49(3), 99-124.
- Le Galès, Patrick (2003). *Le Retour des villes européennes? Sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance*. Paris: Presses de Sciences Po.
- Lebon, André (2003). *Migrations et nationalité en France en 2001*. Paris: La Documentation Française.
- LeRoux, Kelly (2009). Paternalistic or participatory governance? Examining opportunities for client participation in nonprofit service organizations. *Public Administration Review*, 69(3), 504-517.
- Lévinas, Emmanuel (1996). *Autrement qu'être au-delà de l'essence*. Paris: Kluwer Academic.
- Levitt, Peggy (2003). Keeping feet in both worlds: transnational practices and immigrants incorporation in the United States. En Joppke Christian y Ewa Morawsaka (Eds.), *Toward Assimilation and Citizenship: Immigrants in Liberal Nation-States* (177-194). London, Palgrave/MacMillan.
- Levitt, Peggy y Glick Schiller, Nina (2004). Conceptualizing Simultaneity: A Transnational Social Field Perspective on Society. *International Migration Review*, 38(3), 1002-1039.



- Levitt, Peggy y Rafael De la Dehesa (2003). Transnational migration and the redefinition of the estate: variations and explanations. *Ethnic and Racial Studies*, 26(4), 587-611.
- Lévy, Jacques (1994). *L'espace légitime*. Paris: Presses de Science Po.
- Ley Orgánica 4/2000, de 11 de enero, sobre derechos y libertades de los extranjeros en España y su integración social. Accesible en: [http://noticias.juridicas.com/base\\_datos/Admin/lo4-2000.html](http://noticias.juridicas.com/base_datos/Admin/lo4-2000.html) (Consulta: 25/11/2011).
- Liou, Kuotsai Tom (2001). Governance and economic development: Changes and challenges. *International Journal of Public Administration*, 24(10), 1005–1022.
- Llistar i Bosh, David (2009). *Anticooperación, Interferencias globales Norte-Sur*. Icaria, Barcelona.
- Llistar i Bosh, David (2010). Cooperación, anticooperación y desarrollo. In Jorge Guardiola, Ewa Strzeleka y Giuliaserena Gagliardini (Coords.), *Economía y Desarrollo humano: Visiones desde distintas disciplinas*. Granada: Editorial de la Universidad de Granada.
- López Castellano, Fernando (2007). Pensamiento económico y desarrollo: la pérdida gradual de la certeza. En *Fernando López Castellano, Desarrollo: crónica de un desafío permanente*. Granada: Editorial Universidad de Granada.
- López Castellano, Fernando (2010). La Economía del desarrollo post consenso de Washington: nuevas visiones, nuevas agendas. En Jorge Guardiola, Ewa Strzeleka y Giuliaserena Gagliardini (Coords.), *Economía y Desarrollo humano: Visiones desde distintas disciplinas*. Granada: Editorial de la Universidad de Granada.
- López García, Bernabé (2007). *Marruecos y España: una historia contra toda lógica*. Sevilla: RD Editores.
- López García, Bernabé y Miguel Hernando de Larramendi (2007). *Historia y Memoria de las relaciones hispano-marroquíes*. Madrid: Ediciones del oriente y del Mediterráneo.
- López Sala, Ana María (2005). *Inmigrantes y Estados: la respuesta política ante la cuestión migratoria*. Barcelona: Anthropos.
- Maghreb Arabe Presse (2005). Discours de S.M le Roi à l'occasion du 30<sup>ème</sup> anniversaire de la Marche Verte (6 de noviembre de 2005). Accesible en: <http://www.map.ma/mapfr/discours/disc-marche-verte061105.htm> (Consulta: 7/04/2009).
- Maghreb Arabe Presse (2007). Discours de S.M le Roi à l'occasion du 32<sup>ème</sup> anniversaire de la Marche Verte (6 de noviembre de 2007). Accesible en: [http://www.map.ma/mapfr/discours/marche\\_verte\\_07.htm](http://www.map.ma/mapfr/discours/marche_verte_07.htm) (Consulta: 7/04/2009).

- Maghreb Arabe Presse (2008). Insertion socio-économique dans les pays d'accueil. Accesible en: <http://www.lematin.ma/Actualite/Journal/Article.asp?idr=115&id=87968> (Consulta: 5/01/2010)
- Maghreb Arabe Presse (2011). Texto íntegro del discurso dirigido por SM el Rey a la Nación (9 de marzo de 2011). Accesible en: <http://www.lematin.ma/Actualite/Journal/Article.asp?idr=115&id=87968> (Consulta: 5/01/2010).
- Maghreb Canada Express (2005). Club des investisseurs marocains à l'étranger. Accesible en: [http://www.maghreb-canada.ca/journal/2005/n30\\_18.pdf](http://www.maghreb-canada.ca/journal/2005/n30_18.pdf) (Consulta: 05/06/2012).
- Maier, Florentine y Michael Meyer (2011). Managerialism and Beyond: Discourses of Civil Society Organization and Their Governance Implications. *Voluntas*, 22(4), 731-756.
- Mann, Michael (1997). Has globalization ended the rise and rise of the Nation-State? *Review of International Political Economy*, 4(3), 472-496.
- Marcos Ancelovici y Stéphanie Rousseau. Les mouvements sociaux et la complexité institutionnelle. *Sociologie et Sociétés*. Vol XLI, n° 2, otoño 2009. Pág 5-14.
- Maroc.ma (2005). Discurso del Rey del 18 de mayo de 2005. Accesible aquí: <http://www.maroc.ma/NR/exeres/06C42C8B-0F3C-4CF2-8ED3-563C0E421F6F> (Consulta: 5/01/2010).
- Martín González, Yolanda (2001). La documentación de la Unión europea: concepto y clasificación. *Biblioteconomía i comunicació*n, 7.
- Martín, Iván (2006). Marruecos, ¿las bases para un nuevo modelo de desarrollo? (I): la Iniciativa Nacional de Desarrollo Humano (INDH). *ARI N° 35/2006*. Real Instituto Elcano.
- Martiniello, Marco (1992). *Leadership et pouvoir dans les communautés d'origine immigrée*. Paris : CIEMI, L'Harmattan.
- Martiniello Marco (2000). *La citoyenneté à l'aube du XXI siècle, Questions et enjeux majeurs*. Liège: Les Éditions de l'Université de Liège.
- Massey, Douglas (1999). International Migration at the Dawn of the Twenty-First Century. *Population and Development Review*, 25(2), 303-322.
- Massey, Douglas; Arango, Joaquín; Hugo, Graeme; Kouaouci, Ali; Pellegrino, Adela y Edward Taylor (1998). *Worlds in motion, Understanding International Migration at the End of the Millennium*. Oxford: Clarendon Press
- Massey, Douglas; Durand, Jorge y Fernando Riosmena (2006). Capital social, política social y migración desde comunidades tradicionales y nuevas comunidades de origen en México. *Revista Española de Investigaciones Sociológicas*, 116, 97-121.

- Mayeur, Carolina (2010). On the “huge potential of remittance flows for development”: A wishful thinking discourse based on a win-win-win migration approach. En *CARIM Summer School 2010*. Documento no publicado.
- Mayntz, Renate (2001). El Estado y la sociedad civil en la gobernanza moderna. *CLAD Reforma y democracia*, 21.
- McAdam, Doug (1999). *Political Process and the development of the black Insurgency 1930-1970*. Chicago: University of Chicago Press.
- McAdam, Doug; McCarthy, John y Zald Mayer (1996). *Comparative Perspectives on social Movements*. New York: Cambridge University Press.
- MCMRE (2011). *Étude sur la contribution des Marocains Résidant à l'Étranger au développement économique et sociale du Maroc*. Rabat : MCMRE.
- Meisel, Nicolas y Jacques Ould Aoudia (2007). La Bonne Gouvernance est-elle une bonne stratégie de développement? *Documents de Travail de la DGTPE, n° 2007/11*. Direction Générale du Trésor et de la Politique Économique.
- Mella Márquez, José María (2005). *La cooperación empresarial hispano-marroquí: el caso de la región de Tánger*. Madrid: Casa Árabe- IEAM.
- Mernissi, Fatema (1992). *La peur-modernité, Conflit Islam Démocratie*. Paris: Albin Michel.
- Mernissi, Fatema (1997). *Les Aït-Débrouille*. Casablanca: Éditions Le Fennec.
- Mernissi, Fatema (2004). *Les Sindbads marocains, voyage dans le Maroc civique*. Rabat: Editions Marsam.
- Migrations & Développement (2012). Présentation. Accesible en: <http://www.migdev.org/> (Consulta: 24/04/2012).
- Ministerio de Trabajo e Inmigración (2011). Afiliación media de los extranjeros a la seguridad social. Accesible en: <http://www.lamoncloa.gob.es/NR/rdonlyres/B307DBAD-68D8-4902-9D73-EBE89F57D5F9/185859/AFILIADOSEXTRANJEROSNOVIEMBRE2011.pdf> (Consulta: 24/04/2012).
- Miotti, Luis ; Mouhoud, El Mouhoub y Joel Oudinet (2009). Migrations et déterminants des transferts de fonds vers les pays du sud de la méditerranée. Accesible en: <http://www.entreprendre-mediterranee.com/documents/Determinants-transferts-fonds-migrants-vers-Sud-Mediterranee.pdf> (Consulta 2/05/2012).
- Mirón Mirón, Lourdes y Rodríguez de Guzmán, Helena (2012). Programa Ágora Intercultural: formación de líderes de asociaciones de inmigrantes para la promoción y el fortalecimiento de codesarrollo. En Mourad Aboussi (Coord.), *El codesarrollo a debate* (207-216). Granada: Comares.

- Mora, Miguel (2011). París y Roma lanzan una andanada contra Schengen. El País-Sección internacional. Accesible en: [http://www.elpais.com/articulo/internacional/Paris/Roma/lanzan/andanada/Schengen/elpepuint/20110426elpepuint\\_3/Tes](http://www.elpais.com/articulo/internacional/Paris/Roma/lanzan/andanada/Schengen/elpepuint/20110426elpepuint_3/Tes) (Consulta 2/05/2012).
- Moraes, Natalia; Bermúdez, Ansatasia; Escrivá, Ángeles y Beatriz Padilla (2009). Estrategias de vinculación de los Estados latinoamericanos con sus diásporas: un análisis de las iniciativas desarrolladas por Colombia, Perú, Brasil y Uruguay”. En Ángeles Escrivá, Anastasia Bermúdez y Natalia Moraes (Eds.), *Migración y participación política* (297-326). Madrid: Consejo Superior de Investigaciones Científicas.
- Mosangini, Giorgio (2007). Codesarrollo ¿algo más que una moda? Accesible aquí: <http://www.rebellion.org/docs/46654.pdf> (Consulta 2/05/2012).
- Moulier Boutang, Yann y Demetrios Papademetriou (1994). Typologie, évolution et performances des principaux systèmes migratoires. In OCDE (Ed.), *Migration et Développement un nouveau partenariat pour la coopération*. París: OCDE.
- MPDL (2011). Migraciones y Desarrollo, de la teoría a la práctica, una oportunidad de desarrollo e integración. Documento interno.
- MPDL (2012). Codesarrollo. Accesible en: <http://www.mpd.org/content/view/209/1311/lang.spanish/> (Consulta 2/05/2012).
- Naciones Unidas (2006). Compendium of Recommendations on International Migration and Development. Accesible en: [http://www.un.org/esa/population/publications/UN\\_GCIM/UN\\_GCIM\\_ITTMIG.pdf](http://www.un.org/esa/population/publications/UN_GCIM/UN_GCIM_ITTMIG.pdf) (Consulta 2/05/2012).
- Naciones Unidas (1997). Desarrollo sostenible y cooperación económica internacional. Accesible en: [http://www.oimconosur.org/imagenes/documentos\\_pdf/468.pdf](http://www.oimconosur.org/imagenes/documentos_pdf/468.pdf) (Consulta: 04/04/2011).
- Nagel, Caroline (2002). Geopolitics by another name Immigrations and the Politics of assimilation. *Political Geography*, 21, 975-976.
- Nahum, William (2005). *La gouvernance associative, comment améliorer et rendre plus sûrs la conduite, la gestion et le fonctionnement des organismes sans but lucratif* (Préface), París: L’Académie des sciences et techniques comptables et financières.
- Naïr, Sami (1997). *Politique d’immigration: un test pour la démocratie*. París: Éditions du Félin.
- Naïr, Sami (1997). Rapport de bilan et d'orientation sur la politique de codéveloppement liée aux flux migratoires. Accesible en:

<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/984000139/0000.pdf> (Consulta: 11/02/2010).

Nett, Roger (1971). The civil Right we are not Reddy for: The Right of Free Movement of people on he face of the Earth. *Ethics*, 81(3), 212-227.

North, Douglas (1992). Institutions, ideology and Economic performance. *Cato Journal*, 11.

OCDE (1995). Développement participatif et bonne gestion des affaires publiques. Accesible en: <http://www.oecd.org/dataoecd/27/32/31857955.pdf> (Consulta: 12/02/2011)

OCDE (2003). *Estudios económicos de la OCDE (2003): España*. Madrid: Mundo Prensa.

OCDE (2005). Declaración de París sobre la eficacia de la ayuda al desarrollo. Accesible en: [http://www.oecd.org/document/18/0,3343,fr\\_2649\\_3236398\\_37192719\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/18/0,3343,fr_2649_3236398_37192719_1_1_1_1,00.html) (Consulta: 12/02/2011).

Office de Change (2012a). Recettes MRE. Accesible en: [http://www.oc.gov.ma/portal/flux\\_mre\\_evo.php](http://www.oc.gov.ma/portal/flux_mre_evo.php) (Consulta: 12/02/2012)

Office de Change (2012b). Tableau de bord annuel. Accesible en: <http://www.oc.gov.ma/portal/tableau-bord-an.php#> (Consulta: 12/02/2012).

Office de Change (2012c). Répartition des recettes MRE par pays. Accesible en: [http://www.oc.gov.ma/portal/flux\\_mre\\_pays.php#](http://www.oc.gov.ma/portal/flux_mre_pays.php#) (Consulta: 12/02/2012).

Olson, Mancur (1978). Logique de l'action collective. Paris: Presses Universitaires de France.

Orozco, Manuel (2004). Oportunidades y estrategias para el desarrollo a través de las remesas. In Alonso, José Antonio (Ed.), *Emigración, pobreza y desarrollo* (123-137). Madrid: La Catarata.

Ortí, Alfonso (1989). La apertura y el enfoque cualitativo o estructural: la entrevista abierta semidirectiva y la discusión de grupo. En Manuel García Ferrando y Jesús Ibáñez, J. (comps.), *El análisis de la realidad social*. Métodos y técnicas de investigación. Alianza Universidad.

Oso Laura (2000). L'immigration en Espagne des chefs de famille. Cahiers du CEDREF, 8.

Østergaard-Nielsen, Eva (2001). *The politics of migrant's transnational political practices, conference on Transnational Migration: comparative perspectives*. Princeton: Princeton University Press.

Østergaard-Nielsen, Eva (2003a). International Migration and Sending Countries: Perceptions, Policies and Transnational Relations. Basingstoke: Palgrave MacMillan.

Østergaard-Nielsen, Eva (2003b). *Transnational Politics. Turks and Kurds in Germany*, Londres: Routledge.

Østergaard-Nielsen, Eva (2007). Codevelopment and citizenship, the mobilization of migrants in Spain around development in their countries of origin. *Working Group on*

- Transnationalisation and Development(s): Towards a North-South Perspective*. Center for Interdisciplinary Research (ZiF).
- Østergaard-Nielsen, Eva (2009). La política a través de las fronteras: reflexiones sobre la dimensión transnacional de la participación política de los migrantes. En Ángeles Escrivá, Anastasia Bermúdez y Natalia Moraes (Eds.): *Migración y participación política* (17-41). Madrid: Consejo Superior de Investigaciones Científicas.
- Ostrower, Francie y Melissa Stone (2006). Governance: Research trends, gaps, and future prospects. En Walter Powell y Richard Steinberg (Eds.), *The nonprofit sector—A research handbook* (612-627). New Haven: Yale University Press.
- Pajares, Miguel (1998). *La inmigración en España: retos y propuestas*. Barcelona: Icaria.
- Parejo, María Angustias (2010). Los sonoros silencios sobre la reforma constitucional en el Marruecos de Mohammed VI. En María Angustias Parejo (Dir.): *Entre el autoritarismo y la democracia: los procesos electorales en el Magreb* (368-412.). Barcelona: Ediciones Bellaterra.
- Pastor Antolín, Luis Jesús (2002). *Globalización y Migraciones Hoy: Diez años de continuos desafíos*. Valladolid: Universidad de Valladolid.
- Pereira Rosa, Henrique (2008). Réforme de la gouvernance et coopération internationale pour le développement. En Séverine Bellina, Hervé Magro y violaine de Villemeur (Dir.), *La gouvernance démocratique, un nouveau paradigme pour le développement ?* (31-40). Paris : Éditions Karthala.
- PNUD (2009). *Informe sobre Desarrollo Humano 2009. Superando barreras: Movilidad y desarrollo humanos*. Nueva York: PNUD.
- PNUD (2011). Informe sobre Desarrollo Humano 2011. Accesible en: [http://hdr.undp.org/en/media/HDR\\_2011\\_ES\\_Complete.pdf](http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2011_ES_Complete.pdf) (Consulta: 11/02/2012).
- Portal Europa (1992). Tratado de la Unión Europea. Diario Oficial nº C 191 de 29 de julio de 1992. Accesible en: <http://eur-lex.europa.eu/es/treaties/dat/11992M/htm/11992M.html> (Consulta: 11/02/2012).
- Portal Europa (1997). Tratado de Ámsterdam por el que se modifican el tratado de la Unión Europea, los tratados constitutivos de las comunidades europeas y determinados actos conexos. Diario Oficial nº C 340 de 10 de noviembre de 1997. Accesible en: <http://eur-lex.europa.eu/es/treaties/dat/11997D/htm/11997D.html> (Consulta: 11/02/2012).
- Portal Europa (1999). Conclusiones de la presidencia, Consejo Europeo de Tampere, 15 y 16 de octubre de 1999. Accesible en: [http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms\\_Data/docs/pressData/es/ec/00200-r1.es9.htm](http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressData/es/ec/00200-r1.es9.htm) (Consulta: 11/02/2012).

- Portal Europa (2004). Euro-Mediterranean Mid-Term meeting of Ministers of Foreign Affairs. Accesible en: [http://www.eu-un.europa.eu/articles/fr/article\\_3509\\_fr.htm](http://www.eu-un.europa.eu/articles/fr/article_3509_fr.htm) (Consulta: 11/02/2012).
- Portal Europa (2005). Declaración de Barcelona y Asociación Euromediterránea. Accesible en: [http://europa.eu/legislation\\_summaries/external\\_relations/relations\\_with\\_third\\_countries/mediterranean\\_partner\\_countries/r15001\\_es.htm](http://europa.eu/legislation_summaries/external_relations/relations_with_third_countries/mediterranean_partner_countries/r15001_es.htm) (Consulta: 11/02/2012).
- Portal Europa (2007). Tratado de Lisboa. Diario Oficial nº C 306 del 17 de diciembre de 2007. Accesible en: <http://eur-lex.europa.eu/JOHtml.do?uri=OJ:C:2007:306:SOM:ES:HTML> (Consulta: 11/02/2012).
- Portal Europa (2009). El espacio y la cooperación Schengen. Accesible en: [http://europa.eu/legislation\\_summaries/justice\\_freedom\\_security/free\\_movement\\_of\\_persons\\_asylum\\_immigration/133020\\_es.htm](http://europa.eu/legislation_summaries/justice_freedom_security/free_movement_of_persons_asylum_immigration/133020_es.htm) (Consulta: 11/02/2012).
- Portal Europa (2010). Peace, justice and security in the Mediterranean. Accesible en: [http://ec.europa.eu/europeaid/where/neighbourhood/regional-cooperation/enpi-south/peace\\_en.htm](http://ec.europa.eu/europeaid/where/neighbourhood/regional-cooperation/enpi-south/peace_en.htm) (Consulta: 11/02/2012).
- Porter, Michael (1990). *The competitive advantage of Nations*. Londres, MacMillan.
- Portes, Alejandro (1999). The study of transnationalism Pitfalls and Promise of an emergent research field. *Ethnic and Racial Studies*, 22(2), 218-219.
- Portes, Alejandro (2005). Convergencias teóricas y evidencias empíricas en el estudio del transnacionalismo de los inmigrantes. *Migración y Desarrollo*, 4(1), 2-19.
- Portes, Alejandro y John Walton (1981). *Labor, lass, and the International System*. New York: Academic Press.
- Portes, Alejandro y Josh DeWind (2008) (Eds.). *Rethinking Migration New Theoretical and Empirical Perspectives*. New York: Berghahn Books.
- Portes, Alejandro; Cristina Escobar y Alexandria Walton Radford (2005). Immigrant Transnational Organizations and Development: a comparative study. *CMD Working Paper 5-7*. Princeton University.
- Portes, Alejandro y Rubén Rumbaut, 2006. *Immigrant America, a portrait (3rd Edition)*. Berkeley, Lon Angeles, London: University of California Press.
- Preston, Peter (1996). *Development Theory: an introduction to the analysis of Complex Change*. Oxford: Blackwell Publishers Ltd.
- Ratha, Dilip (2003). Workers Remittances: An Important and Stable Source of External Development Finance. *Global Development Finance*. Accesible en: <http://siteresources.worldbank.org/INTRGDF/Resources/GDF2003-Chapter7.pdf> (Consulta: 10/09/2011).

- Ratha, Dilip; Sanket Mohapatra y Xu Zhimei (2010). Outlook for Remittance Flows 2008-2010. *World Bank, Migration and development brief*. Accesible en: [http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/3349341110315015165/MD\\_Brief8.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/3349341110315015165/MD_Brief8.pdf) (Consulta: 10/09/2011).
- Raya, Enrique (1999). Notas para el análisis de los problemas y de las políticas de inmigración en España. *Intervención Psicosocial*, 8(2), 143-161.
- Raya, Enrique; Aboussi, Mourad y M<sup>a</sup> Angeles Espadas (2011). La Gobernanza participativa en la gestión migratoria: las asociaciones de y pro inmigrantes como actores sociales en Andalucía. *Actas del III Congreso Anual del la REPS, Pamplona, 24-26 de noviembre 2011*.
- Rayan, Jamale Eddine (2010). Appel à tous les marocains démocrates de l'intérieur et de l'extérieur. Accesible en: <http://plateforme-mre.blogspot.com/2008/12/appel-tous-les-marocains-dmocrates-de.html> (Consulta: 06/01/2010).
- Rea, Andrea (2006). La europeización de la política migratoria y la transformación de la otredad. *Revista Española de Investigaciones Sociológicas*, 116, 157-183.
- REMCODE (2011). Folleto de difusión de la EFAC. Accesible en: [http://www.cartamediterranea.org/wp-content/uploads/2011/03/EFAC\\_Espa%C3%B1ol.pdf](http://www.cartamediterranea.org/wp-content/uploads/2011/03/EFAC_Espa%C3%B1ol.pdf) (Consulta: 10/11/2011).
- Remesas.org (2010). Brasil Senegal y Maruecos pagan la crisis de las remesas en 2009. Accesible en: <http://remesas.org/donde09.html> (Consulta: 10/09/2011).
- Rhodes, Rod (1997). *Understanding governance: Policy networks, governance, reflexivity, and accountability*. Buckingham: Open University Press.
- Rhodes, Rod (2007). Understanding governance: Ten years on. *Organization Studies* 28(08), 1243-1264.
- Ribas Mateos, Natalia y Ángeles Escrivá Chordá (2004). La investigación sobre migración, desarrollo y transnacionalismo: contribuciones para un debate desde España. En Natalia Ribas Mateos y Ángeles Escrivá Chordá (Eds), *Migración y desarrollo: estudios sobre remesas y otras prácticas transnacionales en España* (pp.11-51). Córdoba: CSIC.
- Rischar, Jean-François (2002). *High noon: Twenty Global Problems, Twenty Years to Solve Them*. Nueva York: Basic Books.
- Rodríguez-Carmona, Antonio (2002). ¿Por qué fracasan los proyectos de desarrollo? En Gonzalo Ramírez De Haro, Antonio Rodríguez-Carmona, Alfredo Macías Vázquez y Pilar Ballarín (Coords.), *Desarrollo y Cooperación en zonas rurales de América Latina y África* (219-239). Madrid: La Catarata.



- Rose, Nikolas (1999). *Powers of Freedom. Reframing Political Thought*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Rosenau, James (1990). *Turbulence in World Politics. A theory of change and continuity*. Princeton: Princeton University Press.
- Rosenau, James (2002). Governance in a new global order. En David Held y Anthony McGrew (Eds.), *Governing Globalization* (81-83). Cambridge: Polity Press.
- Ruano De la Fuente, José Manuel (2002). La gobernanza como forma de acción pública y como concepto analítico”. En *Actas del VII Congreso Internacional del CLAD sobre la Reforma del Estado y de la Administración Pública, Lisboa, Portugal, 8-11 Oct. 2002*.
- Sánchez Milán, Águeda (2012). Experiencias del proyecto de codesarrollo africagua en Zaragoza. En Mourad Aboussi (Coord.), *El codesarrollo a debate* (217-222). Granada: Comares.
- Sander, Harald (1996). Multiculturalism and globalization: the challenger in the world trade system. En Harald Sander y Andrés Inotai (Dir.), *World trade after the Uruguay Round: Prospects and Policy options for the twenty first century* (17-36). Londres: Routledge.
- Sassen, Saskia (2002). *Global Networks, Linked Cities*. London/New York: Routledge.
- Sassen, Saskia (2006). La formación de las migraciones internacionales: implicaciones políticas. *Revista Internacional de Filosofía Política*, 27, 19-39.
- Sassen, Saskia (2007). *A Sociology of Globalization*. New York: W.W. Norton.
- Sayad, Abdelmalek (1977). Les trois âges de l’émigration algérienne en France. *Actes de la Recherche en sciences Sociales*, 15, 59-82.
- Sayad, Abdelmalek (1999). *La double absence: des illusions de l’émigré aux souffrances de l’immigré*. Paris: Éditions Seuil.
- Schaefer, Gérard (2009). Perspectives Internationale en Travail Social. En VV.AA, *Le Social Dans la mondialisation*. Rennes: Presses de l’EHESP.
- Scheffer Gérard (1986). *Modern Diasporas in International Politics*. Londres: Croom Helm.
- Scholte Jan Aart (2000). *Globalization a critical introduction*. New York: St Martin’s Press.
- Sen, Amartya (2000). *Desarrollo y libertad*. Barcelona: Planeta.
- Sevillano, Javier (2012). Evolución y análisis del número de extranjeros en España. Accesible en: <http://javiersevillano.es/Extranjeros.htm> (Consulta: 12/06/2012).
- Shore, Cris y Wright, Susan (1997). Policy, a new Field of Anthropology. En Cris Shore y Susan Wright (Eds.), *Anthropology of Policy, Critical perspective, Governance and Power*. Londres: Routledge.

- Sikkink, Kathryn (2005). Patterns of Dynamic Multilevel Governance and the Insider-Outsider Coalition. In Donatella Della Porta y Sidney Tarrow (Dir.), *Transnational Protest and Global Activism* (151-172). Lanham: Rowman & Littlefield Publishers.
- Slaughter, Anne Marie (2001). Governing the global economy through government network. En Michael Byers (Ed.), *Role of Law in International Politics*. Oxford: Oxford University Press.
- Smith, Michael Peter (2003): "Transnationalism, the State, and the extraterritorial citizen", en *Politics and Society*, 31(4), 467-502.
- Smith, Robert (2003). Diasporic memberships in historical perspective: comparative Insights from de Mexican, Italian and Polish cases. *International Migration Review*, 37(3), 724-759).
- Smith, Robert (2005). *Mexican New York: Transnational Worlds of New Immigrants*. Berkley- Los Ángeles- Londres: University of California Press.
- Smouts, Marie-Claude (1998). *Les nouvelles relations internationales, pratiques et théories*. Paris: Presses de Sciences Po.
- Snow, David (2004). Social movements as Challenges to Authority: Resistances to an Emerging Conceptual Hegemony. *Research in Social Movements, Conflicts and Change*, 25, 3-25.
- Sokpoh, Bonaventura Gbétoho; Boter, Yago; Levy, Karla y Jay Georges (2006). *Co-développement Catalogne-Sénégal : leçon de 10 ans d'expérience*. Barcelona : Fons Català.
- Solé, Carlota y Lorenzo Cachón (2006). Globalización e inmigración: los debates actuales. *Revista Española de Investigaciones Sociológicas*, 116, 13-52.
- Sørensen, Ninna; Van hear, Nicholas y Poul Engberg-pedersen (2002). The Migration-Development Nexus: Evidence and Policy Options. *IOM Migration Series*, 8. International Organization for Migration.
- Soysal, Yasmin (1994). *Limits of Citizenship: Migrants and Postnational Membership in Europe*. Chicago: Chicargo University Press.
- Spaan, Ernst; Van Naerssen, Torn y Fellicitas Hillmann (2005). Shifts in European Discourses on Migration and Development. *Asian and Pacific Migration Journal*, 14 (1-2), 35-70.
- Speckbacher, Gerhard (2008). Nonprofit versus corporate governance: An economic approach. *Nonprofit Management and Leadership*, 18(3), 295-320.
- Spybey, Tony (1996). *Globalization and World Society*. Cambridge: Polity Press.
- Stiglitz, Joseph (2002). *Globalization and its Discontents*. New York: W. W. Norton & Company.

- Stiglitz, Joseph (2007). El desarrollo no es sólo crecimiento del PIB. En Fernando López Castellano, *Desarrollo: crónica de un desafío permanente*. Granada: Editorial Universidad de Granada.
- Stocker, Gerry (1998). Cinq propositions pour une théorie de la gouvernance. *Revue Internationale de Sciences Politiques*, 155, 19-30.
- Strange, Susan (1996). *The Retreat of the State: The diffusion of Power in the World Economy*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Suárez Collado, Ángela (2008). El terremoto que cambió el destino de Alhucemas, de la crisis humanitaria al desenclave y desarrollo del Rif. Tesina de doctorado dirigida por Miguel Hernando de Larramendi. Universidad Autónoma de Madrid.
- Sueur, Émilie (2010). Les migrations au service du développement. Accesible en: <http://www.eurojar.org/fr/reportages-euromediterraneens/les-migrations-au-service-du-d%C3%A9veloppement/8484> (Consulta: 18/02/2012).
- Sutcliffe, Bob (2004). Migración y Equidad. En José Antonio Alonso Rodríguez (Coord.), *Emigración, pobreza y desarrollo* (211-230). Madrid: La Catarata.
- Tanmia (2012). Carte de pauvreté. Accesible en: [http://www.tanmia.ma/carte\\_pauvrete/royaume.swf](http://www.tanmia.ma/carte_pauvrete/royaume.swf) (Consulta: 18/02/2012).
- Tapinos, Georges (1969). Le rôle de l'émigration dans la phase de démarrage de la croissance économique. *Hommes et Migrations*, 773, pp. 3-9.
- Tapinos, Georges (1974). *L'Économie des Migrations Internationales*. Paris : Armand Colin- Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
- Tapinos, Georges (1992). *Europa, entre la inmigración y la cooperación el desarrollo*. Fundación Paulino Torras Domènech, Barcelona.
- Tapinos, Georges y Daniel Delaunay (2000). Peut-on parler d'une mondialisation des migrations internationales? In OCDE (Ed.), *Mondialisation Migrations et Développement* (37-62). Paris : OCDE.
- Tarrow, Sidney (1989). *Democracy and disorder: Protest and Politics in Italy 1965-1975*. Oxford: Oxford University Press.
- Tarrow, Sidney (1996). States and opportunities: The political structuring of social movements. En Doug McAdam, John McCarthy, y Zald Mayer (Eds.), *Comparative perspectives on Social Movements* (41-61). Cambridge: Cambridge University Press.
- Tarrow, Sidney (2005). *The New Transnational Activism*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Terrón, Ana (2004). Migraciones y Relaciones con países terceros España. Documentos CIDOB, accesible en:

[http://www.cidob.org/es/publicaciones/documentos\\_cidob/migraciones/num\\_2\\_migraciones\\_y\\_relaciones\\_con\\_paises\\_terceros\\_espana](http://www.cidob.org/es/publicaciones/documentos_cidob/migraciones/num_2_migraciones_y_relaciones_con_paises_terceros_espana) (Consulta: 18/02/2012).

- Tiberghien, Frédéric (2009). Valoriser et repenser le codéveloppement. Le développement est-il une réponse aux migrations internationales. *Accueillir*, 252, 49-52.
- Tilly Charles, 2004. *Social Movements, 1768-2004*. London: Paradigm Publishers.
- Tilly, Charles (1987). *From Mobilization to Revolution*. Michigan: Addison-Wesley.
- Titscher, Stefan; Meyer, Michael; Wodak, Ruth y Eva Wetter. (2000). *Methods of Text and Discourse Analysis*. London: Sage.
- Torres López, Juan (2002). Inmigración: ¿policías o codesarrollo. Accesible en: <http://webpersonal.uma.es/de/JUANTORRES/prensa/Temas/temas-56.pdf> (Consulta: 18/02/2012).
- Tortosa, José María (2010). El maldesarrollo contemporáneo: un diagnóstico. En Jorge Guardiola, Ewa Strzeleka y Giuliaserena Gagliardini (Coords.), *Economía y Desarrollo humano: Visiones desde distintas disciplinas*. Granada: Editorial de la Universidad de Granada.
- Toumi, Larbi (2010). La nouvelle stratégie agricole au Maroc (Plan Vert): les clés de la réussite. Accesible aquí: [http://www.tanmia.ma/article.php3?id\\_article=18214](http://www.tanmia.ma/article.php3?id_article=18214) (Consulta: 18/02/2012).
- Tozy, Mohammed (2009). L'évolution du champ religieux marocain au défi de la mondialisation. *Revue internationale de politique comparée*, 16(1).
- Van Dijk, Teun (2001). Critical Discourse Analysis. En Deborah Tannen, Deborah Schiffrin & Heidi Hamilton (Eds.), *Handbook of Discourse Analysis* (352-371). Oxford: Blackwell.
- Vertovec, Steven (2001). Transnational challenges to the «new» multiculturalism. *Conférence ASA University of Sussex, 30 marzo-2 abril 2001*.
- Vertovec, Steven (2003). Migrant transnationalism and modes of transformation, *International Migration Review Conference on «conceptual and methodological developments in the study of international migration», Princeton University, 23-25 May 2003*.
- Vertovec, Steven (2004). Cheap calls: the social Glue of migrant transnationalisme. *Global Networks*, 4(2), 219-223.
- Vono de Vilhena, Daniela (2006). *Vinculación de los Emigrados Latinoamericanos y Caribeños con su país de Origen: transnacionalismo y Políticas públicas*. Santiago de Chile: CEPAL.

- VV.AA. Rapport 50 ans de développement humain et perspectives 2025. Accesible en: <http://www.rdh50.ma/fr/pdf/general/chapitre1.pdf> (Consulta: 05/01/2010).
- Waldinger, Roger (2006). Transnationalisme des immigrants et présence du passé. *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 22( 2), 23-41.
- Wallerstein, Immanuel (2007). *Análisis del Sistema-Mundo*. Madrid : Siglo XXI.
- Weiner, Myron (1996). Ethics, National Sovereignty and the Control of Immigration. *International Migration Review*, 30 (1), 171-197.
- Weiss, Linda (1998). *The Myth of the Powerless State: Governing the Economy in a Global Era*. Cambridge: Polity Press.
- Wihtol de Wenden, Catherine (1988). *Citoyenneté nationalité et immigration*. Paris: Arcantère.
- Wihtol de Wenden, Catherine (2006). La Méditerranée zone de fracture. *Accueillir*, 38, 20-21.
- Zabin, Carol y Luis Escala-Rabadán (2002). From Civic Association to Political Participation: Mexican Hometown Associations and Mexican Immigrant Empowrment in Los Angeles. *Frontera Norte* 14(27), 7-42.
- Zapata-Barreo, Ricard (2003). Cambio estructural y redes de actores en las políticas de acomodación de los inmigrantes en España: una perspectiva desde el territorio. En Gemma Aubarell (Comp.) *Perspectivas de la inmigración en España: una aproximación desde el territorio* (327-348). Barcelona: Icaria.
- Zapata-Barrero, Ricard (2011). Frontera: concepto y política. En Ricard Zapata Barrero y Xavier Ferrer-Gallardo (Eds.), *Fronteras en movimiento, Migraciones hacia la Unión Europea en el contexto Mediterráneo* (27-56). Barcelona: Ediciones Bellaterra.
- Zolberg, Aristide (1989). The Next Waves: Migration Theory for a Changing World. *International Migration Review* 23(3), 403–30.
- Zurbriggen, Cristina (2004). Las redes de políticas públicas. Una revisión teórica, Instituto de Gobernabilidad de Cataluña. Accesible en: <http://www.politicasypublicasysalud.org/documentos/gestion-social-del-conocimiento/view.download/213.html> (Consulta: 12/06/2012).









## LISTADO DE PROFESIONALES ENTREVISTADOS<sup>169</sup>

<b>Informante</b>	<b>Entidad</b>	<b>Cargo</b>	<b>País o comunidad de la sede</b>
<b>1</b>	Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID)	Jefa del Departamento de Migración y Desarrollo DGPOLDE	España.
<b>2</b>	El Fondo Catalán de Cooperación al Desarrollo	Técnico del área de estudios	Cataluña.
<b>3</b>	Consejo de la comunidad Marroquí en el Extranjero (CCME)	Miembro del consejo y Coordinador de un grupo de trabajo	Marruecos.
<b>4</b>	Fundación Pagesos Solidaris	Técnico de cooperación	Cataluña
<b>5</b>	Movimiento por la Paz y el Desarme (MPDL)	Técnico de codesarrollo	Madrid.
<b>6</b>	CIREM	Técnico de proyectos	Cataluña-Marruecos
<b>7</b>	Asociación Valenciana de Ayuda al Refugiado (AVAR)	Presidente	Valencia.
<b>8</b>	Fundación CEIMIGRA	Responsable del Área de Asociacionismo inmigrante y codesarrollo	Valencia
<b>9</b>	Codenaf	Secretario	Andalucía-Marruecos
<b>10</b>	Asociación Socio-Cultural Ibn Batuta (ASCIB)	Coordinador del Departamento de cooperación	Cataluña- Valencia-Madrid-Marruecos

<sup>169</sup> Se mencionan los cargos ocupados por los entrevistados hasta la fecha de realización de cada entrevista.





**ABREVIATURAS Y ACRÓNIMOS**

Actividades Generadoras de Renta (AGR)  
Agencia Andaluza de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AACID)  
Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID)  
Agencia Nacional de Promoción del Empleo y de las Competencias (ANAPEC)  
Alta Autoridad de la Comunicación Audiovisual (HACA)  
Análisis Crítico del Discurso (ACD)  
Análisis de Discurso (AD)  
Analyse Critique du Discours (ACD)  
Analyse de Discours (AD)  
Asociación de Inmigrantes Marroquíes en España (ATIME)  
Asociación Euromediterránea (AEM)  
Asociación Immigration Démocratie et Développement (IDD)  
Asociación Marroquí de Solidaridad y Desarrollo (AMSED)  
Asociación Migration et Développement (MD)  
Asociación Socio-Cultural Ibn Batuta (ASCIB)  
Asociación Valenciana de Ayuda al Refugiado (AVAR)  
Ayuda Oficial al Desarrollo (AOD)  
Balanza de Pagos (BP)  
Banco Mundial (BM)  
Centro de Iniciativas e Investigaciones Europeas en el Mediterráneo (CIREM)  
Centro Euro-Mediterráneo de Migración y Desarrollo (EMCEMO)  
Comisión Cooperación Desarrollo (CCD)  
Comisión Europea (CE)  
Comité de Ayuda al Desarrollo (CAD)  
Communautés Autonomes (CC.AA)  
Comunidad Marroquí en España (CME)  
Comunidades Autónomas (CC.AA)  
Consejo Consultivo de los Derechos Humanos (CCDH)  
Consejo de la Comunidad Marroquí en el Extranjero (CCME)  
Consejo General de los Italianos en el Exterior (CGIE)  
Consorcio de Investigación Aplicada en Migración Internacional (CARIM).  
Contratos de Reinserción Voluntaria en el País de Origen (CRPO)  
Cooperación y Desarrollo en el Norte de África (CODENAF)  
Derechos Humanos (DD.HH)  
Dirección General de Planificación y Evaluación de Políticas de Desarrollo (DGPOLDE)

Documentos de Estrategia País (DEP)  
Enfoque Global de Migraciones (EGM)  
Equipos de Apoyo a la Migración (EAM)  
Escuela de Formación y Análisis sobre Codesarrollo (EFAC)  
Estados Unidos (EE.UU)  
Federación de Entidades Catalanas de origen Marroquí (FECCOM)  
Fondo Catalán de Cooperación al Desarrollo (FCCD)  
Fondo Monetario Internacional (FMI)  
Foros Globales sobre Migración y Desarrollo (GFMD)  
Forum des Organisations de Solidarité Internationale Issues des Migrations (FORIM)  
Fundación Pagesos Solidaris (FSP)  
Fundación para Trabajadores Extranjeros en Huelva (FUTEH)  
HomeTown Associations (HTAs)  
Haut Commissariat au Plan (HCP)  
Índice de Desarrollo Humano (IDH)  
Iniciativa Conjunta para la Migración y el Desarrollo (ICMD)  
Iniciativa Nacional de Desarrollo Humano (INDH)  
Instituto Real de la Cultura Amazighe (IRCAM)  
Inversiones Directas Extranjeras (IDE),  
Ley Orgánica (LO)  
Marroquíes Residentes en el Extranjero (MRE)  
Migración y Desarrollo (M&D)  
Migraciones Laborales Temporales Circulares (MLTC)  
Migration et Développement (M&D)  
Ministerio de la Comunidad Marroquí en el Extranjero (MCMRE)  
Misión Interministerial de Codesarrollo y Migraciones (MICOMI)  
Movimiento por la Paz (MPDL)  
Naciones Unidas (UN)  
Objetivos de Desarrollo del Milenio (ODM)  
Organización de las Naciones Unidas (ONU)  
Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura (UNESCO)  
Organización Internacional del Trabajo (ILO)  
Organización Internacional para las Migraciones (OIM)  
Organización No Gubernamentales para el Desarrollo (ONGD's)  
Organización para la Cooperación y el Desarrollo Económico (OCDE)

Organizaciones de las Sociedad Civil (OSC)  
Organizaciones de Solidaridad Internacional Surgidas de las Migraciones (OSIM)  
Organizaciones Transnacionales de Migrantes (OTM)  
Oxford Business Group (OBG)  
País “en Vías de Desarrollo” (PVD)  
Partido Justicia y Desarrollo (PJD)  
Partido Popular (PP)  
Partido Socialista Obrero de España (PSOE)  
Pequeñas y Medianas Empresas (PYME)  
Plan Director (PD)  
Planes de la Cooperación Española para el Desarrollo (PCED)  
Política Europea de Vecindad (PEV)  
Producto Nacional Bruto (PNB)  
Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD)  
Programa Global de Regulación y Coordinación de la Inmigración y de los Extranjeros en España (GRECO)  
Programme des Nations Unis pour le Développement (PNUD)  
Red Euromediterránea de cooperación al Desarrollo (REMCODE)  
Structure d’Opportunités Politiques (SOP)  
Teoría Económica del Desarrollo (TED)  
Téorie Économique du Développement (TED)  
Trabajadores Marroquíes en el Extranjero (TME)  
Unión Europea (UE)  
Unión por el Mediterráneo (UpM)



**ÍNDICE GENERAL**







<b>SUMARIO</b> .....	11
<b>INTRODUCTION GÉNÉRALE</b> .....	13
<b>INTRODUCCIÓN</b> .....	22
<b>PRIMERA PARTE. REPENSAR Y REDEFINIR EL CODESARROLLO: INCLUYENDO NUEVOS CONCEPTOS Y OTRAS PERSPECTIVAS</b> .....	45
CAPÍTULO 1. EL CODESARROLLO: ORÍGENES Y DEFINICIONES .....	49
1.1. Definiciones desde el campo de la investigación .....	49
1.2. Origen y evolución del concepto .....	54
CAPÍTULO 2. LA POLÍTICA EUROPEA DE MIGRACIÓN Y DESARROLLO	59
2. 1. Migración y Desarrollo en la política migratoria europea: tratados y programas .....	59
2.2. El enfoque europeo de Migración y Desarrollo: el caso del Mediterráneo .....	66
2.3. La perspectiva europea de Migración y Desarrollo ante aportaciones de otras instituciones .....	71
2.4. Una breve reflexión .....	75
CAPÍTULO 3. MODELOS DE CODESARROLLO: LA EXPERIENCIA FRANCESA .....	81
3.1. La experiencia francesa hasta 1995 .....	82
3.2. El codesarrollo según Sami Naïr .....	84
CAPÍTULO 4. MIGRACIÓN Y DESARROLLO: EL PAPEL CONTROVERTIDO DE LA COOPERACIÓN .....	91
4.1. Conexiones evidentes entre Migración y Desarrollo.....	91
4.2. La cooperación en duda, a la luz de las teorías del desarrollo.....	95
4.3. ¿Es posible frenar las migraciones con el desarrollo? .....	103
CAPÍTULO 5. CONFIGURACIONES Y RETOS DE LA GOBERNANZA EN RELACIÓN CON LA COOPERACIÓN Y EL DESARROLLO .....	107
5.1. La gobernanza global del desarrollo.....	108
5.2. La gobernanza en la <i>politics</i> y las <i>policies</i> .....	110
5.3. La gobernanza en el ámbito no gubernamental .....	114

CAPÍTULO 6. NUEVAS APORTACIONES DESDE LAS TEORÍAS DE TRANSNACIONALISMO .....	117
6.1. El espacio transnacional geográfico en la era de la post-soberanía.....	118
6.2. La doble ausencia en el espacio transnacional social .....	120
6.3. Diásporas, redes y organizaciones.....	123
6.4. El transnacionalismo político: movimientos sociales más allá del Estado.....	126
6.5. Estrategias estatales y estructura de oportunidades.....	131
6.6. Políticas entre Estados y diásporas.....	135
CONCLUSIONES DE LA PRIMERA PARTE: UNA PROPUESTA DE REDEFINICIÓN DEL CODESARROLLO .....	139
<b>SEGUNDA PARTE. CONTEXTOS, PRÁCTICAS Y OPORTUNIDADES DEL CODESARROLLO EN EL CASO HISPANO-MARROQUÍ .....</b>	<b>145</b>
CAPÍTULO 7. LA EXPERIENCIA ESPAÑOLA DE CODESARROLLO. ENTRE LAS POLÍTICAS MIGRATORIAS Y LA COOPERACIÓN AL DESARROLLO .....	151
CAPÍTULO 8. PRÁCTICAS DIASPÓRICAS Y ELEMENTOS DE CODESARROLLO EN LAS POLÍTICAS DE MARRUECOS HACIA SUS EMIGRANTES .....	159
8.1. Marruecos hoy: algunas claves para entender el contexto .....	160
8.2. Prácticas diaspóricas: proyectos solidarios e impacto de las remesas.....	164
8.2.1. <i>Las prácticas asociativas de los MRE: cooperación, solidaridad y desarrollo local.</i>	164
8.2.2. <i>Las remesas formales de los MRE: riesgos ante la crisis</i> .....	170
8.3. Iniciativas de vinculación con la diáspora marroquí .....	176
8.3.1. <i>La política migratoria marroquí: ¿cambios forzados?</i> .....	177
8.3.2 <i>Instituciones y representatividad</i> .....	178
8.3.3 <i>Políticas gubernamentales</i> .....	182
8.3.4. <i>Un capital humano desconfiado</i> .....	183
8.3.5. <i>Reflexiones sobre las iniciativas de vinculación</i> .....	184

CAPÍTULO 9. EL CONCEPTO DE CODESARROLLO EN EL DISCURSO Y LAS PRÁCTICAS DE ORGANIZACIONES HISPANO-MARROQUÍES: ENFOQUES INSTITUCIONALES Y DIASPÓRICOS.....	189
9.1. Discursos y prácticas de las entidades.....	189
9.2. Sobre los modelos y proyectos de codesarrollo.....	217
9.3. Marcos interpretativos de las prácticas institucionales y asociativas en el contexto hispano-marroquí .....	219
9.3.1. <i>El marco de definición del codesarrollo</i> .....	219
9.3.2 <i>El marco de planificación del codesarrollo</i> .....	223
9.3.3 <i>El marco de gestión de las iniciativas de codesarrollo</i> .....	225
9.4 Análisis DAFO .....	227
CAPÍTULO 10. HACIA UNA ESTRATEGIA DE CODESARROLLO HISPANO-MARROQUÍ: CONEXIONES, OPORTUNIDADES Y PRIORIDADES.....	231
10.1. Los diferentes puntos de conexión entre España y Marruecos.....	231
10.2. Prioridades y oportunidades: 20 ideas para la planificación del codesarrollo hispano-marroquí.....	235
CONCLUSIONES DE LA SEGUNDA PARTE: PENSANDO EL CODESARROLLO HISPANO-MARROQUÍ.....	245
<b>CONCLUSIONES GENERALES</b> .....	249
<b>SYNTHÈSE GÉNÉRALE</b> .....	259
<b>BIBLIOGRAFÍA</b> .....	285
<b>ANEXO</b> .....	319
<b>ABREVIATURAS Y ACRÓNIMOS</b> .....	323



